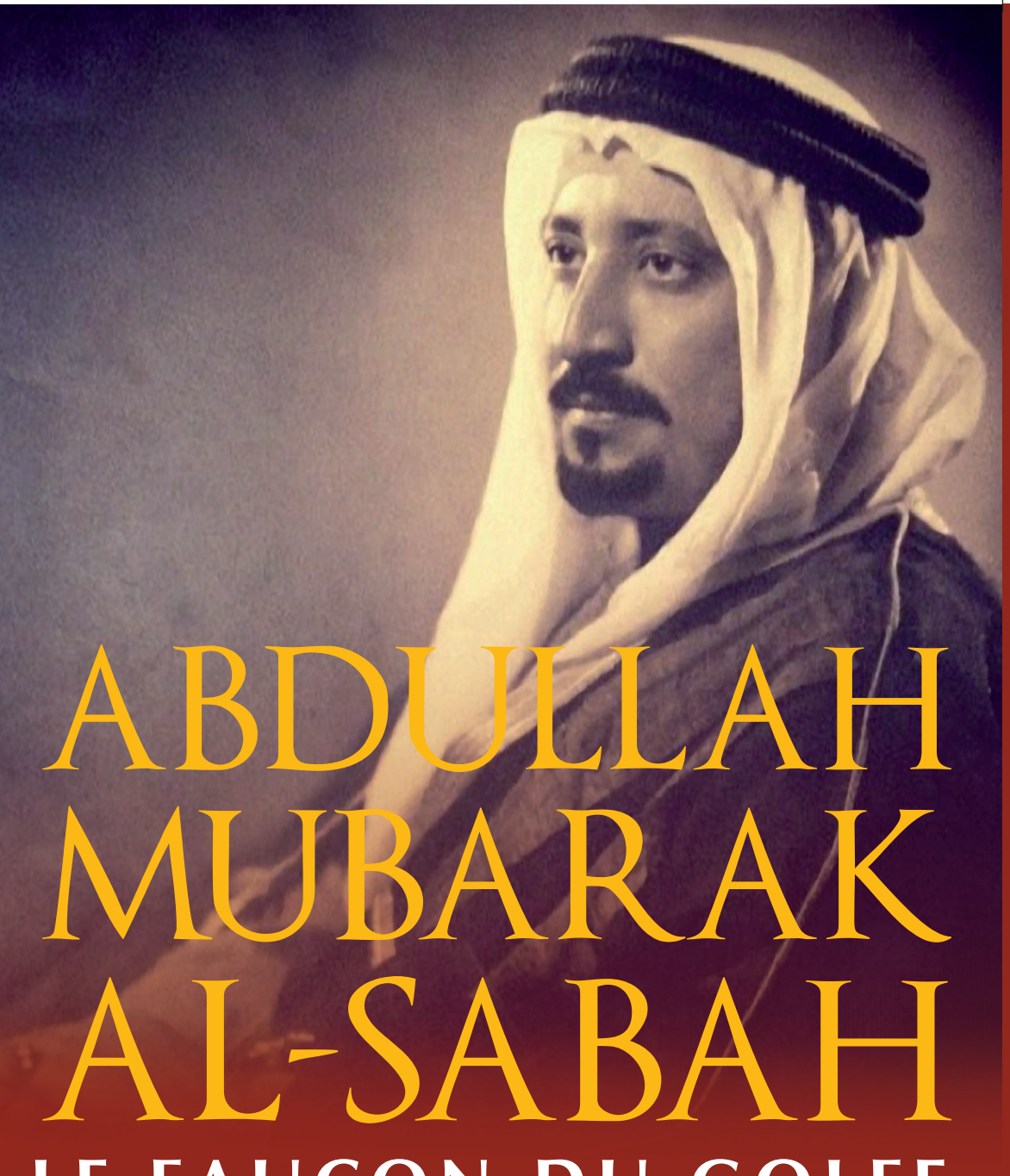

ABDULLAH MUBARAK AL-SABAH

LE FAUCON DU GOLFE

Dr. SOUAD M. AL-SABAH

ERICKBONNIER

ABDULLAH MUBARAK AL-SABAH

Souad M. Al-Sabah

ABDULLAH MUBARAK AL-SABAH

Le faucon du Golfe

Traduit de l'anglais par Lyes Si Zoubir

Maquette : Farida Jeannet

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour le monde francophone, 2019.
© Éditions Erick Bonnier, 2019

EAN : 9782367601793
Dépôt légal : février 2019
Imprimé en xxxxx par xxxxx

ERICKBONNIER

Note du traducteur

Contrairement aux usages habituels, nous avons préféré ne pas modifier la transcription habituelle en langue anglaise des noms propres koweïtiens. Ainsi, nous avons gardé Mubarak plutôt que de le remplacer par Moubarak, comme cela est souvent le cas dans les textes en langue française. De même, nous avons gardé la même orthographe pour les noms de villes et de certains hauts responsables arabes, qu'ils soient Koweïtiens ou autres. Nous avons néanmoins fait quelques exceptions dans certains cas notamment pour le nom Koweït ou celui du président égyptien Nasser ou encore celui du Premier ministre irakien Nouri Saïd.

Par ailleurs, le lecteur relèvera très vite la ressemblance et la proximité entre les noms de plusieurs hauts responsables et dirigeants koweïtiens. À chaque fois que cela était nécessaire, nous avons donc précisé de quelle personne il s'agissait. Le présent ouvrage traitant essentiellement de l'action du cheikh Abdullah Mubarak, nous l'avons souvent désigné par le seul terme de cheikh ou parfois d'adjoint de l'émir ou encore de vice-émir ou enfin d'émir par intérim. Quant à l'émir du Koweït, nous l'avons aussi désigné par le terme de souverain.

Enfin, nous avons ajouté certaines notes de bas de page lorsqu'il nous a semblé nécessaire d'apporter des précisions pour la version française. Elles sont signalées par un *.

Lyes Si Zoubir, Paris, 1er février 2019

Préface

L'inspiration pour ce livre m'est venue à l'esprit au lendemain de l'invasion irakienne du Koweït en août 1990. Les autorités d'occupation déclarèrent alors que le Koweït était la dix-neuvième province de l'Irak et lui dénièrent toute autonomie politique. Les destructions qui s'ensuivirent s'accompagnèrent d'une campagne presque systématique de pillage et de rapines dans la plupart des régions de l'émirat.

Cette épreuve a généré un impact durable sur ma manière de concevoir les choses. Cela m'a fait comprendre à quel point il était indispensable de documenter l'histoire moderne de mon pays, une tâche que je considérais comme une sorte de devoir moral et éthique. J'étais une initiée ayant vécu de l'intérieur de nombreux événements qui, à mon avis, devaient être mis en lumière.

Cependant, ce livre n'est pas une compilation de souvenirs personnels. J'ai étudié avec soin presque tous les ouvrages sur le Koweït publiés, en arabe et en anglais, du vivant de cheikh Abdullah Mubarak Al-Sabah. J'ai aussi interviewé de nombreuses personnes qui travaillaient avec lui ou qui avaient servi sous son commandement. J'ai également effectué des recherches dans les archives britanniques, américaines et koweïtiennes. La première édition de cet ouvrage est parue en 1995. Après six tirages et trois éditions en arabe, j'ai pensé qu'il devrait être mis à la disposition d'un lectorat occidental.

Ce livre se concentre sur la vie et l'histoire du Cheikh Abdullah Mubarak Al-Sabah, qui fut un homme d'État éminent du Koweït. Il exerça les fonctions de souverain adjoint de l'émirat pendant la majeure partie des années 1950 jusqu'à sa démission en 1961. Cette époque se caractérisa par des changements majeurs. La société traditionnelle fut ébranlée par l'impact de la nouvelle richesse pétrolière et les fondations

d'un Koweït indépendant et modernes apparurent au cours de cette décennie. Le livre analyse donc le rôle d'Abdullah Mubarak dans un contexte de mutation du Koweït. Je suis convaincue que la qualité du leadership fait la différence, en particulier en période de tourment et d'incertitude. J'ai tenté de souligner le rôle du Cheikh face aux changements accélérés qui ont affecté le Koweït dans tous les domaines au cours de cette période. Parfois, il a bien géré les changements, à d'autres moments, il a lui-même initié ces changements, et à d'autres moments, il a œuvré à préserver le pays et ses habitants.

Mes remerciements vont à tous mes amis, au Koweït, au Caire et à Londres, qui m'ont aidée dans la préparation de ce travail. Leur aide et leur soutien continus ont été essentiels pour mener à bien cette recherche.

J'espère que ce livre sera utile à celles et ceux qui cherchent à comprendre l'histoire moderne du Koweït.

Souad Al-Sabah
Koweït, octobre 2014

Introduction

Ce livre décrit l'histoire et la vie de l'éminent homme d'État koweïtien, Cheikh Abdullah Mubarak Al-Sabah, dont la contribution fut déterminante pour la création d'un Koweït indépendant et moderne.

Le caractère essentiel de son rôle relevait de trois sources principales. En premier lieu, il jouissait d'un statut distingué au sein de la famille régnante des Al-Sabah puisqu'il était le seul fils en vie de Cheikh Mubarak le Grand (Mubarak Al-Kabir), le fondateur de l'État (il régna de 1896 à 1915). Il fut ainsi l'oncle de tous les dirigeants et dignitaires du Koweït à partir de 1915.

Deuxièmement, Abdullah Mubarak occupa, au fil des ans, différentes fonctions administratives et politiques. À l'âge de 14 ans, il fut chargé d'administrer l'une des « portes » de la ville de Koweït. À l'époque, la cité était entourée d'un certain nombre de portes que l'on maintenait ouvertes de jour et fermées de nuit. Abdullah Moubarak lutta contre la contrebande, protégea les frontières et veilla au respect de la loi et de l'ordre dans le désert séparant le Koweït de l'Irak. Le présent ouvrage fournit à ce sujet de nombreux détails sur son rôle et ses responsabilités.

Troisièmement, dans les années 1950, Abdullah Mubarak occupa le poste de souverain adjoint et développa d'excellentes relations de travail avec Cheikh Abdullah Al-Salem qui était au pouvoir. Ce dernier était en fait son neveu et Abdullah Mubarak fut pour lui un véritable homme de confiance.

On ne peut saisir ce que représenta la vie d'Abdullah Moubarak qu'en la replaçant dans le contexte de changement social et économique qui intervint au Koweït à partir de la fin des années 1940.

Du traditionalisme à la modernité

Au cours des quatre premières décennies du XXe siècle, la vie au Koweït était généralement traditionnelle et simple. L'émirat était relativement ouvert au monde extérieur en raison de sa position stratégique, de sa tradition de pêche aux perles et de ses liens commerciaux avec l'Inde. Néanmoins, son peuple maintenait son mode de vie traditionnel, qu'il soit économique, politique ou culturel.

La découverte du pétrole et l'exportation d'une première cargaison de brut en 1946 renversèrent cet équilibre traditionnel. Tous les pans de la société commencèrent à subir des changements fondamentaux et rapides. Des milliers de personnes de nationalités, d'ethnies et de religions différentes affluèrent vers le pays à la recherche d'un travail et d'un lieu de vie. La culture et les modes de vie koweïtiens furent alors soumis à des influences extérieures. Dans le même temps, le gouvernement koweïtien prit conscience de l'importance de l'éducation et envoya des délégations de jeunes pour qu'ils étudient dans des universités égyptiennes et irakiennes.

Dans les années 1950, le changement imprégna toute la société. De nouvelles routes furent construites de même que des bâtiments modernes. Des écoles furent ouvertes et pour la première fois, de jeunes filles koweïtiennes purent s'y inscrire. Les voitures, les appareils électriques et les équipements ménagers devinrent populaires au sein des familles.

Les périodes de transition sont, par définition, des temps difficiles. Cela fut encore plus le cas pour le Koweït en raison du tempo et de l'ampleur du changement. Abdullah Mubarak occupa alors une position de choix parmi l'élite dirigeante koweïtienne chargée de gérer et de diriger ce processus de changement.

Bien qu'Abdullah Moubarak ait grandi dans le désert et qu'il ait gardé un grand respect pour la culture et les traditions bédouines, il comprenait néanmoins les besoins induits par les mutations de l'époque. Plutôt que de résister au changement, il cerna les opportunités à saisir. Un monde nouveau et meilleur s'ouvrait et le Koweït avait un rôle à y jouer.

Cet ouvrage montre comment le cheikh fut un pionnier en matière d'acceptation des nouvelles idées et manières d'accomplir les choses. Par exemple, malgré une opposition à cela, il encouragea l'éducation des filles et lança le projet de création d'une université koweïtienne. Il poussa

les jeunes à pratiquer des sports modernes et parraina de nombreuses initiatives éducatives telles que les compétitions sportives d'athlétisme en milieu scolaire.

Sur le plan personnel, le cheikh était un homme ouvert d'esprit. Cela se refléta dans sa vie familiale. Son épouse poursuivit des études supérieures dans les universités du Caire et de Surrey et devint la première femme koweïtienne à détenir un doctorat en économie. En plus de cela, comme elle était aussi poétesse, il l'encouragea à apparaître publiquement au Koweït et à l'étranger pour réciter ses poèmes. Cette ouverture d'esprit concerna aussi le reste de notre famille, Abdullah Moubarak s'étant engagé à nous offrir la meilleure éducation possible.

Renforcement des institutions

Abdullah Moubarak érigea des institutions, ayant compris en cela qu'elles garantissaient continuité et pérennité puisqu'elles survivent aux individus. Cette conviction explique pourquoi le livre aborde dans le détail son rôle dans des domaines tels que la sécurité, l'armée, l'aviation civile, l'éducation, la radiodiffusion et les associations non gouvernementales.

Son influence la plus durable concerna le domaine de la sécurité et de l'armée. Chargé de diverses responsabilités en matière de sécurité durant la Seconde Guerre mondiale, il fut décoré par le gouvernement britannique en 1945. Avant l'indépendance, il perçut les menaces qui pesaient sur la sécurité nationale du Koweït et insista sur l'importance de la mise en place d'une armée solide. Il jeta donc les bases du Département de la sécurité publique, qui devint plus tard l'armée du Koweït. Ce livre montre ainsi les négociations difficiles qu'il mena avec le gouvernement britannique pour acquérir des armes de pointe.

De même, il s'intéressa vivement à l'aviation civile et, réalisant son importance, il créa un club pour encourager les jeunes du Koweït à participer à cette activité. Il prévoyait alors qu'il était important de former les Koweïtiens au métier de pilote civil, ce qui constituait une étape préliminaire dans leur rôle militaire. Dans le même esprit, il entreprit de moderniser et d'agrandir l'aéroport de Koweït et créa une compagnie aérienne nationale.

La quête pour l'indépendance

En 1899, le cheikh Mubarak Al-Sabah (Mubarak Al-Kabir) signa un traité avec le gouvernement britannique, selon lequel le Koweït devint un protectorat de la Grande-Bretagne. Londres était responsable de la conduite des affaires étrangères de l'émirat, tandis que les affaires intérieures relevaient de l'émir koweïtien. Les Britanniques nommèrent alors un « Agent politique » pour agir en tant que représentant diplomatique. Dans de nombreux cas, cet Agent politique outrepassa ses prérogatives ce qui ne manqua pas de créer des frictions avec l'émir.

Abdullah Mubarak comprenait l'importance de maintenir un lien avec la Grande-Bretagne afin de contrebalancer les ambitions territoriales de l'Irak au Koweït. Mais, en même temps, c'était un patriote qui s'opposait à l'intervention britannique dans les affaires intérieures de son pays. Cet ouvrage examine les difficultés inhérentes au maintien d'un équilibre entre ces deux exigences et cite de nombreux exemples qui démontrent l'engagement du cheikh en faveur de l'autonomie du Koweït.

Par exemple, à la fin des années 1940, il ordonna que l'entrée des citoyens arabes au Koweït se fasse sans visa et il accepta une médaille libanaise sans le consentement préalable du gouvernement britannique. En conséquence, ses relations avec les Britanniques étaient ambivalentes. D'un côté, ces derniers admiraient sa forte personnalité, garante de l'ordre et de la stabilité face à la menace d'activités subversives. De l'autre côté, désapprouvaient son soutien à l'Égypte de Nasser et à la révolution algérienne. Les Britanniques exprimèrent également leur perplexité après l'appel du cheikh en faveur d'une adhésion du Koweït à la Ligue des États arabes. Cela se passa en 1958, soit trois ans avant l'indépendance de l'émirat.

Succession politique

La correspondance diplomatique britannique regorge de récits et de rumeurs concernant un conflit au sein de la famille Al-Sabah concernant la succession politique à la tête de l'émirat. En 1950, à la mort de Cheikh Ahmed Al-Jaber alors que son héritier, Cheikh Abdullah Al-Salem, était à l'étranger, la possibilité d'un coup d'État organisé par Cheikh Abdullah Mubarak fut évoquée par l'Agent politique dans les différents scenarii qu'il rédigea à propos de la succession. Le présent

ouvrage détaille cet incident et montre que ces scénarios étaient entièrement fictifs et qu'ils n'avaient aucun fondement dans la réalité.

Au cours des années 1950, les rapports des Agents politiques évoquèrent de manière fréquente les ambitions politiques d'Abdullah Moubarak et jetèrent le doute sur ses projets et sur ses intentions. Pourtant, comme nous le verrons tout au long de ce livre, ces missives furent souvent motivées par la suspicion à l'égard de certaines de ses positions notamment vis-à-vis des activités communistes. Bien qu'Abdullah Moubarak ait détenu tous les leviers du pouvoir militaire, il ne les utilisa jamais comme atouts en matière de politique intérieure. À titre d'exemple, lorsqu'il fut en désaccord avec l'émir en 1960 sur un certain nombre de questions de politique générale, il démissionna et quitta le pays sans faire de bruit. Pendant les trente et une années suivantes, il observa la politique koweïtienne, donna son avis lorsqu'il était sollicité pour cela et accorda son soutien du mieux qu'il put aux causes koweïtiennes et arabes.

Cet ouvrage détaille l'histoire de la vie et de l'œuvre d'Abdullah Moubarak en tant qu'homme d'État confronté à des temps difficiles et changeants. Il est à mettre à son crédit qu'il contribua au développement, à l'indépendance et à la stabilité du Koweït actuel.

Chapitre I

Les années formatrices

Cheikh Abdullah Mubarak Al-Sabah fut le plus jeune fils du Cheikh Mubarak Al-Sabah, fondateur du Koweït moderne et surnommé « Mubarak le Grand » par ses contemporains. Entre son accession au pouvoir en 1896 et sa mort en 1915, ce souverain assura l'avenir d'un petit État pris en sandwich entre deux puissants voisins, le futur royaume d'Arabie saoudite et le futur Irak. Son plus jeune fils, Abdullah Mubarak Al-Sabah, qui est le sujet de ce livre, est né en 1914, un an avant la mort de son père. Les seuls souvenirs paternels dont il a disposé lui furent donc transmis par des membres de sa famille et d'autres contemporains du souverain et de son remarquable règne. Seul l'un de ses frères aînés, Hamad, né en 1894, vécut assez longtemps pour transmettre la mémoire paternelle. Sans souvenirs directs, Abdullah Mubarak adorait néanmoins le disparu et les témoignages à propos de son propre itinéraire politique montrent clairement qu'il consentit des efforts soutenus et déterminés pour s'inscrire dans le sillage de son père et de ses engagements.

Durant son règne, le Cheikh Mubarak Al-Sabah fut un pionnier en matière d'idées à propos d'affirmation de l'identité arabe, cela bien que la règle suivie par le Koweït fût de rester en bons termes avec les dirigeants ottomans du nord. Pour le souverain, il fallait se prémunir de toute tentative d'immixtion et de création d'un lien de dépendance du Koweït à l'égard de la Sublime Porte. Mais à la fin de la Première Guerre mondiale, tout le référentiel politique de l'émirat changea. L'empire ottoman n'existait plus et les Britanniques constituèrent alors une présence impériale incontestée et dominante dans la région. Leur vision à l'égard de l'arabisme ne fut pas plus tolérante que celle des Ottomans

mais cela n'empêcha pas Abdullah Mubarak de s'inscrire plus tard dans ce courant fédérateur. Cet engagement lui fut plus aisé que pour son père. Pour maintenir l'indépendance du Koweït, ce dernier devait jongler entre Britanniques et Ottomans : Abdullah Mubarak, dès lors qu'il joua un rôle politique, ne fut pas confronté à cette double obligation complexe. Il ne devait affronter que l'administration britannique même si celle-ci était déterminée, puissante et bien moins malléable que sa devancière ottomane.

Après la mort de son père en 1915, Abdullah Mubarak, âgé d'un an, se retrouva dans une position inhabituelle. Le nouveau souverain du Koweït était son frère aîné, Jaber II, né en 1860. Cheikh Jaber décéda en 1917 et son frère cadet Salem II (né en 1864) lui succéda. Cependant, il ne demeura qu'une brève période au pouvoir, mourant en 1921. À cette date, seulement deux des fils de Cheikh Mubarak Al-Sabah (Al-Kabir) restaient encore en vie : Hamad, alors âgé de 24 ans, et Abdullah Mubarak, âgé de sept ans seulement. Le Koweït était alors menacé par de nombreux ennemis et un dirigeant jeune et inexpérimenté aurait pu être source de désastres. Dans de telles circonstances, la famille Al-Sabah tint beaucoup moins compte de l'hérédité que de considérations plus importantes : qui serait le souverain le plus efficace ? Ni un jeune homme inexpérimenté (Hamad) ni un mineur (Abdullah Mubarak) n'en étaient capables. Ainsi, la succession passa à Ahmed, fils aîné de feu Cheikh Jaber et donc neveu d'Abdullah Mubarak, mais son aîné de plus de 35 ans.

Ahmed II gouverna le Koweït pendant plus de 30 ans jusqu'en 1950. À sa mort, son cousin Abdullah III (fils aîné de Salem II) régna jusqu'en 1965, date à laquelle son frère Sabah III lui succéda au trône jusqu'en 1977. La succession revint alors à l'autre branche principale de la famille avec le petit-fils de Jaber II, qui régna en tant que Jaber III jusqu'en 2006.

Dans cette structure complexe de mouvements dynastiques, la position d'Abdullah Mubarak fut unique. Après la mort de son frère Hamad en 1938, il devint le seul fils survivant du fondateur de la nation[1*]. Il semblait avoir hérité des talents de son père. Sa propre famille relevait discrètement l'acuité de son sens politique ainsi que son dévouement à la fois pour la nation et la cause arabe.

1*. Et cela tandis que ses neveux puis petits-neveux se succédaient à la tête de l'émirat (Note du traducteur, NdT).

Pour comprendre sa carrière, son contexte personnel et familial, ainsi que la nature du changement intervenu au Koweït, revêtent une importance égale. Pendant plus d'un demi-siècle après 1940, ce cheikh fut soit un vice-souverain au cœur de la vie politique de l'émirat, soit, après son retrait des affaires de l'État, un soutien loyal au peuple koweïtien et à la famille dirigeante. Il fut un témoin oculaire d'événements mémorables et contribua à la survenance de beaucoup d'autres. Il fut amené connaître les personnalités et leaders politiques arabes et étrangers, ainsi que les rois, présidents et hauts fonctionnaires. Au cours de sa longue carrière, il maîtrisa complètement les défis complexes de la politique arabe. Comme son père, il croyait intuitivement aux idéaux de l'arabisme, devenant au fil du temps un défenseur puissant et efficace de ces principes qui furent essentiels au développement du Koweït au cours des années 1940 et 1950.

Durant cette période, Abdullah Mubarak s'attaqua avec énergie au problème du sous-développement du Koweït. Pourtant, dans les archives britanniques de cette époque, on décèle surtout de la méfiance à son égard et vis-à-vis de ses motivations supposées. Il existe peu d'archives locales (autres que la presse) ou de mémoires arabes permettant de corriger cette perception du Koweït à cette époque. Nous n'avons donc pas d'autre choix que d'utiliser les documents conservés aux Archives nationales britanniques à Londres (British National Archives) et ceux des Archives nationales américaines (US National Archives) déposés dans l'État du Maryland. Cependant, ces deux sources doivent être utilisées avec précaution.

Les premiers rapports étaient souvent basés sur des rumeurs et des ouï-dire intéressés, et cela au moins jusqu'en 1904, date à laquelle les responsables britanniques furent basés en permanence au Koweït et purent donc juger les événements de manière directe. Cependant, même après 1904, les autorités britanniques ne furent en aucun cas des observateurs impartiaux en ce qui concerne les questions touchant aux intérêts politiques et économiques du Royaume-Uni dans l'émirat. Cela donne une indication à propos de l'importance accordée par Londres au Koweït et du contrôle strict qui fut imposé à ce pays.

La signature d'un contrat de concession pétrolière en 1934 et la première découverte de pétrole en 1938 renforcèrent l'intérêt croissant de la Grande-Bretagne pour le Koweït. Le contrat fut passé avec une société détenue conjointement par la US Gulf Corporation et l'Anglo-Persian Oil Company, qui prit le nom de British Petroleum (BP) en 1954. Le

30 juin 1946, lorsque le Cheikh Ahmed al-Jaber Al-Sabah (Ahmed II), alors souverain du Koweït, enclencha la pompe qui transféra le pétrole brut koweïtien dans les soutes du tanker *British Fusilier*, la transformation de l'économie koweïtienne devint possible. Cela se fit, cependant, au prix d'une détermination britannique encore plus insistante pour exercer un contrôle accru sur le pays.

Abdullah Mubarak est né dans une société qui faisait ses premiers pas vers la modernité. Au cours de sa longue vie, il joua de nombreux rôles différents qui consolidèrent ce processus. Des générations de responsables britanniques au Koweït ont reconnu qu'il était incorruptible, diligent, volontaire, déterminé et exceptionnellement bien informé. Toutes ces qualités en faisaient une menace potentielle pour la volonté de domination britannique. Mais, le plus dangereux pour elle, était qu'il exerçait une autorité réelle en tant que membre éminent de la famille régnante. Il ne pouvait être marginalisé ni rejeté comme cela aurait pu être le cas pour des personnalités appartenant à des niveaux inférieurs de la hiérarchie. Il est remarquable de constater à quel point son influence et son expérience s'étendirent. Il dirigea la sécurité publique et le Département de la police, fonda l'armée du Koweït, supervisa le Conseil de l'éducation, de la radio et des passeports. Plus que tout autre membre de la famille dirigeante, il comprit dans le détail – et dans la pratique – le fonctionnement de la société koweïtienne.

Nous en savons très peu sur son enfance et encore moins sur la manière dont il grandit avant la première mention le concernant dans les rapports britanniques au sujet du Koweït. Abdullah Mubarak passa ses premières années dans un environnement façonné par les traditions bédouines. Les tribus de la péninsule arabique partageaient un héritage et une éthique sociale communs, mais les opportunités offertes par les eaux du Golfe pour la pêche et, plus tard, pour les perles, avaient pour conséquence le fait que les tribus menaient une « double vie » selon la saison. Le Koweït regardait à la fois vers le Golfe et son commerce maritime, et vers le nord où se situait l'Irak moderne. Le grand érudit bédouin, Jibrail S. Jabbur[1*], souligne que, si tous les Arabes ne vivaient pas dans le désert, c'était la terre dans laquelle ils étaient façonnés : « La vie traditionnelle des Arabes était fortement enracinée dans le nomadisme ; et encore aujourd'hui, la mentalité sédentaire arabe demeure liée

1*. Auteur, entre autres, de l'ouvrage *The Bedouins and the Desert : Aspects of Nomadic Life in the Arab East*, publié en 1995 par State University of New York Press (NdT).

à celle des Bédouins arabes […] L'Arabe ne se connaît pas ou ne saisit pas ses qualités uniques et l'ampleur de ses capacités de développement, s'il ne sait pas que sa propre vie puise ses racines dans le désert. » [Jabbur]

Dans le cas d'Abdullah Mubarak, son sens de l'esprit tribal, son profond besoin de solidarité et même son désir de leadership et d'exercice de l'autorité, peuvent être attribués à l'influence de la vie bédouine. Il grandit ainsi en tant que Bédouin. Après la mort de son père, sa nourrice, « Nuwair », épouse de Mutlaq Abu Hadida, s'occupa de lui en même temps que propre fille, Haya. Selon la coutume, la famille d'Abu Hadida, membre de la tribu des Al-Rashaida, le fit grandir dans le désert. Haya devint sa « sœur de lait », ce qui constitua pour lui une connexion puissante avec la société bédouine. Le meilleur écrivain occidental à propos du Koweït, H. R. P. Dickson a décrit comment lui-même vécut une enfance similaire : « Tout d'abord, une femme membre des Anizah de la section tribale Misrab de la *Ruwala* [bédouins] m'a nourri, ce qui me permet de prétendre à la fraternité de lait avec eux. Tout comme, deuxièmement, le fait que j'ai parlé l'arabe dès mon enfance[1]. » Dickson assimila les aspects cachés et souvent inexprimés de la culture bédouine, et son analyse nous donne un aperçu pertinent de ce que fut la formation du jeune Abdullah Mubarak. En effet, ses écrits mentionnent spécifiquement la position de ce dernier dans le système tribal :

> « Une femme qui allaite deux enfants de sexe opposé, le premier étant le sien et le second celui d'un autre, fait de ces enfants un frère et une sœur de sang. Ils ne peuvent jamais se marier et le garçon pourra, tout au long de sa vie, regarder le visage de la fille qui fut allaitée avec lui. Par exemple, Abdullah al Mubarak Al-Sabah est le frère adoptif de la fille d'une femme appartenant à la tribu des Al-Rashaida et épouse d'un des cheikhs fidawis [gardes du corps] nommé Abu Hadida. Je connais personnellement les deux [Abdullah Mubarak et Haya Abu Hadida]. Bien qu'Abdullah soit le fils de feu le souverain du Koweït, il traite la jeune fille comme s'il était vraiment son frère adoptif. C'est d'ailleurs très charmant à observer. Au printemps, il va souvent en campement avec son père et sa mère et entretient les meilleures relations amicales avec sa sœur adoptive[2]. »

1. H.R.P Dickson, *The Arab of the Desert : A Glimpse into Badawin. Life in Kuwait and Saudi Arabia* (Londres : George Allen and Unwin, 1949), p. 27.
2. *Ibid.*, p. 763.

Dickson connaissait bien Abdullah Mubarak et explique très clairement qu'il le trouvait respectueux de ses parents adoptifs et d'une grande affection pour sa sœur adoptive. Comme le suggère Jibrail S. Jabbur, la tradition bédouine a imprimé sa marque sur Abdullah Mubarak et cette influence culturelle précoce explique nombre de ses traits de caractère. À l'âge adulte, Abdullah Mubarak était réputé pour sa générosité. Tandis que certains habitants de la ville trouvaient cela extravagant, étrange et même inutile, tout membre d'une tribu bédouine voyait cela très différemment. Sans équivoque, Dickson explique l'importance de cette générosité :

> « En temps de paix, le Cheikh [de la tribu] doit prouver qu'il est littéralement ''le père de son peuple''. Il doit connaître les problèmes familiaux de chaque homme et prendre des décisions bonnes et équitables lorsqu'il règle les différends qu'on lui soumet. Avant toute chose, il ne doit surtout pas être avare et doit garder la porte de sa maison ouverte. Aucun nom n'a de portée significative plus indigne ni ne laisse de plus vilain goût dans la bouche chez les Badawin [bédouins] que l'épithète bakhil [avare]. Une fois que ce qualificatif a été attribué à un chef, son influence touche à sa fin[1]. »

Cheikh Mubarak Al-Sabah, le père d'Abdullah Mubarak fut le produit exceptionnel de la culture guerrière bédouine. Il pouvait prendre des décisions difficiles sans remords ; il était craint et respecté, impitoyable en guerre et en politique. Surtout, il avait une vision claire du meilleur avenir pour le Koweït. La dureté et la rigueur imprimées par la vie dans le désert façonnèrent le comportement des deux hommes, père et fils, au cours de leur vie d'adulte. Concernant Abdullah Mubarakt, son cas ressemblait beaucoup à la maxime jésuite : « Donnez-nous un enfant avant l'âge de sept ans et il sera à nous pour la vie. » Son caractère s'est forgé au cours de ces périodes passées d'une zone de pâturage à une autre. Il apprit à être patient, à apprécier la générosité des autres et à être généreux en retour. Avant tout, il comprit l'importance du courage et de la nécessité de ne pas laisser les autres le faire dévier de la voie qu'il

1. *Ibid.*, pp. 52-3. L'auteur eut une connaissance directe de toutes ces qualités d'Abdullah Mubarak. En outre, en tant que père, le Cheikh était très affectueux et compatissant. Il était plein d'amour et d'affection pour ses enfants : Mohamed, Umnia, Moubarak et Shima'a. Il ne réussit jamais à surmonter la perte de Moubarak, son sixième enfant, décédé le 22 juillet 1973. Il en garda de la tristesse dans son cœur et fit face à cette perte tragique avec patience et retenue.

s'était tracée. Lui aussi pouvait prendre des décisions difficiles sans ciller. Dans la tradition tribale, un dirigeant doit avoir du courage, de la capacité à exercer son leadership et, plus important encore, avoir du *hadh*, autrement dit de la chance.

Quel pouvait être son rôle dans la vie ? Comme indiqué précédemment, il n'y avait aucune possibilité pour lui de succéder à son père car, en 1921, alors qu'il n'avait que sept ans, la famille Al-Sabah avait choisi son neveu, Cheikh Ahmed al-Jaber, qui était beaucoup plus âgé que lui. Ce choix ouvrit la voie à un nouveau mode de transmission du pouvoir où ses neveux puis petits-neveux devinrent émirs du pays. Ainsi, Abdullah Mubarak ne devait pas devenir le souverain du Koweït. Il n'y a aucune preuve qu'il ait jamais souhaité changer cette destinée. Il apparaît certain qu'il n'envisagea jamais, y compris au cours de ses dernières années, d'enclencher une lutte pour s'assurer la direction de l'État. En tant qu'individu et homme doté du prestige d'être le fils du Cheikh Mubarak Al-Sabah Al-Kabir, il jouissait d'une liberté d'action telle qu'il n'aurait jamais pu en bénéficier s'il avait été chef de l'État. Néanmoins, en tant que ministre, il exerçait un contrôle direct énergique sur les forces armées et la sécurité publique tout en détenant un portefeuille d'autres responsabilités. En somme, il exerçait le véritable pouvoir au quotidien et cela avec l'accord du souverain.

Son héritage paternel et sa propre inclinaison en firent un modernisateur. La participation à des aspects aussi nombreux et variés de la vie publique du Koweït, pendant plus de deux décennies, lui conféra une vision globale des problèmes et des opportunités de l'émirat. Il fut fermement convaincu que la voie du progrès pour son pays serait déterminée par son unité interne, sa solidarité sociale par-dessus tout et par un intérêt commun entre les dirigeants et le peuple. La famille au pouvoir devait parler au nom de la nation et devenir le creuset du changement, en regardant vers l'avant et non vers l'arrière.

Capitale la plus septentrionale de la péninsule arabique, la ville fortifiée de Koweït se situe à un point stratégique de la côte nord du Golfe. Son premier mur fut construit en 1760 et protégeait environ 11 hectares. Un deuxième mur, plus substantiel, fut érigé entre 1779 et 1811 et s'étendait sur 2,3 kilomètres. Lorimar a décrit ce mur en ces termes : « Son épaisseur est inférieure à un pied ; il entoure la cité en la séparant du désert. Une tranchée a été creusée derrière lui, avec deux ouvertures pour les gros canons, chacune gardant trois portes. » Un troisième mur, construit en 1920, mesurait 6,4 kilomètres de long et 4,5 mètres

d'épaisseur et comportait cinq portes principales. À ce moment-là, la taille de la cité-État était passée à 72 hectares. Aucun de ces murs n'aurait pu résister à un bombardement, d'où la peur (jusqu'en 1918) à l'égard des Ottomans, qui avaient une excellente artillerie. Malgré le fait qu'il ne pouvait leur faire face qu'avec des guerriers bédouins, équipés uniquement d'armes légères ou qu'avec une armée bédouine, le Koweït était néanmoins capable de tenir tête aux Ottomans. Le plus gros problème aurait été alors le manque d'eau pour les citadins.

Le dernier de ces murs fut la conséquence d'une grave invasion. Au début de l'année 1920, le futur souverain saoudien Ibn Saud laissa la cavalerie chamelière des *Ikhwan* (des Bédouins du Nadjd) pénétrer au nord du territoire koweïtien et atteindre le Fort Rouge de Jahra à 25 miles de la ville de Koweït. Les *Ikhwan* furent contenus à Jahra tandis que Cheikh Salem Al-Mubarak (Salem II), le souverain, ordonna la construction d'un nouveau mur de défense autour de la capitale. Les Koweïtiens érigèrent la nouvelle fortification en seulement soixante jours, mobilisant l'ensemble de la population de l'émirat et utilisant de la boue cuite et du plâtre pour créer une ligne de défense solide et continue. Alors écolier, Abdullah Mubarak fut inclus dans la garde civile qui surveillait les murs et les portes de la nouvelle enceinte. Il s'agissait d'une mission sérieuse et importante, très rarement confiée à un homme aussi jeune. Sa principale responsabilité était de vérifier les permis des étrangers qui souhaitaient passer les murs. Au dire de tous, il acquit alors la réputation d'être ferme, honnête et de ne pas permettre la violation des règlements qu'il devait appliquer.

Jusqu'aux années 1940, le Koweït ne constituait guère plus qu'une petite cité-État. Le mur qui l'entourait était un symbole militaire de sa sécurité. Mais à l'aune du XXe siècle, c'était aussi une sorte d'emblème de son statut. Il n'y avait pas beaucoup de villes fortifiées en Arabie. Le mur était percé de cinq portes bien défendues et, à l'intérieur de la ville, peu de choses avaient changé au cours des siècles. Les maisons étaient en argile ou en pierres récupérées de l'océan, les rues étroites et non pavées. Un gouvernement municipal avait été mis en place en 1930 et un conseil municipal fut élu deux ans plus tard. Le mur d'enceinte fut supprimé lors du remodelage de la ville à la fin des années 50 et dans les années 60[1], alors qu'Abdullah Mubarak était au faîte de son pouvoir.

1. Municipalité de Koweït. 1980, Yasser Mahgoub, « Kuwait : Learning from the Globalized City », in Yasser Elsheshtawy, *The Evolving Arab City : Tradition, Modernity and Urban Development* (Londres : Routledge, 2008).

Ce bouleversement entrait dans le cadre du premier plan pour un nouveau Koweït achevé en 1951 par un cabinet d'architectes britanniques : Minoprio, Spencely et McFarlane.

Minoprio écrivit plus tard : « Ce fut une mission difficile. Nous ne savions pas grand-chose du monde musulman et les Koweïtiens voulaient une ville – ils voulaient une nouvelle ville, des hôpitaux, des écoles, des logements et de bonnes communications. Tout ce que nous pouvions leur donner, c'était ce que nous savions. » L'objectif principal des architectes était d'établir les lignes directrices pour un développement futur de l'émirat. Ils se concentrèrent sur un nouveau réseau routier, des sites pour de nouveaux bâtiments publics, des logements, des parcs et des terrains de sport. Cependant, leur plan reposait essentiellement sur la nécessité de créer « un centre-ville magnifique et digne » d'un pays figurant alors parmi les plus importants fournisseurs de pétrole dans le monde. Le souverain de l'époque dirigeait le Kuwait Development Board (KDB, Conseil de développement du Koweït), créé en 1950, mais Abdullah Mubarak le suppléait fréquemment, souvent durant de longues périodes. Le développement d'une nouvelle cité était une priorité pour toutes les raisons évoquées par Minoprio. Pour Abdullah Mubarak, seule une nouvelle ville pouvait symboliser la détermination en matière de changement – et il fut toujours une force promouvant ce changement.

À cette époque, il n'y avait pas de recensement officiel détaillant le nombre de personnes vivant dans la ville de Koweït et les estimations variaient de manière assez importante. Le Cheikh Hafez Wahba, un Égyptien qui vécut au Koweït quelques années et qui travailla ensuite pour le roi Abdul Aziz Al-Saud – il fut ambassadeur d'Arabie saoudite au Royaume-Uni dans les années 1960 – avança le chiffre de 15 000 personnes[1]. En 1908, Lorimer estima la population de l'ensemble du Koweït à environ 35 000 habitants, principalement issus des tribus arabes Otobees, Awazem, Bani Khaled, Rashaida, Ojman, Dawaser, Al-Aniza, Dhafer et les Arabes d'Ihsa'a et Baharneh.

Nous ne disposons que de très peu d'informations concernant la vie d'Abdullah Mubarak entre 1926 et 1940. Nous savons que plusieurs membres de la famille reconnurent ses talents dès leur plus jeune âge. L'un d'eux était Cheikh Hamad Mubarak Al-Sabah, son frère aîné,

1. Hafez Wahba, *The Arabian Peninsula in the Twentieth Century* (en arabe), (Le Caire : Committee of Authoring Translation and Publishing, 1967), p. 80.

qui s'en occupa et veilla à ce qu'il ne subisse aucun problème. Cheikh Ahmed al-Jaber (Ahmed II), son neveu qui dirigea le Koweït pendant la période 1921-1950, lui confia diverses responsabilités importantes, notamment le poste de vice-directeur du Département de la sécurité. Son supérieur hiérarchique, le directeur, Cheikh Ali al-Khalifa al-Abdullah Al-Sabah, le considéra avec beaucoup de respect. Cheikh Ali était l'un des chefs militaires les plus reconnus du Koweït, s'étant notamment battu avec courage lors de la bataille de 1920 à Al Jahra[1]. Il fut un mentor pour Abdullah Mubarak et le guida dans tous les aspects de la sécurité nationale du Koweït, l'aidant à cerner et à traiter toutes les menaces auxquelles l'émirat était confronté.

Les documents britanniques ne commencent à faire état de son rôle qu'à partir du début des années 1940, mais ce n'est que lorsque le souverain le choisit comme directeur adjoint du département de la sécurité que débuta vraiment sa brillante carrière dans la fonction publique. Bien entendu, le fait d'être le fils de Mubarak le Grand contribua de façon décisive à son ascension constante, mais le facteur clé fut néanmoins sa réputation d'homme s'acquittant de ses devoirs avec foi et fiabilité.

Nous savons qu'Abdullah Mubarak a commencé ses études dans la ville de Koweït après avoir passé son enfance dans le désert. Il fréquenta une petite école religieuse avant de rejoindre l'école principale Mubarakiya, fondée en 1911 et baptisée du nom de son père. Même en tant qu'écolier, il prenait très au sérieux son rôle de fils du souverain défunt et tenait à faire preuve d'un sens aigu du devoir et de la responsabilité personnelle vis-à-vis de son entourage. Il entra d'abord dans la vie publique en tant qu'assistant de Cheikh Ali al-Khalifa al-Abdullah Al-Sabah, gouverneur de la ville de Koweït et directeur du département de la sécurité. Dans les années 1930, Abdullah Mubarak fut responsable de la lutte contre la contrebande qui se multipliait de façon importante en raison de la position-clé du Koweït sur la côte et de son ouverture sur la terre ferme. Ce commerce illégal, notamment entre le Koweït et l'Irak, concernait des produits alimentaires, d'autres biens et du bétail volé.

La contrebande créa des problèmes et des tensions entre les tribus et entre l'Irak et le Koweït. Au cours des années 1930, le gouvernement irakien adopta des mesures strictes en matière de commerce terrestre et maritime, renforçant la surveillance des flux de marchandises. L'une

1. La bataille eut lieu à Al Jahra, à l'ouest de la ville de Koweït, le 10 octobre 1920. Elle opposa les forces koweïtiennes à celles de l'Arabie saoudite durant la guerre entre le Koweït et le Nadjd.

des conséquences fut l'interruption de l'approvisionnement en eau potable de la ville de Koweït, une ressource habituellement acheminée par navires en provenance de Chatt Al-Arab[1*]. Le colonel Dickson, Agent politique britannique, se rendit dans la région frontalière entre le Koweït et l'Irak et discuta de ces difficultés avec les chefs des tribus irakiennes et koweïtiennes afin de parvenir rapidement à une solution. L'approvisionnement en eau fut rétabli et l'on chargea Abdullah Mubarak de lutter contre les contrebandiers. À cette époque, les institutions, systèmes et services gouvernementaux nécessaires à une action efficace n'existaient tout simplement pas. Le gouvernement du Koweït n'ayant même pas ses propres véhicules, Abdullah Mubarak n'eut pas d'autre choix que de louer des taxis et des camions pour faire la chasse aux passeurs. Au cours de ces poursuites trépidantes, qui semblent aujourd'hui presque comiques, de nombreux affrontements se produisirent. Pourtant, cette violence n'avait rien d'amusant, Abdullah Mubarak risquant la mort plus d'une fois alors qu'il était confronté à des passeurs armés de fusils et d'épées et qui ne craignaient pas de les utiliser.

Ce fut une campagne implacable. Abdullah Mubarak et son équipe agirent dans les profondeurs du désert dans des conditions extrêmement difficiles. En patrouille ou en raids contre des groupes de passeurs, lui et ses hommes, dormaient sur le sable avec seulement les broussailles du désert pour coussins, leurs coiffes devenant des masques faciaux contre la poussière et le sable portés par le vent. Ils buvaient la même eau que les moutons et les chameaux et, lors des chaleurs estivales intenses, ils se refroidissaient en plongeant dans les eaux des oasis, puis en se séchant dans leur sommeil avec le vent chaud du désert.

Son enfance dans ce même désert se révéla inestimable. Dans son action, il était essentiel d'établir des relations étroites avec les tribus et leurs Cheikhs du Koweït et d'Arabie saoudite, en particulier ceux d'Ojman, Mutran, Shummer, Aniza, Muntafeq, Roula, Huweitat, Sukhur, Shararat, Rashaida et Awazem. Le fait de favoriser la loyauté tribale lui donna un énorme poids politique lequel vint aussi d'un respect mutuel. Il prit le temps d'honorer ces chefs tribaux en s'asseyant et en discutant avec eux, répondant ainsi aux exigences de la courtoisie arabe. Il était peut-être le fils de Cheikh Mubarak, l'ancien redoutable

1*. Ou « rivière des Arabes » : principal chenal du delta commun du Tigre et de l'Euphrate. Frontière naturelle entre l'Irak et l'Iran (NdT).

souverain du Koweït, mais il comprit rapidement qu'il était essentiel, pour le jeune homme qu'il était, de faire preuve de respect envers les chefs tribaux. Les relations qu'il développa avec eux lui fournirent une compréhension unique des véritables problèmes auxquels son peuple était confronté. En conséquence, il parvint très rapidement à rétablir la stabilité politique et sociale dans le désert et le long de la côte.

Un incident ayant eu lieu en 1940 démontre la force d'airain de sa personnalité. Deux serviteurs de la princesse Noura, la sœur du roi Abdul Aziz Al-Saud, d'Arabie saoudite, avaient attaqué des Koweïtiens au Koweït. Lorsque les victimes se plaignirent auprès d'Abdullah Mubarak, il punit les deux Saoudiens conformément au droit koweïtien. Lorsque le roi Abdul Aziz eut connaissance de leur châtiment, il fut furieux et se sentit humilié. Il demanda immédiatement l'extradition de ceux qui avaient battu les serviteurs de sa sœur. Pour les Koweïtiens, la pratique habituelle aurait été d'envoyer quelques boucs émissaires à Riyad, où ils auraient été sommairement exécutés. De fait, certains membres de la famille Al-Sabah pensaient qu'Abdullah Mubarak devait assumer ses responsabilités et se soumettre au roi saoudien. Une telle attitude aurait évité des représailles de la part du puissant voisin saoudien contre le Koweït. Un voisin que les Koweïtiens prenaient garde habituellement à ne jamais provoquer. Le jeune Abdullah n'eut pas le choix. Il fit ses adieux à sa mère, qui pensait ne jamais le revoir, et partit pour l'Arabie saoudite accompagné de son supérieur au Département de la sécurité publique, le cheikh Ali Al-Khalifa[1].

À leur arrivée à Riyad, les deux hommes se rendirent immédiatement au *majliss*[2*] du roi saoudien. Abdullah Mubarak le salua et s'assit à une certaine distance de lui, une attitude synonyme de gage de courtoisie en raison de sa jeunesse. De son côté, le cheikh Ali Al-Khalifa s'assit plus près du roi. Ce dernier demanda au jeune homme de faire le récit des événements. Abdullah Mubarak parla doucement mais avec confiance. Il déclara que les deux serviteurs saoudiens n'avaient pas respecté les traditions koweïtiennes et qu'il les avait donc punis. Pour lui, si un Koweïtien venait à mal se comporter en Arabie saoudite, le roi l'aurait certainement puni du fait que les visiteurs et invités se devaient

1. Najat Abdul Qader Al Jassem, *Al Tatawor Al Syasi wa Al Iktissadi Lil Kuwqit Bayn Al Harbien 1914-1939* [Le Développement économique au Koweït entre les deux guerres 1914-1939] (Le Caire : Dar Al Nahda Al-Arabia, 1973), pp. 147-9.

2*. Le *majliss*, est un vaste salon où le souverain ou le cheikh reçoit les visiteurs et écoute leurs doléances (NdT).

d'observer les traditions du pays hôte. Le roi l'interrogea pendant un certain temps, puis, à la surprise des présents dans le *majliss*, il demanda à Abdullah Mubarak de s'asseoir à côté de lui : « Tu as bien agi, lui dit-il. Si tu n'avais pas eu confiance en tes actes, tu ne serais pas venu ici. Tu es le fils de notre cher ami [le Cheikh Mubarak Al-Sabah] qui a tant fait pour nous. »

Par ces paroles, le roi Abdul Aziz alla au fond des choses : il devait la vie au Cheikh Mubarak. À la fin du XIXe siècle, le futur roi Abdul Aziz avait tenté de s'emparer du pouvoir dans la capitale saoudienne, Riyad, mais il avait échoué. Menacé d'exécution immédiate, il avait échappé à ses ennemis et s'était réfugié au Koweït entre 1893 et 1920. Le Cheikh Mubarak le traita avec respect et lui rendit sa dignité. De fait, la campagne réussie d'Abdul Aziz pour la prise de pouvoir commença au Koweït, où le père d'Abdullah Mubarak lui avait donné refuge, refusant ainsi de le livrer à ses ennemis, au risque de compromettre gravement les intérêts politiques du Koweït. Ce lien personnel, tel une dette d'honneur, était incassable. Il est impossible de dire jusqu'où Abdullah Mubarak avait anticipé l'issue de cette rencontre, compte tenu des circonstances. En tout état de cause, il avait soit pris la bonne décision soit fait preuve d'une audace considérable. Le roi saoudien demanda à Abdullah Mubarak de rester en tant qu'invité. Quand il rentra finalement chez lui, le souverain de Riyad lui offrit de nombreux cadeaux, dont deux voitures de marque Ford. L'une d'elles resta en possession d'Abdullah Mubarak jusqu'à l'invasion irakienne de 1990, lorsque les forces de l'occupation détruisirent son domicile familial.

À la mort de cheikh Ali Al-Khalifa en 1942, Abdullah Mubarak lui succéda en tant que chef du Département de la sécurité publique et gouverneur de la ville de Koweït. Grâce aux encouragements et au patronage de l'émir Cheikh Ahmed al-Jaber, les responsabilités d'Abdullah Mubarak ne cessèrent ensuite de s'étoffer notamment durant la Seconde Guerre mondiale. En 1945, en reconnaissance de la contribution qu'il avait apportée au bon gouvernement du Koweït, le gouvernement britannique lui décerna la décoration du « Companion of the Most Eminent Order of the Indian Empire » (CIE) ou Compagnon du Très éminent Ordre de l'empire des Indes[1**].

1**. Ordre créé en 1878 par la Reine Victoria pour récompenser des services outre-mer ou dans le domaine des affaires étrangères. Il n'est plus conféré depuis 1947 (NdT).

Il y avait une autre raison à la gratitude de Sa Majesté : Abdullah Mubarak ne s'était pas opposé à la réaction des Britanniques lorsque le gouvernement irakien avait été renversé par un coup d'État dirigé par le Premier ministre Rashid Ali en avril 1941. Le 17 avril, Rashid Ali avait ainsi demandé à l'Allemagne de soutenir son gouvernement contre toute intervention britannique. Cela provoqua une réponse militaire immédiate de Londres. L'Armée britannique prit le contrôle de l'Irak en mai 1941, lorsqu'il semblait patent que le Premier ministre Rashid Ali avait fait appel aux forces allemandes et italiennes. En fait, un escadron de la Luftwaffe était effectivement basé sur un ancien aérodrome de la RAF à l'intérieur de l'Irak et dominait temporairement l'espace aérien irakien. Dans cette situation, l'armée britannique étant largement dépassée en nombre, il était essentiel que ses troupes puissent atterrir au Koweït dans le cas où accéder à Bassorah leur était interdit. En effet, il était tout à fait possible que l'armée irakienne s'oppose à un débarquement à Bassorah. Le message reçu alors par les Britanniques (et on peut supposer qu'il provenait des services d'Abdullah Mubarak) était, qu'en cas d'urgence, le port de Koweït-city ne serait pas bloqué[1].

Après l'attribution du CIE, il semble d'autant plus extraordinaire que, quelques années plus tard, quelques officiers politiques britanniques au Koweït considéraient Abdullah Mubarak avec une profonde méfiance, le voyant comme un danger pour le bon fonctionnement de l'État. Ce changement coïncida avec le nouveau statut du Koweït en tant que producteur de pétrole de plus en plus important. Abdullah Mubarak joua un rôle central dans le gouvernement et l'administration de son pays, et sa conviction selon laquelle une contestation de la politique britannique était nécessaire s'il estimait qu'elle n'allait pas dans l'intérêt de son pays en fit un homme surveillé de près par Londres.

L'ascension d'Abdullah Mubarak se poursuivit au fur et à mesure que ses responsabilités et ses devoirs augmentaient. Sa prééminence fut reconnue en 1958 par l'émir Cheikh Abdullah Al-Salem, qui autorisa la création d'un Conseil supérieur composé des 17 chefs de départements, Abdullah Mubarak se retrouvant alors en seconde position sur cette liste, immédiatement après l'émir lui-même. Le décret définissait ses responsabilités en tant que « Chef du Département de la sécurité publique », supervisant l'administration de la nationalité et des passeports, la radio

1. Robert Lyman, *Iraq 1941 : The Battles for Basra, Habbaniya, Fallujah and Baghdad* (Oxford : Osprey, 2006), pp. 29-31.

et la télévision, et d'autres fonctions. Il était suivi en grade par le cheikh Abdullah al-Jaber Al-Sabah, chef des forces de défense attachées à la sécurité publique ; le Cheikh Abdullah al-Jaber al-Sabah, responsable de l'éducation, des tribunaux et des départements des *awqaf*[1*] ; le Cheikh Fahad al-Salem Al-Sabah, chef des travaux publics, de la santé et des départements de la municipalité ; et le Cheikh Sabah al-Salem Al-Sabah, en tant que chef de la police.

La mise en place de ce conseil constitua un pas en avant significatif en termes de renforcement des institutions koweïtiennes. Il ratifiait les lois, approuvait les règlements et régulations ainsi que le budget. L'année suivante, l'émir fusionna la police et la sécurité publique pour former un département unique sous la direction du cheikh Abdullah Mubarak.

La meilleure évaluation de ce que fut sa position vient peut-être de la presse régionale. Fekri Abaza, un éminent intellectuel égyptien, était, depuis 1924, le rédacteur en chef du journal du Caire *Al Mussawwar*. Il écrivit à propos d'Abdullah Mubarak en 1958, qu'il n'avait rien à voir avec l'archétype de l'officiel rigide ou du bureaucrate et qu'il serait difficile à suivre[2]. En retour, Abdullah Mubarak précisa que les Égyptiens devaient se sentir complètement chez eux au Koweït, déclarant à ce sujet : « Quand le petit État koweïtien était dans sa jeunesse, il obtint tout le soutien éducatif, politique et technique de l'Égypte » et « cela ne peut être oublié ».

Même les autorités britanniques, souvent méfiantes vis-à-vis de l'attitude politique et des loyautés nationalistes arabes d'Abdullah Mubarak, livrèrent une mesure supplémentaire de sa position lorsque, en 1951, elles le décrivirent comme un « homme fier et digne »[3]. Ce n'était pas nécessairement un compliment ; dans le langage officiel, cela pouvait aussi laisser penser qu'il représentait un problème, « une épine dans la chair » de ceux qui devaient imposer les vœux du gouvernement britannique au Koweït.

Certains commentaires étaient délibérément excessifs. En 1951, un écrivain arabe jugea que le cheikh « possédait toutes les qualités d'un monarque prudent » et qu'il était « toujours honnête et sans parti pris dans ses décisions[4]. » Fadel Saeed Aql compila les remarques de la déléga-

1*. Œuvres caritatives musulmanes (NdT).
2. *Al-Mussawwar*, 28 novembre 1958.
3. Référence : PRO, FO/371/91355. Message de l'Agence politique au Foreign Office, 2 septembre 1951.
4. Afif Al-Tayebi, *Arba'ata 'Achar Youm fi Al Kuwait* [Quatorze jours au Koweït] (Beyrouth : Al-Youm Publications, 1952), p. 18.

tion de la presse libanaise qui s'était rendue au Koweït en mars 1952[1], et qui trouva Abdullah Mubarak : charmant, confiant, vif, éloquent et avec un profond amour pour son peuple[2]. Cependant, Abdullah Mubarak dédaignait les flatteries les plus flagrantes et s'intéressait davantage à l'opinion des citoyens koweïtiens. Les plus âgés d'entre eux se souviennent encore de la fenêtre ouverte de son bureau donnant sur la rue au Département de la sécurité publique. Chaque citoyen ou résident étranger pouvait lui parler de tout problème ou lui formuler directement toute demande, conformément à la vieille coutume arabe.

Le Cheikh communiquait facilement avec les gens ordinaires et comprenait leurs besoins et leurs aspirations. Cela fut confirmé dans un rapport préparé par un responsable du British Foreign Office qui devait escorter Abdullah Mubarak lors de l'une de ses visites en Grande-Bretagne. L'official rapporta que lors de sa visite au Cheikh, il le trouva assis par terre, jouant aux cartes avec ses serviteurs. Pourtant, ce que les Britanniques admirèrent le plus chez lui, fut sa grande capacité de travail. De nombreux responsables koweïtiens adoptèrent une très courte durée de travail, commençant leur journée assez tard et la terminant tôt. Ce n'était pas ainsi que fonctionnait Abdullah Mubarak qui aimait son travail. L'Agent politique britannique nota en 1959 que « le cheikh commence sa journée à 6 h 30 et travaille jusqu'à minuit. À part deux heures de repos après le déjeuner, il travaille toute la journée[3]. »

Abdullah Mubarak était un modernisateur au sein d'une société traditionnelle et, contrairement à beaucoup d'autres de ses pairs arabes, il disposa du statut social et de l'autorité politique pour mettre ses projets à exécution. Aucune de ses idées n'était particulièrement radicale. Au commencement de sa vie d'adulte, il devint un ardent partisan du pouvoir de la science et de l'éducation, convaincu qu'un avenir meilleur pour le Koweït ne pouvait se concrétiser que par l'éducation. Des écoles bien équipées furent ainsi une caractéristique marquante du nouveau Koweït.

Plus qu'un bon administrateur, il fit preuve d'un dévouement passionné dans tous les aspects de son travail. L'enseignement supérieur était l'une de ses passions. Il voyagea beaucoup et, lors de toutes ses visites à l'étranger, même si son agenda était serré, il s'arrangeait pour

1. Fadel Sa'eed Aql, *Al-Kuwait Al-Hadithah* [Le Koweït moderne] (Beyrouth : n.p., 1952), p. 34.
2. *Al-Mussawwar*, 11 mars 1960.
3. De l'agence politique (McCarthy) au Foreign Office, 24 juin 1959.

faire connaissance avec les étudiants koweïtiens qui étudiaient hors de leur pays. Au début, il n'y en avait pas beaucoup et il fut conscient des problèmes causés par leur isolement. Lors de ces réunions, il exhortait les étudiants à travailler dur et à faire honneur à leur pays, tout en les encourageant à surmonter les obstacles qui se dressaient sur leur route. Il pouvait alors intervenir auprès des autorités académiques en leur nom ou fournir davantage d'argent si cela était nécessaire pour les livres et autres matériels éducatifs. Ces étudiants à l'étranger étaient les futurs pionniers devant créer, développer et maintenir un Koweït moderne. Leur éducation leur offrait de grandes possibilités et le cheikh avait cœur de soutenir leurs projets d'avenir. À leur retour au Koweït, il leur écrivait des lettres de recommandation ou demandait parfois à ses collègues des services gouvernementaux de leur trouver un emploi convenable.

Une autre caractéristique importante du cheikh Abdullah Mubarak fut sa tolérance religieuse. Lors d'une interview pour le magazine *Al-Mussawer*, concernant la construction d'une église au Koweït, il déclara que même si les Koweïtiens étaient des musulmans, les autorités construisaient « une église parce que les chrétiens arabes et étrangers au Koweït ont le droit d'accomplir leurs rites religieux. Notre objectif est de faire en sorte que tous les habitants du Koweït se sentent à l'aise et heureux[1]. » De plus, il se faisait un devoir de rendre visite aux chrétiens qui travaillaient au Koweït pendant leurs jours saints et leurs fêtes religieuses. Son médecin privé, Eid Shammas, était un chrétien et il était de notoriété publique qu'Abdullah Mubarak lui accordait sa confiance pour tout ce qui concernait sa santé. Il demanda également conseil à Shammas à propos de la politique sanitaire et médicale du Koweït.

La tolérance religieuse fondait ses actes et sa conduite. Il se sentit profondément honoré lorsque le patriarche orthodoxe d'Antioche, en communion avec Rome, lui décerna la rare distinction du Grand Ordre de Saint Marc en 1960. À l'instar de l'attribution du CIE par le gouvernement britannique en 1945, il estima que c'était un honneur pour le Koweït, ainsi que pour lui-même. Le nouveau pape, Paul VI, l'invita à se rendre au Vatican, invitation qu'Abdullah Mubarak accepta avec joie, effectuant sa visite en décembre 1963.

Nombre de gens se souviennent surtout de sa générosité. Dans l'ouvrage *Forty Years in Kuwait* (Quarante ans au Koweït), Violet Dickson (l'épouse de H. R. P. Dickson) rappelle qu'à la fin de février 1943, le

1. *Al-Mussawwar*, 15 avril 1960.

nombre de pèlerins passant par le Koweït pour se rendre à La Mecque avait dépassé les 8 000 personnes. Cela rendait très difficile la possibilité de trouver un moyen de transport pour tous. Quelques pèlerins arrivèrent après le départ du contingent principal et furent alors les invités d'Abdullah Mubarak. Il n'y avait ni voitures ni camions disponibles pour les transporter, le cheikh contacta donc le colonel Dickson, le mari de Violet, pour lui demander d'emprunter ou d'acheter sa voiture. Lorsque Dickson hésita, le cheikh lui remit un chèque de 45 000 roupies, ce qui dépassait de loin la valeur du véhicule. Le cheikh donna ensuite la voiture aux pèlerins pour leur voyage vers les Lieux Saints. À leur retour, ils furent de nouveau ses invités[1].

L'enseignement que l'on peut tirer de ces histoires est qu'Abdullah Mubarak avait le rare don de mettre les gens à l'aise. Il avait des opinions bien arrêtées et était connu pour être têtu mais cela ne fit jamais obstacle à ses contacts humains. Les responsables britanniques au Koweït exprimèrent leur inquiétude politique dans leurs rapports sur ses discours ou dans leurs analyses de sa politique. Ils le firent aussi en décrivant la puissance de sa rhétorique. Pourtant, c'était un Koweïtien qu'ils étaient toujours ravis de voir, un homme de grand charme qui pouvait néanmoins défendre sa cause sans relâche, avec verve et aplomb. Et dans le même temps, ils savaient qu'ils devraient bientôt écrire un rapport critique au sujet du Cheikh, document adressé au résident politique à Bahreïn, suggérant qu'Abdullah Mubarak risquait d'être un danger pour les intérêts britanniques.

Cette tonalité négative du commentaire relevait du style habituel de l'écriture officielle de tous les fonctionnaires britanniques qui servaient dans le Golfe. Ils avaient été formés pour comprendre qu'il était de leur devoir d'informer leurs supérieurs de manière complète et impartiale de toute menace ou danger pour les intérêts et la politique de la Couronne. Dans le même temps, ils étaient dissuadés de trop s'impliquer dans les affaires intérieures du territoire dont ils avaient la charge ou d'exprimer leurs propres préférences, sauf en des termes très prudents. Tant qu'une nouvelle politique était en cours d'élaboration, ils étaient encouragés à exprimer et à justifier leurs propres opinions, mais une fois cette politique fixée et adoptée, toutes les discussions critiques devaient prendre fin.

1. Violet Dickson, *Forty Years in Kuwait* (Londres : George Allen and Unwin, 197O), pp, 163-8.

Au Koweït, les enjeux étaient plus importants que dans la plupart des autres pays du Golfe, d'abord en raison de sa production de pétrole et, en second lieu, en raison de sa position stratégique dans le nord du Golfe et entre l'Arabie saoudite et l'Irak. La production de pétrole koweïtienne s'élevait à 5,9 millions de barils en 1946 puis 16,2 millions en 1947 et continua à augmenter régulièrement jusqu'en 1972. Le gouvernement britannique souhaitait que la British Petroleum continue de dominer les concessions pétrolières du Koweït par l'intermédiaire de la Kuwait Oil Company. Cependant, le Koweït préféra élargir sa base de clients en signant des accords pour de nouveaux champs pétroliers avec Aminoil (un consortium d'entreprises américaines) en 1948, avec une production commençant en 1953, et avec la Arabian Oil Company (détenue par des intérêts japonais) en 1958. Le Koweït décida aussi de développer une raffinerie et de créer des installations en aval du secteur pétrolier, fondant la Kuwait National Petroleum Company en 1960. Tous ces événements intervinrent alors qu'Abdullah Mubarak avait la main sur les manettes du pouvoir au Koweït. Et ces mêmes événements allèrent à l'encontre de la perception britannique des intérêts du Royaume-Uni dans l'émirat.

Chapitre II

L'édification d'un État au Koweït : Le rôle d'Abdullah Mubarak

La plupart des observateurs de l'histoire moderne du Koweït considèrent que la plus grande contribution d'Abdullah Mubarak fut la mise en place de mécanismes de gouvernement et l'édification d'institutions ayant forgé l'État moderne du Koweït.

Le renforcement des institutions est le processus de création de structures gouvernementales et non gouvernementales, d'introduction de procédures et de codes de conduite dans une société. Cela représente le passage d'une gouvernance relevant plus ou moins du hasard et des circonstances à une gouvernance étayée par des lois et des procédures. Cette transformation est fondamentale pour permettre la modernisation du pays et l'apparition de changements économiques et sociaux.

La création d'institutions est ainsi au cœur de tout développement politique. Abdullah Mubarak comprenait bien leur rôle dans un État moderne. Il eut également l'intuition que le progrès au Koweït passait par une flexibilité nécessaire dans la mise en place du changement. Sans plan préconçu des réformes qu'il souhaitait mettre en place, et sans calendrier précis, il considéra ces transformations sous l'angle de décisions politiques pragmatiques. Néanmoins, son objectif était cohérent et il l'expliqua très clairement. Le pouvoir et l'autorité devaient rester comme auparavant, avec l'émir au centre de la nation. Toutefois, jugea-t-il, le Koweït avait besoin d'un nouveau cadre gouvernemental capable de gérer un État moderne. Dans certains cas, cela impliquerait la création de nouveaux départements couvrant des questions importantes telles que la stratégie et la planification, deux points essentiels dans un pays où les revenus pétroliers augmentaient de façon fulgurante. Pour d'autres

questions, telles que la défense nationale, il lui parut plus logique de fusionner les ministères existants, tout en préservant les atouts du passé et en veillant à ce que toutes les forces armées soient prêtes au combat et mieux équipées.

Dès le début, Abdullah Mubarak comprit qu'aucun progrès durable ne serait réalisé si un certain nombre de chantiers distincts n'étaient pas abordés de front. Le meilleur exemple en fut l'aviation civile, domaine dans lequel il joua un rôle pionnier au Moyen-Orient. De fait, il considéra le développement du transport aérien comme l'une des principales influences transformatrices de l'après-guerre. Pour lui, tout pays de la région qui n'avait pas de bonnes liaisons aériennes avec l'Europe et les États-Unis, ainsi qu'avec ses pays voisins, s'exposait au déclin. Cette ambition posa cependant un problème car l'aviation constituait l'une des zones les plus jalousement protégées par le contrôle britannique. Le cheikh Mubarak adopta donc une approche indirecte pour éviter tout conflit frontal avec le gouvernement de Sa Majesté, ce dernier étant peu enclin à permettre au Koweït de se développer dans un tel secteur.

Avec le transport aérien civil, se posait aussi la question de l'aviation militaire. Le Koweït était préoccupé par le fait que ses puissants voisins possédaient une flotte de combat, ce qui n'était pas son cas. Le pays n'avait donc aucune possibilité de se défendre contre des attaques aériennes. Au départ, l'acquisition d'une aviation militaire posa un problème politique aux Britanniques mais, *in fine*, leurs objections furent levées avec la perspective de contrats d'achats qui reviendraient à des entreprises du Royaume-Uni sans oublier d'autres engagements lucratifs pour la maintenance et la formation.

En fin de compte, le gouvernement britannique estima que l'avantage économique l'emportait sur ses préventions politiques et stratégiques. Il changea de position et fournit les avions commandés par le Koweït (Voir chapitre III). Le pays possédant à la fois sa propre compagnie aérienne nationale, fondée en 1954, des liaisons aériennes avec le monde entier et, enfin, ses propres avions de combat militaires pour protéger son propre espace aérien, Abdullah Mubarak jugea alors que le Koweït possédait les attributs d'un État moderne. Certes, il ne pouvait espérer surclasser des États plus vastes et plus puissants, mais la possession d'une force de défense efficace dissuaderait toute velléité d'invasion.

Abdullah Mubarak eut une tâche plus facile avec ses autres réformes. Il fut l'instigateur de la construction du port d'Al-Ahmadi en 1951. Le projet finalisé rencontra un tel succès qu'un agrandissement majeur

fut ordonné en 1957[1]. Le cheikh Mubarak créa aussi le ministère du Travail, des Statistiques et de l'Immigration et favorisa la naissance d'une Chambre de commerce et d'industrie. En sa qualité de chef du Conseil de l'éducation, il supervisa la formidable expansion du système éducatif afin de former une nouvelle génération de Koweïtiens qualifiés capables de gérer la nouvelle économie. Il appuya le rôle croissant des entreprises privées et se montra favorable aux initiatives des entrepreneurs koweïtiens. Il joua ainsi un rôle déterminant dans l'ouverture du club Al-Ahli, le premier forum où les Koweïtiens instruits pouvaient se rencontrer et échanger avec leurs pairs. Le cheikh devint président honoraire de ce club dont la création fut l'une des premières étapes dans le développement d'institutions sociales au sein de la société civile.

L'une des convictions d'Abdullah Mubarak était que tous ces changements ne profiteraient pas à sa génération mais à celle des jeunes Koweïtiens. Pour lui, les 20-30 ans seraient, dans les années qui devaient suivre, les dirigeants et les responsables du nouveau Koweït. Une fois les sécurités intérieure et extérieure établies dans un contexte de mise en place de la machine gouvernementale et de l'exploitation des ressources pétrolières, le Koweït, selon lui, serait alors un petit État modèle du monde arabe.

Assurer la sécurité

Les institutions les plus importantes dans la plupart des pays en développement sont celles qui assurent la sécurité et la stabilité à la fois sur le plan interne et contre les menaces provenant des États voisins. Abdullah Mubarak fut un acteur clé dans ces deux domaines. Il mit d'abord en place les institutions chargées de la sécurité publique au Koweït. Ensuite, il réalisa la nécessité d'une armée de terre et d'une force aérienne pour protéger le pays des menaces extérieures.

Le Département de la sécurité publique ouvrit ses portes le 12 décembre 1939, lorsque le cheikh Ahmed al-Jaber, émir du Koweït, décida de créer une organisation chargée de maintenir la sécurité et de gérer les relations avec les tribus. Le Département s'installa sur la place Safat (Safat Square), dans le centre-ville de Koweït. La première rue pavée de la ville, achevée en 1945, était Dasman Street, qui allait du

1. Mousa Hannoun Kazar Ghadban, « Development of Rule and Administration in Kuwait – 1936 to 1962 » (Ain Shams University, Dissertation de Master, 1988), pp. 192-7.

palais Dasman (résidence de l'Émir) à la place Safat, près du tout nouveau Département de la sécurité publique. Le chef du département était Cheikh Ali-al-Khalifa Al-Sabah, avec Abdullah Mubarak comme bras droit. Cheikh Ali décéda en avril 1942 et Cheikh Abdullah Mubarak, âgé de 28 ans à l'époque, prit sa place à la tête du Département. Le fils de l'émir, Cheikh Abdullah al-Ahmed al-Jaber al-Sabah devint alors son adjoint jusqu'à sa mort prématurée en janvier 1957[1].

Le département eut des débuts modestes. En 1942, il ne comptait que trois employés : Abdul-Latif Faisal Al-Thuwaini, Othman Bu Qammaz et Amin Singer. En 1948, Abdullah Mubarak fonda la première école de formation à la sécurité publique et fit don du terrain sur lequel elle fut construite. Il nomma Mohammed Abu Kuhail à sa tête.

En 1948, l'émir demanda à Abdullah Mubarak de créer un Département des passeports et des voyages, lequel ouvrit officiellement ses portes le 1er janvier 1949. Les allées et venues au Koweït se développaient et l'ancien système était lent et inefficace. Le cheikh nomma Hani Qaddoumi, un Palestinien, comme assistant. Le dépôt des passeports était à Safat Square et l'émir en personne assista à la cérémonie d'ouverture. L'une des autres raisons possibles de la mise en place de ce nouveau système était un possible défi lancé au gouvernement britannique, qui revendiquait le pouvoir de contrôler tous les voyages à l'intérieur et à l'extérieur du Koweït, au motif que l'émirat n'avait pas la capacité d'effectuer ce travail.

En 1950, Abdullah Mubarak jugea nécessaire d'élargir le Département de la sécurité publique en faisant appel à des experts qualifiés en matière de sécurité et de police. Il rejeta une proposition visant à lui faire recruter des sous-officiers de la police militaire britannique. En bon nationaliste arabe, il préféra engager des officiers palestiniens ayant servi dans la police palestinienne durant le mandat britannique. Il choisit également d'autres officiers de police syriens et libanais[2]. Avec cette équipe d'officiers expérimentés pour exécuter ses ordres et superviser les rangs inférieurs, Abdullah Mubaraka géra le service de sécurité publique avec beaucoup de compétence et de savoir-faire. Plus tard, il évoquera avec fierté la manière dont le Koweït devint un lieu sûr, le vol y étant un crime rare[3]. Ce fut son premier grand succès.

1. John Daniels, *Kuwait Journey* (Luton : White Crescent Press, I971), p. 57.
2. De l'Agent politique (Pelly) au Foreign Office, 10 mai 1954.
3. Interview accordée à *Al-Musawer*, 16 mai 1952, pp. 169 et 194.

Un commentateur syrien décrivit de manière succincte la sécurité publique au Koweït :

> « Les prisons koweïtiennes sont vides. La sécurité règne au Koweït grâce aux efforts de Cheikh Abdullah Mubarak, responsable de la sécurité publique. Je n'ai jamais vu ni entendu parler de conflits parmi les Koweïtiens autochtones. La prison ne contenait que 67 prisonniers en 1952 : 9 Koweïtiens et 58 étrangers. Ils ont été emprisonnés pour des infractions mineures et certaines plus graves dont des défauts de paiement ou des accidents de la route. Les vols au Koweït étaient rares, voire inexistants[1]. »

Abdullah Mubarak fit donc de la sécurité intérieure du pays le point central de son administration. L'auteur britannique John Daniels déclara ainsi qu'il dirigeait son département d'une main ferme en exigeant beaucoup de ceux qui portaient l'uniforme de police[2]. En tant que chef du département, il répétait souvent que « la police et la sécurité publique doivent assurer la sécurité de la patrie et défendre les intérêts nationaux. Ils garderont sous surveillance ceux qui penseraient à violer la sécurité et l'ordre dans le pays. Nous n'hésiterons pas à confronter de tels cas avec toute la fermeté et la rigueur nécessaires[3]. »

Si nous prenons en compte l'ampleur du changement social au Koweït au cours des années 50, l'afflux de dizaines de milliers de travailleurs étrangers et les conditions régionales instables, la fermeté du cheikh et sa ténacité représentaient une nécessité absolue. Au début des années 50, un rapport officiel de l'Agent politique britannique à propos de l'organisation du Département de la sécurité publique dressa un bilan très positif de ce qui avait été réalisé[4]. Le rapport indiqua que le cheikh Abdullah Mubarak dirigeait le Département avec sagesse tout en supervisant personnellement chaque détail. Les forces du Département étaient divisées en deux groupes principaux : l'un dédié à la protection des frontières, c'est-à-dire la zone située au-delà du mur ; l'autre pour la sécurité de la ville à l'intérieur du mur. La « force de défense des frontières » était à l'époque la seule unité militaire du Koweït, et non une unité de police. La création d'une armée koweïtienne constitua une étape majeure en

1. *Ibid.*
2. Daniels, *Kuwait Journey*, p. 41.
3. *Al-Nuqqad*, volume 171, 29 mars 1953.
4. *Ibid.*, mai 1954.

1953. Cependant, même après 1955, les rôles de la sécurité intérieure et la défense des frontières restèrent entièrement distincts.

L'action du cheikh Abdullah Mubarak, au sein du Département de la sécurité publique, lui permit de mieux prendre la mesure des tensions sociales et politiques au Koweït. Toujours impatient, son style d'action était caractérisé par la rapidité et un aspect décisif. Au fur et à mesure que son expérience grandissait, sa confiance augmentait et il fut mieux à même de faire face au monde de plus en plus difficile qui l'entourait.

Les conséquences de l'ébullition panarabe

L'instabilité croissante du monde arabe suscita beaucoup d'inquiétude au Koweït. Au début des années 1950, la révolution éclata en Égypte, la Grande-Bretagne annonça son intention de se retirer de sa base de Suez – la plus grande de la région – et un conflit diplomatique éclata entre Le Caire et Bagdad (1955), suite à l'établissement du pacte de Bagdad incluant l'Irak, le Pakistan, l'Iran et la Grande-Bretagne[1*].

En 1956, l'Égypte et les principales puissances occidentales entrèrent en conflit. Lorsque la Banque mondiale et les États-Unis retirèrent leur offre de financer la construction du barrage d'Assouan, le président Gamal Abdel Nasser exerça des représailles en nationalisant la Société du canal de Suez. Cela fut suivi par l'attaque tripartite (Grande-Bretagne, France et Israël) contre l'Égypte, qui déclencha une fureur panarabe. La prise de conscience par les États-Unis que leurs propres intérêts étaient compromis par cette action unilatérale poussa le président Eisenhower à utiliser la puissance financière de l'Amérique pour imposer un retrait britannique et français. Ce retrait contribua à calmer une indignation arabe ayant atteint des niveaux inégalés. En 1957, les États-Unis proposèrent un programme connu sous le nom de « Plan Eisenhower » pour résoudre, selon eux, le « vide » existant au Moyen-Orient. Ce projet fut soutenu par les gouvernements de Jordanie, du Liban et d'Irak. Cependant, la polarisation entre régimes révolutionnaires et conservateurs dans le monde arabe devint de plus en plus aiguë. Le 28 février 1958, l'Égypte et la Syrie surprirent le monde entier en annonçant leur union dans un seul État, qui devait s'appeler la République arabe unie (RAU). La réaction des États conservateurs pro-occidentaux fut rapide.

1*. Les autorités égyptiennes reprochèrent à leurs homologues irakiennes la conclusion d'un pacte contraire aux intérêts arabes et signé de manière unilatérale sans concertations au sein de la Ligue arabe (NdT).

L'Union hachémite entre la Jordanie et l'Irak (deux pays dirigés par des monarques hachémites) fut annoncée en mai comme un contrepoids à la RAU.

Pourtant, cette union hachémite fut de courte durée. En juillet 1958, la révolution éclata en Irak, balayant la monarchie. Le transfert de pouvoir fut brutal – le roi Fayçal II, son oncle le prince Abdallah, l'ancien régent, et la plupart des membres de la famille royale, furent mitraillés dans la cour de leur palais de Bagdad. Le Premier ministre Nouri Saïd fut arrêté alors qu'il tentait de fuir la ville en s'étant déguisé. Il fut abattu et son corps traîné dans les rues et gravement mutilé. Le nouveau régime mit fin à l'union avec la Jordanie et retira l'Irak du pacte de Bagdad pour se rapprocher de l'Égypte. Cependant, une fois installé au pouvoir, le chef du coup d'État irakien, le brigadier Abdel Karim Qassem, alors chef sans conteste de l'Irak, s'allia étroitement aux communistes locaux et à l'Union soviétique. Au même moment, le président Nasser, de plus en plus méfiant vis-à-vis de Moscou, commençait à faire la chasse aux communistes égyptiens. Le rapprochement de l'Irak avec l'Égypte prit donc fin et un nouveau stade de conflit interarabe commença.

Le Koweït n'était pas à l'abri de tous ces changements qui se déroulaient dans le monde arabe. Le sentiment panarabe était de plus en plus vif dans son opposition à l'influence britannique dans le Golfe. Pour la première fois, les questions posées en privé par Abdullah Mubarak s'exprimaient au grand jour, mettant au défi les intérêts des compagnies pétrolières britanniques dans la région. La pression politique et diplomatique américaine s'appliquait régulièrement à la Grande-Bretagne à la suite de l'échec de Suez, tandis que les radicaux encouragés par Nasser et Qassem commençaient à opter pour des mesures plus directes. Seize bombes explosèrent ainsi dans les champs de pétrole koweïtiens, visant les installations de pompage, tandis qu'un certain nombre d'autres engins à retardement étaient détectés avant leur détonation.

La position du gouvernement koweïtien et d'Abdullah Mubarak était à la fois délicate et précaire. D'une part, il leur était impossible d'adopter une approche neutre ou même d'ignorer les sentiments nationalistes arabes, de plus en plus populaires parmi les citoyens koweïtiens. De plus, Abdullah Mubarak avait de fortes sympathies privées pour la décision de l'Égypte de nationaliser la Compagnie du Canal de Suez. D'autre part, les autorités britanniques au Koweït dominaient toujours le pays, revendiquant le droit de diriger sa politique étrangère et de contrôler l'accès des non-nationaux. À Londres, la menace du nationalisme panarabe

représentait une *bête noire*[1*] pour le Foreign Office, qui exerçait une pression incessante sur les représentants britanniques au Koweït. La réaction d'Abdullah Mubarak à cette situation critique de l'année de 1956 fut d'être à la foi adroit et nuancé, mais sa démarche délicate ne fut que partiellement couronnée de succès.

Pour calmer les Koweïtiens ordinaires, Abdullah Mubarak chercha à désamorcer la tension tout en renforçant la force et la disponibilité des forces de sécurité. Il rencontra d'abord les dirigeants des groupes nationalistes arabes et leur dit que soutenir l'Égypte ne se ferait pas en détruisant des oléoducs ou en lançant des bombes, mais en fournissant de l'argent pour la défense de l'Égypte : « Pour ceux qui veulent faire un don, la porte est ouverte. Je dois vous dire que je suis le premier donateur. Pour ceux qui veulent se battre (aux côtés de l'Égypte), des avions et des armes sont disponibles en Égypte pour vous. Je garantirai personnellement votre transport en Égypte si c'est ce que vous voulez vraiment. » Ce discours caractérisa son approche tout au long des mois suivants.

Nombre de ses auditeurs étaient des hommes jeunes pour lesquels il fut un conseiller et, dans certains cas, un mécène. « Je suis avec vous en esprit, dit-il, mais quelle est la meilleure façon pour nous de soutenir la cause ? » Ce *nous* comptait beaucoup. Le cheikh promit donc d'être « le premier donateur » et, dans presque tous les cas, il réussit à éloigner ses interlocuteurs de l'action directe et de la violence. Abdullah Mubarak désamorça la crise et « sauva la journée » comme l'exprima Ralph Hewins. Il apporta une réponse pragmatique au problème auquel étaient confrontés les dirigeants du Koweït[2].

Plus tard, cependant, ses paroles chaleureuses le piégèrent. Répétés dans les rapports adressés à Londres, sortis de leur contexte, ils sonnèrent comme ceux d'un agitateur ou d'un incendiaire. En fait, c'était plutôt l'inverse. Il est vraiment exact que le cheikh était un nationaliste arabe passionné, mais sa tête gardait le contrôle et il comprenait le danger qui pouvait naître de la tourmente. Les cadavres criblés par des balles à Bagdad constituaient un avertissement important pour tous les pouvoirs des États du Golfe. Le premier rapport que l'Agent politique adressa à Londres le 1er novembre 1956 fut mesuré et honnête à l'égard d'Abdullah Mubarak : « Il a immédiatement pris le contrôle d'une situation extrêmement instable. Il s'est entretenu avec les représentants des clubs

1*. En français dans le texte (NdT).
2. Ralph Hewins, *A Golden Dream : The Miracle of Kuwait* (Londres : W.H. Allen, 1963), pp. 272-4.

de sport et les partenaires sociaux et leur a dit que si l'ordre n'était pas respecté, les forces britanniques occuperaient le Koweït, comme cela s'était passé à Bahreïn, et qu'une telle occupation serait un revers majeur pour le développement politique du Koweït[1]. »

En tant que responsable de la sécurité, Abdullah Mubarak refusa catégoriquement toute manifestation. Il était persuadé que les Britanniques attendaient la moindre excuse pour intervenir dans le pays. Ainsi, quand une foule se rassembla à la mosquée Souk, Abdullah Mubarak persuada le cheikh Sa'ad Al-Abdulla (futur prince héritier du Koweït) et le cheikh Abdallah Al-Jaber de s'y rendre et de dire aux manifestants « contre la présence de la marine britannique dans les côtes koweïtiennes » de respecter l'ordre et de se disperser. Le message était clair : en aucun cas, les Britanniques ne devaient avoir une excuse pour intervenir[2]. Le 2 novembre, la police fut placée sous le commandement direct d'Abdullah Mubarak. Par la suite, les forces de la police et celles de la sécurité publique patrouillèrent en commun ce qui permit de gérer la crise tout en augmentant considérablement l'influence et le prestige du cheikh[3].

La revendication panarabe fut renforcée par le refus des Égyptiens de se soumettre aux pressions occidentales. La résistance de l'Égypte, le blocage du canal de Suez et l'humiliation de la Grande-Bretagne et de la France produisirent un puissant mouvement contre l'exercice du pouvoir « colonial » dans les pays arabes. Le Koweït, où l'apathie politique était la norme, en fut transformé. Ce devint un État dans lequel les gens sortaient dans la rue pour manifester avec colère.

Un nouvel élément d'instabilité avec lequel les autorités durent compter est qu'au milieu des années 50, le Koweït n'était plus la société unitaire des décennies précédentes. Comme n'importe quel État pétrolier du Golfe, sa population avait été gonflée par un afflux massif venant de l'extérieur et composé d'Arabes et de non-Arabes. En conséquence, avec cette mixité sociale complexe et volatile, il était difficile de jauger la manière dont la population réagirait aux événements tumultueux de 1956. Certes, en 1957, le Koweït faisait face à un regain d'activité des éléments révolutionnaires et de gauche dans les clubs sociaux établis. Mais cela concernait aussi la nouvelle population. Des tracts firent leur

1. De l'Agent politique (Bell) au Résident politique (Burows), 1er novembre 1956.
2. Yousef Al-Shehab, *Regal fi Tarikh Al-Kuwait* [Des Hommes dans l'histoire du Koweït] (Koweït : n.p., 1993), p. 51.
3. De l'Agent politique (Bell) au Résident politique (Burrows), 19 novembre 1956.

apparition dans la rue pour exiger des manifestations et la célébration de la fête socialiste du 1er mai.

En réponse, Abdullah Mubarak rencontra certaines des plus éminentes personnalités koweïtiennes et les avertit que les manifestations seraient interdites parce qu'elles risquaient de nuire aux intérêts et à la stabilité du Koweït. Le message fut clair : toute manifestation serait rapidement réprimée. La police et les forces de l'ordre étant toujours présentes dans les rues, le cheikh démontrait ainsi qu'il pensait ce qu'il disait. Selon des documents américains, Abdullah Mubarak déclara à l'époque : « Il n'y aura pas de manifestations au Koweït… Des assemblées, des discours… Oui. Mais pas de manifestations[1]. » La menace fonctionna et il n'y a pas eu de manifestations. Plus important encore, le cheikh signala ainsi à Washington et à Londres que le Koweït continuerait d'être un allié fiable.

Les événements de février 1959

Une autre crise politique éclata au début de février 1959, à l'occasion du sixième anniversaire de l'unité égypto-syrienne. Cela débuta calmement avec Abdullah Mubarak (alors vice-émir) qui prononça une allocution à la radio publique applaudissant cet exemple d'unité arabe et déclarant que le lendemain serait un jour férié commémorant l'événement[2]. Cette décision ne refléta pas uniquement les convictions panarabes d'Abdullah Mubarak. Elle évita également les troubles publics, car l'État avait pris les devants. La réaction populaire sembla d'ailleurs largement positive. Le lendemain, tous les départements du gouvernement furent fermés pour le jour férié et la foule se rassembla devant le Département de la sécurité publique pour acclamer le cheikh Abdullah Mubarak. Ce dernier fit son apparition et prononça un autre discours sur l'importance et la nécessité de l'unité arabe.

Jusque-là, la situation resta paisible. Cependant, après le discours du cheikh, les clubs sportifs et sociaux s'enhardirent. Ils convoquèrent une réunion publique ouverte à la Shuwaikh School. Abdullah Mubarak,

1. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 5 novembre 1957.
2. Du consulat américain au Koweït. Discours prononcé par le vice-émir cheikh Abdullah Mubarak Al-Sabah, diffusé par Radio Koweït le 1er février 1959 à l'occasion du jour de la République arabe unie (RAU). Reproduit aux American National Archives (Declassified Authority KND897428 by CEP NARA date 8/30/91).

peut-être trop confiant, donna son accord mais avec des conditions strictes. Il insista sur le fait que la réunion ne devait pas exciter la foule et que les organisateurs seraient tenus pour personnellement responsables en cas de manifestations. Le raisonnement du cheikh était que les manifestations donnaient aux agitateurs et aux communistes une occasion pour détourner le rassemblement de son objectif. Cela fournirait alors aux Britanniques un prétexte pour intervenir dans les affaires intérieures du Koweït.

La réunion fut d'une ampleur sans précédent. Selon les estimations de l'Agent politique britannique, environ 20 000 personnes étaient présentes. Ce fut un vaste rassemblement incluant des représentants de presque tous les groupes sociaux. Des jeunes hommes bien éduqués, appartenant souvent à des clubs de l'élite dans les domaines social et sportif, côtoyèrent ainsi des ouvriers locaux et des travailleurs étrangers de l'industrie pétrolière. La réunion débuta vers quatorze heures trente avec un premier discours prononcé par le Dr Ahmed Al-Khatib. Ce dernier fit une déclaration sobre sur l'unité arabe. Le second orateur, Jassem Al-Qatami adopta une tout autre ligne de conduite.

Il critiqua Abdullah Mubarak, la famille Al-Sabah et la totalité du système politique koweïtien. Au moment où le troisième orateur, en l'occurrence Ahmad Saïd, le célèbre présentateur de la radio *La voix des Arabes*, s'avança au micro, la foule était déjà d'humeur belliqueuse. Ahmad Saïd essaya de désamorcer la tension avec un discours émouvant et passionné sur le droit alloué à chaque arabe dès sa naissance : l'unité arabe.

Cependant, la force inédite de la rhétorique enivrante d'Al-Qatami avait transformé la foule en masse coléreuse. Al-Qatami avait délibérément abandonné le thème convenu de la réunion – l'unité arabe – et, pour la première fois, il contesta directement le pouvoir et la légitimité du système politique koweïtien. La situation devint d'autant plus dangereuse que la réunion se tenait avec l'aval du gouvernement. La présence de Cheikh Abdullah Al-Jaber, chef du Département de l'éducation, donna l'impression malheureuse (et inexacte) que certains hauts responsables du gouvernement pouvaient soutenir la ligne d'Al-Qatami. La police qui surveillait la réunion à distance suivit alors les ordres d'Abdullah Mubarak. Elle se rapprocha et tira des coups de semonce avant de viser la foule. De graves affrontements eurent immédiatement lieu et les forces de l'ordre finirent par disperser la manifestation et interrompre la manifestation.

Abdullah Mubarak réagit en ordonnant une répression complète de la dissidence. Il publia un décret interdisant tous les grands clubs parmi lesquels le « club des diplômés », le « club culturel national », le « club des enseignants » et le « club des syndicats arabes ». Des journaux comme *Al-Fajr* et *Al-Sha'ab* furent tenus pour responsables d'avoir encouragé la contestation et furent fermés tandis que certaines personnes furent interdites de voyage à l'étranger.

Bien qu'à première vue, cette réaction énergique aurait pu sembler renforcer la position personnelle d'Abdullah Mubarak, ce fut l'inverse qui se produisit. Il fut blâmé, pour différentes raisons, par de nombreux groupes disparates. Il fut ainsi tour à tour critiqué pour avoir permis la réunion, blâmé pour l'avoir laissée déraper, puis dénoncé pour avoir recouru à la force pour y mettre fin. Rétrospectivement, le problème central fut, comme on l'a vu, qu'un des orateurs – Al-Qatami – avait rompu l'accord sur le ton et le contenu de cette réunion. Tous les autres orateurs avaient respecté les conditions formulées par le cheikh pour que la rencontre puisse se tenir.

Abdullah Mubarak, en installant des policiers près de l'école, avait couvert le risque que l'immense réunion ne se transforme en manifestation. Et, effectivement, il n'y eut pas de désordre plus large qui se propagea à travers la ville. Cependant, il commit peut-être une erreur de jugement. Pour lui, la source primaire du problème se situait principalement dans les clubs et les associations qu'il connaissait bien, là où se retrouvaient les Koweïtiens riches et instruits. À l'inverse, il n'était pas pleinement conscient de la plus grande menace constituée par la masse de travailleurs en colère, qu'ils soient koweïtiens mais surtout étrangers, qui avaient également rejoint la réunion. La masse anonyme de non-Koweïtiens qui vivait en dehors des contraintes et des normes de la société koweïtienne posait donc un défi différent : la foule que ces personnes avaient constituée était différente de tout rassemblement antérieur, à la fois en termes d'échelle et de composition. Le phénomène était impossible à gérer. Abdullah Mubarak ne ferait plus la même erreur d'appréciation.

La plupart des auteurs ont attribué cette crise au penchant d'Abdullah Mubarak pour le nationalisme arabe. Un penchant qui, selon eux, l'aurait empêché de s'acquitter de ses fonctions officielles à la tête du Département de la sécurité publique, chargé de la mise en œuvre des décisions du Conseil suprême. Cette thèse est totalement fausse. En réalité, la véritable difficulté vint de la stratégie politique changeante de

Washington. Au départ, le gouvernement américain avait été pris de court par l'attaque britannique, française et israélienne contre l'Égypte, et avait réagi en imposant un cessez-le-feu. Par la suite, les États-Unis recentrèrent leur politique au Moyen-Orient en des termes simplistes. Pour eux, ce qui se déroulait dans la région, était l'ouverture d'un nouveau front de la Guerre Froide.

Guerre froide et lutte contre le communisme

Dans cette vision, l'agent de désorganisation de la région était Gamal Abdel Nasser, présenté comme l'instrument des objectifs de l'Union soviétique. Comme les Britanniques l'avaient clairement indiqué, l'homme devait être stoppé dans son élan. Le « nassérisme » entra alors dans le vocabulaire politique américain en tant que synecdoque pour un communisme sans Dieu.

Ce changement apparut de manière évidente dans les réactions des États-Unis aux troubles au Koweït. Ils notèrent ainsi le sentiment chaleureux d'Abdullah Mubarak à l'égard de l'Égypte, un sentiment qui s'était répandu par le biais du discours à la radio koweïtienne. La fermeture des bureaux gouvernementaux pour célébrer l'anniversaire de la création de la RAU fut considérée comme une seconde erreur. Le télégramme du consul des États-Unis au secrétaire d'État, daté du 4 février 1959, indiqua ainsi que l'adjoint de l'émir avait adopté une position « qui reflétait un parti pris nassérien croissant[1]. »

Cette explication était étroitement liée aux attitudes qui prévalaient à Washington pendant la guerre froide et qui étaient fidèlement reflétées à Londres. Ces certitudes ne prenaient pas en compte les conséquences potentielles d'une répression à grande échelle au Koweït. Les champs pétroliers étaient très vulnérables au sabotage et le précédent des attentats à la bombe aurait pu se répéter et déboucher sur une campagne de destructions à une échelle beaucoup plus grande. Cela aurait pu complètement arrêter la production de pétrole, avec des conséquences économiques désastreuses pour l'émirat. Les forces de sécurité publique du Koweït étaient insuffisantes à la fois pour protéger le réseau pétrolier et pour maintenir l'ordre public dans les zones urbaines. Et l'alternative était trop déplaisante pour les Koweïtiens : cela ne pouvait être qu'une prise de contrôle complète par les forces militaires britanniques.

1. Du consulat américain au Secrétaire d'État, 4 février 1959.

La conséquence directe de cette crise fut une pression politique intense sur Abdullah Mubarak au sein des plus hauts niveaux du gouvernement. Des critiques directes furent exprimées à son sujet lors d'une réunion de crise organisée par le Conseil suprême présidé par l'émir, Cheikh Abdullah Al-Salem, ce dernier ayant écourté sa visite au Liban. Cheikh Fahad Al-Salem, un critique récurrent de l'action d'Abdullah Mubarak, lança une attaque personnelle contre lui (et, par extension, contre son adjoint, Cheikh Sabah Al-Ahmed) pour avoir encouragé l'opposition. Dans la soirée du 3 février, le Conseil suprême se réunit une nouvelle fois et adopta les résolutions que le cheikh Abdullah Mubarak appliqua en sa qualité de chef de la sécurité publique[1].

Le 4 février, Cheikh Abdullah Al-Salem publia une déclaration dans laquelle il énonça ces mots sans compromis : « Je vous invite une fois encore à cesser de perturber nos relations avec nos amis et nos frères arabes, dictées par les intérêts de notre patrie. Ignorez ces jeunes gens têtus et aveugles aux intérêts de leur pays[2]. » Le Département de la sécurité publique et la police publièrent également une déclaration :

« Nous vous rappelons la déclaration de Son Altesse l'Émir à son peuple. Nous tenons à préciser que la police et la sécurité sont vigilantes et qu'elles sont pleinement attentives à protéger les intérêts du pays. Elles poursuivront quiconque déroge à la discipline, en secret ou en public, et l'Autorité ne pardonnera jamais à ceux qui n'écoutent pas ces conseils. Nous avertissons toutes les personnes que l'Autorité sera très stricte dans la protection des intérêts de la communauté, lesquels sont supérieurs aux intérêts des individus. Des conséquences graves pourraient en découler[3]. »

Après avoir rétabli l'ordre, Abdullah Mubarak ordonna la réouverture des clubs en enjoignant aux jeunes koweïtiens de ne les utiliser que comme lieux de manifestations sportives et sociales. Il leur demanda aussi de se tenir à l'écart des manifestations et des actions illégales. Ses contempteurs, dirigés par le cheikh Fahad, restèrent toutefois beaucoup plus puissants qu'ils ne l'étaient auparavant[4]. Enfin, le 7 février, l'émir publia un décret réorganisant les départements du gouvernement, qui

1. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 10 et 11 février 1959. American National Archives (Declassified Authority KND897428 by CEP NARA date 8/30/91).
2. Voir le contenu du texte dans « Statement to the Great Kuwait People » publié par l'Émir du Koweït en langue arabe et publié par *Al Kuwait Al-Youm*, 4 février 1959, p. 1.
3. *Kuwait Al-Youm*, volume 212, 15 février 1959, p. 2.
4. De l'Agent politique au Résident politique, 1er octobre 1959.

regroupaient ceux de la sécurité publique et de la police sous le commandement unique du cheikh Abdullah Mubarak[1].

Ce décret de l'émir constitua une déclaration de confiance officielle à Abdullah Mubarak et un acte de clôture de crise. Toutefois, l'affaire n'en resta pas là. Le paysage politique changea et, plus grave encore, les membres du gouvernement qui étaient jaloux d'Abdullah Mubarak s'étaient manifestés au grand jour.

La riposte d'Abdullah Mubarak aux attaques menées contre lui fut efficace et confiante. Il releva qu'il s'agissait d'une nouvelle situation découlant de la présence étrangère sur la terre arabe. Pour lui, cet état de chose n'allait pas disparaître et les événements de début février 1959 avaient clairement montré que les forces de sécurité du Koweït étaient trop petites et trop mal équipées pour faire face aux nouveaux défis auxquels l'État était confronté. Le maintien de la paix et de la sécurité exigeait un investissement massif. Le Koweït ne menacerait aucun autre État, mais il lui fallait disposer de la capacité de faire face à toutes les menaces probables. Pour le cheikh, le Koweït avait besoin d'une armée plus forte, d'une présence navale plus efficace et d'une force aérienne mobilisable pour toutes sortes de rôles défensifs.

Abdullah Mubarak souligna également qu'il y avait des ennemis au sein même de l'État. Il assimila les activités communistes comme étant un défi pour le Koweït, faisant ainsi écho avec prudence aux positions exprimées de longue date par les États-Unis et les gouvernements britanniques. Ces défis prirent de la consistance au Koweït au début des années 1950. Et cela d'autant que, comme le révèlent les rapports consulaires américains, le souci des États-Unis de poursuivre et de combattre « l'activité communiste » était inéluctable. Une détermination appliquée autant aux idées qu'à toute activité directement subversive. Et cela remontait à loin. En 1953, l'hebdomadaire *Newsweek* publia une analyse de certains des livres publiés à Beyrouth ou au Caire et qui étaient disponibles dans les librairies au Koweït. Le magazine affirma que le centre des activités communistes s'était déplacé de Bassorah en Irak à Koweït[2]. Le même mois, le consulat américain au Koweït rédigea un rapport sur la coopération entre le Département de la sécurité publique du Koweït, la Kuwait

1. PRO, FO/ 371114008. Voir le détail des événements de 1959 dans les documents britanniques : De l'Agent politique (Halford) au Foreign Office, 5 et 11 février 1959, rapport du 11 février 1959.
2. Voir le commentaire du consulat sur ce rapport : Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 16 novembre 1953.

Oil Company, l'American Oil Company et l'Agent politique britannique, en matière de lutte contre les activités communistes dans l'émirat.

En 1954, une collection de traductions de livres à caractère communiste, publiés par une maison d'édition libanaise, fit son apparition au Koweït. Le 29 mai, le consulat des États-Unis envoya un rapport à Washington à propos de ces livres et en informa l'Agent politique britannique et le Département de la sécurité. Le rapport contenait une liste des titres de livres, des auteurs, des traducteurs et des tables des matières. Il identifiait aussi les librairies qui les vendaient. Initialement, cette question n'attira pas beaucoup l'attention du Département de la sécurité publique et Abdullah Mubarak fit ce commentaire : « Aucun Arabe ne fera attention à ces livres[1]. » L'année suivante, un groupe de communistes fut arrêté et interrogé, mais même après un interrogatoire approfondi, ses membres ne révélèrent l'existence d'aucune organisation spécifique ni d'aucun problème significatif[2].

La même année, le consulat américain évoqua des tracts publiés par le Comité national des partisans de la paix au Koweït, appelant à une action en faveur de la paix internationale. Les autorités britanniques exprimèrent alors leur inquiétude quant à la distribution de ces textes au Koweït. Cependant, aucune copie des feuillets incriminés n'ayant été trouvée dans l'émirat, Abdullah Mubarak ne prit aucune mesure contre les suspects[3].

Le consulat des États-Unis n'en continua pas moins de recenser chaque livre ou chaque activité procommuniste. En septembre 1954, il publia un rapport sur les organisations communistes au Koweït, faisant référence au militant communiste Ahmad Al-Thaqqa, un Palestinien, qui avait publié un feuillet au nom du chef de la cellule communiste koweïtienne (la plupart des membres de cette cellule étaient non-koweïtiens). Le rapport reliait cette activité aux mouvements communistes en Syrie et en Iran[4]. Toujours en 1954, le consulat des États-Unis prépara aussi un rapport sur les livres communistes présentés à la librairie du Golfe (Gulf Bookshop), dirigée par Yacoub Ali Yousef et Abdul Rahman Al-Rasheed. Parmi les ouvrages recensés figuraient : *The Soviet Doctrine in International Law* de S. Klerov et l'article de Staline sur

1. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 19 avril 1954.
2. Du consulat américain (Brewer) au Département d'État, 14 novembre 1955.
3. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 29 mai 1954.
4. *Ibid.*, 26 septembre 1954.

« La dialectique et la matérialité historique » (1938) tiré de son étude *Problems of Leninism*.

Le rapport listait les entreprises de presse et d'édition qui avaient publié ces livres à Bagdad. Encore une fois, la présence possible de publications de gauche au Koweït suffisait à déclencher l'alarme à Washington. En 1955, l'inquiétude des États-Unis à propos de la menace marxiste atteint un nouveau pic. En février, le diagnostic du consulat américain était que cette activité était en augmentation au Koweït et que les autorités locales n'y faisaient pas face avec toute la vigueur souhaitée. Le consulat envoya 16 rapports pour toute l'année 1954 sur cette question, puis six rapports pour le seul mois de janvier 1955[1]. En avril, une réunion fut organisée entre un responsable de l'ambassade de Grande-Bretagne à Washington et un responsable du Département d'État afin d'échanger des informations sur les activités communistes apparemment florissantes au Koweït[2].

L'année 1956 ne fut pas en reste. M. Gawain Bell, Agent politique britannique, donna à Abdullah Mubarak des informations à propos de communistes koweïtiens. Le tout provenait d'informations du MI5 à Bassorah, qui surveillait la coopération entre communistes en Irak et au Koweït. À cette occasion, Abdullah Mubarak prit l'affaire très au sérieux. Il savait que le parti communiste irakien cherchait à pénétrer au Koweït par l'intermédiaire d'Irakiens qui y travaillaient. Des réunions régulières eurent lieu entre Abdullah Mubarak et un conseiller anglais du Département de la sécurité publique. Ce dernier, M. Coutts, avait été précédemment membre pendant 24 ans de la police soudanaise avant d'être recruté au Koweït. Abdullah Mubarak s'employa énergiquement à contrer ces activités[3]. Après quelques réticences initiales, il déclencha une série d'arrestations de communistes connus, déclarant qu'il avait retardé son passage à l'acte parce qu'il considérait qu'il valait mieux les laisser en place mais sous étroite surveillance. Pour lui, cela devait exposer leurs contacts et permettre au gouvernement de détruire tout le réseau.

Cependant, le consulat des États-Unis exigea des mesures décisives susceptibles d'être signalées à Washington plutôt qu'une série de rapports de renseignements. Le 7 mai 1956, la police arrêta 12 communistes non koweïtiens tandis que 15 autres furent emprisonnés plus tard

1. Ibid, 25 octobre 1954.
2. Mémorandum de conversation à propos des activités communistes au Koweït, 15 avril 1955.
3. Du consulat américain (Brewer) au Département d'État, 5 mars et 10 avril 1956.

le même mois. Cela ne donna aucune information utile, sauf ce que l'on savait déjà à savoir que la menace émanait d'Irak. À une autre occasion, une tentative d'arrestation de 30 communistes dans une maison de la ville échoua parce qu'Abdul-Latif Faisal Al-Thuwaini, chef de la sécurité nationale, n'avait pas réagi assez rapidement à la situation. Lorsque le conseiller Coutts s'en plaignit au cheikh Abdullah Mubarak, ce dernier n'en fit pas grand cas, et nous devons soupçonner qu'Al-Thuwaini suivait les ordres directs d'Abdullah Mubarak.

Néanmoins, les critiques de Coutts sur la manière dont Al-Thuwaini agissait avec les communistes se faisaient plus vives : Al-Thuwaini avait convoqué les suspects au bâtiment de la sécurité publique, ce qui leur avait permis de se débarrasser de tous les documents les impliquant. Selon un autre point de vue, cette méthode aurait pu les pousser à alerter leur réseau et à exposer ainsi le reste de leurs contacts[1].

L'Agent politique britannique évoqua le sujet avec Cheikh Abdullah Mubarak. Ce dernier apaisa ses doutes, soulignant les nombreux cas d'activités communistes que le Département de la sécurité publique avait réussi à découvrir entièrement, à l'insu de Coutts ou sans son assistance. Abdullah Mubarak préférait prendre à rebours les méthodes brutales de ce conseiller, vraisemblablement acquises au cours de sa carrière au sein de la police soudanaise. Le cheikh préférait une approche plus audacieuse et plus perfectionnée (dans laquelle la branche spéciale de la police britannique et les services de renseignement militaires britanniques (MI5) étaient hautement qualifiés). Pour lui, ce qui était important, ce n'était pas le nombre de communistes emprisonnés, mais le nombre de militants toujours actifs et inconnus de la police.

La réponse de l'Agent politique britannique nous est inconnue, mais Abdullah Mubarak fut tellement consterné par le manque de confiance dont il fit preuve à son égard qu'il envisagea sérieusement de démissionner. Il lui semblait que les Britanniques croyaient invariablement l'un de leurs propres citoyens plutôt qu'un Arabe. Cependant, le souverain du Koweït, le cheikh Abdullah Al-Salem, et son adjoint, le cheikh Abdullah Mubarak, considéraient ces interventions britanniques et américaines comme non pertinentes et même préjudiciables aux intérêts du Koweït. Les purges étaient dictées par un ordre du jour fixé à Washington et à Londres afin de répondre aux priorités politiques américaines et britanniques.

1. *Ibid.*, 15 mai 1956.

La question prit de l'ampleur lorsque Sir Bernard Burrows, le résident britannique dans le Golfe, aborda la question en face-à-face avec l'émir du Koweït en mars 1957. Lorsqu'il évoqua la menace communiste contre le pays, l'émir lui affirma que le communisme n'était pas une menace pour le Koweït ni pour aucun autre État de la région. Selon lui, les pays arabes qui avaient coopéré avec l'Union soviétique cherchaient à renforcer leur position de négociation avec l'Occident. Et d'ajouter que si son gouvernement recevait des informations confirmées sur des activités communistes, il les traiterait sans hésiter. Le résident britannique indiqua dans son rapport que l'émir ne traiterait pas la question de la coopération entre le Département de la sécurité publique et le conseiller britannique en sécurité. Cheikh Abdullah Mubarak, exprima exactement le même sentiment que l'émir. Lorsque le résident britannique souleva avec lui la question du péril communiste, Abdullah Mubarak évita habilement le sujet et se pencha sur d'autres questions[1].

L'impact de la révolution irakienne

En 1958, les Britanniques ouvrirent un dialogue sur une question qui intéressait davantage le Koweït. Ils discutèrent de l'impact probable de la révolution irakienne sur la sécurité intérieure du Koweït. Abdullah Mubarak et les commandants militaires britanniques se rencontrèrent à Bahreïn. Les Britanniques fournirent des renseignements montrant que des éléments pro-irakiens planifiaient des perturbations et se déclarèrent prêts à utiliser leurs forces pour soutenir le Koweït. Certains suggérèrent même que des troupes britanniques stationnent de manière préventive dans l'émirat. Abdullah Mubarak les remercia chaleureusement et répondit que ses forces étaient capables de tenir l'aéroport et le port d'Al-Ahmadi jusqu'à l'arrivée des renforts britanniques[2].

Le Koweït avait toujours eu pour politique d'entretenir de bonnes relations avec ses grands voisins – l'Arabie saoudite et l'Irak. Abdullah Mubarak tenait à ne pas provoquer le gouvernement Qassem à Bagdad. Il demanda donc aux autorités britanniques de ne pas utiliser le Koweït comme base de représailles contre l'Irak et son nouveau régime. L'objectif devait être, déclara-t-il, de « maintenir le Koweït comme une petite Suisse » et donc de ne pas être impliqué dans les conflits politiques

1. Du consulat américain (Brewer) au Département d'État, 26 mars 1957.
2. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 27 mai 1958.

entre la Grande-Bretagne et le nouveau pouvoir à Bagdad. Malgré la présence d'éléments Irakiens dans l'armée koweïtienne et le déclenchement de manifestations au Koweït dix jours après la révolution irakienne, le Département de la sécurité publique les traita de manière ferme avant qu'elles ne dégénèrent[1].

Il y eut plusieurs tentatives pour normaliser les relations avec l'Irak. En 1959, une mission consulaire irakienne arriva au Koweït pour renouveler les passeports des Irakiens vivant dans l'émirat. N'ayant pas pu terminer son travail à temps, ses membres obtinrent un permis de séjour supplémentaire d'une semaine. Abdullah Mubarak leur indiqua clairement qu'ils devaient terminer leur tâche et quitter le Koweït immédiatement après. Et lorsqu'une nouvelle extension fut demandée, Abdullah Mubaraka accepta, à condition que la demande vienne officiellement des autorités irakiennes à Bagdad. Un télégramme tardif du président Abdul Karim Qassem fut envoyé à Cheikh Abdullah Mubarak pour lui demander d'accorder une semaine supplémentaire à la mission irakienne. Abdullah Mubarak accepta mais plaça les membres de la mission sous surveillance étroite jusqu'à leur départ.

Ces tentatives visant à améliorer les relations avec le nouveau gouvernement révolutionnaire à Bagdad connurent un revers en avril lorsque le Département de la sécurité publique du Koweït lança une campagne de répression contre les communistes. Le quotidien du Caire, *Al-Ahram*, annonça ainsi que le cheikh Abdullah Mubarak avait ordonné l'expulsion de 500 Irakiens récemment arrivés de Bassorah car leur arrivée au Koweït « n'était pas pour le travail, comme ils le prétendaient, mais pour semer le trouble et provoquer des émeutes[2]. » Abdullah Mubarak tint toutefois à mettre ces événements en perspective, en affirmant que la situation normale au Koweït était l'ordre et la stabilité. Par conséquent, lorsque l'Agence de presse du Moyen-Orient (MENA) annonça une tentative de coup d'État communiste au Koweït, il démentit immédiatement cette information et convoqua le correspondant de MENA au Koweït, insistant pour que le journal publie un démenti[3]. Il demanda aussi à son ami Afif Al-Teebi, président de l'Union des journalistes libanais, de publier un démenti dans la presse libanaise[4].

1. 18 juillet 1958. Reproduit aux American National Archives (Declassified Authority KND897428 by CEP NARA date 8/30/91).
2. *Al-Ahram*, 1er avril 1959.
3. Télégramme du consulat américain (Seelye) au Secrétaire d'État, 5 avril 1959.
4. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 8 avril 1959.

La préoccupation la plus urgente au Koweït au cours de la dernière partie des années 1950 n'était ni les problèmes frontaliers avec l'Irak ni la sécurité et la tranquillité intérieures de l'émirat. De fait, c'est question du rôle futur de la Grande-Bretagne dans le développement de la nation qui ne pouvait être éludée. Cheikh Abdullah Mubarak vouait une grande admiration pour les Britanniques et un goût tout aussi net pour Londres et les îles britanniques. Le problème constant pour lui était la conviction au sein du gouvernement britannique que le Royaume-Uni devait accroître son activité et son intérêt pour le Koweït, principalement pour des raisons économiques. Cela alors que le sentiment au Koweït était exactement le contraire. Abdullah Mubarak reconnaissait pleinement les avantages du rôle protecteur joué par la Grande-Bretagne en tant qu'alliée. Ce qu'il ne pouvait pas supporter était l'ingérence constante (et condescendante) de la part des Britanniques dans les moindres détails des affaires intérieures du Koweït. Cela peut expliquer pourquoi les rapports britanniques de l'époque regorgent de critiques à l'égard de ses observations parfois rudes et de son comportement légèrement hostile.

Nous pouvons d'ailleurs sentir son exaspération dans sa déclaration de 1959 selon laquelle « le Koweït ne deviendra jamais communiste… Nous ne combattons pas les communistes seuls. Nous le faisons avec d'autres nations arabes. Toute personne expulsée repart avec respect ; nous ne confisquons pas son argent ; rien ne lui arrive ; pas d'oppression… Quiconque ne met pas en danger notre sécurité pourra vivre en paix au Koweït[1]. » Au fil des ans, le Koweït expulsa des communistes originaires de Jordanie, du Liban, d'Irak et d'Iran sans instructions de la Grande-Bretagne ou des États-Unis. Ce fut fait sans rancune et sans punition. Abdullah Mubarak veilla ainsi à ce que les membres du parti communiste iranien Toudeh ne tombent pas entre les mains de la Savak, la très redoutée police secrète du Shah.

La question communiste illustre la convergence entre les priorités américaines et britanniques. Les responsables britanniques et américains appliquaient de manière rigoureuse les politiques de leurs gouvernements en matière de guerre froide. Le Koweït, quant à lui, appliquait le principe selon lequel ceux qui vivaient en paix dans l'émirat et qui ne perturbaient pas le système gouvernemental étaient les bienvenus.

1. *Al-Akhbar*, 15 juin 1959.

De fait, au début de juin 1959, le Koweït estima que l'activité communiste était entièrement sous contrôle[1]. Le Consul américain releva qu'Abdullah Mubarak avait annoncé le 7 juin que le problème communiste était clos et que le Koweït était complètement sûr[2]. Néanmoins, le Département de la sécurité publique continua de surveiller les publications provenant des États communistes et, en novembre, la sécurité publique intercepta une vaste quantité de matériel de propagande (en arabe) en provenance de Chine.

Chasse aux drogues

La propagande communiste n'était pas la chose la plus dangereuse à l'intérieur du Koweït, bien que les autorités britanniques et américaines en aient parfois donné l'impression. L'importation qu'Abdullah Mubarak considérait comme beaucoup plus nuisible concernait les stupéfiants. Ces produits menaçaient la santé et la vie des Koweïtiens. Il accorda donc toute son attention à la campagne de lutte contre les drogues. La police et le Département de la sécurité publique bloquèrent les canaux d'importation et surveillèrent les trafiquants. En 1954, une grande quantité d'opium fut ainsi découverte à bord de deux navires en provenance d'Aden[3].

Abdullah Mubaraka demanda alors à Abdul-Latif Al-Thuwaini de remonter la connexion à Aden. Il y trouva un réseau de passeurs possédant de nombreuses relations internationales. La campagne de lutte contre les stupéfiants devint un engagement majeur en 1957, un membre d'une unité anti-contrebande ayant été tué lors de l'arrestation d'un passeur. Les efforts de protection du littoral redoublèrent et le consulat des États-Unis fit savoir à Washington que le Département de la sécurité publique déployait de grands efforts à cet égard. Ses agents secrets couvraient l'aéroport, les ports, la région frontalière et d'autres lieux suspects de la ville afin d'empêcher toute opération de contrebande ou de trafic. Le consulat fit aussi savoir qu'Abdullah Mubarak était tellement préoccupé par la lutte contre le trafic de stupéfiants qu'il avait acheté des navires de garde-côtes et des vedettes à grande vitesse

1. *Al-Ithnein* et *Al-Dunia* Magazine, 28 juin 1959.
2. Du consulat américain (Akins) au Département d'État, 10 juin 1959.
3. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 20 janvier 1954.

pour poursuivre les passeurs au large, ainsi que des hélicoptères pour la surveillance des frontières[1].

À la suite de ces efforts, les stupéfiants ne devinrent pas, comme le craignait Abdullah Mubarak, un problème majeur au Koweït. La mission des Nations Unies, qui se rendit dans le pays du 26 au 29 septembre 1959, examina les mesures adoptées par le cheikh Abdullah Mubarak et se dit satisfaite par le résultat de ses observations. Elle conclut que la contrebande de stupéfiants à destination du Koweït ne constituait pas un danger majeur et n'était pas comparable au volume des échanges existant dans d'autres pays tels que la Turquie ou le Liban.

Pas de justice d'exception

L'une des particularités du système juridique était que le Cheikh Abdullah Mubarak avait aussi un rôle judiciaire. Il agissait en tant que juge dans des litiges relatifs aux coutumes et au droit tribaux, dans lesquels ses premières années de vie lui apportaient une expertise considérable. Il fut extrêmement courtois avec les membres des tribus qui venaient plaider devant lui ou qui sollicitaient son jugement pour régler un différend. Il avait conscience que la justice tribale différait à certains égards de la justice urbaine du Koweït et que le plus important était de parvenir à un résultat que tous les participants seraient en mesure d'accepter. En ce sens, c'était une juridiction spéciale. Par contre, une autre forme de juridiction à laquelle il s'opposa résolument fut le recours aux tribunaux spéciaux pour juger les affaires impliquant des étrangers. Il les jugeait injustes et inéquitables. Ce fut une grande satisfaction pour lui lorsqu'un décret de l'Émir signé en février 1960 décida que les tribunaux spéciaux seraient abolis et que tous les résidents du Koweït auraient à faire avec une structure juridictionnelle unique. Cette affaire constitua un problème avec la Grande-Bretagne et les États-Unis qui tenaient à maintenir le statut des tribunaux spéciaux qui favorisaient leurs ressortissants.

Le décret de 1960 marqua toutefois un changement dans les relations entre le Koweït et le Royaume-Uni. La politique britannique avait d'ailleurs commencé à changer car il était reconnu que le Traité de 1899 n'était plus opérationnel. Il fut tacitement admis en 1961 par Edward Heath, alors garde du Petit-sceau (Lord Privy Seal) que « depuis

1. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 30 décembre 1959.

un certain temps, le Koweït avait endossé l'entière responsabilité de la conduite de ses relations internationales et, avec la bénédiction de la Grande-Bretagne, avait rejoint un certain nombre d'organisations internationales en tant qu'État souverain et indépendant[1]. » Le 19 juin 1960, un échange de lettres formel eut lieu entre l'émir et le résident politique, Sir William Luce. Le Traité de 1899 fut résilié d'un commun accord et les lettres indiquaient que, par la suite, « les relations entre les deux pays continueront d'être régies par un esprit d'amitié étroite. » Comme Abdullah Mubarak le savait depuis longtemps, ce qui faisait obstacle à la persistance de l'amitié entre le Koweït et la Grande-Bretagne résidait dans l'interprétation stricte faite par Londres des relations politiques obsolètes nouées au cours du siècle précédent.

1. *Guardian*, 20 juin 1961.

Chapitre III

Les institutions clés du développement national

Un État moderne ne peut survivre ou prospérer sans la capacité de défendre ses ressources – dans le cas koweïtien, les réserves de pétrole. Il ne peut non plus, comme Abdullah Mubarak le comprit, progresser en tant qu'État du XXe siècle sans une population bien éduquée. À cela s'ajoutent les symboles de la plupart des pays en développement, comme une compagnie aérienne nationale. Un symbole que les Britanniques qualifièrent de luxe absurde et inutile, alors que dans le cas koweïtien, la formation des pilotes pour le service militaire et l'aviation civile répondait à un double objectif. Il ne s'agissait pas d'éléments aléatoires et divers, mais plutôt d'une stratégie cohérente de développement.

Le cheikh Abdullah Mubarak fonda les forces de défense du Koweït en 1948. En 1949, il exprima sa vision de la construction de l'armée et énonça ses objectifs comme suit : « Nous avons, en tant qu'Arabes et musulmans, un héritage et des traditions profondément enracinés. Nous avons également un passé de fierté et de gloire ; nous avons des souhaits et des aspirations que nous nous efforçons de réaliser par tous les moyens disponibles. Aujourd'hui, dans ce monde brouillé, toutes les nations pacifiques doivent s'efforcer au maximum d'adopter les mesures nécessaires pour défendre leur terre. Par devoir et conformément aux directives de Son Altesse l'émir, j'ai posé la première brique dans le but de constituer une force grâce aux fils de cette patrie bien-aimée pour défendre son sol et pour glorifier son drapeau[1]. »

1. The General Guide for 1949, Université du Caire, Library Documents, p. 19.

Abdullah Mubarak estimait que la sécurité des nations indépendantes dépend de leur potentiel et de leur volonté de se défendre. En pratique, cela signifiait que le Koweït, avec ses vastes richesses pétrolières, ne pouvait se permettre de perdre l'appui britannique avant de pouvoir se protéger lui-même. En 1954, L'Émir désigna Abdullah Mubarak comme commandant de l'armée[1]. Ralph Hewins mentionne que la construction de l'armée koweïtienne, sa modernisation et l'augmentation de ses effectifs furent entièrement imputables aux efforts du cheikh Abdullah Mubarak. De 600 soldats environ après la Seconde Guerre mondiale, leur nombre passa à plus de 2 000 hommes de la force régulière et de nombreuses unités d'appui à la fin des années 1950[2]. Son objectif était simple : « Nous allons travailler dur pour équiper l'armée naissante du Koweït avec des armes et des équipements modernes[3]. »

Selon des documents américains, Abdullah Mubarak aurait adopté deux mesures importantes en 1957 pour moderniser le matériel militaire. La première consista à inviter le général Sir Geoffrey Kemp Bourne, chef d'état-major des forces terrestres britanniques au Moyen-Orient, à se rendre au Koweït. Abdullah Mubarak organisa un défilé militaire rassemblant 1 000 hommes des forces frontalières et 1 500 hommes des forces de sécurité. La seconde mesure fut une demande adressée au gouvernement britannique pour l'achat de 6 000 fusils et mitraillettes modernes[4]. Selon le rapport du consul américain à propos de la visite du général Bourne :

> « Après avoir inspecté les troupes, le général recommanda l'achat d'armes adaptées à la guerre dans le désert. Il cita pour exemple ce qui est arrivé à l'armée irakienne qui a perdu de nombreux chars en raison de défauts techniques résultant de leur inaptitude à un climat désertique. Il a aussi relevé le besoin d'un certain nombre d'instructeurs britanniques afin d'améliorer l'efficacité technique de l'armée (koweïtienne)[5]. »

Les documents américains indiquent qu'entre le 16 et le 18 mars 1958, Abdullah Mubarak assista aux exercices de l'armée en présence

1. *Al-Nuqqad*, volume 254, 28 octobre 1954, p. 9 ; *Al-Hayat*, 26 novembre 1954.
2. Hewins, *A Golden Dream*, p. 272.
3. *Sawt AI-Sharq*, 19 avril 1954, pp. 12-13.
4. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 26 novembre 1957.
5. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 8 juillet 1958.

de l'Agent politique britannique. Ce dernier les aurait qualifiés de « très bons » en indiquant que les soldats étaient physiquement aptes et extrêmement alertes[1]. Le rapport fit également mention des excellentes relations personnelles qu'entretenait Abdullah Mubarak avec ses officiers. De son côté, un rapport du consul américain indique que, lors d'un exercice militaire, les performances exceptionnelles de l'un des officiers attirèrent l'attention d'Abdullah Mubarak. Il l'appela immédiatement et le désigna sur place pour suivre une formation sur les combats de chars au Royaume-Uni[2]. Cette approche basée sur le soutien au moral des troupes était la même qui avait inspiré le cheikh dans la mise en place des institutions civiles de gouvernement. Pour lui, un groupe de jeunes hommes loyaux, travailleurs et efficaces était la clé de la mise en place d'institutions performantes.

Une armée professionnelle à plein-temps fut une nouveauté au Koweït et Abdullah Mubarak dut convaincre la population qu'elle méritait d'être au cœur de la fierté nationale. Il décida ainsi d'instaurer un moyen de communication entre l'armée et le peuple. Il persuada les rédacteurs de journaux d'accorder une couverture complète à chaque événement important mettant en vedette les forces armées. Il ordonna aussi la création d'un magazine sur l'armée de terre, la marine et, plus tard, l'armée de l'air. Le premier numéro du magazine *Humat Al-Watan* parut en octobre 1960 et se présentait lui-même comme « le magazine de l'armée et des forces armées. » Dans sa première livraison, le cheikh écrivit un éditorial expliquant les raisons de la publication d'un tel magazine :

> « Dans la mesure où les intérêts de ce pays exigent des efforts continus pour améliorer les niveaux culturel et militaire au Koweït, il est nécessaire que la population connaisse les progrès accomplis par sa courageuse Armée. Nous avons donc décidé de publier ce magazine militaire consacré aux affaires de l'armée[3]. »

Les premiers numéros du magazine contenaient diverses études militaires et des articles culturels, sociaux et religieux. Le contenu éditorial n'était donc pas limité aux informations militaires. Dans chaque

1. 20 avril 1959. Reproduit aux American National Archives (Declassified Authority KND897427 by CEP NARA date 8/30/91).
2. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 8 juillet 1958.
3. *Humat Al-Watan*, vol.1, octobre 1960, p. 5.

volume, étaient publiés un poème, un récit, un article sur une bataille de l'histoire du Koweït ou des Arabes, ainsi que des versets coraniques et des *dits* du Prophète (*Ahadith*). Le premier numéro, par exemple, contenait des articles militaires tels que le rôle des unités blindées dans les guerres modernes, la coopération entre l'infanterie et l'artillerie, le service de sécurité de l'armée, la surveillance aérienne, les armes nucléaires et les radiocommunications. Dans un esprit de solidarité entre soldats et civils, le magazine publia aussi un article intitulé : « Lettre d'un soldat à sa mère » et un autre article sur la bataille navale d'Al-Reqqa. Il publia également un reportage illustré en couleur sur la cérémonie de remise des grades du premier contingent de commandos de l'armée du Koweït.

Le deuxième numéro, publié en novembre 1960, contenait des études militaires sur les chars d'assaut, les combats défensifs, les formations au combat, les ingénieurs militaires et les hélicoptères. En matière d'histoire militaire, il comporta un article sur « les actes héroïques de Khaled Ibn Al Walid. » Un autre article s'intitulait : « Les femmes sont les piliers de la renaissance » dont l'auteur entendait souligner le rôle important des femmes dans le progrès des sociétés. Des écrivains publièrent des textes dans *Humat Al-Watan*, certains étant très connus au Koweït ou venant d'autres pays arabes. Parmi eux, on peut citer : Abdul Razzak Al-Basir, le Dr Suhail Idris, le Dr Qadri Hafez Toukan et le Dr Nicola Ziyada. À partir de mars 1961, le magazine publia un supplément intitulé « Voici le Koweït » contenant une liste mensuelle des programmes des radios koweïtiennes avec de brèves critiques et des extraits.

En 1945, l'armée britannique avait publié la première livraison du mensuel *Soldier* à l'initiative du commandant en chef, le maréchal Montgomery. Ce magazine fut distribué gratuitement à tous les soldats en service, et des études de marché régulières démontrèrent qu'il réussissait remarquablement à créer un moral élevé chez les soldats et à donner une impression positive à ses lecteurs civils. Nous ne pouvons pas savoir si c'était le modèle suivi par *Humat Al-Watan*, mais chaque soldat britannique au Koweït en recevait une copie. *Humat Al-Watan* obtint certainement le même succès que *Soldier*, en devenant le « magazine familial » des forces armées.

Le moral est certes essentiel pour toute armée qui entend réussir, mais Abdullah Mubarak savait que le besoin le plus pressant de l'armée koweïtienne concernait la nécessité de disposer d'armes et d'équipements parmi les meilleurs et les plus modernes. Cela s'appliquait aux trois branches des forces armées : terrestres, aériennes et navales.

L'histoire du développement de l'armée koweïtienne reste à écrire, bien que les documents britanniques et américains fournissent une version de l'histoire des besoins du Koweït en munitions et en une large gamme d'équipements. Ces documents mettent aussi en avant le rôle du cheikh Abdullah Mubarak dans le développement de cette armée.

On dispose aussi d'archives montrant que la Grande-Bretagne s'opposa à de nombreux achats d'armes, et qu'Abdullah Mubarak dut mener de longues négociations pour en obtenir. On relève aussi la crainte de Londres qu'il puisse chercher à obtenir des armes auprès d'autres sources d'approvisionnement[1]. Il y a aussi des indications à propos de conseils britanniques qui étaient plus pertinents que les préférences non-professionnelles d'Abdullah Mubarak.

L'objet principal de la visite d'Abdullah Mubarak en Grande-Bretagne en mai 1956 fut d'établir une relation militaire bilatérale fructueuse. Selon des documents britanniques, il se rendit régulièrement en Grande-Bretagne, le plus souvent pour se procurer du matériel militaire pour l'armée koweïtienne[2]. En retour, Londres exerça des pressions pour qu'il nomme un conseiller britannique auprès de l'armée, pour qu'il utilise des officiers britanniques comme instructeurs afin d'encadrer les forces de sécurité koweïtiennes et pour qu'il emploie des techniciens britanniques pour la maintenance des équipements militaires modernes.

La question de la fourniture d'armes remontait à une date antérieure à 1956[3]. Lors de sa visite de 1951, Abdullah Mubarak avait pour priorité principale l'acquisition de 10 véhicules blindés pour la sécurité publique et il avait réussi à signer le contrat d'achat avant son départ. Il est clair que l'approbation du gouvernement britannique ne fut accordée qu'après que Londres eut obtenu l'assurance qu'Abdullah Mubarak serait compétent en matière de gestion de la sécurité publique au Koweït[4].

Admirateur sincère des forces armées britanniques, Abdullah Mubarak respectait leur habileté et leur sophistication. Les officiers qu'il rencontrait étaient intelligents, bien informés et respectueux. Des officiers britanniques le considérèrent comme un frère d'armes. C'est la

1. De l'Agent politique (Jenkins) au Foreign Office, 10 mai 1951 ; et, de l'Agent politique (Bell) au Foreign office (Riches), 23 avril 1956.
2. Du Foreign Office (Riches) à l'Agence politique (Bell), 14 juin 1956.
3. Visite du cheikh Abdullah Mubarak en Grande-Bretagne, préparée par Gethin, 29 juin 1951.
4. PRO, FO/371/91355. De l'Agence politique au Résident politique, 2 septembre 1951.

raison pour laquelle il ne souleva aucune objection à l'idée de nommer un conseiller militaire britannique auprès de l'armée koweïtienne.

Cependant, cette idée de nomination, simple en apparence, remontait à septembre 1950. L'Agent politique, Herbert Jenkins, avait saisi l'occasion offerte par la visite du cheikh Abdullah Mubarak à Beyrouth pour un traitement médical afin de demander à l'émir de nommer un conseiller militaire pour l'armée. Le souverain recommanda de reporter toute discussion sur ce sujet au retour d'Abdullah Mubarak et demanda à l'Agent politique de discuter directement de cette affaire avec lui, en tant que ministre responsable[1]. En fin de compte, l'Agent n'aborda pas le sujet avec Abdullah Mubarak comme l'avait suggéré l'émir.

Un an plus tard, en septembre 1951, Jenkins aborda de nouveau la question avec l'émir. Selon le rapport de l'Agent politique, le souverain répondit très clairement qu'il ne serait pas d'accord pour nommer un conseiller militaire sans l'approbation expresse du cheikh Abdullah Mubarak. À défaut, Abdullah Mubarak démissionnerait et créerait une crise au sein de la famille[2].

Par la suite, Jenkins vit dans l'affrontement entre les forces frontalières koweïtiennes et irakiennes, en 1954, une nouvelle occasion de soulever la question de la nécessité d'augmenter les capacités de la force frontalière koweïtienne. L'événement le convainquit de la nécessité d'un contrôle britannique sur cette force par le biais de la désignation de sujets Britanniques qui travailleraient avec elle. Un plan auquel Abdullah Mubarak s'opposa de manière ferme[3]. Selon lui, il était clair que le gouvernement américain était prêt à vendre des armes au Koweït, sans tenir compte des multiples critères et prérequis que les Britanniques voulaient imposer. La demande du cheikh Abdullah Mubarak d'acheter de nouvelles armes fut donc approuvée à Washington, le 14 juillet 1956, et les armes furent expédiées 12 jours plus tard[4].

Ce fut un grand embarras pour le gouvernement britannique. L'accord était en discussion au Foreign Office depuis longtemps, et c'est à un stade tardif qu'un fonctionnaire britannique écrivit en janvier 1956 : « Les armes demandées dépassent les besoins anticipés des forces de sécurité publique koweïtiennes ; mais l'émir n'a pas essayé de les réduire et a approuvé les demandes d'Abdullah Mubarak sans

1. De l'Agence politique (Jenkins) au Résident politique (Hay), 30 septembre 1950.
2. De l'Agence politique au Foreign office, 2 septembre 1951.
3. De l'Agence politique (Pelly) au Foreign Office (Barclay), 21 et 22 mai 1954.
4. Du consulat américain (Brewer) au Département d'État, 17 juillet 1956.

amendement[1]. » Or le gouvernement des États-Unis venait de montrer sa volonté de devenir un fournisseur militaire du Koweït sans lui imposer la réglementation tatillonne qui accompagnait chaque concession britannique. Pour Londres, les implications économiques étaient très graves : la Grande-Bretagne risquait de perdre le précieux marché koweïtien.

Cet échec attira l'attention du gouvernement britannique sur les avis émanant de l'Agence politique au Koweït. Les rapports de l'Agent politique soulevèrent plusieurs questions sur l'objectif réel du cheikh Abdullah Mubarak dans le développement des forces de sécurité publique. Une explication fut avancée selon laquelle il visait à créer un centre de pouvoir pour le soutenir dans toute lutte pour la prise de pouvoir. Pourtant, rien n'étayait cette supposition. Dès lors, le gouvernement de Londres fut plus circonspect à l'égard des missives de l'Agent politique.

Un nouvel Agent politique, Gawain Bell, fut nommé en 1955 et croisa le fer avec Abdullah Mubarak à propos de la supposée menace communiste. Mais la vraie crainte des Britanniques – à savoir que le Koweït pourrait à l'avenir acquérir des armes auprès des États-Unis, s'avéra sans fondement. En novembre 1957, Abdullah Mubarak demanda la fourniture de 6 000 armes de petit calibre lors de la réception du général Geoffrey Kemp Bourne, chef d'état-major des forces terrestres britanniques du Moyen-Orient. Il chercha également à se procurer des véhicules à usage militaire. Lorsque les autorités britanniques évoquèrent à nouveau l'idée d'envoyer des conseillers britanniques pour former les forces koweïtiennes à l'utilisation de ces armes, Abdullah Mubarak ne fut guère enthousiaste et affirma que ses forces pourraient les utiliser et les entretenir[2]. Du coup, les Britanniques choisirent sagement de laisser l'affaire en l'état.

Il ne fait aucun doute qu'Abdullah Mubarak considérait le soutien militaire britannique comme une garantie essentielle de l'indépendance du Koweït. Après la révolution irakienne, la politique de Bagdad menaça souvent la sécurité et la stabilité du Koweït. Dans cette situation périlleuse, Abdullah Mubarak accepta la nomination d'un conseiller britannique auprès de l'armée de son pays. Cependant, il insista pour qu'il le choisisse lui-même. Son intérêt se porta sur le major Tom Pierce,

1. Du Foreign Office (Samuel) à la Résidence politique (Richards), 6 janvier 1956.
2. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 26 novembre 1956.

qui s'était déjà déplacé au Koweït pour former des officiers d'artillerie. Pendant un certain temps, le gouvernement britannique fut clairement réticent à accepter un arrangement qui l'empêcherait de choisir lui-même le conseiller. Cependant, le nouvel agent politique, Aubrey Halford-Macleod, fut d'avis que toute réserve britannique pourrait amener le cheikh Abdullah Mubarak à remettre en cause son approbation du recrutement d'un conseiller. Il écrivit en ce sens à Londres pour suggérer au Foreign Office d'accepter le choix de Pierce, ce qui fut finalement fait[1].

Entre 1959 et 1961, lorsqu'il devint évident que le Traité conclu en 1899 avec la Grande-Bretagne entrait dans sa dernière phase, Abdullah Mubarak travailla dur pour conclure un certain nombre de marchés d'achats d'armes. En 1959, il s'employa à augmenter la taille de l'armée du Koweït, à améliorer sa formation et à constituer un stock d'armes et d'équipements. Des formations intensives furent mises en place pour l'utilisation de cet équipement dans des situations d'urgence. L'armée du Koweït organisa à cette fin des manœuvres de grande envergure dans lequel, selon l'Agent politique britannique, les troupes réussirent leurs exercices.

En mai 1959, Abdullah Mubarak demanda l'achat d'un certain nombre de chars Centurion et d'une grande quantité d'armes anti-chars et anti-aériennes, de véhicules de transport de troupes légers et de matériel de communication. La Grande-Bretagne subordonna son approbation à la nomination de conseillers et de techniciens britanniques chargés de l'entretien du matériel et de la formation du personnel koweïtien[2].

Le 12 juin 1959, l'ambassadeur des États-Unis à Londres envoya un télégramme au Département d'État de Washington indiquant que le gouvernement britannique avait décidé, en principe, de répondre à la demande du Koweït concernant des chars et des armes anti-aériennes, et que l'accord prévoyait l'envoi d'une équipe de techniciens britanniques chargée de former les Koweïtiens. Cela du fait que la Grande-Bretagne était satisfaite que le souverain de l'émirat ait approuvé le plan d'armement proposé par le cheikh Abdullah Mubarak[3]. L'accent fut mis sur le « en principe » ; si, comme cela semblait possible, le gouvernement

1. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 10 décembre 1958.
2. Du consulat américain (Akins) au Département d'État, 26 mai 1959.
3. Télégramme de l'Ambassade des États-Unis à Londres (Whitney) au Secrétaire d'État, 12 juin 1959.

britannique décidait de ne pas donner suite à cette demande, Abdullah Mubarak aurait inévitablement frappé à la porte du Département d'État américain.

Londres ne souhaitait pas renforcer l'armement de l'armée koweïtienne et tenta de contrecarrer les exigences du Koweït. Cela doit être compris dans le contexte où le Traité liant les deux pays touchait à sa fin. Les documents britanniques pour janvier 1960 couvrent entièrement les négociations entre Abdullah Mubarak et Londres pour un accord militaire destiné à développer la marine du Koweït et à acheter un avion militaire sophistiqué. Le cheikh s'intéressait également à la modernisation la marine, d'autant que l'activité des garde-côtes dans le domaine de la protection des eaux territoriales faisait partie des responsabilités des forces armées et cela en raison des infiltrations illégales à partir de la mer.

Les documents britanniques indiquent qu'Abdullah Mubarak s'entretenait fréquemment avec l'Agent politique et le représentant de British Royal Navy sur l'importance d'obtenir des patrouilleurs rapides et des avions de patrouille pour surveiller les côtes. Il voulait aussi lutter contre la contrebande et assurer la sécurité des zones isolées. Il semble très probable que le gouvernement britannique cherchait alors à maintenir un reste de contrôle permanent dans un contexte d'avenir incertain.

La nature de ces négociations était différente de celles qui avaient été menées auparavant. Un rapport daté du 3 février 1961 indiqua que l'évaluation de l'amirauté britannique stipulait que les bateaux requis n'étaient pas disponibles, mais qu'ils pouvaient être construits spécialement pour le Koweït. Il fut envoyé à l'Agent politique une liste des entreprises britanniques susceptibles de mener à bien cette construction et qu'il pourrait, s'il l'approuvait, remettre à Abdullah Mubarak[1].

Le 9 février, l'Amirauté britannique écrivit à nouveau au Foreign office, réaffirmant que les navires répondant aux spécifications koweïtiennes n'étaient pas disponibles[2]. Il y avait d'autres bateaux à Malte et Abdullah Mubarak pouvait envoyer ses représentants vérifier s'ils correspondaient à ses besoins. Toujours selon l'Amirauté, il existait aussi un type de bateau appelé Bold Class Fast Attack que la Royal Navy britannique utilisait depuis peu de temps, mais le rapport mettait en garde contre les problèmes de maintenance et le manque de pièces de rechange pour ses turbines à gaz innovantes. Le message implicite de la missive

1. Rapport de l'Amirauté (Direction de la Branche militaire II), 3 février 1961.
2. De l'Amirauté (Botton) au Foreign Office (Hillier-Fry), 9 février 1961.

était que si les Koweïtiens voulaient faire leurs propres arrangements pour le matériel britannique, ils n'avaient qu'à le faire ce qui viendrait leur montrer à propos que cela n'était pas aussi facile qu'ils l'avaient imaginé.

Cheikh Abdullah Mubarak ne fut pas convaincu par cette réponse et la considéra comme une tentative d'empêcher le Koweït d'obtenir des armes de pointe. Ainsi, la guerre des nerfs continuait. Le 18 février, le colonel Mubarak al-Abdullah Al-Jaber informa l'Agent politique que le Cheikh Abdullah Mubarak sollicitait son intervention ainsi que celle du Foreign Office pour convaincre l'Amirauté de fournir les navires au Koweït.

L'Agent politique relaya la position précédente et conclut son rapport en notant qu'Abdullah Mubarak exprimait ses doutes quant à la véracité de la déclaration britannique. Par ailleurs, l'Agent confirma à Cheikh Abdullah Mubarak que ces navires de l'Amirauté n'étaient pas disponibles et qu'il avait demandé plus d'informations, ainsi qu'une photo, à propos du « Bold Class ». Il s'était aussi enquis de son emplacement afin que le Koweït puisse envoyer une équipe l'inspecter. Il expliqua également à Abdullah Mubarak que la construction d'un navire prenait deux ans et que le Koweït pouvait contacter directement les entreprises de fabrication afin que l'une d'elles accepte de le construire pour l'émirat[1].

La question de l'achat d'un avion constitua une affaire beaucoup plus grave. Abdullah Mubarak déploya des efforts extraordinaires et entama de dures négociations avec le gouvernement britannique pour obtenir un avion d'entraînement de type Jet Provost qui serait aussi apte au combat. Les rapports de l'Agent politique montrent que l'affaire remontait à mars 1960, lorsque Abdullah Mubarak décida d'acheter six avions d'entraînement à réaction dotés d'une capacité de combat[2]. On ne sait pas pourquoi il avait jeté son dévolu sur le Jet Provost en tant qu'appareil à double usage (entraînement et militaire) pour répondre aux besoins du Koweït. La plupart de ces appareils étaient utilisés comme avions d'entraînement de base non-armés. Et même la version militarisée ne pouvait rivaliser avec le nouveau chasseur MIG-17 dont venait de se doter l'armée de l'air irakienne. Le 6 février 1961, le Ministère des affaires étrangères informa l'Agent politique au Koweït que Cheikh

1. De l'Agence politique (Richmond) au Foreign Office (Beaumont), 19 février 1961.
2. De l'Agence politique (McCarthy) au Foreign Office (Walmsley), 24 mars 1960.

Abdullah Mubarak avait demandé à l'assistant du représentant de l'émir au bureau koweïtien de Londres de prendre contact avec le fabriquant de l'appareil et d'obtenir une proposition commerciale[1].

De fait, l'assistant négocia effectivement avec Hunting Percival Aircraft Ltd, le fabricant de ce type d'aéronef. Il contacta aussi le War Office britannique afin d'obtenir la formation nécessaire aux pilotes. Les autorités britanniques semblaient dubitatives sur le sérieux du cheikh Abdullah Mubarak dans la conclusion de cet accord. Par conséquent, ils approuvèrent la demande à condition que l'accord soit signé avant une date limite. Un rapport du ministère des Affaires étrangères à l'Agent politique daté du 6 février indiqua que trois avions pouvaient être livrés en juin et trois autres en juillet, à condition que l'accord ait été signé au plus tard le 15 février[2]. En d'autres termes, le Foreign Office donna neuf jours à Abdullah Mubarak pour discuter des détails du contrat, y compris de ses aspects financiers et structurels, et pour le signer.

L'entraînement des pilotes ne devait pas présenter de difficultés car treize pilotes koweïtiens qui s'entraînaient déjà à Londres possédaient une expérience de vol civil, ce qui faciliterait leur entraînement sur des avions à réaction militaires. Ils pouvaient ensuite acheminer les appareils au Koweït en juin. Abdullah Mubarak suivit personnellement les programmes de formation de ces pilotes et prit la décision de mettre fin à la bourse d'études de toute personne ayant échoué sans une excuse acceptable,

Un rapport du War Office indiqua que, comme ces avions n'étaient pas en service dans la Royal Air Force, l'entraînement devait avoir lieu au Koweït – et qu'il était prêt à déléguer l'un de ses officiers pour une courte période. Mais, ajouta le ministère, si les Koweïtiens n'étaient pas à l'aise avec le recours à un officier britannique comme instructeur, l'entreprise manufacturière pourrait alors utiliser l'expertise d'un officier retraité[3]. Le 11 février, le responsable britannique chargé de la négociation (Polglese) informa Hunting Percival Aircraft de l'accord du cheikh Mubarak Abdullah, à condition que l'avion arrive au Koweït avant la fin du mois de juin 1961 avec un nombre minimum de membres de l'équipe de maintenance[4] (on notera que le Cheikh Abdullah Mubarak avait fixé le 19 juin 1961 comme date de livraison laquelle était aussi celle de la

1. Du Foreign Office (Beaumont) à l'Agence politique (Richmond), 6 février 1961.
2. Du Foreign Office (Beaumont) à l'Agence politique (Richmond), 6 février 1961.
3. Du ministère de l'Aviation (Salthouse) au Foreign Office (Hillier-Fry), 30 janvier 1961.
4. De Polglese à la firme Hunting Percival Aircraft Ltd. (Brown), 11 février 1961.

fête de l'indépendance du Koweït). La compagnie devait organiser la formation de treize pilotes koweïtiens qui feraient voler l'aéronef au Koweït. L'avion devait être préparé comme un appareil de chasse plutôt que comme un appareil d'entraînement. Le contrat prévoyait également des pénalités au cas où l'entreprise ne respectait pas les dates convenues.

Le 2 mars, Polglese partit à Beyrouth pour rencontrer Abdullah Mubarak et l'informer des derniers développements. Dans le rapport du Foreign Office, basé sur les informations fournies par Polglese, Abdullah Mubarak fut extrêmement irrité, accusant le gouvernement britannique de ne pas vouloir vendre des équipements modernes au Koweït[1]. Polglese déclara ainsi que ce fut la pire rencontre de tous les temps avec Abdullah Mubarak, ce dernier étant furieux.

Dans la lettre de Polglese adressée à Abdullah Mubarak, le 8 mars, le diplomate indiqua que le ministère de l'Air ne serait pas en mesure d'équiper l'avion avec les canons requis aux dates convenues : de plus, les canons disponibles étaient de type Browning de calibre.50 et non de type.303 tels que spécifiés[2]. Polglese suggérait alors de changer de type d'avion et conseilla au Koweït d'envisager l'achat du chasseur Hunter. Il expliqua les avantages de cet appareil, sachant qu'il avait été conçu pour être utilisé comme avions de combat et d'attaque au sol et qu'il était utilisé par les forces britanniques à Aden, ce qui faciliterait la maintenance, la supervision technique et l'obtention de pièces de rechange. Polglese ajouta que si Abdullah Mubarak donnait son accord, l'aéronef pourrait être livré dans un délai de 12 mois, peut-être moins. Et que le ministère de l'Air fournirait toute l'aide possible pour conclure le marché.

Polglese mentionna aussi que le Ministère souhaiterait connaître l'utilisation probable de l'appareil et savoir si le Koweït l'utiliserait pour la poursuite, l'entraînement ou l'attaque au sol et quels équipements de communication seraient alors nécessaires. Chacun de ces usages nécessitait des équipements et des systèmes spéciaux. C'étaient là des informations essentielles que les Koweïtiens n'avaient pas fournies. Le ministère demanda également un programme de formation pour les pilotes koweïtiens. Polglese mentionna aussi que le ministère de l'Air estimait qu'un certain nombre de mesures pratiques, de problèmes techniques et administratifs appelaient un examen attentif. Il suggéra donc d'envoyer l'un de ses agents au Koweït pour débattre de ces questions.

1. Du Foreign Office (Beaumont) à l'Agence politique (Richmond), 13 mars 1961.
2. De Polglese à Son Excellence Abdullah Mubarak Al-Sabah, Beyrouth, 8 mars 1961.

Il demanda à Abdullah Mubarak d'accepter cette offre en déclarant : « Je pense que c'est le moyen le plus sûr de protéger vos intérêts et d'obtenir les meilleurs résultats. »

Dans le rapport de l'Agent politique au Foreign Office daté du 14 mars, Richmond déclara qu'Abdullah Mubarak avait accepté l'offre de formation du ministère de la Guerre et qu'il en déciderait le lieu que ce soit au Royaume-Uni ou au Koweït[1]. Mais le cheikh refusa l'idée d'un changement d'appareil et l'achat de Hunters à la place de Provosts. Abdullah Mubarak qualifia même ce qui se passait de chantage et de pressions inacceptables pour obliger le Koweït à acheter les chasseurs de type Hunter. Il fit cela, apparemment sans avoir pris en compte la performance et l'armement bien supérieurs du chasseur Hunter dans une attaque aérienne ou au sol.

Une fois encore, Polglese tenta de convaincre Abdullah Mubarak de changer d'avis. Le 22 mars, il lui adressa un télégramme indiquant qu'il n'avait reçu aucune réponse à celui du 8 mars et qu'il avait rendu visite aux pilotes koweïtiens formés dans une unité de la RAF près de Nottingham[2]. La formation se déroulait comme prévu et, ajouta Polglese, « les pilotes travaillent dur ; leurs instructeurs les félicitent et ne s'attendent pas à ce qu'il soit difficile de finaliser leur formation sur les aéronefs d'ici à la fin du mois de juillet. » La formation pour l'avion de combat ne devait nécessiter qu'un mois supplémentaire, ajouta encore le diplomate.

Polglese revint encore une fois sur l'idée d'acheter les chasseurs Hunters. Il rappela qu'il faudrait moins de 12 mois pour se former à leur utilisation et que le ministère de l'Air était prêt à offrir toute l'aide possible et à envoyer une équipe de négociation avant la mi-avril.

Pourtant, Abdullah Mubarak demeura intraitable. Fin mars, il envoya son conseiller militaire, le colonel Pierce, à Londres pour rencontrer Polglese, pour rendre visite à Hunting Percival Aircraft Ltd et au ministère de l'Air, et pour se familiariser avec les meilleures armes pour équiper l'appareil[3].

En effet, le 30 mars, Pierce se rendit au ministère, accompagné de Polglese[4]. Il confirma le choix des Provots et discuta des armes appropriées pour les équiper. Il obtint du ministère de l'Air la confirmation

1. De l'Agence politique (Richmond) au Foreign Office (Beaumont), 14 mars 1961.
2. De Polglese à Son Excellence cheikh Abdullah Mubarak, 22 mars 1961.
3. De l'Agence politique (Richmond) au Foreign Office, 27 mars 1961.
4. Du ministère de l'Air (West) au Foreign Office (Walker), 30 mars 1961.

de sa disponibilité à fournir les pièces et les munitions nécessaires à la fabrication des canons de l'avion, rappelant que les appareils devaient être livrés au Koweït à l'été 1961. À son retour, Pierce confirma à Abdullah Mubarak que les Provosts étaient les mieux adaptés aux forces koweïtiennes et que la mitrailleuse de type Browning.303 était le meilleur armement pour ces appareils. Abdullah Mubarak accepta les suggestions de Pierce et ordonna de conclure le marché[1]. À ce niveau, il faut rappeler que Pierce était un officier d'artillerie sans grande expérience des avions de combat. Il était également conscient de la forte préférence d'Abdullah Mubarak pour les chasseurs de type Provosts.

Il pourrait sembler que l'attitude britannique ait été caractérisée par la procrastination et le désir obstiné de changer le type d'appareil. En fait, ils avaient de bonnes raisons de suggérer le Hunter. Étant donné que les chasseurs Provosts seraient principalement utilisés dans un rôle d'attaque, ils étaient beaucoup moins adaptés que les Hunters conçus pour ce rôle. Et la raison pour laquelle les canons spécifiés pour ces appareils n'étaient pas en stock était due au fait que les avions de chasse britanniques étaient désormais passés au modèle ADEN.

L'affirmation selon laquelle la période de formation requise était trop longue peut ou peut ne pas avoir été pertinente ; mais l'indisponibilité des pièces de rechange était certainement vraie car la version de chasse du chasseur Provost n'était pas en service au sein de la Royal Air Force.

Pour Abdullah Mubarak, il semblait que la décision politique britannique n'était pas en faveur de la conclusion de l'accord de vente. Il ne se trompait pas. Voici ce qu'en pensait John Richmond, Agent politique (21 mars 1961) : « Il existe un conflit entre les intérêts politiques, économiques et militaires britanniques et les demandes d'Abdullah Mubarak. » Pour l'Agent, l'arrivée de ces avions devait peser sur l'équilibre interne des pouvoirs contrairement aux intérêts britanniques[2]. Alors que la Grande-Bretagne se félicitait de la construction d'infrastructures et de l'achat d'équipements aériens civils pour recevoir des avions de ligne à l'aéroport de Koweït, la mise en place d'une force aérienne koweïtienne n'était pas ce que Londres voulait. Cela étant, on ignore ce que la Grande-Bretagne souhaitait à ce stade, trois mois avant l'indépendance de l'émirat.

1. De l'Agence politique au Foreign Office, 13 avril 1961.
2. De l'Agence politique (Richmond) au Foreign Office (Beaumont), 21 mars 1961.

Le 29 avril, l'Agent politique reçut une lettre dans laquelle était signifiée l'acceptation du contrat d'avions avec Hunting Percival, conformément à l'offre du 10 avril. Le directeur du département oriental du ministère exprima sa surprise devant la continuation de l'accord après la démission du cheikh Abdullah Mubarak[1]. Mais la position du Koweït changea ensuite et de nouvelles instructions d'annulation du contrat arrivèrent à la fin du mois de juin 1961[2]. La situation confuse autour de l'achat d'avions de chasse avait-elle eu un impact sur la démission du cheikh Mubarak ? Cela demeure incertain. Cependant, on peut relever que ce fut le processus d'approvisionnement le plus mal géré, de part et d'autre, de toute l'histoire des ventes d'armes anglaises au Koweït. La tentative d'annulation du contrat échoua et quatre avions d'entraînements Jet T51, tous équipés d'armement, furent finalement achetés[3]. Cependant, en 1964, l'armée de l'air du Koweït s'équipa de Hawker Hunters avant d'opter, en 1971, pour l'avion anglais Electric Lightning. Par la suite, le Koweït se tourna vers la France et les États-Unis pour ses équipements aériens de défense.

Développement de l'aviation civile

L'engagement d'Abdullah Mubarak envers le développement de l'aviation civile fut probablement la plus clairvoyante de toutes ses politiques. Pour mémoire, l'attention personnelle particulière qu'il accorda pour l'acquisition du premier avion militaire koweïtien témoigne de la grande importance qu'il accordait à ce domaine. Il pensait que la puissance aérienne serait cruciale dans la région et qu'il ne s'agissait pas simplement d'acheter des avions, mais également de former des pilotes. C'est pour cette raison qu'il encouragea le développement de l'aviation civile : de nombreux pilotes de l'armée de l'air embryonnaire avaient acquis leurs compétences au club de l'aviation ou en pilotant des aéronefs civils.

En raison de l'importance croissante des communications aériennes dans les années 1940 et avec le fait que les compagnies aériennes irakienne et égyptienne reliaient Beyrouth et Le Caire au Koweït, Abdullah Mubarak créa un département de l'aviation civile, un aéroport

1. Du Foreign Office (Beaumont) à l'Agence politique (Richmond), 8 mai 1961.
2. Du Foreign Office à l'Agence politique, 27 juin 1961.
3. Rapport secret du Foreign Office à propos des « Liaisons avec les forces armées du Koweït », 13 avril 1959.

international, une compagnie aérienne nationale ainsi qu'un club et une école d'aviation.

Au début, la Grande-Bretagne fut peu enthousiaste à propos de la création d'un département de l'aviation civile au Koweït, mais cela ne découragea pas Abdullah Mubarak. À la mi-mars 1953, un rapport adressé à Washington décrivit le cheikh Abdullah Mubarak inaugurant le « Koweït Club and Aviation School » lors d'une grande fête à laquelle participèrent les plus grandes personnalités de l'émirat. L'école avait acheté quatre avions d'entraînement Auster à la Grande-Bretagne et le club avait ses installations à l'intérieur du bâtiment de l'aéroport. L'école était gérée par Mustafa Sadeq, chef de l'aviation au sein du Département de la sûreté publique, assisté de trois pilotes – un Britannique et deux Égyptiens – qui furent chargés de la formation et de la maintenance des avions[1].

Les agents du Département de la sécurité publique constituèrent le premier groupe à être détaché pour suivre une formation de pilotage. Tous portaient un uniforme de pilote inspiré de celui des pilotes de la Royal Air Force britannique, mais avec un écusson koweïtien[2]. En mai 1954, les membres du club passèrent leurs derniers tests en vol. Le 20 décembre 1954, Abdullah Mubarak assista à la remise des diplômes de la première promotion de pilotes koweïtiens[3]. Ce fut un moment de grande fierté. Au cours de la célébration, le cheikh annonça que les pilotes partaient pour l'Angleterre en mars 1955 afin d'y suivre un entraînement plus avancé.

Fort de ces premiers succès, le club attira rapidement un certain nombre de jeunes Koweïtiens compétents, qui deviendraient plus tard le noyau de la Kuwaiti Air Company et de la Kuwait Air Force. Compte tenu du succès continu de l'aéroclub koweïtien, le British Aéro Club and Centres décerna des « ailes honoraires » (l'insigne des pilotes) à Abdullah Mubarak et cela durant une grande cérémonie au Koweït[4]. Le cheikh apprécia l'honneur et la marque de reconnaissance qui furent ainsi signifiés au développement de l'aviation koweïtienne.

Malgré ce succès, il semble que le Foreign Office britannique ait reçu des « informations troublantes » ce qui le rendit méfiant à l'égard du

1. *Humat Al-Watan*, vol. 6, mars 1961, p. 7.
2. De l'Agence politique (Pelly) au Foreign Office, 10 mai 1954 ; Kuwait Diary, 1954 No. 4 couvrant la période du 27 avril au 27 mai.
3. *Kuwait Al-Youm*, vol. 3, 25 décembre 1954, p. 4.
4. « Political Diaries of the Persian Gulf », 1954.

club et de ses projets. Un rapport du ministère à l'Agent politique, daté de juin 1954, mentionnait que le nom du club en arabe correspondait à « Kuwait Air ». Pour Londres, cela indiquait qu'Abdullah Mubarak envisageait peut-être de faire du club le noyau de l'armée de l'air koweïtienne. Des instructions furent donc envoyées à l'Agent politique pour surveiller en secret les activités du club[1]. En 1959, ce dernier releva que le club disposait de deux avions Dove du dernier cri et de huit avions d'entraînement Auster. Il indiqua aussi que ses programmes de formation s'étaient également développés en atteignant un niveau permettant l'attribution d'une licence de pilote civil[2].

L'Aéro Club koweïtien envisagea certainement d'établir une compagnie civile au Koweït[3]. Abdullah Mubarak encouragea vivement Abdul Razzak Jamil Qaddoumi dans son ambition de créer une entreprise aéronautique. Un rapport du consulat américain au département d'État expliqua que le rapprochement entre Abdullah Mubarak et le gouvernement syrien au début de 1953 était motivé par le désir du Koweït de tirer parti de l'expertise syrienne dans le domaine de l'aviation civile. Un désir « fortement réprouvé par la Grande-Bretagne » à en croire le même rapport[4].

Selon des documents américains, les préparatifs en vue de la création de Kuwait Airways débutèrent en 1953, le rôle principal étant joué par le cheikh Abdullah Mubarak, assisté de Abdul Razzak Qaddoumi qui avait obtenu la licence. Le cheikh entama des négociations en vue de la création de la compagnie aérienne sur le modèle syrien[5]. Le 16 mars 1954, la National Kuwait Airways Ltd célébra l'arrivée de son premier avion, baptisé *Kazma* (un ancien nom du Koweït). Le 18 mars, la compagnie entama des vols réguliers à destination de Bassorah, Bahreïn et Beyrouth[6].

Toujours en 1954, Qaddoumi créa Arabian Desert Airlines avec Abdullah Mubarak qui fournit des garanties bancaires pour la création de la nouvelle entreprise. La compagnie disposait de deux avions et exploitait les liaisons entre le Koweït et Beyrouth, Bahreïn, Damas et Jérusalem[7]. Selon un rapport américain, elle aurait cessé ses activités en

1. Du Foreign Office (Ewan-Biggs) à l'Agence politique (Logan), 11 juin 1954.
2. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 11 mars 1959.
3. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 1er octobre 1953.
4. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 5 octobre 1953.
5. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 20 septembre 1953.
6. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 21 mars 1954.
7. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 31 août 1954.

1959[1], mais, en réalité, Qaddoumi aurait vendu l'entreprise au cheikh Duaij Al- Salman, qui développa son activité et inaugura des vols réguliers à destination du Caire, de Beyrouth, de Damas, du Qatar et de Bahreïn jusqu'en 1961.

En 1958, une compagnie nationale officielle, Kuwait Airways, fut créée avec des liaisons régulières entre le Koweït et Beyrouth, Bassorah, Jérusalem, Dhahran, Le Caire et Doha. Elle recruta du personnel expérimenté venu d'autres compagnies aériennes pour fournir une expertise technique et administrative. Les négociations avec une société libanaise prirent fin après que le cheikh Abdullah Mubarak eut fait objection à la marge commerciale trop élevée qu'elle exigeait pour ses services.

Par ailleurs, des efforts considérables furent déployés pour intégrer le Koweït au réseau mondial de transport aérien. La compagnie tenta de parvenir à un accord avec American West Air Transport, mais sans succès. Elle n'eut pas plus de réussite avec les deux principales compagnies aériennes américaines, Pan American (Panam) et Trans World Airlines (TWA), ces dernières déclinant l'offre d'étendre leurs réseaux au Koweït. Abdullah Mubarak demanda au consul américain de convaincre le Département d'État de faire avancer le dossier d'American Airlines afin que cette compagnie desserve le marché koweïtien. Le cheikh mit en avant des conditions favorables d'accès à ce qu'il a décrit comme un marché offrant de belles perspectives d'avenir. Cela fut aussi un échec.

Au final, ce fut la BOAC (British Overseas Airways Corporation) qui accepta, le 1er juin 1958, d'étendre ses opérations au Koweït. Abdullah Mubarak aurait peut-être préféré une compagnie aérienne américaine comme principal lien entre le Koweït et le monde extérieur, mais il fut finalement heureux d'accepter l'offre britannique. C'était un plan bien pensé, avec un réel enthousiasme de la part de la BOAC. Le cheikh signa le contrat en tant que souverain par intérim, étant donné que l'émir était hors du pays à l'époque[2]. Cet accord s'avéra très satisfaisant pour les deux parties, offrant au Koweït un accès aisé au réseau aérien mondial via Londres.

Dans le même temps, la Kuwait Airways était florissante. En avril 1959, elle assurait deux vols réguliers à destination de Bombay, via Doha et Karachi. En mai, elle ouvrit une autre route vers Londres via Le Caire, Tripoli et Nice. En 1962, elle loua un Comet, mais celui-ci fut

1. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 11 mars 1959.
2. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, Avril et 2 juin 1958.

finalement retiré car jugé peu sûr. Six ans plus tard, la Kuwait Airways, qui appartenait alors à 100 % à l'État, acheta son premier Boeing de type B707 et dix ans plus tard, elle exploitait une importante flotte composée des derniers appareils Boeing utilisés pour des vols internationaux de longue distance.

L'expansion de l'aviation civile nécessita la mise en place d'une institution pour gérer le secteur. Le 1er octobre 1956, le cheikh Abdullah Mubarak, en sa qualité d'adjoint du souverain, annonça la création du Département de l'aviation civile, placé sous son contrôle. Le 10 octobre, il nomma Mustafa Sadeq, alors responsable de l'Aéro Club, directeur de l'aviation civile et des affaires administratives. Il remplaça James Forrest, le conseiller britannique pour l'aviation civile, bien que celui-ci conservât la responsabilité générale des questions techniques[1]. Le consulat des États-Unis releva que la mise en place d'un Département de l'aviation civile fut bien accueillie par les Koweïtiens qui y virent un signe que leur pays renforçait sa position croissante au sein de la communauté internationale[2].

Abdullah Mubarak avait aussi en tête que le Koweït devait jouer son rôle au niveau international, là où l'avenir de l'aviation civile mondiale était discuté et négocié. Dès le départ, le Koweït s'engagea à respecter les pratiques et la réglementation britanniques en matière d'aviation. Deux accords formels furent signés. Le premier, le 5 septembre 1950 et le 31 mars 1956 pour le second. Ils furent conclus, avec l'attaché britannique aux questions aériennes Beverly Barnard. Ce dernier suggéra un certain nombre de nouveaux contrôles opérationnels pour l'aviation civile koweïtienne, la rendant parfaitement conforme aux pratiques et aux normes britanniques. En 1958, l'Agent politique britannique présenta à Abdullah Mubarak une copie anglaise des recommandations complètes. Le cheikh demanda à Mustafa Sadeq de les traduire et de les appliquer, tâche qu'il acheva à la fin de l'année.

Lorsque Abdullah Mubarak autorisa Mustafa Sadeq à mettre en place un système d'immatriculation des avions koweïtiens, ce dernier mit au point une structure complète pour l'aviation civile réglementant les règles d'immatriculation des aéronefs et prenant en charge le contrôle général du processus d'immatriculation. Cette manière de faire s'appuyait sur une étude des meilleures pratiques internationales

1. De l'Agence politique (Bell) au Foreign Office, 28 octobre 1956.
2. Du consulat américain (Brewer) au Département d'État, 16 octobre 1956.

de l'époque. Abdullah Mubarak en approuva le contenu et promulgua, en décembre 1958, une loi qu'il signa en tant que chef de la sécurité publique et de l'aviation civile[1].

Les autorités britanniques objectèrent toutefois que ce nouveau système s'écartait de la pratique britannique et que, de plus, la nouvelle loi n'était pas conforme avec l'accord bilatéral de 1956. Par exemple, la loi donnait au Koweït le droit d'autoriser des aéronefs étrangers à utiliser l'aéroport de Koweït, un droit que la Grande-Bretagne souhaitait conserver pour elle-même. Quand l'attaché aérien clarifia la situation et démontra que les nouveaux règlements n'étaient pas conformes à l'accord de 1956, Abdullah Mubarak ne les modifia pas mais déclara qu'il reconnaissait « l'erreur » et que tout cela retarderait la mise en place des nouveaux règlements[2]. Mais rien d'autre de plus ne fut fait.

Jusqu'à présent, ce chapitre a exposé les faits relatifs à la mise en place des règles de l'aviation civile tels qu'ils apparaissent dans les documents pertinents. Cependant, cela ne révèle pas l'histoire complète de cette affaire. Il convient donc de réfléchir au comportement de Mustafa Sadeq : a-t-il ignoré les instructions d'Abdullah Mubarak lors de la traduction des spécifications britanniques ? Ou pouvait-il uniquement apporter des modifications conformément aux instructions personnelles du cheikh ? Nous devons nous interroger à propos des spécifications qui donnèrent plus de pouvoir aux autorités koweïtiennes : Sadeq pouvait-il opérer de tels changements sans l'aval d'Abdullah Mubarak ? Et, d'ailleurs, existait-il vraiment une « erreur » ? L'explication peut être trouvée dans la réaction d'Abdullah Mubarak à la plainte britannique. Il n'annula pas le nouveau règlement ; il veilla seulement à ce qu'il ne soit pas mis en œuvre d'une manière qui soit contraire à l'accord de 1956. De cette manière, il accorda satisfaction aux Britanniques sans se lancer dans des actions spécifiques.

Au cours des années 1950, le cheikh Abdullah Mubarak manifesta un grand intérêt pour la construction d'un nouvel aéroport, l'existant étant dans un état peu satisfaisant. Un rapport du consulat des États-Unis indiqua, en 1954, que le Comité de développement avait approuvé le projet de nouvel aéroport et que des plans avaient été élaborés pour obtenir les terrains nécessaires. Les coûts initiaux étaient estimés à 5 millions

1. *Kuwait Al-Youm*, vol. 202, 7 décembre 1958.
2. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 29 avril 1959.

de livres sterling. L'achèvement du chantier devait se faire au bout de deux ans et le projet était soumis à un avis d'appel d'offres international[1].

Les autorités britanniques insistèrent pour approuver le cahier des charges et les procédures de construction. Cependant, les évaluations nécessaires furent reportées à plusieurs reprises et le projet dut être suspendu. Abdullah Mubarak aborda de nouveau la question avec des responsables britanniques et exprima sa grande insatisfaction devant le retard inexplicable (et, selon lui, injustifiable). Selon un rapport de l'agent politique britannique publié en 1956, Abdullah Mubarak était « très désireux de commencer la construction du nouvel aéroport le plus tôt possible ». De plus, il « était mécontent de l'état de la piste et des bâtiments de l'aéroport qui ne convenaient pas à un pays comme le Koweït… Les travaux de construction ne doivent pas être retardés davantage ». L'agent politique exprima sa satisfaction devant les compétences d'Abdullah Mubarak dans la gestion de l'aviation civile[2].

Le 9 novembre 1957, Abdullah Mubarak, en sa qualité de directeur du Département de l'aviation civile, signa un accord avec le « Wing Commander » Lawes, représentant de l'International Air Ltd, la société qui supervisait les travaux de développement du nouvel aéroport et fournissait le support technique pour les installations et les services aéroportuaires[3]. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que la Grande-Bretagne ne considéra pas ces développements avec enthousiasme. En effet, le Foreign Office préférait minimiser l'accès des Koweïtiens au monde extérieur en veillant à ce que les contrats conclus avec l'extérieur passent par Londres et dépendent donc de sa supervision. Par conséquent, lorsque Scandinavian Airlines (SAS) demanda l'autorisation d'ouvrir une liaison avec le Koweït, la Grande-Bretagne, en tant que responsable des relations extérieures de l'émirat, recommanda le rejet de cette requête[4].

Un article publié dans *Al-Kuwait Al-Youm* en décembre 1958 décrivit la vision d'Abdullah Mubarak concernant le développement de l'aviation civile. Il définit les objectifs du Département comme suit :

1. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 31 août 1954.
2. Annexe confidentielle au « Kuwait DIary » n° 11, période du 25 septembre au 27 octobre 1956.
3. « Kuwait Diary » n° 11, période du 24 octobre au 20 novembre 1957.
4. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 27 avril 1959. La compagnie fut responsable aussi de ce dénouement en commettant l'erreur d'annoncer des liaisons entre le Koweït et l'Europe avant même d'avoir obtenu l'accord d'Abdullah Mubarak, ce qui mit ce dernier en fureur.

élaborer une politique à long terme pour les aéroports ; assurer la sécurité du trafic aérien ; et recruter et former les techniciens et le personnel de transport aérien nécessaires. Cette politique comprenait la supervision des aéroports, des écoles de pilotage et des aéroclubs. Le Koweït entendait créer une législation complète couvrant tous les aspects de l'aviation civile et coopérer avec d'autres pays. Il est certain que l'émirat respectait scrupuleusement tous ses accords internationaux. Une loi koweïtienne sur la navigation et l'immatriculation fut promulguée, obligeant tous les aéronefs à porter les marques d'immatriculation. Elle imposa aussi les indicatifs d'appel pour tous les avions immatriculés. Une nouvelle piste d'atterrissage fut construite et une nouvelle station de communications sans fil et à longue portée fut opérationnelle. De jeunes Koweïtiens furent envoyés à l'étranger pour être formés et obtenir les certifications nécessaires pour les avions à réaction.

Quant à l'Académie de l'aviation, le rapport indiqua que 17 Koweïtiens avaient reçu leur certificat de vol spécial ; 90 pilotes volaient de manière indépendante, dont 11 avaient été envoyés à l'étranger tandis que 5 d'entre eux avaient obtenu le plus haut certificat d'aviation commerciale. Le rapport souligna le rôle du club de pilotage dans des domaines allant au-delà de la formation. Ses pilotes et ses avions d'entraînement permettaient de surveiller la frontière koweïtienne en temps d'urgence, de prendre des photographies aériennes du Koweït et de participer à des programmes de pulvérisation aérienne contre les maladies et les infections[1].

Le cheikh Abdullah Mubarak fut l'un des pionniers de l'aviation civile au Koweït, faisant souvent face à une opposition internationale. Ses efforts débutèrent par la création d'une compagnie de transport aérien, la construction du nouvel aéroport et l'ouverture d'un club de pilotage afin de fournir aux pilotes locaux une formation de base pour prendre en charge les avions de la compagnie nationale. L'aviation et le fait de posséder une compagnie aérienne nationale étaient alors considérées dans le monde entier comme les emblèmes les plus puissants de la modernité. Le développement rapide du Koweït en la matière prouvait que le pays réalisait des progrès considérables. Chaque fois qu'un avion de ligne à l'effigie du Koweït atterrissait ou décollait d'un aéroport d'Amérique du Nord, d'Europe ou d'Asie, il symbolisait l'essor croissant du Koweït. Ses appareils récents offraient un excellent service et

1. *Kuwait Al Youm*, n°.203, 14 décembre 1958, pp. 14-15.

jouissaient d'une réputation de grande qualité, donnant ainsi à Abdullah Mubarak un sentiment de profonde satisfaction.

Développement de l'éducation au Koweït

Considérant l'éducation comme l'un des atouts stratégiques clés du Koweït, Abdullah Mubarak milita sur ce sujet de manière bien plus longue qu'il ne le fit pour l'aviation civile[1]. En tant que président du Conseil de l'éducation, il disposa du statut et de l'autorité nécessaires pour faire avancer les choses. L'émergence d'une éducation vraiment moderne au Koweït commença durant la seconde moitié des années 1940, lorsque le gouvernement koweïtien mit en place un enseignement secondaire et envoya des étudiants à l'étranger pour y suivre des études supérieures[2]. La première mission universitaire se rendit en Égypte en 1939. Elle comprenait Abdul Aziz Hussein, premier administrateur de la Maison du Koweït au Caire (un bâtiment qui devint l'ambassade du Koweït après l'indépendance en 1961). Abdul Aziz Hussein fut nommé directeur de l'éducation en 1952[3].

Nous pouvons retracer l'évolution détaillée de l'éducation au Koweït à partir des procès-verbaux des réunions du Conseil de l'éducation, tels que publiés par le journal *Kuwait Al-Youm*. Ces archives locales indiquent l'ampleur de la contribution d'Abdullah Mubarak au développement de l'éducation. À titre d'exemple, lors de sa réunion du 3 mai

1. Hussein Khalaf Al-Sheikh Khazal, *Tarikh Al Kuwait Al Siyasi* [Histoire politique du Koweït], 5 volumes (Beyrouth : Dar El Hilal, 1965), vol. 2, p. 295. Au sujet du développement du système éducatif du Koweït, voir Dr Badr El-Dinn Al-Khususi, É*tudes sur les questions historiques sociales et économiques dans les temps modernes au Koweït* (en langue arabe), (Koweït : Zat El Salasel Publication, 1983), pp. 21-75.
2. Les premiers développements en faveur de l'éducation eurent lieu lorsque les Koweïtiens donnèrent l'argent nécessaire à la construction de la première école Al-Mubarakiya, créée en souvenir de l'émir Mubarak, premier souverain du Koweït moderne. L'établissement ouvrit ses portes le 22 décembre 1911. L'école était gérée financièrement et administrativement par le Conseil des marchands. Ses principaux professeurs comprenaient l'Égyptien Hafez Wahba, le célèbre historien koweïtien Abdul Aziz Al-Rashid, le cheikh Yousef bin Homed, le cheikh Yousef Al- Quena'i et Othman Abdullatif Al-Othman. Son premier directeur fut Omar Assem Al-Ezmiri. En 1936, Ahmed Shehab Eldeen devint le directeur et fut remplacé par Ahmad Dhaif. En 1920, les citoyens construisirent une autre école, baptisée Al-Ahmadiah', du nom de Sheikh Ahmed Al-Gabir, émir du Koweït à l'époque, et dirigée par Abdul Malek Al-Saleh, pionnier de l'éducation au Koweït.
3. Voir des exemples de décisions du Conseil sous sa présidence dans *Kuwait Alliâmes*, vol. 22, 7 mai 1955, p. 6 ; vol. 51, 10 décembre 1955, p. 8 ; vol. 54, 31 décembre 1955 ; vol. 167, 23 mars 1958, p. 4 ; vol. 168, 30 décembre 1958, p. 14 ; vol 266, 13 mars 1960, p. 22 ; vol. 267, 20 mars 1960, p. 19. Il est important de mentionner que l'Agent politique releva l'intérêt d'Abdullah Mubarak pour l'éducation et qu'il en fit mention dans ses rapports : De l'Agence politique (McCanhy) à la Résidence politique (Man), 23 septembre 1959.

1955, le Conseil, sous sa présidence, approuva de nouveaux contrats d'enseignants ; fixa des lignes directrices pour une série de conférences et approuva les mesures du ministère de l'Éducation visant à fournir de l'eau potable à toutes les écoles de villages. Il discuta aussi du mémorandum sur la participation du Koweït au camp international de scoutisme au Canada. Le Conseil approuva la participation, à condition qu'elle se fasse sous le nom koweïtien et non en association avec un autre État[1].

Lors de sa réunion du 4 décembre 1955, le Conseil discuta de la construction d'une « Maison du Koweït » sur un terrain acheté par le Département de l'éducation à Al-Duqqi au Caire[2]. Lors de la session qui suivit, il approuva la proposition du secrétaire de tenir ses réunions tous les dimanches à 8 h 30 ; et lors de sa session du 27 décembre, il examina la nécessité pour le Département de l'éducation du Koweït de participer aux réunions de l'UNESCO afin de se familiariser avec l'évolution des questions éducatives et avec les tendances culturelles dans les pays avancés. Le Conseil approuva la proposition[3], et, dans son rapport, souligna qu'elle représenterait une « protection de l'émirat contre tout danger étranger ou contagion interne. Une société en bonne santé exigeant avant tout de se débarrasser de l'ignorance et de contribuer à l'illumination de l'esprit. »

De toute évidence, Abdullah Mubarak considérait le développement de l'éducation de la même manière qu'il appréhendait la question de la modernisation des forces armées ou celle du maintien de la sécurité intérieure. C'était un atout stratégique majeur pour la sauvegarde du nouveau Koweït. L'éducation serait le principal moyen de préparer une nouvelle génération de Koweïtiens prêts et capables de gérer l'État après l'indépendance et à diriger les efforts de développement. Par conséquent, il se sentit concerné par l'éducation dans toutes ses composantes. Ce fut le cas, en particulier, pour l'éducation des filles et l'éducation physique. Il accorda aussi une attention particulière aux arts et à la musique en encourageant la création de sociétés artistiques : peinture, photographie, musique et arts de la scène. Il fut ainsi décrit comme le « patron des arts et de la musique » au Koweït.

En tant que président du Conseil de l'éducation, Abdullah Mubarak poursuivit sans relâche une politique d'expansion éducative. Il insista

1. Minutes de la réunion du Conseil, *Kuwait AI-Youm*, vol. 22, 7 mai 1955, p. 6.
2. Minutes de la réunion du Conseil, *Kuwait AI-Youm*, vol. 51, 17 décembre 1955, p. 8.
3. *Ibid.*

pour que de nouvelles écoles soient construites[1] et accorda son attention à tous les niveaux de l'enseignement : maternelle, élémentaire et secondaire[2]. Il réussit également à obtenir le soutien de l'émir pour des projets éducatifs et fut fier de l'informer des progrès des enfants. Le soutien de l'émir fut d'ailleurs un moyen particulièrement utile pour persuader les parents de l'importance d'éduquer à la fois leurs fils mais aussi leurs filles[3]. Abdullah Mubarak lui-même contribua au développement de nombreux projets : par exemple, en 1959, il fit don d'une propriété de 3 248 m², près du palais Dasman, pour la construction d'une école de santé[4]. Grâce à ces efforts, le nombre d'élèves passa de 20 500 (15 300 garçons et 5 200 filles) en 1954-1955 à 35 536 en 1958-1959. Le nombre d'enseignants augmenta également, passant de 1 332 en 1956-1957 à 1 697 en 1958-1959[5].

En 1959, Abdullah Mubarak approuva un important projet consistant à créer un dossier documentant l'histoire du Koweït et qui serait disponible pour les historiens et les chercheurs engagés dans l'étude de l'émirat et de l'histoire du Golfe. Un appel fut lancé à tous les citoyens et à tous les chercheurs afin de participer à la préparation du fonds documentaire. Il leur fut demandé de mettre à disposition leurs documents ou mémoires au bénéfice du département de l'éducation afin de garantir leur inscription dans les listes d'archives[6].

Le Conseil de l'éducation fut réformé en 1960 avec un mandat et un ensemble de responsabilités élargis. Sa première réunion, le 29 février, fut présidée par le cheikh Abdullah Mubarak qui souligna l'importance du rôle du Conseil dans « l'éducation de la jeune génération, fondée sur des principes moraux et sur la loyauté envers la patrie. ». Il incombait au Conseil de « superviser » l'éducation, ce qui aurait un impact important sur l'avenir du pays[7]. Lors de sa réunion du 7 mars, le Conseil examina un projet de loi sur les antiquités et le rôle de cette instance dans la préservation et la conservation des antiquités, notamment le contrôle de leur vente. L'idée d'un musée national fut aussi évoquée. Ce projet fut approuvé avec celui de la construction de la première crèche sur l'île de

1. *Kuwait AI-Youm*, vol. 51, 10 décembre 1955, p. 8.
2. *Kuwait AI-Youm*, vol. 54, 31 décembre 1955, p. 8.
3. *Kuwait Al-Youm*, vol. 232, 19 juillet 1959, p. 2.
4. *Ibid.*
5. Du consulat américain (Brewer) au Département d'État, 18 mars 1957. Autre rapport établi par Seelye, 5 novembre 1958.
6. *Kuwait Al-Youm*, vol. 241, 4 octobre 1959, p. 11 (réimprimé dans le vol. 245, le 18 octobre 1959, p. 12).
7. *Kuwait AI-Youm*, vol. 265, 6 mars 1960, p. 22.

Failaka[1]. Lors d'une réunion le 14 mars, toujours présidée par Abdullah Mubarak, un rapport fut examiné pour la construction d'une université. Le projet ne fut pas approuvé dans l'immédiat mais il fut convenu de se donner plus de temps pour étudier le rapport en détail[2].

L'examen des minutes des réunions du Conseil révèle le volume croissant du développement de l'éducation au Koweït, notamment la construction de nouvelles écoles ; l'extension des bâtiments et des services des écoles déjà existantes ; le développement de camps de scouts ; la construction d'écoles dans les émirats de Sharjah et d'Ajman[3*]; le développement de moyens éducatifs pour les malvoyants, les malentendants et les enfants présentant des troubles de la parole. Le Conseil prévoyait également un institut pour ceux qui rencontraient des difficultés d'apprentissage. Pour Abdullah Mubarak, c'était l'essence même d'un État moderne, dans lequel les peuples pouvaient développer pleinement leur personnalité humaine. Cependant, il demeura toujours modeste quant à sa contribution et fit en sorte de détourner l'attention en faveur des enseignants qui avaient la responsabilité quotidienne de l'éducation.

Sa contribution fut différente. Quand il était jeune, des écoles comparables à celle des pays développés n'existaient pas au Koweït. Cependant, à partir des années 1950, quand il consacra toute son énergie au développement de l'éducation, la qualité du système commença à s'améliorer. Le succès des étudiants koweïtiens aux plus hauts niveaux d'enseignement dans certaines des plus grandes universités du monde témoigna de ce qui avait été accompli.

La « société civile » telle qu'elle est décrite dans ce chapitre était un concept novateur dans la pensée arabe. Elle désigne généralement les organisations privées et bénévoles qui remplissent certaines fonctions sociales, indépendamment de l'autorité des États. Ces organisations incluent des syndicats, des sociétés scientifiques, des chambres de commerce et d'industrie et des organisations publiques. Une société civile active requiert la réalisation d'un certain degré de maturité sociale et oblige ses différents groupes à s'organiser et à défendre leurs objectifs communs.

Bien que ces sociétés et institutions se concentrent généralement sur une activité sociale, économique ou culturelle spécifique – ce qui les distingue ainsi des partis politiques – leurs implications politiques

1. *Ibid.*
2. *Kuwait Al-Youm*, vol. 267, 13 mars 1960 ; pp. 19-20.
3*. Aujourd'hui membres de la Fédération des Émirats arabes unis (EAU).

ne peuvent être ignorées. Leur création est un moyen de développer la participation populaire ; elles constituent également un forum de dialogue et d'interaction entre leurs membres. L'expérience de divers États, y compris le Koweït, montre clairement que, bien que ces sociétés commencent leurs activités dans le cadre de leurs missions spécialisées, elles les étendent rapidement à la sphère politique. Pour cette raison, leur création peut constituer un tournant important dans le développement de toute société.

Si le cheikh Abdullah Mubarak contribua à la mise en place des institutions gouvernementales, il joua également un rôle dans la création des organisations non gouvernementales et dans le soutien à leurs activités. À la fin des années 1940, sous l'influence du changement social et de la modernisation, en particulier du fait de la production de pétrole, la société koweïtienne était en pleine mutation. De nouveaux groupes sociaux se développèrent rapidement de même que des institutions qui aspirèrent à jouer un rôle dans la vie publique. Par exemple, l'expansion de l'éducation mit en évidence les étudiants en tant que groupe social, et, du coup, le « poids » social et le statut des enseignants et des diplômés se renforça. Les boursiers Koweïtiens revenant de leurs études à l'étranger devinrent plus actifs socialement et intellectuellement. De tels développements eurent un impact considérable sur la société koweïtienne, ce qui se refléta dans la manière dont le gouvernement géra les aspirations grandissantes de ces groupes, non seulement par le biais de nominations au sein du système public, mais également par l'ouverture de nouveaux canaux d'expression et de participation sociale.

Abdullah Mubarak soutint les efforts de la jeunesse koweïtienne éduquée pour créer des sociétés sociales et sportives. Le premier objectif fut d'ouvrir le club Al Nadi Al-Ahli en 1948, mais le projet ne put aboutir. L'idée se recentra ensuite sur la fondation d'une équipe de football. Le succès de ce projet amena à reconsidérer l'idée d'un club. Un comité fondateur fut mis en place et Abdullah Mubarak fut nommé président honoraire du club lors de son inauguration en août 1952[1]. Lors de la cérémonie d'ouverture, il déclara apprécier le rôle du sport en tenant ces propos :

> « Le sport dans les nations civilisées est devenu un moyen de répandre la vertu et les bonnes mœurs. Le sport d'aujourd'hui n'est

1. *Al-Raed*, vol. 6, octobre 1952, p. 71.

pas seulement un plaisir ou une distraction, il est devenu une école d'implantation de la confiance en soi et de construction d'une nouvelle génération dotée d'un corps fort. »

Un mois après son ouverture, le club fut renommé The National Cultural Club et un propriétaire de presse, Younis Al-Bahri, fut invité à donner une conférence sur la « cause arabe ». Le club publia aussi un magazine mensuel intitulé *Al-Iman* (La Foi), qui ouvrit ses pages aux auteurs arabes qui militaient pour le renforcement des liens interarabes. Au cours des années 1950, le club joua un rôle important dans la vie intellectuelle et culturelle du pays.

Bien que la loi de l'époque interdît aux membres du club de s'impliquer dans la politique et les affaires sectaires, la simple existence de cette structure fut une étape importante dans la naissance de cercles intellectuels au Koweït et la création d'un cadre institutionnel permettant à l'élite de dialoguer et d'interagir sur le plan culturel.

Ainsi, comme le montre ce chapitre, au moment où Abdullah Mubarak quitta ses fonctions en 1961, toutes les principales institutions d'une société moderne étaient en place. Ce fut le développement de l'économie pétrolière après les premières exportations de 1946 qui rendit le changement impératif. Abdullah Mubarak servit deux souverains avec la même loyauté : le cheikh Ahmed al-Jaber al-Sabah jusqu'en 1950 et le cheikh Abdullah III al-Salem Al-Sabah (ce dernier régna de 1950 à 1965). Ce fut à la fin du règne d'Abdullah III al-Salem Al-Sabah que toutes les grandes institutions se mirent définitivement en place en fonctionnant de manière efficace. Cependant, cet État désormais organisé et efficient ne sortait pas du néant. Il avait fallu une action soutenue et un leadership engagé pendant près de deux décennies pour y arriver. Abdullah Mubarak avait fourni les deux, et ce travail engagé et constant fut peut-être sa plus grande contribution au changement de la vie de chaque citoyen et résident du Koweït.

Chapitre IV

La redéfinition de l'intérêt national du Koweït

L'élément central de la politique du cheikh Abdullah Mubarak pour le développement du Koweït dans les années 1950 fut de redéfinir les intérêts nationaux de cet État. Du point de vue britannique, les intérêts de la Grande-Bretagne et ceux du Koweït étaient identiques. Le gouvernement britannique, expérimenté et bienveillant, établissait la politique du Koweït depuis Londres et le gouvernement koweïtien la mettait en œuvre. Cela s'appliquait à la fois aux questions politiques et économiques. Le cheikh Abdullah Mubarak n'accepta aucun des deux principes. Il ne niait ni la compétence ni l'efficacité du système britannique, mais il ne pouvait accepter l'altruisme des Britanniques. Il estimait que le Koweït devait trouver sa propre voie dans le monde et, en particulier, que cela n'avait aucun sens de suivre le diktat britannique en matière de politique pétrolière. De même, le Koweït devait établir ses propres relations avec les États-Unis plutôt que de permettre au gouvernement britannique d'agir comme son porte-parole.

Le Traité que le cheikh Mubarak Al-Sabah avait signé avec le gouvernement britannique le 23 janvier 1899 stipulait que Londres devait être responsable de l'administration des affaires étrangères du Koweït. L'accord stipula qu'aucune vente, location, bail ou contrat d'occupation quelconque ne pouvait être signés par le Koweït avec un gouvernement étranger ou avec des sujets de toute autre puissance, à quelque fin que ce soit, sans le consentement préalable du gouvernement britannique. Le Koweït ne devait pas non plus recevoir d'agents ou de représentants de gouvernements ou de puissances étrangères sans l'approbation préalable du gouvernement de Sa Majesté.

Néanmoins, l'émir Mubarak avait conscience des avantages que son pays gagnerait en s'intégrant à un monde plus large et, en conséquence, il développa de nombreuses relations internationales. Son fils Abdullah Mubarak continua sur la même voie. Dès les années 1940, alors que les connexions aériennes entre le Koweït et les villes européennes demeuraient limitées, le cheikh visita un certain nombre d'États scandinaves, la Suisse, la Grèce, la France, l'Italie et l'Espagne, ainsi que les États-Unis et le Royaume-Uni. Cela causa un conflit direct avec les autorités britanniques au Koweït, lesquelles protégeaient leurs prérogatives nées de l'accord de 1899.

Les sources de désaccord concernaient deux domaines principaux. Le premier était le pétrole. Les sociétés pétrolières britanniques opérant dans le Golfe jouèrent un rôle dominant. Dans le cas du Koweït, par exemple, la Kuwait Oil Company invita de nombreux cheikhs à Londres, en fixant leur itinéraire et en sélectionnant les personnes qu'ils rencontreraient. Elle envoya des rapports analytiques sur ces réunions (et d'autres informations importantes) au ministère des Affaires étrangères. L'un des rapports adressés au Résident politique britannique dans le Golfe releva que le Foreign Office discutait des développements politiques au Koweït en toute franchise avec la Kuwait Oil Company[1]. Un message explicite soulignant ainsi l'importance de l'action politique de cette compagnie pétrolière.

Le second motif de contentieux entre Londres et Koweït était la rivalité grandissante entre les compagnies pétrolières britanniques et américaines. Cette dernière commença à apparaître dès la fin des années trente.

D'une part, les États-Unis s'étaient mis à la recherche de relations privilégiées avec les pays producteurs de brut afin d'obtenir des concessions d'exploration pour leurs sociétés et de trouver des débouchés pour leurs produits. La Grande-Bretagne, d'autre part, s'efforça de maintenir son rôle traditionnel dans le Golfe, rôle qu'elle occupait seule depuis la fin du XIXe siècle. Elle tenta donc de maintenir sa primauté sur la région et résista à la pression croissante des États-Unis jusqu'à sa décision, prise en 1968, de se plier aux nouvelles réalités. Le Royaume-Uni annonça alors la mise en place, pour des raisons stratégiques et économiques,

1. Du Foreign Office (Beaumont) au Résident politique (Richard), 21 juin 1960.

d'une politique « à l'est de Suez » impliquant notamment le retrait de ses forces militaires du Golfe en 1971[1*].

Le développement des relations avec les États-Unis

Jusqu'aux années 1940, les États-Unis couvraient les affaires koweïtiennes à partir du consulat américain de Bassorah (Irak), dont les responsables se rendaient occasionnellement au Koweït pour suivre de près l'évolution de la situation. Les rapports diplomatiques américains pour cette période révèlent la dépendance quasi totale des États-Unis à l'égard de la Grande-Bretagne en matière d'informations. Par exemple, un rapport du consulat américain du 8 février 1950 demande à l'Agent politique britannique d'organiser une réunion entre le consul et le cheikh Abdullah al-Salem. L'agent politique invita également les membres du consulat américain de Bassorah à séjourner dans la résidence de l'Agence lors de leur visite au Koweït[2].

La circulation de l'information à destination du Département d'État au cours de cette période refléta la préoccupation croissante de Washington vis-à-vis de la région du Golfe. En mars 1946, dans un mémorandum préparé par ce même Département d'État à propos de la politique des États-Unis à l'égard des émirats du Golfe, il fut écrit : « Bien que Washington reconnaisse le statut spécial de la Grande-Bretagne dans la région, notre politique découle de l'insistance selon laquelle cette position particulière du Royaume-Uni ne doit pas nuire aux intérêts des États-Unis ou aux intérêts liés aux peuples et aux gouvernements de la région[3]. »

En 1947, le Département d'État rédigea un mémorandum sur les relations spéciales de la Grande-Bretagne avec les États de la région et sur la politique que les États-Unis devaient adopter. Le document releva que la Grande-Bretagne était l'administrateur *de facto* de la politique étrangère des États du Golfe. Cependant, pour Washington, cet arrangement ne semblait pas viable en raison de l'évolution de la situation politique et économique depuis 1945. Les Britanniques s'étaient retirés de l'Inde en 1947 et leur influence dans le Golfe diminua de manière concomitante,

1*. Date à laquelle la Fédération des Émirats arabes unis (EAU) ainsi que le Qatar accédèrent à l'indépendance (NdT).
2. Du consulat américain au Département d'État, 8 février 1950.
3. Foreign Relations to the US, 1946, vol. 2 (Washington, DC : US Government Printing Office, 1970), p. 56.

cela alors que les intérêts des États-Unis en Arabie saoudite et à Bahreïn, ainsi qu'au Koweït, se développaient. Le mémorandum conclut : « Pour nous, il est logique de se renseigner sur les mesures que la Grande-Bretagne adoptera pour reconnaître cette nouvelle situation dans le Golfe et le sud de la péninsule arabique[1]. »

L'ouverture d'un consulat des États-Unis au Koweït devint une question centrale dans les relations entre Washington et Londres au cours de cette période. Lorsque l'idée fut présentée pour la première fois à la fin des années 1940, il était évident que la Grande-Bretagne n'y était pas très ouverte, même si Londres ne s'y opposa pas explicitement. Reconnaissant le besoin du gouvernement américain d'ouvrir ce consulat, Londres craignait néanmoins les conséquences d'une telle décision. De fait, la nomination d'un consul américain au Koweït encouragerait les autres États protégés par la Grande-Bretagne à faire de même.

Le 15 avril 1948, la Grande-Bretagne suggéra que le consulat des États-Unis à Bassorah puisse offrir des services consulaires aux Américains au Koweït grâce à la nomination officieuse de l'un de ses employés au poste de représentant au Koweït. Londres réaffirma également que les contacts avec le souverain du Koweït et toutes les entités gouvernementales se feraient toujours par l'intermédiaire de l'Agence politique britannique[2]. Les États-Unis, cependant, souhaitaient fortement disposer d'une représentation consulaire indépendante au Koweït.

Du fait de cette insistance, le Foreign Office indiqua qu'il acceptait en principe l'établissement d'un consulat des États-Unis au Koweït. Mais il rappela comme condition que les relations privilégiées entre le Koweït et le Royaume-Uni et les pouvoirs judiciaires de l'Agent politique devaient être respectés. Washington proposa comme compromis que l'approbation du consulat soit accordée conjointement par le gouvernement britannique et le souverain du Koweït, ou par le souverain du Koweït après l'accord britannique. Londres n'accepta aucun de ces compromis et refusa de changer sa position initiale. Au bout du compte, le Département d'État accepta les conditions britanniques sur la base des recommandations de son conseiller juridique. Cette décision laissait entendre que les États-Unis n'étaient pas en mesure de contester

1. Foreign Relations to the US, 1947, vol. 5 (Washington, DC : US Government Printing Office, 1971), p. 553.
2. Foreign Relations to the US, 1949, vol. 6 (Washington, DC : US Government Printing Office, 1977), p. 1566.

l'interprétation britannique de l'accord de 1899, car ils n'en étaient pas partie prenante. En outre, l'accord n'affectait pas les droits des États-Unis et si Abdullah Mubarak souscrivait à l'interprétation britannique de l'accord, les Américains n'auraient aucune raison de discuter.

Cela semblait hautement improbable, car plusieurs rapports adressés au Département d'État confirmèrent qu'Abdullah Mubarak était un grand soutien pour l'ouverture d'un consulat américain. Le cheikh jugeait clairement que sa présence ferait pression sur les Britanniques et limiterait leur influence. Selon le dernier rapport du consul américain de Bassorah sur le Koweït, l'un de ses contacts l'avait informé qu'Abdullah Mubarak attendait avec impatience l'ouverture du consulat américain « pour utiliser le consul américain contre l'Agent politique britannique[1]. »

Enfin, le 12 mars 1951, Enoch Décan devint le premier consul américain nommé au Koweït et un accord consulaire entre les États-Unis et le Royaume-Uni fut signé à Washington le 6 juin 1951. Décan arriva au Koweït le 27 juin, et son premier rapport refléta la nature des relations américano-britanniques et le désir de la Grande-Bretagne que les relations américano-koweïtiennes passent par l'Agence politique britannique. Comme Dcan l'indiqua dans ce rapport, l'Agent politique organisa sa première rencontre avec le souverain du Koweït, le 1er juillet 1951.

Un mémorandum sur la situation politique au Koweït, préparé par la Division des affaires du Proche-Orient du Département d'État, le 25 mars 1952, signala deux développements majeurs. Premièrement, la Grande-Bretagne avait agi de manière unilatérale et sans consultation préalable avec Washington sur un certain nombre de questions liées à l'avenir de la région. Deuxièmement, Londres avait une tendance évidente à étendre et à soutenir l'hégémonie britannique dans la région[2].

Un mémorandum américain sur le statut juridique du Koweït et la nature de ses relations avec le Royaume-Uni réaffirma que la perte, pour ce dernier, de ses positions politiques en Inde, en Iran et en Égypte après la Seconde Guerre mondiale avait accru l'importance des cheikhs du Golfe pour le gouvernement de Londres. En conséquence, la position de la Grande-Bretagne était d'abandonner l'interprétation du statut

1. Du consulat américain à Bassorah (Gardin, Jr.) au Département d'État, 23 juin 1951. Foreign Relations to the US, 1951, vol. 5 (Washington, DC : US Government Printing Office, 1982), pp, 998-1000.
2. Mémorandum à propos du statut politique du Koweït, 2 mars 1952.

juridique du Koweït selon laquelle l'émirat était un « État ayant des relations contractuelles spéciales avec le Royaume-Uni » pour la remplacer par celle d'« État protégé ». Cela ne correspondait pas à la manière dont Washington voyait le statut du Koweït[1].

Il y eut un certain nombre de rencontres tendues. En 1953, lorsque la question du transfert de l'eau en provenance du Chatt Al-Arab vers le Koweït fut soulevée, une société britannique (Sir Alexander Gibb & Partners) fut choisie comme consultant. Le document du projet indiqua que la majeure partie des besoins devaient provenir de la « zone sterling » (zone monétaire britannique). Le consul américain vit dans cette spécification une tentative d'exclure les entreprises américaines (qui opéraient en dollars) de ce marché[2]. Cette remarque avait déjà été avancée en ce qui concerne les contrats pétroliers même si le Koweït avait déjà fait affaire avec des sociétés pétrolières américaines. Le même problème refit surface en 1954 lorsque l'attaché américain pour l'aviation à Beyrouth écrivit au Département d'État à propos des circonstances entourant l'établissement très contesté de la Kuwait Airways Company.

Comme indiqué dans le chapitre précédent, Abdullah Mubarak exprima un point de vue et l'Agence politique, un autre. L'attaché américain demanda alors instamment à Washington d'intervenir, dans le but de fournir aux sociétés américaines un rôle dans la gestion ou dans l'achat d'aéronefs. Si les négociations avec la Grande-Bretagne devaient s'interrompre, le rapport indiqua que les Koweïtiens auraient besoin d'assistances étrangères et Washington devait être prêt à intervenir[3].

La rivalité américano-britannique au sujet du pétrole commença au début des années 1930 et les rapports diplomatiques américains illustrent les efforts acharnés qui furent déployés pour permettre à des intérêts US d'obtenir des concessions pétrolières[4]. Pourtant, la Grande-Bretagne fut déterminée à utiliser sa position privilégiée au Koweït au profit exclusif de sociétés pétrolières britanniques. Ainsi, Londres stipula que les sociétés candidatant pour des concessions devaient être enregistrées en Angleterre et que toute concession accordée par le souverain du

1. Mémorandum rédigé par le conseiller juridique à propos du statut légal du Koweït, 17 septembre 1959.
2. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 22 décembre 1953.
3. De l'ambassade américaine à Beyrouth (Thayer) au Département d'État, 24 juin 1959.
4. Voir la compilation de Rapports spéciaux (Special Reports) pour la période 1931-1932 : « Efforts by the US in support of American Interests Seeking an Oil Concession from Abdullah Mubarak of Kuwait », *in* Foreign Relations to the US, 1972, vol. 2 (Washington, DC : US Government Printing Office, 1947), pp. 1-29.

Koweït devait contenir une clause de contrôle britannique. En retour, Washington accusa Londres d'avoir violé la politique de la « porte ouverte » et d'avoir fait en sorte que la Anglo-Persian Oil Company obtienne la concession à la place de la Eastern General Group Ltd, qui était soutenue par les États-Unis.

Face à la pression croissante des États-Unis, Londres accepta les arguments de Washington et supprima la clause de contrôle britannique. Le Foreign Office agréa ensuite la création de la Kuwait Oil Company (KOC) en tant que partenariat entre l'Anglo-Persian Oil Company et l'American Gulf Company. La société devait être enregistrée à Londres en tant que société britannique, la part britannique ne devant pas être inférieure à 50 % du capital. De plus, les contacts des représentants de cette nouvelle société avec les autorités koweïtiennes devaient se faire par l'intermédiaire de l'Agence politique[1].

Cet accord ne créa pas toutefois de précédent durable. La rivalité anglo-américaine refit surface en juin 1948. Le Département d'État signala à son ambassade à Londres qu'il avait avalisé l'autorisation du souverain koweïtien d'accorder à une société américaine un permis de recherche dans la zone neutre à la frontière avec l'Arabie saoudite ; et cela sous réserve de l'approbation du gouvernement britannique. Pour la Grande-Bretagne, ce permis ne serait jamais accordé dans la mesure où les Saoudiens refuseraient toute autorisation d'opérer dans la zone neutre[2]. Le Département d'État demanda alors à l'ambassade d'intervenir auprès des autorités britanniques afin de parvenir à un compromis entre toutes les parties. Les Koweïtiens se montrèrent favorables à l'offre américaine et, en juillet 1948, l'affaire fut conclue, l'American Independent Oil Company (Aminoil) ayant obtenu la concession. Selon un rapport, l'activité d'exploration pétrolière d'Aminoil dans la zone neutre alarma les Britanniques[3].

Le rôle de la Kuwait Oil Company

Comme indiqué précédemment, la Kuwait Oil Company (KOC) était une joint-venture formée par une société pétrolière britannique

1. Bader El-Dinn A. Al-Khususi, *Studies in the Modern and Contemporary History of the Arabian Gulf*, vol. 2 (Koweït, Zat Al-Salasel Publications, 1988), pp. 282-4. À propos de la rivalité anglo-américaine concernant le pétrole, voir pp. 198-323.
2. Foreign Relations to the US, 1948, vol. 5 (Washington, DC : US Government Printing Office, 1975), p. 19-20.
3. Du consulat américain à Bassorah (Noberly) au Département d'État, 29 janvier 1951

et une société pétrolière américaine. La visite d'Abdullah Mubarak aux États-Unis découla d'une rencontre qui eut lieu le 20 mars 1952 avec le colonel Drake, P.-D.G. de la KOC et son adjoint, Hamilton. Lors de cette réunion, l'idée d'une visite fut avancée et discutée de manière approfondie pour la première fois. Abdullah Mubarak exprima clairement son vif désir de se rendre aux États-Unis. À leur retour à Washington, Drake et Hamilton soumirent au département d'État un rapport sur le Koweït dans le but de forger une bonne entente avec Abdullah Mubarak. Ils proposèrent qu'on adresse au cheikh une invitation officielle à se rendre aux États-Unis. La proposition fut vivement approuvée par le Département d'État, ce dernier promettant toute l'assistance nécessaire pour assurer le succès d'une telle visite. Abdullah Mubarak reçut l'invitation le 20 avril.

Le lendemain, il informa le consul américain que ses projets de voyage dépendaient du programme du souverain durant l'été, l'absence de ce dernier du pays nécessitant que le cheikh soit présent au Koweït. Dans un télégramme daté du 25 avril, le consul déclara qu'il prévoyait que la visite aurait lieu[1], et il le confirma dans un autre télégramme daté du 9 juin.

Bien que le bureau de la KOC à Londres n'ait reçu aucune réponse ou confirmation d'Abdullah Mubarak sur les dates exactes de sa visite aux États-Unis, ses employés lui réservèrent une cabine à bord du paquebot *Queen Mary*. À la mi-juin 1952, Abdullah Mubarak arriva à Londres et le représentant de KOC eut l'impression qu'il était sur le point de se rendre à Washington. Mais quelques jours plus tard, il leur annonça qu'il ne pouvait pas suivre son plan de voyage.

Le « ne pouvait pas » fut clarifié par les sources diplomatiques américaines à Londres : les rapports à Washington indiquèrent que la Grande-Bretagne lui avait suggéré de décliner l'invitation. En retour, Londres avait promis que sa demande de fourniture d'armes nécessaires à l'armée koweïtienne recevrait une réponse positive par le biais d'entreprises britanniques (voir chapitre précédent). L'inférence de Londres était motivée par le point suivant : des sociétés américaines avaient déjà acquis un rôle majeur dans l'exploration et la production de pétrole au Koweït. Si Abdullah Mubarak s'était rendu aux États-Unis, il risquait donc, en toute logique, se tourner vers des entreprises américaines pour ses besoins en armement ou dans tout autre domaine. La démarche du

1. Télégramme du consulat américain (Duncan) au Département d'État, 9 juin 1952.

Foreign Office visait ainsi à empêcher tout relâchement des relations du Koweït avec la Grande-Bretagne.

Selon le consul américain au Koweït, l'attitude britannique fut fondée sur la crainte d'un développement des relations amicales entre les membres de la famille régnante et les États-Unis[1]. Un tel rapprochement risquait de compromettre l'objectif des Britanniques qui cherchaient à faire en sorte que tout contact entre le Koweït et le monde extérieur se fasse à travers le contrôle de Londres. Cette crainte fut d'ailleurs aggravée à la suite de la visite du cheikh Fahad Al-Salem aux États-Unis en 1951. Ce dernier ne se priva pas d'affirmer clairement que les États-Unis étaient plus avancés que l'Angleterre et l'Europe. Selon l'Agent politique britannique, cela eut un impact négatif sur sa vision à propos de la Grande-Bretagne[2].

Après les propos honnêtes mais fort peu diplomatiques du Cheikh Fahad Al-Salem, la visite de cheikh Abdullah Mubarak aux États-Unis devint donc un sujet encore plus délicat. Devait-il exacerber les sentiments conflictuels déjà existants ou pouvait-il trouver un moyen de résoudre la difficulté tout en défendant les intérêts du Koweït ? Un fait traduit bien les difficultés provoquées par ce sujet. Ezzat Jaafar, secrétaire d'Abdullah Mubarak, refusa ainsi de répondre à une question directe de M. Cooper, vice-président de la KOC, au sujet de la visite aux États-Unis. Il indiqua à son interlocuteur que cette question ne pouvait être discutée en raison de la sensibilité de ce point pour Abdullah Mubarak. L'affaire fut close le 22 juin quand le cheikh quitta Londres pour Paris. La visite aux États-Unis n'eut donc pas lieu.

Les archives britanniques ne contiennent aucune référence d'une intervention du Foreign Office concernant le projet de visite aux États-Unis du cheikh Abdullah Mubarak. Mais à l'époque, l'opinion fut que l'annulation était une réponse directe aux souhaits pressants de Londres. Le directeur du département du Moyen-Orient au Foreign Office écrivit ainsi à l'Agent politique en poste au Koweït pour lui affirmer que les informations concernant une intervention britannique pour empêcher la visite étaient « sans fondement ». « Nous n'avons aucune justification pour mener une telle interférence » affirma-t-il, laissant ainsi entendre que la décision d'annuler la visite appartenait au seul Abdullah Mubarak.

1. Du consulat américain (Décan) au Département d'État, 25 juillet 1952.
2. De l'Agence politique (Jenkins) au Foreign Office, 10 mai 1951.

« Abdullah Mubarak ne doit pas sentir qu'il a fait cela [annuler sa visite] pour nous plaire[1]. »

Ce propos résume donc la version officielle en ce qui concernait Londres. Abdullah Mubarak fut naturellement ravi du résultat : il avait brisé la réticence britannique à lui fournir des armes destinées à l'armée koweïtienne. De plus, il lui restait toujours la possibilité de nouer ultérieurement des relations chaleureuses avec les États-Unis.

D'ailleurs, les relations avec les États-Unis s'approfondirent, même si le Koweït et Washington eurent des vues divergentes à propos de la menace communiste dans la région. Les liens commerciaux se développèrent mais sans susciter une opposition à Londres. La collaboration entre les deux parties devint la norme. Lorsque, le 6 octobre 1956, le secrétaire spécial du souverain et Bader Abdullah Al-Mulla, le conseiller proche du cheikh Abdullah Mubarak, se rendirent au consulat américain à Koweït et demandèrent de l'aide pour obtenir des informations sur les transporteurs de troupes blindés fabriqués aux États-Unis, ils furent chaleureusement accueillis. L'armée koweïtienne avait un besoin urgent de ces véhicules pour le transport de ses troupes et le Koweït entendait en importer des États-Unis.

Le cheikh Abdullah Mubarak était derrière cette demande et voulait ardemment que l'accord soit conclu[2]. Il savait que l'équipement américain était supérieur à tout ce qui était proposé en Grande-Bretagne et il y voyait l'occasion idéale d'ouvrir des canaux d'approvisionnement avec les États-Unis. En octobre 1958, son adjoint au commandement de l'armée fit une requête supplémentaire à propos de véhicules militaires amphibies. Le consulat réagit rapidement en fournissant une liste des fabricants de ces véhicules et en même temps, il demanda au Département d'État de négocier avec le Département de la Défense afin de fournir à l'armée koweïtienne ce type d'équipement.

Abdullah Mubarak souhaitait également savoir comment les États-Unis réagiraient à toute attaque étrangère contre le Koweït et dans quelle mesure ils seraient prêts à défendre son pays[3]. De plus, il souhaitait connaître le degré de coordination entre les Britanniques et les Américains en matière de sécurité dans le Golfe. Par conséquent, lors des discussions entre le Royaume-Uni et le Koweït sur les problèmes régionaux de sécurité, Washington décida que la délégation britannique

1. Du Foreign Office (Rose) à l'Agence politique (Pelly), 26 juin 1952.
2. Du consulat américain (Breer) au Département d'État, 8 octobre 1956.
3. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 2 octobre 1956.

devait informer le cheikh que les projets britanniques de défense du Koweït étaient examinés de manière plus ou moins détaillées par les États-Unis dans le cadre d'une coordination continue entre eux et la Grande-Bretagne en matière de défense liée à la région. Cependant, cela ne signifiait pas un engagement américain à défendre le Koweït[1]. De son côté, Washington souhaitait également obtenir plus de détails sur les plans de coopération militaire entre le Koweït et la Grande-Bretagne, en particulier ceux liés à la construction d'une base militaire à Al-Dhabaiya et à la perspective de stockage d'armes britanniques au Koweït[2].

Il semble que les racines de la coordination américano-britannique en ce qui concerne le Koweït remontent à la fin des années 1940. Un mémorandum du Département d'État daté de 1947 indique que la Grande-Bretagne avait informé les États-Unis de son projet de construire une importante base militaire au Koweït. Les Britanniques avaient en outre déclaré que, malgré le conflit irako-saoudien, le projet pourrait être mis en œuvre grâce à une coopération avec l'Irak et sans une opposition saoudienne importante[3].

Dans un rapport au Secrétaire d'État daté de 1959 sur l'attitude des États-Unis à l'égard d'une possible agression irakienne contre le Koweït, l'opinion fut que, si l'émirat demandait une assistance militaire aux États-Unis, cette dernière serait accordée dans le cadre de la résolution sur le Moyen-Orient approuvée par le Congrès, le 9 mars 1957 (résolution connue sous le nom de Plan Eisenhower). Voici ce qu'indiquait son deuxième paragraphe :

> « Les États-Unis estiment que la préservation de l'indépendance des pays du Moyen-Orient est essentielle à la sécurité de leur pays et à la paix mondiale. Pour atteindre cet objectif, et sous réserve de l'évaluation, par le président, d'une situation de nécessité, les États-Unis seront prêts à utiliser leur force militaire pour aider tout État ou groupe d'États demandant une assistance contre toute agression militaire d'un État contrôlé par le communisme international, à condition que cet usage (de la force) soit conforme aux engagements contractés et à la Constitution des États-Unis d'Amérique. »

1. De l'Assistant du Secrétaire d'État (Rountree) au Département du Proche-Orient (Murphy), 21 mai 1959, et du Département d'État à l'Ambassade des États-Unis à Londres, 25 mai 1959.
2. De l'ambassade britannique (Washington) au Foreign Office, 4 juin 1959.
3. Foreign Relations of the US, 1947, vol. 5 (Washington, DC : US Government Printing Office, 1971), p. 522.

Le rapport indique ainsi clairement que le recours à la force militaire était soumis à deux conditions :

1) L'État concerné devait être exposé à une agression et devait demander de l'aide.

2) L'agression devait provenir d'un État sous le contrôle du communisme international.

Le rapport ajouta que ces deux conditions s'appliquaient à l'Irak. Il précisa aussi que la demande d'assistance du gouvernement koweïtien était une condition nécessaire car, la seule demande du Royaume-Uni n'était pas suffisante. En effet, le rapport releva que si la demande d'intervention américaine ne venait que de Londres, la position américaine serait faible d'un point de vue juridique. Si le gouvernement koweïtien s'y opposait, cela constituerait ainsi un sérieux obstacle[1].

Il est à noter que pendant cette période, la possibilité d'obtenir des armes des États-Unis au Koweït fut examinée dans le cadre de la loi sur la sécurité mutuelle (Mutual Security Act). Lorsque le Département d'État discuta de la question, le statut juridique du Koweït fut évoqué notamment le fait de savoir s'il était ou non sous protectorat britannique. Si c'était le cas, pour le Département d'État, le fait de fournir des armes à l'émirat ne nécessitait aucune mesure particulière, en raison de la responsabilité de la Grande-Bretagne dans le bon usage des armes. Mais le conseiller juridique du Département d'État estima néanmoins que les relations existant entre le Koweït et la Grande-Bretagne ne permettaient pas à Londres de contrôler ou de surveiller les questions de défense. Il jugea aussi que Londres ne contrôlait pas l'armée koweïtienne. Par conséquent, pour ce conseiller juridique, la Grande-Bretagne n'était pas en mesure de garantir le respect, par le Koweït, des règles d'utilisation des armes américaines conformément au Mutual Security Act. Le conseiller juridique en conclut que la fourniture d'armes au Koweït nécessitait une autorisation spéciale du président des États-Unis[2].

Les Relations avec le Royaume-Uni

Le Royaume-Uni demeura la puissance dominante dans la région du Golfe et le protecteur du Koweït. En conséquence, le Résident politique dans le Golfe et l'Agent politique basé au Koweït jouèrent un

1. Mémo du conseiller juridique (Lofitus Baker) au Secrétaire d'État à propos d'une attaque irakienne contre le Koweït et ses effets sur le Moyen-Orient, 15 mai 1959.
2. Mémo du conseiller juridique à propos du statut légal du Koweït, 17 septembre 1959.

rôle important dans la région. Dans ce contexte, l'interaction compliquée entre les Koweïtiens et les Britanniques rendit les relations entre Abdullah Mubarak et la Grande-Bretagne extrêmement complexes, Londres était conscient du pouvoir du cheikh et de son influence au Koweït. De même, sa détermination, sa fierté et sa dignité étaient tout aussi connues.

Cela conduisit Londres à deux conclusions contradictoires. Premièrement, le cheikh fut considéré comme une personne engagée et responsable, en somme la soupape de sécurité du Koweït ; un homme qui possédait le pouvoir de maintenir la stabilité interne de l'émirat. Mais, deuxièmement, Londres jugea ne pas pouvoir lui faire confiance en raison de son indépendance d'esprit et de sa confiance en soi – des qualités mêmes qui faisaient de lui la soupape de sécurité du Koweït et augmentaient son influence sur le plan national.

Londres, par exemple, fut constamment mal à l'aise vis-à-vis de son amitié avec Gamal Abdel Nasser et de son soutien à la révolution algérienne[1*]. Les Britanniques se méfiaient beaucoup des initiatives qu'il avait prises sans consultation préalable avec l'Agent politique. Il y eut de nombreux exemples en ce sens. L'un fut la suppression des visas d'entrée au Koweït pour tous les Arabes ; Un autre résida dans l'acceptation par le cheikh d'une décoration du gouvernement libanais en 1949 et cela avant d'avoir reçu l'autorisation du gouvernement de Sa Majesté.

Ces décisions du cheikh étaient dues en grande partie aux retards interminables imposés par le gouvernement britannique avant de se déterminer sur une question. Impulsif par nature, Abdullah Mubarak eut des jugements instantanés qui furent souvent fondés sur la certitude aiguë de faire le bon choix au bon moment. Un geste décisif, tel que l'acceptation de la décoration libanaise, évitait l'impolitesse d'attendre six mois ou plus avant de l'accepter. Le cheikh ne voulait pas imposer un tel délai aux autorités libanaises sachant que le Koweït aurait attendu que le fastidieux processus britannique de prise de décision franchisse toutes les étapes.

Ce processus pourrait même être décrit comme étant un sédatif. Par exemple, l'Agent politique envoya un rapport au Résident britannique dans le Golfe pour lui demander conseil sur cette question de la décoration[2]. Il s'ensuivit un mois pour laisser mûrir le sujet. Dans

1*. Déclenchée le 1er novembre 1954 par le Front de libération nationale ou FLN (NdT).
2. De l'Agence politique (Jackson) au Résident politique (Hay), 24 septembre 1949.

son commentaire sur le sujet, l'Agent politique évoqua un précédent impliquant le souverain du Koweït, Cheikh Ahmed al-Jaber, qui avait demandé aux autorités britanniques si, à des occasions officielles, il pouvait porter la décoration d'Al-Radifain que lui avait décerné l'Irak en 1932. Pour Londres, cette demande méritait un examen approfondi et des consultations interministérielles de la part du gouvernement britannique. Ce dernier accepta finalement et déclara qu'il ne s'opposait pas à l'acceptation, par les dirigeants koweïtiens, de médailles et de récompenses décernés par des États étrangers, mais que cela ne devait avoir lieu qu'après que Londres en eut été informé[1].

La conséquence de tout cela fut que les contacts d'Abdullah Mubarak avec d'autres dirigeants arabes, des ministres ou même des citoyens privés, furent vus comme menaçant les intérêts britanniques. Un rapport de l'Agent politique d'août 1955 indiqua que le cheikh avait des représentants au Liban et peut-être même au Caire et qu'il était probable qu'il commençait à remettre en cause le contrôle britannique des relations extérieures du Koweït. Aucun élément de preuve ne fut toutefois présenté pour étayer cette conclusion[2].

La levée des visas d'entrée pour les Arabes au Koweït devait légitimement être considérée comme une affaire interne. De même, Abdullah Mubarak s'opposa aux Britanniques au sujet de la naturalisation des Arabes. Il délivra des passeports koweïtiens à un grand nombre d'entre eux vivant au Koweït. Lorsque l'Agent politique souleva cette question après qu'un Irakien ait obtenu un passeport koweïtien, le cheikh Abdullah Mubarak répondit que la délivrance de passeports aux Arabes travaillant au Koweït était une affaire intérieure. Il aurait pu ajouter que les Écossais n'avaient pas besoin de visa pour entrer en Angleterre… L'Agent politique contacta le souverain du Koweït et lui demanda de donner des instructions pour que des passeports ne soient pas octroyés à des non-Koweïtiens[3]. Selon les rapports consulaires des États-Unis adressés à Washington, Abdullah Mubarak objecta immédiatement à ce qu'il considéra comme une intervention dans les affaires internes du Koweït[4].

1. De la Résidence politique (Hay) au Foreign Office (Burrows), 27 octobre 1949.
2. De l'Agence politique (Bell) au Foreign Office, 15 août 1955.
3. Mousa Hannoun K. Ghadban, *Développement du gouvernement et de l'administration au Koweït, 1916-1962* (en langue arabe) (Thèse non publiée, Ain Shams University, 1988, p. 200).
4. Le consul américain écrivit dans l'un de ses rapports : « Il [le cheikh] a montré son hostilité habituelle à ce qu'il considère comme une ingérence britannique dans les affaires internes du Koweït. Seules affaires extérieures sont la prérogative propre des Britanniques. » Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 10 juin 1959.

Abdullah Mubarak ne fut pas le seul à être pointé pour ses convictions panarabes. En 1958, l'Agent politique mit en cause Abdul Aziz Hussein, directeur de l'éducation, pour ses opinions pro-égyptiennes et pour avoir engagé des enseignants égyptiens. La Grande-Bretagne voyait cette coopération dans l'éducation d'un mauvais œil car elle considérait le recours à des enseignants égyptiens comme un moyen insidieux de propager des idéologies anti-occidentales. Abdullah Mubarak, fut informé des exigences britanniques à haut niveau en faveur d'un changement de politique en matière d'éducation. Il dénonça alors l'attitude et le comportement de l'Agent politique, y voyant une violation de la souveraineté du Koweït[1].

Les documents britanniques regorgent de rapports et de télégrammes de l'Agent politique mettant en garde son gouvernement contre les conséquences néfastes d'achat d'armes par l'armée koweïtienne. Pour l'Agent, ces acquisitions ne pouvaient que donner un avantage au cheikh Abdullah Mubarak vis-à-vis d'autres dignitaires tout en renforçant sa position au sein de la famille régnante. Pour l'Agent, cela augmenterait également la difficulté de traiter avec lui[2]. D'autres rapports font état de la crainte britannique qu'Abdullah Mubarak ne devienne le souverain du Koweït (cette question sera approfondie au chapitre VI).

Ces inquiétudes britanniques naquirent des critiques franches qui leur étaient adressées par Abdullah Mubarak. Selon un rapport de l'Agence daté d'avril 1956, lors d'une de ses visites à Beyrouth, le cheikh déjeuna avec des ressortissants britanniques au domicile d'Émile Al-Bustani. En repartant, il réprimanda Al-Bustani de l'avoir invité à un repas en compagnie de ces « chiens britanniques » en ajoutant qu'il avait l'intention de leur faire quitter le Koweït dans peu de temps[3]. Dans un autre rapport de l'ambassade britannique à Beyrouth daté de 1958, il fut indiqué que lorsque Paulus Farah, le vice-dirigeant du Liban, l'avertit que ses déclarations au Caire seraient interprétées comme des propos antibritanniques, Abdullah Mubarak lui répondit avec colère que cela ne le regardait pas et qu'il infligerait « une leçon à ces bâtards britanniques en leur écrasant la tête sous son pied[4]. » Il ne fait pas de doute qu'Abdul-

1. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 2 juin 1958.
2. Du Foreign Office (Samuel) à la Résidence politique (Richards), 6 janvier 1956.
3. Rapport daté du 7 avril 1956 (auteur inconnu).
4. PRO, FO/371/13223. 7 novembre 1958.

lah Mubarak pouvait réagir au quart de tour et qu'il ne craignait pas la dispute. Pourtant, ce genre d'hyperbole rhétorique était exceptionnel de sa part.

Le cheikh Abdullah Mubarak effectua de nombreuses visites en Grande-Bretagne qu'il apprécia énormément. Le gouvernement britannique espérait que ces visites renforceraient son admiration pour le progrès économique britannique. Les fonctionnaires de Sa Majesté avaient l'habitude de prolonger la visite de plusieurs jours, ce qui lui permettait de réaliser le programme officiel[1]. Sans surprise, il examinait toujours le programme des visites avant d'accepter l'invitation. Il prenait aussi soin de vérifier que toute invitation provenait officiellement du gouvernement de Sa Majesté plutôt que d'une compagnie pétrolière[2]. L'une de ses visites eut lieu à la fin mai 1956 à l'invitation du général Gerald Templer, chef de l'état-major impérial. Le programme inclut des visites à Scotland Yard, à Hampton Court et au Southbank Centre de Londres. Le cheikh visita également le château de Windsor, les Chambres du Parlement, les bâtiments de la BBC et la Royal Academy of Arts. Il eut une entrevue avec le Secrétaire aux Affaires étrangères Selwyn Lloyd[3] et tint aussi à rencontrer les étudiants koweïtiens inscrits à des universités britanniques.

La révolution de 1958 en Irak et l'alliance entre le régime du général Qassem et l'Union soviétique transforma les relations du Koweït avec la Grande-Bretagne. La menace iraquienne contre le Koweït s'accrut et les dirigeants koweïtiens estimèrent nécessaire d'adopter des mesures supplémentaires pour sécuriser leur pays. Selon un rapport britannique, Abdullah Mubarak exprima soudain le souhait de son pays de disposer d'une planification militaire conjointe avec la Grande-Bretagne. Selon l'évaluation britannique, les développements en Irak qui avaient entraîné l'inquiétude accrue des Koweïtiens les rendraient plus conciliants. Dans cette situation, Londres pouvait saisir l'occasion de développer la coopération militaire bilatérale. Dans un rapport que le Résident politique adressa au Foreign office le 25 avril 1959, il fut mentionné que le danger extérieur forçait Abdullah Mubarak à coopérer avec la Grande-Bretagne[4].

1. De l'Agence politique (Bell) au Foreign Office (Riches), 23 avril 1956.
2. Télégramme du consulat américain (Seelye) au Secrétaire d'État, 31 mai 1958.
3. War Office : de HQ BFAB à HQ LEPG, 24 février 1959.
4. PRO, FO/371/140180. Rapport secret du 13 avril 1959.

De même, la révolution irakienne entraîna un changement majeur dans la pensée stratégique britannique et accrut l'intérêt de Londres pour la sécurité et la conception de la défense du Koweït. Ce changement britannique découlait de la conviction que les relations qui unissaient Londres à l'ancien régime à Bagdad permettaient à la Grande-Bretagne d'influencer la position irakienne à l'égard du Koweït. Mais après la révolution, la prise de pouvoir de militaires à Bagdad pouvait encourager l'Irak à être plus agressif envers le Koweït. Par conséquent, les chefs militaires britanniques adoptèrent une position favorable à l'égard d'Abdullah Mubarak dans ses efforts de renforcement des capacités militaires de son pays. Ils conçurent un plan d'intervention militaire au Koweït – ayant pour nom de code « Vantage » [1]- en cas d'agression étrangère.

Abdullah Mubarak reconnaissait l'importance de la coopération militaire avec la Grande-Bretagne en tant que moyen de dissuasion vis-à-vis des ambitions irakiennes au Koweït. Il tenait à maintenir cette coopération, mais dans certaines limites et en tenant compte des intérêts du Koweït. Par conséquent, il ne fut pas enthousiaste à l'idée que des forces britanniques soient envoyées au Koweït par mesure préventive contre toute perturbation. Il confirma à l'Agent politique la capacité des forces koweïtiennes à protéger l'aéroport et le port d'Ahmadi en attendant l'arrivée des forces britanniques[2].

Lorsque le Résident britannique Sir Bernard Burrows s'interrogea à propos la loyauté des éléments irakiens enrôlés au sein des forces de sécurité du Koweït, Abdullah Mubarak l'assura de sa confiance dans ses forces et lui dit que la fidélité des non-koweïtiens était régulièrement vérifiée[3]. Un rapport du consul américain au Koweït intitulé « Le climat général au Koweït, trois semaines après la révolution irakienne » daté du 4 août 1958, affirma que l'Agent politique avait exprimé ses doutes et n'était pas totalement convaincu par les assurances du cheikh Mubarak[4].

Dans ce contexte, le cheikh entendit développer une coopération militaire avec la Grande-Bretagne[5]. Il envoya un certain nombre d'officiers koweïtiens s'entraîner avec les forces britanniques à Bahreïn. Il demanda aussi au Résident politique l'établissement d'une ligne de

1. Mustafa M. Alani, *Operation Vantage : British Military Intervention in Kuwait 1961* (Londres : LAAM, 1990), pp. 80-97.
2. Télégramme du consulat américain au Secrétaire d'État, 31 mai 1959.
3. Télégramme du consulat américain au Secrétaire d'État, 8 avril 1958.
4. Du consulat américain au Secrétaire d'État, 18 juillet 1958.
5. De l'Agence politique au Résident politique, 19 mars 1959.

communication sans fil et permanente entre le Koweït et les forces britanniques stationnées à Bahreïn[1]. Il approuva également le stockage d'armes[2] et de munitions pouvant être utilisées par les forces britanniques en cas d'urgence (certains rapports citèrent la région d'Al-Dhabaiya, dans le sud du Koweït, comme lieu de stockage de ces armes[3]).

Le 19 juin 1959, l'ambassade américaine à Londres envoya un message informant le Département d'État de la décision finalement prise par Londres concernant le stationnement d'équipements et de munitions militaires au Koweït en vue de leur utilisation en cas d'urgence. Le même jour, une mission militaire britannique arriva de Bahreïn pour discuter de la question avec le cheikh Abdullah Mubarak, ce dernier agissant alors en tant que souverain suppléant. Un accord sur les détails fut trouvé. Il demanda une réduction du nombre de techniciens de maintenance et le Koweït s'engagea à former des Koweïtiens à cette tâche. Des ordres furent donnés au commandement des forces britanniques à Aden pour préparer les plans nécessaires à la mise en œuvre de cet accord[4].

Abdullah Mubarak lança un projet visant à porter à 3 000 le nombre d'éléments de l'armée koweïtienne. Il accepta le principe de la nomination d'un expert britannique au Département de la sécurité publique chargé d'aider le Koweït à détecter toute activité hostile ou à soutenir l'émirat en cas de mise en évidence de toute menace[5]. En mai 1959, le cheikh Abdullah Mubarak rendit visite au brigadier Tinker, commandant de l'armée britannique à Bahreïn. Il profita de l'occasion pour s'enquérir des types de chars et de bombardiers que la Grande-Bretagne avait fourni à l'Irak avant la révolution. Il rencontra également les commandants des forces britanniques au Kenya et à Aden[6].

Pour protéger le Koweït contre toute future agression étrangère, Abdullah Mubarak devait également être pleinement mis au courant de la position américaine. Lors d'une réunion avec le consul américain au Koweït, il apprit que lors de la conférence au sommet réunissant Harold Macmillan et le président américain Dwight Eisenhower en 1959, les deux hommes avaient échangé des informations sur le plan

1. Du consulat américain au Département d'État, 16 mars 1958.
2. Télégramme « top secret » de la Résidence politique au Foreign Office, 19 mai 1959 ; et télégramme « top secret » du Foreign Office à la Résidence politique, 21 mai 1959.
3. La Grande-Bretagne informa les États-Unis de ces développements. Télégramme « top secret » de l'ambassade britannique à Washington au Foreign Office, 4 juin 1959.
4. Télégramme de l'ambassade américaine à Londres (Whitney) au Secrétaire d'État, 19 et 30 juin 1959. Du consulat américain (Akins) au Département d'État, 24 juin 1959.
5. Rapport du Résident politique au Foreign Office, 22 avril 1959.
6. De l'Agence politique (Halford) au Foreign Office, 18 mai 1959.

américano-britannique de défense du Koweït contre tout éventuel mouvement irakien[1]. Ces efforts aboutirent à un accord avec la Grande-Bretagne pour la défense du Koweït en cas d'attaque étrangère. Une lettre datée du 12 mai 1960 et adressée par le commandant des forces britanniques en Arabie saoudite refléta le contenu détaillé de cet accord bilatéral.

Que nous disent ces événements et incidents à propos du rôle du cheikh Abdullah Mubarak dans la politique étrangère du Koweït ? Dans tous les cas, il avait agi en bénéficiant d'une profonde compréhension de la position du Koweït sur le plan local et international. Il était aussi conscient de la situation de son pays et des contraintes qui pèsent sur les petits États dans l'arène internationale. Il fut également réaliste dans ses échanges politiques, ayant conscience que les influences du Koweït pouvaient être renforcées par l'interaction avec des États plus vastes et plus compétitifs. Pour lui, les relations extérieures à grande échelle étaient une nécessité pour la survie et la croissance des petits États, une garantie pour leur existence et leur indépendance.

L'une des priorités de son agenda fut donc de développer et diversifier les relations extérieures du Koweït en ne les faisant pas dépendre d'un seul allié. Il n'eut aucune hésitation à nouer des relations plus étroites avec les États-Unis afin de faire pression sur la Grande-Bretagne, cela tout en veillant à ce que Washington soit informé des discussions entre le Koweït et Londres à propos des problèmes de sécurité dans la région et de la protection du Koweït contre les menaces étrangères.

Au niveau régional, Abdullah Mubarak renforça les relations entre le Koweït et un grand nombre d'États arabes. Pour lui, les relations interarabes n'étaient pas une question de politique étrangère. C'est ainsi qu'il traita avec un réseau d'États arabes en tant que partenaires ayant une appartenance à une culture commune. Il considéra le Koweït comme faisant partie de la lutte arabe pour la libération, l'indépendance, le développement et la reconstruction. En tant que tel, il fut un soutien pour l'armement des armées égyptiennes, syriennes et jordaniennes.

Pour ces raisons, il fut un soutien pour le combat des peuples algérien et palestinien. En même temps, sa position à l'égard du pacte de Bagdad – lequel était centré sur l'Occident et l'Union hachémite – fut peu enthousiaste. De fait, il estima qu'il valait mieux soutenir des causes arabes plus solides telles que l'unité égypto-syrienne et, plus important

1. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 20 mai 1959.

encore, l'adhésion du Koweït à la Ligue arabe. Toutes ces activités et initiatives reposaient sur ce qui était nécessaire, selon lui, pour soutenir et protéger un Koweït totalement indépendant.

Abdullah Mubarak savait que les soutiens régionaux et internationaux seraient essentiels au développement futur du Koweït, voire à sa survie même. Lorsque le général irakien Abdul Karim Qassem s'opposa à l'indépendance du Koweït en 1961, le Koweït réussit à mobiliser un soutien arabe et international sur un large front. Cet étalage de solidarités revint au premier plan lorsque l'Irak, dirigé par Saddam Hussein, envahit le Koweït en août 1990.

Chapitre V
Le défi irakien

L'Irak fut au centre de la carrière politique d'Abdullah Mubarak. Cette prééminence se prolongea au-delà de la période qui suivit sa démission et elle se maintint jusqu'à la fin de sa vie. En tant que voisin puissant et agressif, l'Irak fut ainsi pour le Koweït une source constante d'inquiétude. Cela commença sous le règne du père du cheikh Mubarak, durant les premières années du Koweït moderne. Les Ottomans avaient toujours revendiqué l'autorité de leur suzerain sur le Koweït, cela dans le cadre de l'appartenance de l'émirat à une Mésopotamie turque. En pratique, cela ne voulait pas dire grand-chose et le Koweït jouissait d'un degré d'autonomie considérable.

Après l'effondrement de l'empire ottoman en 1918, l'État qui lui succéda dans la région – l'Irak – hérita de cette prétention à la suzeraineté sur le Koweït. En réalité, les deux États, l'Irak et le Koweït, avaient beaucoup en commun. Leurs deux déserts se chevauchaient ; les contacts humains et commerciaux entre les deux pays étaient continus. Cependant, alors que les problèmes avec l'autre grand voisin du Koweït – le royaume saoudien – s'atténuaient, les difficultés politiques avec l'Irak augmentèrent inexorablement. Pourtant, malgré cet antagonisme, les Koweïtiens ont toujours eu des liens étroits avec l'Irak, souvent par le biais de mariages et de propriétés détenues dans ce pays. Ainsi, une partie importante des avoirs immobiliers de cheikh Mubarak Al-Sabah se situait en Irak, dans la région d'Al-Faw.

Comme son père, Abdullah Mubarak comprenait très bien l'Irak. Responsable depuis longtemps de la sécurité et de la lutte contre la contrebande, il noua des relations étroites avec les habitants de Bassorah et du sud de l'Irak. Sur le plan officiel, il fut l'ami intime

de nombreux hommes politiques et d'officiers irakiens. Le président irakien, Abdul-Salam Aref, en visite en Égypte en 1965, rencontra le président Nasser et Abdullah Mubarak. Nasser demanda à Aref de lui parler de l'Irak et ce dernier répondit : « Pourquoi me poses-tu cette question alors que tu as Abu *Najm* [Abdullah Mubarak] avec toi ? Il ajouta que le cheikh connaissait la majorité des politiciens et des officiers en Irak. Il précisa aussi qu'il le connaissait depuis qu'il était jeune officier quand il l'escorta lors de ses multiples visites en Irak pendant les années 1950.

Les relations entre les deux États furent toutefois troublées par la persistance des exigences économiques et politiques de l'Irak vis-à-vis du Koweït. Des exigences dont les origines remontaient à très loin dans la période ottomane. Ces pressions devinrent de plus en plus fortes au fur et à mesure que le Koweït gagnait en prospérité. Les ambitions irakiennes dans le Golfe constituaient ainsi une source de conflit potentiel. Ce fut le cas notamment du projet de construction d'un nouveau port à Umm Qasr, dans un site limitrophe du territoire koweïtien, sur une étroite bande d'eau. L'Irak souhaitait alors conditionner l'approvisionnement en eau douce du Koweït via le Chatt Al-Arab à l'acquisition de l'île stratégique de Warba.

De même, l'Irak n'entendait accepter une démarcation formelle des frontières que selon ses propres termes, ce qui signifiait que le Koweït devait perdre une partie de son territoire. L'objectif sous-jacent était la mise en place d'une hégémonie sur le Koweït et, à partir des années 1940, sur l'accès à ses ressources pétrolières. Par la suite, les dirigeants successifs à Bagdad invoquèrent une variété d'arguments juridiques et politiques pour placer le Koweït sous leur contrôle, ce qui aboutit à l'invasion militaire du Koweït, le 2 août 1990.

La question des frontières fit partie des problèmes que les dirigeants irakiens et koweïtiens cherchèrent régulièrement à régler mais leurs efforts furent vains. Les frontières bilatérales traditionnelles avaient été définies par l'accord conclu entre l'État ottoman et la Grande-Bretagne, le 29 juillet 1913, aux termes duquel les deux parties reconnurent que le territoire koweïtien formait un district autonome (*caza*) au sein de l'empire ottoman. Toutefois, ce document ne fut jamais ratifié car l'empire Ottoman avait déclaré la guerre à la Grande-Bretagne en 1914. Entre 1920 et 1923, les négociations entre l'Irak et le Koweït se poursuivirent sous la supervision britannique. Londres réaffirma à nouveau les termes de la Convention de 1913. Pour mémoire, à cette époque

la Grande-Bretagne contrôlait l'Irak de par un mandat attribué par la Société des Nations.

Les relations irako-koweïtiennes entrèrent dans une nouvelle phase avec l'indépendance de l'Irak en 1932. Afin de devenir membre de la Société des Nations, l'Irak fut tenu de définir ses frontières, y compris celle qui le séparait du Koweït. En juillet 1932, Le Haut-Commissaire britannique à Bagdad et le Premier ministre irakien par intérim, Ja'afar Al-Askari, puis le Premier ministre Nouri Saïd, échangèrent des courriers. En septembre, ils étaient parvenus à un accord. À ce moment-là, l'émir du Koweït, Cheikh Ahmed al-Jaber, se rendit en Irak et rencontra le roi Fayçal 1er, qui lui attribua la décoration « Al-Rafidein », le plus haut ordre irakien[1].

Cependant, lorsque le roi Ghazi Al-Faisal succéda à son père en 1933, il déclencha aussitôt une nouvelle campagne contre le Koweït. Cheikh Ahmed al-Jaber tenta de remédier à la situation en rendant visite à l'Irak en 1935 et en rencontrant le nouveau roi. Mais aucune solution ne put être trouvée. L'émir se rendit de nouveau en Irak plus tard au cours de la même année et aborda de nouveau la question avec le roi Ghazi. Encore une fois, les discussions aboutirent à une impasse. Puis, en 1936, le Premier ministre irakien Nouri Saïd adopta un angle d'approche différent. Il s'entretint avec l'ambassadeur britannique à Bagdad et déclara que Bassorah ne pouvait pas être utilisé comme principal port irakien et qu'il était impératif de parvenir à un accord avec le Koweït pour obtenir un autre débouché sur le Golfe. Il ajouta d'un ton menaçant : « En tant qu'Arabe, j'espère voir le Koweït s'intégrer pacifiquement à l'Irak, l'émirat ne pouvant pas résister aux forces armées irakiennes[2]. »

L'Irak exerça de nouvelles pressions sur le Koweït et la situation se détériora encore en 1938 lorsque Bagdad commença à exiger publiquement l'annexion du Koweït. Au début de l'année, le roi Ghazi créa une station de radio spéciale à Al-Zuhur Palace à Bagdad pour diffuser une propagande en faveur des revendications irakiennes sur le Koweït. En mars 1938, le ministre irakien des Affaires étrangères annonça que la solution appropriée, du point de vue irakien, était la construction d'un port irakien sur la mer[3]. En août, le gouvernement irakien envoya

1. De l'Agence politique (Dickson) au Résident politique, 9 septembre 1932.
2. Dr Maimouna Al-Khalia Al-Sabah, *Le Koweït sous le protectorat britannique* (en langue arabe) (Koweït : n.p., 1988), pp. 91 et 182.
3. Dr Jamal Z. Qassem, *Le Golfe arabe : Une étude de son histoire contemporaine 1945-1971* (en langue arabe) (Le Caire : Institute of Arab Studies and Research, 1974), p. 155.

le ministre des Affaires étrangères, Tawfiq Al-Suweidi, à la Ligue des Nations, à Genève, ainsi qu'à Paris et à Londres afin de discuter d'un certain nombre de questions pressantes, y compris les relations entre l'Irak et le Koweït[1].

À cette époque, certains observateurs interprétèrent la campagne intensive de l'Irak contre le Koweït comme une conséquence directe de l'abandon d'une partie importante de sa souveraineté sur le Chatt Al-Arab à l'Iran, et cela conformément à un accord conclu entre les deux pays en 1937. La campagne était également une conséquence des découvertes de pétrole dans la région de Burgan au Koweït, l'Irak estimant que ces ressources pouvaient l'aider à résoudre ses problèmes économiques. En mars 1939, de nouveaux appels au recours à la force militaire furent lancés contre le Koweït. Cependant, les autorités britanniques transférèrent cinq divisions de leur armée stationnée en Irak à la frontière, ce qui obligea l'Irak à faire retraite.

La situation changea lorsque le roi Ghazi mourut dans un mystérieux accident de voiture en avril 1939, laissant un fils de trois ans comme héritier. On soupçonna un complot et la politique intérieure irakienne bascula dans le désordre ouvert. En 1947, les Britanniques renversèrent le Premier ministre pro-Axe Rashid Ali, prenant le contrôle de l'Irak durant toute la Seconde Guerre mondiale.

La fin de la Seconde Guerre mondiale n'améliora pas les relations entre le Koweït et l'Irak. Dans l'émirat, le cheikh Ahmed al-Jaber s'alarma d'une nouvelle vague d'émeutes à Bagdad en 1948 et par la dangereuse incertitude qui y persista. Du point de vue koweïtien, le règlement de la question des frontières apparut encore plus essentiel qu'auparavant. Sans accord, il n'y avait aucun moyen de créer une base stable pour l'avenir. Le 10 janvier 1950, l'émir, trois jours avant sa mort, envoya une lettre à l'Agent politique demandant l'intervention du gouvernement britannique pour délimiter les frontières. Le Résident britannique dans le Golfe, Sir Robert Hay, envoya un rapport au Foreign Office en pointant la gravité de la question et en demandant s'il « était possible de commencer à créer une commission pour discuter des frontières communes[2]. »

1. Abdullah Zalatah, *Azmat Al Kuwait A'am 1961 : Safahat min Tarikh Al Ela'kaat Al Iraqiya-Al Kuwait* [La crise du Koweït en 1961, un chapitre des relations entre l'Irak et le Koweït] (Le Caire : Modern Commercial Press, 1993), pp. 21 et 25-28.
2. Voir la lettre d'Abdullah Mubarak *in* De l'Agence politique (Jenkins) à la Résidence politique (Hay), 19 février 1950.

Tout au début des années 1950, le Koweït multiplia les tentatives pour tenter de trouver une solution définitive au problème de la frontière. Au début de 1951, la question de la démarcation des frontières fut à nouveau soulevée. L'Irak se déclara prêt à participer aux discussions si le Koweït acceptait d'inclure l'île de Warba dans ses frontières, affirmant qu'elle était essentielle pour la protection du port d'Umm Qasr que Bagdad envisageait de construire. En mars 1952, le cheikh Abdullah Al-Salem se rendit en Irak à l'invitation du prince Abdul-Ilah, régent de Fayçal II, le jeune fils du roi défunt Ghazi. Lors de cette visite, l'Irak réaffirma sa condition préalable à l'égard du Koweït : l'abandon par l'émirat de l'île de Warba, avant toute démarcation des frontières.

À la fin du même mois, le prince héritier Fayçal se rendit au Koweït, accompagné de hauts responsables, dont son régent, le prince Abdul-Ilah, sa grand-mère la reine Nafisa, le Premier ministre Jamil Al-Madfa'i et le ministre de la Défense, Nouri Saïd. Alors que l'émir était en Europe, Abdullah Mubarak accueillit la délégation. Le mois suivant, en avril 1952, le cheikh rendit la pareille en effectuant une visite officielle en Irak. En mai 1953, il prit la tête de la délégation koweïtienne au couronnement du roi Fayçal II, à laquelle assistèrent les représentants de 32 États[1]. En 1954, il se rendit de nouveau en Irak et s'entretint avec le ministre irakien des Affaires étrangères par intérim, Shaker Al-Wadi. Ils s'entendirent pour engager des négociations directes à l'avenir pour régler les problèmes communs, y compris celui des frontières[2]. Toutefois, l'Irak maintenait sa revendication de longue date sur l'île de Warba et sur une bande de 4 km de large le long du fjord d'Al-Sabiya Khor, au sud de la frontière, afin de permettre à l'Irak de développer le port d'Umm Qasr[3].

Les négociations furent donc suspendues. En octobre 1955, le Premier ministre Nouri Saïd revint sur le sujet lors d'une conversation téléphonique avec l'ambassadeur britannique à Bagdad, soulignant une fois de plus l'importance primordiale de développer Umm Qasr pour son pays. Il voyait ce port comme un débouché pour l'exportation de pétrole irakien et comme une alternative au port de Bassorah. En décembre de la même année, il suggéra un bail de 99 ans sur le terrain koweïtien nécessaire au projet. Les efforts du Koweït pour parvenir à une solution se poursuivirent, le cheikh Abdullah Mubarak se rendant de

1. *Al-Ahram*, 13 mars 1953.
2. *Al-Ahram*, 2 mai 1951.
3. *Al-Hayat*, 16 septembre 1954.

nouveau en Irak en octobre 1957[1] et en mai 1958, et pour la troisième fois en octobre 1958[2]. Tous ces efforts et contacts n'aboutirent à rien[3].

Les efforts de l'Irak pour placer le Koweït sous son influence furent incessants tout au long de cette période. En 1954, le Premier ministre irakien, Fadel Al-Jamali, suggéra à l'ambassadeur britannique à Bagdad que : « la véritable solution au problème du Koweït est son annexion par l'Irak[4]. » En 1954, le ministre des Affaires étrangères irakien informa l'ambassadeur britannique à Bagdad et le Résident politique à Bahreïn que « l'Irak ne reconnaît pas vraiment l'indépendance du Koweït »[5]. En 1955, l'Irak tenta d'inclure le Koweït dans le Pacte de Bagdad mais échoua. Compte tenu de l'importance accrue de l'Irak d'un point de vue stratégique occidental, Nouri Saïd imagina de pouvoir neutraliser le rôle joué par les Britanniques dans les relations entre l'Irak et le Koweït. Il intensifia alors ses demandes : au lieu de demander un bail sur les terres nécessaires au développement du port d'Umm Qasr, il exigea des modifications frontalières qui placeraient ces zones sous la souveraineté irakienne. L'appréhension des Koweïtiens n'en fut que plus forte.

L'approvisionnement en eau comme élément de négociation

Le problème de l'approvisionnement hydraulique au Koweït venait du fait qu'une grande partie de son eau potable provenait du Chatt Al-Arab. Cette eau était transportée par bateau d'Irak vers le Koweït. La Kuwait Water Company fut créée en 1939, avec un grand nombre de navires transportant de l'eau de Chatt Al-Arab et la déchargeant dans des réservoirs construits dans la baie de Koweït. Malheureusement, la création de cette société généra plus de problèmes qu'avant, le système de stockage ne répondant pas aux exigences de santé publique. De plus, les approvisionnements en eau furent souvent été retardés ou interrompus durant de longues périodes[6].

1. Du consulat américain (Symmes) au Département d'État, 27 juin 1955.
2. *Al-Ahrair*, 20 octobre 1957.
3. *Miraat Al-Sharq*, 26 octobre 1958.
4. De l'ambassade britannique à Bagdad à l'Agence politique au Koweït, 19 octobre 1953. Il est à noter que l'ambassadeur commenta en affirmant qu'une telle idée ne serait pas bien accueillie à Londres et au Koweït. Selon ses informations, les Koweïtiens souhaitaient préserver leur indépendance.
5. De la Résidence politique (Bahreïn) au Foreign Office, 22 mai 1954.
6. Al-Khususi, *Dirasat fi Tarikh Al Kuwait Al Hadith AI Igtama'ie wa Al lktisadi 1913-1961* [Études sur l'histoire économique et sociale du Koweït à l'époque moderne 1913-1961] (Koweït : Zat Al-Salasel Publications, 1983), p. 149.

En 1936, le souverain du Koweït, Cheikh Ahmed al-Jaber, suggéra aux autorités britanniques que la construction d'un pipeline reliant Chatt Al-Arab au Koweït garantirait le volume d'eau nécessaire à la consommation et à l'agriculture dans l'émirat. À cette époque, le gouvernement irakien accueillit favorablement l'idée, mais la Grande-Bretagne n'était pas enthousiaste. Au début des années 1950, le projet fut relancé. Le gouvernement irakien l'agréa initialement, mais des obstacles politiques émergèrent rapidement. En mai 1952, l'Irak réaffirma sa volonté d'acquérir l'île de Warba et sa côte opposée pour la construction d'un port à Umm Qasr. La compagnie pétrolière irakienne Iraqi Oil Company proposa un projet de construction d'un pipeline pour acheminer le brut irakien d'Al-Zubair, du champ pétrolifère de Bassorah vers la mer, à proximité du port d'Al-Ahmadi. L'Irak réitéra ses demandes en 1954.

Le consul américain au Koweït écrivit, le 23 janvier 1956, qu'après un an de négociations avec l'Irak, le gouvernement koweïtien avait décidé de ne pas poursuivre le projet de canalisation d'alimentation en eau en provenance du Chatt Al-Arab. La missive donna plusieurs explications à la décision du Koweït, notamment la réticence de l'émirat à dépendre, pour son eau potable, d'une source unique contrôlée par un autre État. De même, des sentiments anti-occidentaux et pro-égyptiens pouvaient avoir également contribué à cette décision. Le Koweït ne souhaitait ni s'impliquer dans la guerre froide entre Le Caire et Bagdad ni prendre position contre les coalitions égyptienne, syrienne et saoudienne[1].

Certains responsables irakiens expliquèrent la décision du Koweït en raison de pressions exercées par l'Arabie Saoudite sur le Koweït. Ce fut l'opinion de Hikmat Al-Jaderji, directeur des affaires arabes au ministère irakien des Affaires étrangères, lors d'une conversation téléphonique avec l'ambassade américaine à Bagdad[2]. Cependant, la décision du Koweït fut motivée par une compréhension claire des risques inhérents à tout rapprochement avec un Irak agressif et expansionniste.

La décision du Koweït prit de court le gouvernement irakien. Le ministre irakien des Affaires étrangères, Burhan-El-Dinn Pash Ayan, ne tarda pas à publier une déclaration niant la demande de son pays de modifier les frontières existantes comme condition préalable à l'approbation du pipeline d'eau potable[3]. Mais en réalité, l'Irak continua de relier ce projet à la question frontalière. Le cheikh Abdullah Mubarak

1. Du consulat américain (Brewer) au Département d'État, 23 janvier 1956.
2. De l'ambassade américaine à Bagdad au Département d'État, 2 mars 1956.
3. De l'ambassade américaine à Bagdad (Élit) au Département d'État, 9 mars 1956.

rejeta complètement les demandes de l'Irak. Il mit résolument l'accent sur l'indépendance de son pays et sa souveraineté sur ses territoires et ses ressources.

Alors, quand le ministre irakien des Affaires étrangères envoya un message encourageant à l'émir du Koweït, cheikh Abdullah Al-Salem, en avril 1956, Abdullah Mubarak lui répondit au nom de l'émir, remerciant l'Irak pour ses sentiments chaleureux et affirmant que c'était ce qu'il avait toujours attendu « de [ses] frères irakiens »[1]. Il souligna aussi la volonté du Koweït de négocier avec l'Irak à propos du problème de frontière, sur la base des lettres échangées en 1932 entre le Premier ministre irakien Nouri Saïd et l'Agent politique britannique. Toutefois, le cheikh refusa de lier tout autre accord avec le problème des frontières, ou de partager les revenus pétroliers. Il affirma également que le Koweït avait besoin de ses revenus pétroliers. Ce n'était pas différent du besoin du Koweït en eau, ou du désir de l'Irak d'avoir un pipeline pour transporter son propre pétrole.

Selon le rapport du consul américain au Koweït, daté du 11 mars 1957, le Conseil suprême examina le projet présenté par l'Irak début février et recommanda au souverain de n'approuver ni le projet de canalisation d'eau ni l'oléoduc proposés par la compagnie pétrolière irakienne, et cela jusqu'à ce que la question de la frontière soit réglée. Le consulat américain recommanda que plusieurs mesures soient prises pour améliorer les relations entre l'Irak et le Koweït, estimant que cela servirait au mieux les intérêts occidentaux dans la région.

Le consul recommanda également que le Département d'État fasse pression sur Bagdad pour qu'il souscrive à la position du Koweït. À la lumière des lettres échangées en 1932[2], il était clair qu'un règlement des frontières était encore possible. La Grande-Bretagne suggéra aussi un compromis, appelant à la démarcation de la frontière aux trois points où les conduites d'eau devaient franchir la frontière. L'émir du Koweït et son adjoint Abdullah Mubarak refusèrent une solution partielle qui ne tiendrait pas compte de l'étendue du problème causé par les disputes frontalières[3].

Le roi Fayçal d'Irak invita le cheikh Abdullah Mubarak à se rendre à Bagdad durant l'Aïd Al-Fitr afin de le convaincre que l'Irak n'avait

1. Le texte figure dans le rapport du consul américain : De l'ambassade américaine à Bagdad (Élit) au Département d'État, 24 avril 1956.
2. Du consulat américain (Brewer) au Département d'État, mars 1957.
3. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 4 novembre 1957.

pas d'ambitions territoriales au Koweït mais cela ne changea rien à la situation. Le Koweït avait adopté une approche fondamentalement différente à propos du problème de l'eau : il avait opté pour le dessalement de l'eau de mer. En effet, la plus grande usine de distillation et de dessalement du monde fut construite au Koweït en 1958 avec une capacité de 2 millions de gallons par jour.

Dans une interview accordée à la presse après la révolution irakienne de juillet 1958, le cheikh Abdullah Mubarak répondit à une question sur les négociations avec l'ancien régime de Bagdad pour acheminer de l'eau de Chatt Al-Arab vers le Koweït. Il dit ainsi :

> « Il y avait des négociations, mais ils voulaient aussi nous aliéner notre neutralité… Là où nous vivons en amitié avec le monde entier et en tant que frères de tous les Arabes, ouvrant nos maisons et nos établissements industriels et commerciaux, nos écoles et nos services gouvernementaux à chaque Arabe pour y travailler, avec dignité et fierté. Les dirigeants de l'ancien régime irakien [les Hachémites] nous ont proposé de s'unir à l'Irak en échange de nous fournir de l'eau potable de Chatt Al-Arab. J'ai répondu avec la voix la plus forte : "Nous ne renoncerons jamais à un seul centimètre carré de nos terres, même si nous mourons de soif". Puis les Irakiens dirent : "Partageons les revenus pétroliers". Je leur ai répondu : "Jamais. Ces revenus sont la propriété du peuple koweïtien, et ils sont alloués aux réformes et aux projets de construction". Ils ont réitéré leur offre directement et indirectement et j'ai réitéré mon rejet avec détermination jusqu'à ce qu'ils se découragent et comprennent que le Koweït est le roc fort et immuable des Arabes[1]. »

Par conséquent, bien que le gouvernement du Koweït ait préparé un projet détaillé d'accord – y compris le type de canalisations, leur capacité, les moyens de protection et le lieu de pompage – il fut décidé d'abandonner le projet[2]. Le Koweït refusa également de lier la question du pipeline à la question du bornage de la frontière tout comme il écarta la solution de rechange qui aurait consisté à louer cette zone frontalière à l'Irak. Les Koweïtiens ne voulaient pas accepter non plus la démarcation

1. *Al-Ithnain et Al-Dunia* magazine, 15 décembre 1958,
2. *Kuwait Al-Youm*, vol. 1, 11 décembre 1954, pp. 4-5.

des frontières entre les deux pays comme condition préalable à un accord sur un autre sujet[1].

Une menace ouverte : la détermination de l'Irak d'absorber le Koweït

En 1958, la polarisation politique au sein du camp nationaliste arabe, dirigé par Nasser, en Égypte, aboutit à la création de la République arabe unie (RAU). En réponse, les royaumes hachémites, d'Irak et de Jordanie, menés par l'Irakien Nouri Saïd, créèrent, le 4 février 1958, une contre-Union arabe. L'Irak tenta, sans succès, de persuader le Koweït d'adhérer à cette union hachémite et exerça une grande pression politique et diplomatique pour atteindre cet objectif.

Le Gouvernement irakien utilisa tous les moyens, des incitations aux menaces, pour atteindre un certain nombre d'objectifs. Le premier visait à augmenter le nombre de membres de l'Union hachémite en le faisant passer de deux à trois, donnant ainsi l'impression qu'il s'agissait de la force montante au sein de la communauté politique arabe. Le deuxième objectif consistait à étendre l'Union à des États non gouvernés par un monarque hachémite. Sans la participation du Koweït, l'union hachémite faisait plus figure d'un arrangement familial interne. Troisièmement, et plus important encore, cela permettrait de mobiliser les ressources financières du Koweït au service de l'Union. Malgré toutes les incitations et les menaces, le cheikh Abdullah Mubarak annonça lors de sa visite en Irak, en mai 1958, que « le Koweït n'a pas l'intention de rejoindre l'union hachémite arabe[2]. »

Dans ses tentatives pour exhorter le Koweït à rejoindre l'Union, l'Irak proposa un accord de fraternité et d'alliance entre les gouvernements de l'Union et le Koweït, visant à garantir l'indépendance de l'émirat et son régime du moment. Cet accord aurait impliqué plusieurs changements majeurs, notamment des consultations sur toutes les questions relatives aux affaires étrangères. De même, la représentation du Koweït à l'étranger serait assurée par les représentants diplomatiques et consulaires du gouvernement de l'Union. Le Koweït aiderait à faire face à toute agression dirigée contre l'Union et contribuerait à hauteur d'un pourcentage fixe à son budget.

1. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 30 septembre 1957.
2. *Beirut Al-Masa'a*, 15 mai 1958.

En 1958, le ministre des Affaires étrangères irakien, Tawfiq Al-Suweidi, remit un mémorandum aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, reconnaissant officiellement l'indépendance du Koweït, à condition qu'il rejoigne l'Union arabe hachémite. Au cas où le Koweït venait à rejeter cette proposition, l'Irak demandait le réexamen des frontières koweïtiennes avec l'exigence suivante : l'émirat retrouverait son statut antérieur lorsque ses frontières « n'allaient pas au-delà de la cité de Koweït ». Si aucune de ces deux propositions n'était acceptée, alors l'Irak se réservait le droit d'entreprendre toute action jugée appropriée[1].

Nouri Saïd contacta également le gouvernement des États-Unis, lui demandant de prendre des mesures incitatives, par l'intermédiaire du gouvernement britannique, pour convaincre le Koweït de l'intérêt de l'adhésion à l'Union arabe hachémite. La démarche partait du principe que l'Union devait être renforcée et que le Koweït fournirait le soutien nécessaire[2]. Londres exerça certainement son influence pour convaincre le Koweït d'adhérer à ce regroupement pro-occidental. En février 1958, Sir George Middleton, L'ambassadeur britannique au Liban et Sir Bernard Burrows, le Résident politique dans le Golfe se rendirent au Koweït pour discuter de cette question avec l'émir.

Selon un rapport américain, lorsque Sir George Middleton rencontra l'émir, ce dernier lui montra un journal libanais affirmant que le Koweït avait rejoint l'Irak. Le souverain demanda alors si c'était la raison de la visite du diplomate au Koweït. L'émir écouta également l'opinion du Résident britannique. Burrows demeura prudent, parlant en des termes généraux et ne s'engageant pas dans un discours définitif[3].

En mars 1958, l'émir du Koweït se rendit en Irak. Nouri Saïd lui proposa de régler la question de la frontière entre les deux pays et de fournir au Koweït de l'eau puisée du Chatt Al-Arab en échange de l'adhésion de l'émirat à l'Union[4]. L'émir déclina cette offre et informa Nouri Saïd de son intention de se rendre en Égypte après le retour de Nasser de Moscou. Au cours du même mois, et tandis que le Secrétaire britannique aux Affaires étrangères était en visite à Bagdad, le Premier ministre

1. Fikrat Nameq Abd Al Fattah, *Seyasat Al Iraq Al Kharagiya fi Al Montiqa Al Arabiya 1953-1958* [La politique étrangère en Irak dans le monde arabe 1953-1958] (Bagdad : Publications of the Ministry of Culture and Informations, 1981), pp. 280-2.
2. Voir la compilation de télégrammes et de rapports à propos de cette question : A de L. Rush, ed., *Records of Kuwait 1899-1961* (Londres, Archive Editions, 1989), vol. 4, pp. 83-130.
3. Du consulat américain au Département d'État, 21 février 1958.
4. Fikrat Nameq Abdul Fattah, *Seyasat Al Iraq Al Kharagiya fi Al Montiqa Al Arabiya 1953-1958* [La politique étrangère en Irak dans le monde arabe 1953-1958] (Bagdad : Publications of the Ministry of Culture and Information, 1981), pp. 481-3.

irakien Fadel Al-Jamali souligna la nécessité de proclamer l'indépendance du Koweït. Il proposa aussi d'attribuer le titre de « roi » à son émir pour lui donner le même statut que les deux monarques hachémites, et cela toujours en échange de l'adhésion de son pays à l'Union.

À une autre occasion, le ministre des finances de l'Union laissa entendre à l'ambassadeur américain que l'Irak était prêt à parvenir à un accord sur le problème des frontières et à garantir le statut financier de l'émir en contrepartie de l'adhésion du Koweït à l'Union. Des négociations eurent lieu entre les rois d'Irak et de Jordanie, et Abdullah Mubarak pour le Koweït, mais l'émirat ne changea pas de position.

En juin 1958, Nouri Saïd se rendit à Londres pour convaincre le ministre des Affaires étrangères, Selwyn Lloyd, que le Koweït devait adhérer à l'Union. L'ambassadeur britannique à Bagdad informa le ministre des Affaires étrangères de l'Union que son gouvernement avait approuvé, en principe, l'idée de l'adhésion du Koweït à ce Pacte. Cette disposition prévoyait toutefois que l'adhésion ne devait avoir lieu qu'après la déclaration d'indépendance du Koweït. Un accord sur les détails devait être trouvé lors d'une réunion qui se tiendrait à Londres, le 24 juillet 1958.

Au début du mois de juillet, il fut évident que Londres avait pris une décision permettant que le Koweït rejoigne l'Union arabe. Cette décision fut claire lorsque le ministre britannique des Affaires étrangères déclara que l'Irak devait traiter directement avec le Koweït. Cette prise de position favorisa des pressions politiques sur le Koweït, en particulier lorsque l'émir et son adjoint prirent connaissance du contenu d'un mémorandum britannique sur le sujet. La déclaration signifiait que, bien que la Grande-Bretagne ne soit pas directement impliquée dans cette affaire, elle accordait effectivement le feu vert à l'Irak pour exercer des pressions sur le Koweït[1].

Lors de sa rencontre avec l'émir, l'Agent politique par intérim évoqua l'intérêt que le Koweït trouverait vis-à-vis d'un régime fort en Irak. Pour lui, l'Union arabe était un défi efficace à la politique expansionniste de Nasser, et l'adhésion du Koweït ne pouvait que la renforcer. Lorsque le

1. Télégramme du consulat américain (Seelye) au Secrétaire d'État, 8 juillet 1958. Reproduction aux American National Archives (declassified Authority KND897428 by CEP NARA date 8/30/91).

souverain demanda ce qu'il adviendrait du Koweït si l'Union échouait, aucune réponse claire ne fut apportée à sa question[1].

À la lumière de toutes ces pressions pour obliger le Koweït à s'aligner sur les intérêts politiques des États-Unis et du Royaume-Uni, le cheikh Abdullah Mubarak, en tant que souverain adjoint, fit une déclaration fracassante. Il affirma publiquement que le Koweït « peut et allait peut-être rejoindre la République arabe unie. Ce n'est pas impossible de le faire tout en maintenant une relation privilégiée avec la Grande-Bretagne[2]. »

Le gouvernement britannique s'empressa de contrer cette déclaration imprévue. Le Foreign Office prépara un mémorandum détaillé indiquant les avantages de l'adhésion du Koweït à l'Union arabe. Il contenait les dispositions suivantes :

> « Le Koweït conserve sa personnalité juridique indépendante, son régime, son drapeau dans son territoire et le drapeau de l'Union comme emblème officiel à l'étranger. Les citoyens des États membres de l'Union jouissent des droits de propriété, de circulation, de résidence, de travail et d'étude dans les établissements d'enseignement des trois États. »

Ce document reflétait les objectifs des gouvernements irakien et jordanien et leur insistance pour que le Koweït rejoigne l'Union. Cela signifiait aussi que l'Irak et la Jordanie bénéficieraient des ressources financières du Koweït. Le mémorandum supposait que le Koweït approuverait la proposition selon laquelle le gouvernement de l'Union devait être responsable de l'exercice de plusieurs pouvoirs Cela concernait notamment les affaires étrangères, les forces armées, les douanes, la justice et les politiques de changes dans tous les États de l'Union arabe. Afin de donner au Koweït l'impression qu'il ne compromettrait pas sa souveraineté, le mémo indiqua que des consultations avec l'émir du Koweït auraient lieu avant toute décision finale sur toutes les questions relatives aux affaires étrangères et à la défense du Koweït[3].

Cependant, le destin fit son intervention. La révolution du 14 juillet 1958 à Bagdad, dirigée par le général irakien, Abdul Karim Qassem,

1. 11 juillet 1958. Reproduction aux American National Archives (declassified Authority KND897428 by CEP NARA date 8/30/91).
2. Télégramme de l'ambassade américain (Seelye) au Secrétaire d'État, 23 juillet 1958.
3. Fikrat Nameq Abdul Fattah, *Seyasat Al Iraq Al Kharagiya fi Al Montiqa Al Arabiya 1953-1958* [La politique étrangère en Irak dans le monde arabe 1953-1958] (Bagdad : Publications of the Ministry of Culture and Information, 1981), pp. 486-8.

renversa le régime hachémite en Irak et mit fin à l'Union arabe. Cette révolution ouvrit un nouveau chapitre dans les relations entre le Koweït et l'Irak.

La révolution de 1958 : Des pressions renouvelées sur le Koweït

Lorsque la révolution irakienne éclata, Cheikh Abdullah Mubarak était en vacances à l'étranger et, après avoir appris la nouvelle, il rentra immédiatement chez lui. Au début, les Britanniques et les Américains réservèrent leur position dans l'attente d'une clarification de la manière dont la révolution pourrait affecter le Koweït, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Leurs évaluations semblaient sans fondement dans les semaines qui suivirent la révolution. Par exemple, le consul américain au Koweït envoya un télégramme le 23 juillet informant le Département d'État que la jubilation populaire pour la révolution s'était rapidement estompée et qu'aucune manifestation ou perturbation n'avait eu lieu.

Néanmoins, Abdullah Mubarak estima qu'un tel changement fondamental en Irak, avec toutes les tensions politiques qui existaient entre ce dernier et le Koweït, justifiait des mesures de sécurité immédiates. Il déclara l'état d'urgence dans l'armée et vérifia quotidiennement son état de préparation. Il demanda à ses principaux assistants en sécurité publique et en affaires militaires, le cheikh Mubarak al-Ahmed Al-Sabah et le cheikh Mubarak al-Jaber Al-Sabah, de créer une permanence de nuit au quartier général de la sécurité publique afin de pouvoir agir rapidement en cas d'urgence. Cet état d'alerte élevé dura plusieurs semaines après la révolution[1].

Le Koweït tendit la main au nouveau régime irakien et le cheikh Abdullah Mubarak déclara que la révolution irakienne était « une victoire de la volonté du peuple irakien et de son droit à vivre avec ses frères arabes. Nous avons soutenu la révolution irakienne dès lors que la République arabe unie l'avait reconnue. Peut-être que personne ne sait que mon avion a été le seul appareil que la Révolution ait autorisé à circuler dans le ciel irakien au premier jour de la Révolution[2]. »

Lors d'une réunion avec le consul américain et l'Agent politique britannique, le cheikh Abdullah Mubarak déclara que l'erreur de Nouri Saïd avait été de priver le peuple irakien des bienfaits du pétrole, lesquels

1. 28 août 1958. Reproduction aux American National Archives (declassified Authority KND897428 by CEP NARA date 8/30/91).
2. *Al-Ahram*, 14 août 1958.

furent, au lieu de cela, destinés aux élites. Il compara cela à la politique du gouvernement koweïtien qui faisait en sorte de faire profiter les riches comme les pauvres de la manne pétrolière[1].

Abdullah Mubarak se rendit à Bagdad à l'invitation du général Abdul Karim Qassem et eut des entretiens sur les relations bilatérales. À la suite de leur rencontre, le gouvernement irakien leva les sanctions imposées sur l'exportation de produits alimentaires vers le Koweït[2].

L'émir se rendit en Irak en octobre et discuta de la démarcation des frontières, de l'échange de renseignements sécuritaires et de criminels, ainsi que des investissements koweïtiens en Irak[3]. Cependant, la lune de miel se termina vite. Abdul Karim Qassem ayant adopté une ligne communiste et un discours volontariste à propos de la grandeur de l'Irak et de l'exportation d'idées révolutionnaires et de gauche. De coup, les relations avec le Koweït se tendirent.

Le cheikh Abdullah Mubarak, en tant que chef de la sécurité publique, mit en place des mesures spéciales pour empêcher l'infiltration, via la frontière, de communistes de l'extérieur et surveilla leurs activités à l'intérieur du Koweït. Il expulsa un certain nombre de communistes irakiens accusés d'avoir fomenté des émeutes[4]. Abdullah Mubarak ne craignait aucune réaction irakienne à ses mesures. Il ne tint pas compte non plus de l'intervention de certains marchands koweïtiens qui lui conseillèrent de mettre fin à cette politique afin d'éviter les représailles de l'Irak[5]. Lorsque la sécurité du Koweït était menacée, le cheikh agissait toujours avec détermination et confiance. Selon des documents américains, datés de mars 1959, ayant reçu des informations sur l'activité des communistes irakiens au Koweït, il aurait déclaré : « Nos prisons ont encore de quoi accueillir les communistes et les fauteurs de troubles[6]. »

En mai 1959, lors d'un déjeuner au consulat des États-Unis, Abdullah Mubarak déclara avoir reçu un message des autorités irakiennes, par l'intermédiaire d'un membre de la famille Al-Sabah qui était à Bassorah, lui demandant pourquoi il (le cheikh lui-même) ne rendait pas visite à Bagdad et pourquoi il n'approuvait pas le projet de captation des eaux du Chatt Al-Arab. Il répondit en affirmant que l'Irak

1. Télégramme du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 23 juillet 1958.
2. *Miraat Al Awsat*, 26 septembre 1958.
3. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 3 novembre 1957.
4. *Al-Ahram*, 1er avril 1959.
5. Du consulat américain au Département d'État, 13 avril 1959.
6. Du consulat américain au Secrétaire d'État, 26 mars 1959.

était tombé entre des mains communistes et qu'il était loin d'être tiré d'affaire : « Dans mon cœur, j'avais envie de leur dire que je ne visiterai pas l'Irak et n'accepterai aucun de ces projets tant que la situation actuelle prévaudra dans ce pays[1]. ». Abdullah Mubarak fut invité à assister au premier anniversaire de la révolution de juillet, mais il déclina l'invitation d'un régime qui menait des liquidations sanglantes de ses opposants politiques[2].

Bien qu'il ait reçu plusieurs sollicitations pour se rendre à Bagdad, il les rejeta toutes affirmant que sa position durerait aussi longtemps que la position anti-koweïtienne serait maintenue[3]. Cependant, il était assez sage pour ne pas rompre tous les liens avec le régime de Qassem[4]. Il faisait la distinction entre le gouvernement et le peuple irakiens, estimant que les relations politiques tendues entre les deux États ne devaient pas affecter les liens fraternels entre leurs peuples. En conséquence, il déclara, en décembre 1959, à l'*Iraq Times*, que le peuple koweïtien appréciait les efforts déployés par le peuple irakien pour le progrès et la prospérité et que les relations entre les deux États devaient être renforcées dans cette atmosphère fraternelle.

Toujours dans le même entretien, il souligna les profondes relations fraternelles entre l'Irak et le Koweït en déclarant : « Ces relations ne sont pas ordinaires et semblables à celles qui existent entre deux États. Elles sont chaleureuses, basées sur des liens solides et durables, soutenues par une compréhension mutuelle et des liens de bon voisinage. » Il fit aussi référence à l'importante communauté irakienne vivant au Koweït en déclarant :

> « Nous aimons l'Irak et les Irakiens et nous cherchons toujours à offrir un réconfort à nos frères irakiens travaillant au Koweït, à les accueillir et à leur offrir des opportunités d'emploi. Nous n'avons jamais fait de distinction entre eux et les Koweïtiens et nous les traitons comme des frères. Nous les considérons comme faisant partie de notre peuple. Nos relations vont se développer davantage, nous les encourageons dans tous les domaines. Il y a beaucoup d'étudiants irakiens dans nos écoles. L'autoroute reliant le Koweït à l'Irak est pavée de manière à améliorer les communications entre les deux États et à encourager le trafic bilatéral [...] Nous souhaitons encourager nos liens commerciaux avec l'Irak. »

1. 20 mai 1959. Reproduction aux American National Archives (declassified Authority KND897428 by CEP NARA date 8/30/91).
2. Du consulat américain au Secrétaire d'État, 10 juin 1959.
3. Du consulat américain (Seelye) au Département d'État, 20 mai 1959.
4. Du consulat américain au Secrétaire d'État, 10 juin 1959.

Il ajouta :

> « Nous espérons que les conditions agricoles difficiles de l'année dernière sont terminées afin que nous puissions importer nos besoins d'Irak. Nous voulons également que l'Irak prenne en compte certaines de nos demandes. Nous recherchons de bonnes relations avec nos voisins. Nous sommes des amis sincères des autres États arabes voisins du Koweït et nous ne permettrons pas que le Koweït devienne une base à partir de laquelle des attaques contre un État arabe puissent être lancées[1]. »

En mars 1960, Abdul Karim Qassem invita Abdullah Mubarak à se rendre à Bagdad pour discuter des problèmes entre les deux pays et pour examiner le souhait de l'Irak d'ouvrir un consulat au Koweït[2]. Cependant, il n'existe aucune preuve, dans la presse ou dans des documents diplomatiques, que la visite ait eu lieu. Les deux hommes se rencontrèrent finalement en 1961, lorsque Abdullah Mubarak se rendit, le 26 mars, à l'inauguration du nouveau port d'Umm Qasr. À cette occasion, le comportement de Qassem à l'égard du Koweït fut cordial et il félicita Abdullah Mubarak pour sa présence : « Le peuple irakien appartient au Koweït et le nouveau port sera réservé à la coopération et aux avantages mutuels. » Les responsables irakiens promirent d'accélérer la construction d'une voie express entre Umm Qasr et Safwan et s'engagèrent sur le fait que cette autoroute aurait la priorité sur les routes d'Umm Qasr et de Bassorah[3]. Cependant, avec la déclaration d'indépendance du Koweït, le 19 juin 1961, les anciennes ambitions irakiennes refirent leur apparition avec des mouvements militaires à la frontière de l'émirat. De nouveau, les événements prenaient encore une tournure dangereuse.

1. *Iraq Times*, 2 décembre 1959.
2. AI-Neda'a, 20 mars 1960.
3. De l'Agence politique (Richard) au Foreign Office, 1er avril 1951.

Nier le droit à l'indépendance du Koweït

Six jours après la déclaration d'indépendance du Koweït, le général Qassem tint une conférence de presse au ministère irakien de la Défense, demandant explicitement l'annexion du Koweït. L'émirat, déclara-t-il, était un district faisant partie de celui de Bassorah et, en tant que tel, une partie intégrante de l'Irak. Il demanda à Abdullah Mubarak de coopérer avec lui pour rétablir le cours normal des choses. Il annonça également que l'Irak n'abandonnerait pas un pouce de territoire koweïtien et qu'il avait le pouvoir d'appliquer ce qu'il déclarait.

Le 26 juin, le ministère irakien des Affaires étrangères convoqua les représentants des missions diplomatiques à Bagdad et leur remit un mémorandum officiel rappelant que le Koweït faisait partie du district de Bassorah. Il affirma que l'accord du 19 juin 1961 représentait une extension de la protection britannique sur le Koweït. En réponse à cela, le Secrétariat du gouvernement du Koweït publia un communiqué déclarant : « Le Koweït est un État arabe indépendant, doté de la pleine souveraineté et bénéficiant de la reconnaissance internationale. Le gouvernement du Koweït, soutenu par l'ensemble du peuple koweïtien, est déterminé à défendre et à protéger l'indépendance du Koweït. »

Le Koweït déclara l'état d'urgence et déploya davantage de forces à la frontière. Il consulta la Grande-Bretagne et un accord fut conclu pour reporter l'évacuation des forces et des unités navales britanniques du Koweït. Pendant ce temps, les forces irakiennes saisirent dix navires koweïtiens amarrés à Bassorah. Le gouvernement irakien gela également les fonds de citoyens koweïtiens dans les banques irakiennes. Il décida aussi la rupture des relations diplomatiques avec des États qui avaient reconnu le gouvernement koweïtien, tels que le Liban, les États-Unis, l'Iran, la Jordanie, le Japon et la Tunisie.

Une autre dimension de la crise apparut lors du débat à propos de la demande d'adhésion du Koweït à la Ligue arabe. Lorsque le conseil de la Ligue se réunit en session d'urgence, le 5 juillet 1961, il ne put adopter de résolution en raison de divisions entre les États membres. Tandis que l'Arabie saoudite appuyait fermement la demande koweïtienne et menaçait de se retirer si le conseil rejetait l'adhésion du Koweït, l'Irak s'opposa à la requête et menaça de se retirer en cas de décision contraire. Après d'intenses négociations, la Ligue arabe publia, le 20 juillet, une déclaration dans laquelle elle se félicita de l'adhésion du Koweït tout en promettant une aide pour que l'émirat devienne membre des Nations Unies.

Dans le même temps, le communiqué contenait une disposition engageant le Koweït à demander le retrait des forces britanniques de son sol dès que possible et enjoignant le gouvernement irakien à ne pas recourir à la force contre le Koweït. La Ligue arabe envoya des forces pour préserver la paix le long de la frontière irako-koweïtienne après le retrait des forces britanniques. Le 10 octobre 1961, le Koweït annonça le retrait complet des forces britanniques.

Bien que cette crise se soit produite après qu'Abdullah Mubarak eut démissionné et qu'il se soit installé au Liban, il revint immédiatement au Koweït après avoir entendu la nouvelle et se mit à la disposition de son pays. Sentant que sa présence pouvait provoquer un embarras, il retourna au Liban et utilisa toutes ses connexions formelles et informelles en faveur de l'indépendance du Koweït. Il appela ainsi le président Nasser pour lui demander son intervention directe. Il adressa aussi des messages à tous les dirigeants arabes avec lesquels il entretenait des relations étroites, leur demandant de soutenir le Koweït et en les mettant en garde contre les conséquences graves de toute agression irakienne. Leur soutien fut aussi requis en faveur de la demande koweïtienne de rejoindre la Ligue arabe. Il mobilisa ses relations étroites au sein de la presse libanaise pour interpeller l'opinion publique arabe et dénoncer les menaces irakiennes et les dangers qu'elles faisaient courir à la solidarité arabe et à l'avenir des relations inter-arabes.

Bien que le cheikh Abdullah Mubarak ne fût plus au pouvoir, la stratégie militaire et les plans de coordination du Koweït avec le Royaume-Uni avaient alors été élaborés sous sa supervision directe. Malgré les fausses déclarations ayant circulé à l'époque et après sa démission, Abdullah Mubarak avait, en réalité, planifié chaque éventualité et discuté avec les autorités militaires britanniques des scénarios probables de menaces irakiennes. Les plans d'intervention en cas d'agression étrangère contre le Koweït étaient pleinement préparés. Abdullah Mubarak avait entamé des consultations avec Londres bien à l'avance en ce qui concernait la coopération et la coordination, dans la préparation des plans de défense du Koweït. Cela avait aussi permis de convenir du niveau d'assistance militaire que l'émirat obtiendrait alors.

Ces efforts aboutirent à l'offre du gouvernement britannique d'assistance militaire à l'État du Koweït. Sir Herbert Batch, commandant des forces britanniques en Arabie, avait écrit à Abdullah Mubarak, le 1er mai 1960, une lettre dans laquelle il déclarait : « J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Altesse les plans pertinents pour fournir une assistance militaire

britannique à votre pays à la demande de Son Excellence le souverain du Koweït. »

La lettre aborda ensuite les mesures pratiques à prendre, à la fois politiquement et militairement :

> « Nous espérons recevoir votre avertissement au moins quatre jours avant le début des opérations afin de laisser à nos forces le temps de se regrouper. Cependant, nos plans détaillés nous permettent de vous aider même si nous ne recevons pas votre avertissement. Par conséquent, Votre Altesse doit certainement apprécier la grande importance que nous attachons à recevoir la demande de Son Excellence le souverain assez tôt car la mise en place d'un plan avant d'avoir achevé notre mobilisation peut créer une situation militaire risquée. »

Quant aux détails militaires, ils englobaient toutes les dimensions défensives : terre, air et mer, toutes sous la forme d'une assistance conditionnée à l'approbation du souverain du Koweït. La lettre du commandant britannique apportait les précisions suivantes :

> « Au Koweït, les cibles pourraient être vulnérables lors de raids aériens au tout début d'une agression. Nous menons actuellement une étude détaillée pour l'installation d'un radar afin d'assurer la défense aérienne de l'espace aérien koweïtien. J'espère que votre Altesse approuvera l'installation d'un radar au Koweït lorsque nous présenterons notre recommandation. Le succès de nos projets dépend également de l'utilisation de l'aéroport et du port du Koweït pour l'entrée de nos forces. Cela dépend également des autorités koweïtiennes qui fourniront aux forces britanniques l'essentiel de leur transport, ainsi que tous leurs véhicules et avions. Nos forces auront besoin des installations hospitalières et des entrepôts pour travailleurs sans oublier des ateliers et des systèmes de production d'eau douce. Ces exigences ont été discutées avec Son Excellence le Cheikh Mubarak Al-Abdullah Al-Jaber Al-Sabah [*sic*].
> Les raids aériens peuvent rendre les ports inutilisables pendant une courte période. Il serait alors nécessaire de décharger les équipements sur les côtes, lesquelles ne sont pas préparés au déchargement de marchandises au Koweït. Par conséquent, pour assurer le succès des opérations, le rivage doit être atteint le plus rapidement possible. Jusqu'à ce que cela se produise, aucune garantie ne peut être donnée pour le déchargement du matériel lourd et des munitions requises pour nos projets au Koweït. Si l'opération s'étend au-delà de quelques jours, l'absence de ces installations… [pourrait donner lieu à ce que] l'opération échoue complètement. »

En fin de compte, la lettre réaffirma :

> « Enfin, je voudrais dire à votre Altesse que notre coopération mutuelle est nécessaire à la mise en œuvre de ces plans que nous examinerons périodiquement à la lumière de l'évolution de la situation. »

La ressemblance entre les événements de 1960-1961 et la période qui a précédé l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 est frappante. D'autre part, le contraste entre les mesures adoptées à l'époque et celles adoptées après l'invasion de 1990 est également frappant. Il semble que l'histoire se répète parfois, mais les leçons ne sont pas toujours apprises.

Après l'arrestation, le procès et l'exécution immédiate d'Abdul Karim Qassem et la fin de son régime, le 8 février 1963, les relations entre l'Irak et le Koweït commencèrent à s'améliorer. Les discussions entre les premiers ministres des deux États eurent lieu à Bagdad et se conclurent par la signature d'un accord conjoint, le 4 octobre 1963. Les principales conditions en furent les suivantes :

– Reconnaissance par l'Irak de l'indépendance du Koweït et de l'entière souveraineté de ce dernier sur sa frontière, comme il ressort de la lettre du Premier ministre Irakien en date du 21 juillet 1932.

– Établissement rapide de relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs.

– Renforcement des relations fraternelles bilatérales à tous les niveaux, conformément à leurs très anciens liens historiques.

– Approvisionnement du Koweït de 120 millions de gallons d'eau par jour provenant du Chatt Al-Arab.

– En contrepartie, le Koweït consentait à l'Irak un prêt sans intérêt de 30 millions de dinars koweïtiens. Mais le Koweït n'était toujours pas enthousiaste à l'idée d'obtenir de l'eau de l'Irak, cela afin d'éviter le risque d'une trop grande dépendance vis-à-vis d'un État voisin pour une telle ressource stratégique.

Bien que l'accord de 1963 ait abouti à la reconnaissance par l'Irak de l'indépendance et de la souveraineté du Koweït, il ne mit pas fin aux problèmes frontaliers entre les deux pays. De nouvelles discussions eurent lieu en 1964 et 1996 afin de délimiter les frontières, mais sans résultats tangibles. En 1965, le président Abdul-Salam Aref fit une autre demande de location de l'île de Warba pour une durée de 99 ans. Le Koweït la rejeta. En 1966, une crise éclata entre les deux pays lorsqu'une division militaire irakienne entra dans l'île de Bubiyan pour protester contre les négociations menées entre l'Iran et le Koweït sans la participation de l'Irak.

En 1967, une nouvelle crise survint lorsqu'une force irakienne franchit la frontière et attaqua des Bédouins koweïtiens entre Al-Abdali et Safwan. La crise fut réglée après que l'Irak eut obtenu un prêt de 25 millions de dinars de la part du Koweït. Après son arrivée au pouvoir en 1968 à Bagdad, le parti Baas chercha à normaliser les relations avec le Koweït sans délimiter les frontières. Mais avec le rejet unilatéral par l'Iran de l'accord frontalier de 1937 avec l'Irak et avec l'escalade, en 1969, de la tension sur Chatt Al-Arab, l'Irak demanda au Koweït d'autoriser le déploiement de certaines de ses forces dans les territoires koweïtiens afin de défendre le port d'Umm Qasr contre de probables attaques iraniennes. En fait, un accord non écrit fut conclu, certaines forces irakiennes pénétrant dans des territoires koweïtiens.

Pendant ces années, les efforts d'Abdullah Mubarak continuèrent de soutenir les intérêts du Koweït. Il maintint ses relations avec plusieurs tribus du désert irakien. Lors de sa visite en Irak en 1965, il reçut les cheikhs tribaux d'Al-Ramadi, d'Al-Najaf et d'Al-Hella, qui rivalisèrent pour lui offrir des cadeaux (en signe de respect). Parmi les présents précieux qu'il reçut des cheikhs d'Al-Ramadi, il y eut un certain nombre de pur-sang arabes qu'il envoya en Égypte (où il vivait).

Abdullah Mubarak utilisa son vaste réseau de contacts pour se tenir au courant de tous les derniers développements. À chaque crise, il établissait des contacts avec des amis haut placés, des monarques et des dirigeants politiques, leur demandant d'intervenir et de faire pression sur l'Irak. Une communication constante s'était alors établie entre lui et l'émir du Koweït, à qui il transmettait des informations pertinentes à propos de la sécurité koweïtienne.

De la crise de 1973 à l'invasion militaire de 1990

Les relations entre les deux pays se tendirent de nouveau en 1972, lorsque le Koweït refusa une demande irakienne de prêt important. En mars 1973, Les forces irakiennes attaquèrent deux postes de contrôle des frontières dans le nord-est du Koweït et pénétrèrent dans le territoire koweïtien sur une distance de 3 kilomètres. L'attaque causa la mort ou blessures d'un certain nombre de policiers koweïtiens. En conséquence, le Koweït déclara l'état d'urgence et ferma sa frontière avec l'Irak. L'Assemblée nationale du Koweït demanda à l'Irak de retirer ses forces du territoire koweïtien de manière immédiate.

À l'instigation de la Ligue arabe et grâce aux bons offices de plusieurs États, les discussions entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays débutèrent au Koweït le 6 avril 1973 afin de régler cette nouvelle crise frontalière. Cependant, les deux parties ne purent s'entendre sur la démarcation des frontières, bien que l'Irak se soit retiré du poste frontalier d'Al-Samta après avoir obtenu un prêt important.

Après la signature de l'accord d'Alger entre l'Iran et l'Irak en 1975, selon lequel l'Irak cédait une partie du Chatt Al-Arab à l'Iran, Bagdad demanda de nouveau au Koweït de louer la moitié de l'île de Bubiyan pour une durée de 99 ans et de renoncer à l'île de Warba en échange de sa reconnaissance des frontières existantes entre les deux pays. Le Koweït rejeta la demande irakienne. De nouveaux pourparlers stériles eurent lieu ensuite entre les deux parties afin de parvenir à un accord sur le bornage de la frontière.

Le déclenchement de la révolution islamique en Iran en 1979 et de la guerre Iran-Irak en 1980 gelèrent le problème frontalier entre les deux pays. Toutefois, cela n'empêcha pas l'Irak de demander le bail des îles Warba et Bubiyan en 1981 et en 1990. Bagdad demanda aussi de pouvoir utiliser des installations militaires au Koweït en 1984 et 1986, en vue de renforcer sa position contre l'Iran. Le Koweït ne fut pas enthousiaste à l'égard de ces demandes, même s'il adopta une position de soutien sans équivoque en faveur l'Irak, tant au niveau gouvernemental que vis-à-vis de l'opinion publique. Cette position rendit l'Iran furieux, en particulier lorsque le Koweït accorda une aide économique et des prêts à l'Irak à très grande échelle durant le conflit Bagdad et Téhéran.

Après la fin de la guerre Iran-Irak en 1988, le Koweït fut impatient de parvenir à un règlement définitif à propos de sa frontière avec l'Irak, et cela compte tenu, en particulier, des promesses des responsables irakiens

concernant ce problème au cours de la guerre. Mais l'Irak eut recours à des tactiques dilatoires et agit de manière à continuer à faire chanter le Koweït sans parvenir à une solution.

L'Irak demanda alors au Koweït d'annuler ses dettes et de lui accorder un prêt de 10 milliards de dollars. Le Koweït refusa la première demande mais se déclara prêt à offrir un prêt de 500 millions de dollars, à condition qu'un comité pour la démarcation des frontières soit mis en place. L'Irak continua de générer des tensions entre les deux pays, accusant le Koweït de pompage et de commercialisation du pétrole provenant du gisement irakien de Rumeilah. Il accusa également le Koweït de déplacer les panneaux frontaliers vers le nord, s'arrogeant ainsi certaines parties du territoire irakien. Ce sont ces allégations spécieuses qui servirent de base à l'invasion irakienne du Koweït en août 201990.

Chapitre VI
La démission d'Abdullah Mubarak

Lorsque le cheikh Abdullah Mubarak quitta la vie politique en avril 1961, de nombreuses rumeurs circulèrent au Koweït, et dans le monde arabe, sur les raisons de sa démission. Déterminé à préserver l'unité et la cohésion de la famille Al-Sabah, il ne réfuta pas les accusations et les spéculations publiées par les journaux arabes, même lorsque des sources koweïtiennes en étaient à l'origine. Il opta pour un silence complet et digne, adhérant simplement aux principes qui avaient régi toute sa vie politique. En fait, sa démission ne peut être comprise que si elle est considérée dans son contexte historique et à la lumière de ses principes politiques et moraux.

Abdullah Mubarak abandonna volontairement les attributs du pouvoir et de l'autorité. Il ne fit pression ni avec ni contre qui que ce soit. Il ne tenta pas d'exercer des pressions sur quiconque ni d'utiliser les instruments de pouvoir et d'influence qui étaient sous son contrôle. Au lieu de cela, au plus fort de son autorité, il se retira tranquillement, fier de ses réalisations politiques.

La question est donc de savoir ce qui a pu le pousser à quitter son poste. Le fait historique, clairement illustré dans ce livre, est qu'à la fin des années 1950, il était devenu le vice-souverain de l'émirat et la personnalité politique la plus en vue du Koweït. Il occupait cette position dominante en raison de ses compétences, de sa longue action au service de son pays et de son expérience extraordinaire de la plupart des aspects de la vie koweïtienne. Il ne fait aucun doute que lors de la rédaction de l'histoire du Koweït au XXe siècle, Abdullah Mubarak occupera une place prépondérante. Cependant, il ne figurera pas seulement dans l'histoire de son pays cela dans la mesure où il croyait fermement aussi à la grande

cause des Arabes, ayant épousé l'arabisme par un engagement absolu. Les Koweïtiens le surnommèrent le « Faucon du Golfe » et son héritage perdure à ce jour.

Il peut apparaître que les « méchants » de cet ouvrage sont les autorités britanniques au Koweït, et dans une certaine mesure, ils le furent peut-être. La Grande-Bretagne joua le rôle de « protecteur » du Koweït au début du XXe siècle afin de protéger sa propre position de contrôle du Golfe. C'était un acte politique raisonnable mais intéressé ; le gouvernement britannique prolongea la « protection » de nombreuses autres communautés de la région car cela lui permettait de contrôler la route maritime menant à l'empire indien à un coût très bas.

En vertu des dispositions de l'accord de 1899, la Grande-Bretagne gérait les relations extérieures du Koweït, veillant à ce que les communications de l'émirat avec d'autres pays passent par des responsables britanniques. Par conséquent, Londres considéra les contacts arabes et internationaux du cheikh avec inquiétude. Le rôle dévolu aux Britanniques ne s'arrêta pas aux affaires étrangères et, avec l'augmentation considérable de la richesse du Koweït, Londres ne fut plus satisfait de sa position traditionnelle relevant de l'accord de protection tel que le mirent en pratique les agents politiques au Koweït durant de nombreuses années. Un rôle qui se caractérisait notamment par la non-intervention dans les affaires intérieures.

Avec l'augmentation de la production pétrolière en 1953, le Résident britannique du Golfe reçut des instructions spécifiques de Londres pour surveiller la situation intérieure au Koweït. Il lui fut demandé de protéger les intérêts britanniques et de superviser le développement économique et les activités de construction afin d'aider les entreprises britanniques à acquérir une part de marché importante dans l'attribution des contrats. Il devait également suivre la création de nouveaux ministères, ou l'expansion des départements existants, afin de s'assurer qu'ils étaient créés ou développés conformément aux recommandations britanniques et sous la supervision d'un conseiller dépêché par Londres.

En août 1955, la première évaluation de la situation au Koweït entreprise par Pelly, le nouvel Agent politique britannique, définissait les intérêts britanniques comme suit : assurer la continuité de la production pétrolière ; maintenir les paiements en livres sterling et veiller à l'utilisation de la majeure partie des recettes pétrolières pour acheter des biens, des services ou des actions et des obligations en livres sterling. Il s'agissait aussi d'aider les sociétés britanniques à obtenir d'importants contrats au Koweït[1].

À cette fin, Londres conféra à l'Agent politique basé au Koweït de larges pouvoirs discrétionnaires, un personnel étoffé et lui permit de communiquer directement avec Londres plutôt que par l'intermédiaire du Résident politique à Bahreïn.

Laisser le pouvoir derrière soi

Abdullah Mubarak n'avait que 46 ans et était au zénith de sa carrière, lorsqu'il prit sa retraite de la vie politique koweïtienne, à peine trois mois avant l'indépendance en 1961. Il avait toujours souhaité un Koweït libre de toute domination étrangère. Un Koweït libre était l'accomplissement de tous ses efforts dans les années 1940 et 1950. Des efforts qui avaient rempli les conditions préalables à l'indépendance. Pour le Cheikh, il était inimaginable pour le Koweït d'être indépendant sans disposer des structures et prérogatives d'un État moderne. L'indépendance n'était ni un slogan ni un statut légal, mais une réalité politique centrée sur la capacité de gouverner, ce qui ne pouvait être réalisé que par le biais d'institutions modernes.

L'indépendance du Koweït se bâtit durant l'époque où le Cheikh Abdullah Mubarak mit en place les institutions nationales : une armée moderne, les départements pour la sécurité et la police, l'aviation, la radio et des communications modernes – le tout constituant ainsi le fondement d'un État moderne.

Les réalisations que nous prenons pour acquises aujourd'hui ne l'étaient pas avant ses réalisations. Par exemple, lorsque le Liban voulut ouvrir un consulat honoraire au Koweït en 1953, il dut présenter sa demande à l'ambassade britannique à Beyrouth[2]. L'Agent politique s'opposa à cette demande, car la politique britannique était opposée alors à toute représentation étrangère dans les Émirats du Golfe et cela du fait des dispositions de l'accord de protection. Ainsi, l'Agent releva que la présence de consulats étrangers constituait « une menace sérieuse pour [la position britannique] au Koweït[3]. » L'augmentation constante de l'ingérence britannique dans les affaires intérieures du Koweït conduisit

1. De l'Agence politique (Bell) au Foreign Office, (Fry), 15 août 1955.
2. *Al Nahar*, 22 décembre 1953.
3. De l'Agence politique (Pelly) au Foreign Office, 30 novembre 1951.

à davantage de confrontations et de frictions entre le cheikh et l'Agent politique.

La démission du Cheikh Abdullah Mubarak fut étroitement liée à l'activité du gouvernement britannique au Koweït. Les communications entre Londres et l'Agence politique dans l'émirat fournissent un compte rendu intermittent d'un conflit de pouvoir au sein même de la famille dirigeante et une évaluation des chances de chaque partie engagée dans ce conflit. Le même type d'*idée fixe*[1*] à propos d'une préparation d'un *coup d'État*[2**] se retrouve dans les archives britanniques à propos de Bahreïn et d'Abou Dhabi[3]. Dans ce contexte, nous allons d'abord passer en revue les rapports de l'Agent politique britannique au Koweït à propos de cette situation puis nous présenterons ce que nous avons appris d'Abdullah Mubarak lui-même sur ce sujet.

Les documents britanniques à propos de la succession < chez les Al-Sabah

Un lecteur des rapports diplomatiques britanniques sur le Koweït pourrait être surpris par la prépondérance des questions liées à la succession de l'émir et par la manière dont ces documents présentent la rivalité entre les cheikhs. En effet, ils donnent au lecteur l'impression que la rivalité personnelle est la principale, sinon la seule préoccupation de ces cheikhs. La façon dont les diplomates britanniques ont évalué les différents acteurs politiques – la base de chaque évaluation et ses modifications occasionnelles – est difficile à déterminer. Ce qui surprend dans cette lecture demeure la focalisation et l'insistance sur ce que ces rapports ont appelé « la rivalité pour le pouvoir » (« rivalry for power »). Dans le Golfe, ces questions furent au centre de toutes les attentions chaque fois que la probabilité réelle d'un changement de dirigeant – en raison de l'âge ou d'une infirmité – semblait importante. Au Koweït, toutefois, ces spéculations furent souvent alarmistes et sans cause valable.

1*. En français dans le texte (NdT).
2**. Idem. Pour les prochaines occurrences, cette expression sera indiquée en italique pour signifier que l'auteure a utilisé la langue française (NdT).
3. Pour le cas de Bahrein, voir Andrew Wheatcroft, *The Life and Times of Shaik Salman bin Hamad Al-Khalifa : ruler of Bahrain, 1942-1961*. Londres, Routledge (1995). Pour le cas d'Abou Dhabi, *With United Strength : H.H. Shaikh Zayid bin Sultan Al Nahyan, The Leader and the Nation* (Abou Dhabi : The Emirates Center for Strategic Studies and Research, 2004 ; 3e édition 2013).

Peut-être devrions-nous nous demander pourquoi ces documents ont été rédigés. Les Agents politiques dans le Golfe écrivaient à leurs maîtres de Londres et leur racontaient l'histoire qu'ils voulaient entendre. À travers tout le Golfe, l'histoire était plus ou moins la même : celle d'un bon arabe qui faisait ce que les responsables britanniques voulaient, facilitant leur vie professionnelle en se conformant volontiers à tous les ajustements et changements de la politique britannique dans la région. Ceux qui résistaient ou qui n'acceptaient de plier furent présentés comme des fauteurs de troubles, des malfaisants, des auteurs d'obstructions, des égoïstes et des corrompus.

Les traditions des autorités britanniques dans le Golfe provenaient de la culture gouvernementale en vigueur dans l'Inde britannique plutôt que de celle qui prévalait au Foreign Office à Londres. L'un des éléments de cette tradition était la prudence et l'absence de prise de risque. Un Agent politique qui mettait en garde contre de terribles conséquences et qui dressait le tableau le plus noir, tirant les conclusions les plus négatives, ne pouvait jamais être considéré comme ayant tort. À l'inverse, au regard des normes du service, tout Agent politique ayant omis de mettre en garde Londres ou étant trop proche des Arabes, risquait d'être considéré comme naïf ou inadéquat pour la mission. La tâche du Résident politique était de s'assurer que le message approprié était envoyé à Londres. Si nous lisons les rapports du Koweït en ayant cela à l'esprit, il est peut-être plus facile de comprendre pourquoi Abdullah Mubarak fut présenté sous un tel aspect démoniaque.

Il y eut une situation comparable dans un autre État du Golfe sous contrôle britannique. Un an après la démission d'Abdullah Mubarak, l'émir de Bahreïn, le cheikh Salman bin Hamad Al-Khalifa, décéda. À l'instar du cheikh Abdullah Mubarak, il fut une épine dans le pied pour tous les représentants du Royaume-Uni. Il fut lui-même l'objet d'insinuations et de dénonciations directes dans les rapports britanniques et dans le journal de bord de son conseiller. Aux yeux des Britanniques, le problème de ces deux hommes fut leur incapacité totale à suivre loyalement les ajustements de la politique britannique, aussi inepte ou inefficace fut-elle. Malheureusement (pour Londres), ils avaient leur propre esprit et leur propre manière de voir : un péché cardinal aux yeux du gouvernement britannique et de ses représentants.

Dans ce contexte, on peut imaginer l'impact de certaines des déclarations d'Abdullah Mubarak comme celle où il affirma que « les pays arabes appartiennent aux Arabes » sans oublier son soutien aux armées syrienne

et égyptienne ; sa décision d'annuler les visas d'entrée (au Koweït) pour les Arabes ; son soutien à la nationalisation de la compagnie du canal de Suez ; et son zèle en faveur de la solidarité et l'unité arabes.

Cependant, la situation au Koweït était plus grave qu'à Bahreïn et durait depuis plus longtemps. Au début des années 1940, l'Agent politique rapporta que le Koweït était confronté à une rivalité entre trois parties : d'abord, les fils d'Ahmed al-Jaber ; ensuite, le cheikh Abdullah Al-Salem et ses partisans, et enfin, « une personne », autrement dit Abdullah Mubarak, le fils du cheikh Mubarak Al-Sabah (l'ancien souverain). Les rapports expliquaient cette rivalité familiale déséquilibrée entre deux grands groupes de la famille Al-Sabah et « une personne » par le fait que cette dernière était le fils du fondateur du Koweït moderne et l'oncle de l'émir au pouvoir, c'est-à-dire le cheikh Ahmed al-Jaber. Malgré sa jeunesse, le cheikh Abdullah Mubarak, était effectivement « l'oncle » de tous les Cheikhs Al-Sabah[1].

Dans son rapport sur la situation politique au Koweït, daté du 19 janvier 1949, l'Agent politique Galloway commença son texte par le propos suivant : « Une chose est certaine, un conflit de succession aura lieu et pourrait conduire à l'usage effectif d'armes[2]. » Selon le diplomate, il y avait un accord général autour de la personne de cheikh Ahmed al-Jaber et donc si le cheikh Abdullah Mubarak essayait d'utiliser la force (pour prendre le pouvoir), il ferait face à l'opposition des marchands et de la police contrôlée par le cheikh Sabah Al-Salem, le frère de l'émir pressenti.

Ainsi, à ce stade, les rapports britanniques exprimaient des doutes et des craintes quant à la position d'Abdullah Mubarak et à la possibilité qu'il ait recours à un *coup d'*État pour prendre le pouvoir. Ils continuèrent à exprimer, à intervalles réguliers, ce genre de prémonitions alarmistes jusqu'à sa démission en 1961.

La première occasion pour les rapports britanniques de se pencher sur la question de la succession intervint en 1950, alors que l'état de santé du cheikh Ahmed al-Jaber se détériorait. Le 18 janvier 1950, l'Agent politique signala cette détérioration et mentionna que le cheikh Abdulah Al-Salem se rendait en Inde et que le Cheikh Abdullah Mubarak recevait des invités au palais du souverain. Si l'émir venait à décéder, le diplomate jugea que le cheikh Abdullah Mubarak « briguerait sa succession ».

1. De l'Agence politique à la Résidence politique, 28 mars 1941.
2. De l'Agence politique (Galloway) au Résident politique (Hay), 19 janvier 1949.

Toujours selon le diplomate, cela pouvait conduire à un affrontement entre la police et la sécurité publique, et dans ce cas, il serait probable que les forces britanniques interviennent pour rétablir l'ordre. L'Agent politique ne laissa planer aucun doute sur les intentions du cheikh Abdullah Mubarak et affirma que si le souverain décédait pendant que le cheikh Abdullah Al-Salem était à l'étranger, « il ne faisait aucun doute que Mubarak saisira l'occasion de devenir le prochain souverain[1]. »

L'évaluation de l'Agence politique indiqua que le cheikh Abdullah Mubarak jouissait du soutien des *Badiya* (tribus du désert[2*]) et qu'il contrôlait une grande force militaire[3]. L'évaluation du consul américain à Bassorah fut que le cheikh Abdullah Al-Salem était le principal candidat au poste de souverain, le cheikh Abdullah Mubarak étant son concurrent le plus puissant car bénéficiant du soutien des *Badiya*. Il fut aussi notifié que les compagnies pétrolières craignaient le cheikh et qu'elles ne voulaient pas qu'il soit désigné émir. Le message relevait aussi et que l'Agent politique britannique, en particulier, et les Occidentaux, en général, ne pouvaient lui faire confiance. Le diplomate ajouta : « La conviction qui prévaut au Koweït parmi les Britanniques et les Occidentaux est que Mubarak déteste les Britanniques. L'Agent politique et le personnel de l'Agence ont exprimé leur mécontentement et leur manque d'admiration à son égard[4]. »

Bien qu'un membre de la famille régnante ait discuté de la question avec l'Agent politique et lui ait confirmé l'existence de traditions et de normes bien établies en matière de succession au sein de la famille Al-Sabah, et que donc, selon lui, le cheikh Abdullah Mubarak ne défierait pas le cheikh Abdullah Al-Salem, les autorités britanniques s'attendaient, sur la base de leurs doutes et de leurs craintes, à une crise au Koweït. Par conséquent, un navire de guerre britannique reçut pour instruction de rester au large de l'émirat et le commandant des forces terrestres britanniques au Moyen-Orient déclara l'état d'urgence, ses troupes devant être prêtes pour une intervention rapide si la situation le justifiait[5].

En effet, trente véhicules blindés partirent de la base d'Al-Habaniya en Irak et prirent position près de Bassorah, prêts à intervenir au Koweït

1. De l'Agence politique (Jakins) au Foreign Office, 21 janvier 1950.
2*. Les termes *badiya* ou *badwi* ont donné le mot français bédouin (NdT).
3. Du consulat américain (English) au Département d'État, 30 janvier 1950.
4. *Ibid.*
5. 8 février 1950. Voir annexe n° 42. Document reproduit aux American National Archives (Declassified Authority KND832922 by CEP NARA date 8 octobre 1991).

si nécessaire. L'Agent politique ordonna également à la compagnie pétrolière d'adopter des mesures de précaution pour faire face à « toute situation émergente ». La société rapatria les familles de certains de ses employés et transféra ses documents ailleurs. Selon le rapport du consul américain, ces mesures devaient contrer toute tentative du cheikh Abdullah Mubarak de prendre le pouvoir. Dans l'un des rapports du consul américain, il fut indiqué que le Résident britannique à Bahreïn l'avait informé que le gouvernement britannique avait adopté les mesures nécessaires vis-à-vis de ce que pourrait faire le Cheikh Abdullah Mubarak – alors souverain adjoint – après la mort de l'émir[1].

Si nous mettons de côté les craintes, les préoccupations et les mesures de précaution anglo-américaines et que nous examinons ce qui s'est réellement passé lors du décès de l'émir, alors une histoire totalement différente se dégage. Le cheikh Ahmed al-Jaber décéda le 29 janvier 1950 à 19 h 15 au Palais Dasman. Il avait alors 64 ans. Le cheikh Abdullah Mubarak, en tant que souverain adjoint, prit immédiatement le contrôle de la situation. Il demanda aux responsables de la radio de diffuser l'information et demanda aux citoyens de fermer leurs magasins. Un deuil national fut déclaré et les forces de sécurité publique patrouillèrent dans les rues de la ville. Simultanément, le cheikh envoya un message au cheikh Abdullah Al-Salem pour demander son retour immédiat.

Le lendemain matin, à 8 heures, eurent lieu les funérailles du souverain décédé, avec la présence du cheikh Abdullah Mubarak, des membres éminents de la famille Al-Sabah, des notables de la ville et d'importants marchands. Selon les estimations du consul américain, environ 75 000 personnes prirent part au cortège funèbre.

Le matin du 31 janvier, le nouveau souverain, cheikh Abdullah Al-Salem, rentra par bateau et fut reçu par le cheikh Abdullah Mubarak qui l'emmena ensuite au siège de la sécurité publique, où ils reçurent les condoléances des citoyens. Le consul américain signala que le cheikh Abdullah Mubarak prit en charge toutes les procédures sans consulter la Grande-Bretagne, ignorant ainsi « la relation particulière qui unit le Koweït à la Grande-Bretagne[2]. »

Le 25 février, Cheikh Abdullah Al-Salem devint le nouvel émir. Le cheikh Abdullah Mubarak supervisa tous les arrangements du couronnement, avec notamment l'organisation d'une grande célébration sur la

1. Rapport du 8 février 1950. Reproduit aux American National Archives (Declassified Authority KND832922 by CEP NARA date 8/30/91).
2. Du consulat américain (English) au Département d'État, 30 et 31 janvier et 5 février 1950.

place Safat. Selon l'Agent politique, le cheikh dit au nouveau souverain : « Tout a été fait comme vous le souhaitiez » ce qui fut interprété comme signifiant son expression de loyauté et sa disponibilité pour travailler loyalement sous la direction du nouvel émir[1].

De manière très probable, l'Agent politique britannique parvint à la même conclusion que le consul américain. Pour lui, le fait qu'Abdullah Mubarak ne respecta pas les règles régissant les relations privilégiées entre le Royaume-Uni et le Koweït confirmait tous les doutes du diplomate quant à l'attitude du cheikh à l'égard de la Grande-Bretagne. Londres était très stricte dans sa reconnaissance du nouveau souverain au Koweït et de son respect du Traité liant les deux pays, notamment en ce qui concernait les contacts avec d'autres États. Ainsi, entre le couronnement du cheikh Abdullah Al-Salem et la reconnaissance de sa position par le gouvernement britannique, l'Agent politique exerça son influence pour interdire à tout étranger de rendre visite au souverain. Par exemple, lorsque le Commodore Hensell, commandant d'une frégate américaine amarrée au port de Koweït, voulut voir le souverain pour le saluer, l'Agent politique n'accepta qu'après quelques hésitations.

Au cours de la visite, Hensell invita le souverain à dîner à bord du navire, mais l'Agent politique s'y opposa, car le navire saluerait alors l'arrivée du souverain par vingt et un coups de canons. Un hommage qui ne pouvait être autorisé tant que la Grande-Bretagne ne reconnaissait pas officiellement le nouvel émir. Le commodore put résoudre le problème en faisant quitter son navire du port avant la date prévue et en présentant ses excuses au souverain. Un rapport du consul américain à Bassorah sur le sujet révéla qu'il n'était pas sûr du bien-fondé de la position britannique et qu'il se rendrait au Koweït pour vérifier sa base juridique[2].

Il est surprenant de découvrir que quelques sources anglaises et arabes contiennent des informations inexactes sur les événements de cette année-là. Un exemple en est le livre de Jamal Z. Qassem, *The Arab Gulf: A Study of its Contemporary History 1945-1971* [Le Golfe Arabe : une étude de son histoire contemporaine, 1945-1971]. Cet ouvrage mentionne ainsi que le Cheikh Abdullah [Mubarak] « planifia un coup d'État en 1950, mais la tentative échoua et le conspirateur dut s'enfuir en Égypte[3]. »

1. De l'Agence politique (Jakins) à la Résidence politique (Hay), 1er mars 1950.
2. Du consulat américain à Bassorah au Département d'État, 1er mars 1950.
3. Jamal Zakaria Qassem, *Arab Gulf: A Study of its Contemporary History* (en langue arabe) (Le Caire : Institute of Arab Research and Studies, 1974), p. 48.

Il semble que la source de telles allégations avancées par l'auteur réside dans l'œuvre de Salah Al-Aqqad intitulée *Landmarks of Change in the Arabian Gulf States*. Les deux ouvrages s'appuient sur une source en langue anglaise dont le titre est *Middle East Politics : The Military Dimension*, de J. C. Hurewitz, qui enseignait à la Columbia University à New York. Il est regrettable que ce qui pourrait apparaître au lecteur comme une information faisant autorité et bien documentée, soit en fait un compte rendu sans fondement et non étayé. Pour preuve, en septembre 1951, l'Agent politique analysa la cartographie politique du Koweït à la lumière de ce qui s'était passé lors du décès du cheikh Ahmed al-Jaber. Il résuma la situation de la manière suivante[1] :

1, il n'y avait pas de règles ou de lois spécifiques pour désigner le souverain ; la sélection reposait sur un accord entre les membres de la famille régnante.

2. Exception faite du cheikh Abdullah Al-Salem, il n'y avait pas de candidat prééminent pour la succession du cheikh Ahmed al-Jaber. Le cheikh Al-Salem n'avait pas non plus de rivaux. Il était l'aîné de sa famille et avait plus de cinquante ans. Il avait aussi obtenu l'approbation de la plupart des membres de la famille dirigeante. Tous les autres candidats avaient moins de quarante ans.

3. Dans le groupe des moins de quarante ans, le candidat le plus en vue était le cheikh Abdullah Mubarak, qui avait pour avantage le fait d'être le fils de Mubarak Al-Kabir alors qu'Abdullah Al-Salem en était le petit-fils. En d'autres termes, le cheikh Abdullah Mubarak était l'oncle du nouveau souverain ; par conséquent, il se plaça juste après lui en matière d'influence et de hiérarchie du pouvoir. Il était aussi l'intérimaire habituel de l'émir.

4. La troisième personne dans la hiérarchie du pouvoir était le cheikh Abdullah Al-Ahmed, petit-fils du cheikh Jaber Al-Mubarak et fils aîné de cheikh Ahmed Al-Jaber. Il travaillait comme assistant du cheikh Abdullah Mubarak et régner ne faisait pas partie de ses aspirations immédiates. C'était un homme calme et pieux qui ne voulait pas supplanter son oncle (Abdullah Mubarak).

5. Selon l'analyse de l'Agent politique, deux personnages importants appartenaient au même groupe d'âge et étaient les rivaux du cheikh Abdullah Mubarak : il s'agissait du Cheikh Fahad et du Cheikh Sabah, tous deux demi-frères du cheikh Abdullah Al-Salem.

1. De l'Agence politique au Résident politique, 2 septembre 1951.

Le 12 octobre 1953, un certain nombre de journaux arabes, citant l'agence de presse irakienne (Iraqi News Agency) et le journal *Lewa' Al-Istiqlal* publié à Bagdad, affichèrent des titres tels que « L'émir du Koweït contraint à la démission[1] », « un navire de guerre fonce sur le Koweït » ou encore « Abdullah Mubarak a engagé une rébellion militaire et a forcé l'émir du Koweït à démissionner ». Le ministère britannique des Affaires étrangères annonça immédiatement que ces récits étaient sans fondement[2]. De son côté, le cheikh Mubarak démentit son implication dans toute rébellion[3].

Dans un rapport de l'ambassadeur britannique à Bagdad, Abdullah Mubarak indiqua que lors de sa rencontre avec le Premier ministre irakien Fadel Al-Jamali, ce dernier l'interrogea sur les informations concernant la rébellion au Koweït. L'ambassadeur dit alors « l'information est venue d'Irak. » Al-Jamali ajouta aussi que son gouvernement avait été critiqué pour son incapacité à défendre les intérêts irakiens alors que les Britanniques avaient agi rapidement. Le responsable irakien se demanda ensuite si l'Arabie saoudite était à l'origine de la tentative de *coup d'État*, en raison des relations étroites entre Abdullah Mubarak et le roi Saoud[4].

La même année, la presse arabe publiée à Bagdad relaya des rumeurs selon lesquelles le cheikh Abdullah Al-Salem avait présenté sa démission en signe de protestation contre les conflits persistant entre le cheikh Abdullah Mubarak et le cheikh Fahad Al-Salem. Le souverain aurait ensuite changé d'avis[5]. Il est nécessaire ici de faire une pause pour relever que les rumeurs sur les dissensions et les conflits entre les *chouyoukhs* du Koweït venaient toutes de Bagdad.

La vérité, illustrée par des rapports diplomatiques, est que cette information n'était pas fondée. Il est vrai que l'année précédente (1952), le cheikh Abdullah Al-Salem avait confié à des amis son désir de prendre sa retraite, en raison de son grand âge et de ses responsabilités accrues. Le souverain confia ainsi qu'il envisageait de démissionner. Le Résident politique écrivit plusieurs rapports au cours de 1952 à propos de ce sujet. Pour lui, le souverain avait menacé de démissionner pour que les autres acceptent son point de vue sans jamais avoir l'intention de le faire[6].

1. *Al-Ahram*, *Al-Akhbar* et *Al-Jarida*, 12 octobre 1953.
2. De l'Agence politique (Pelly) au Résident politique (Burrows), 19 octobre 1953.
3. *AI-Ahram*, *Al-Akhbar* et *Al-Jarida*, 14 octobre 1953.
4. De l'ambassade britannique à Bagdad (Mackenzie) à l'Agence politique, 19 octobre 1953.
5. *Al-Jarida*, 12 octobre 1953.
6. De la Résidence politique (Hay) au Foreign Office (Ross), 25 juillet 1952.

L'ambassade américaine à Londres écrivit également à Washington pour lui confirmer que, sur la base de ses communications avec le Foreign Office, toutes les informations concernant la démission de l'émir du Koweït ou concernant une tentative de *coup d'*État n'étaient que des rumeurs[1].

Pour autant, les craintes britanniques persistèrent dans ce contexte de spéculations, Dans un rapport daté de février 1955 sur les candidats probables pour diriger le Koweït après le cheikh Abdullah Al-Salem, l'Agent politique décrivit la possibilité que cheikh Abdullah Mubarak devienne émir comme un « désastre » pour la Grande-Bretagne. Pour le diplomate, des mesures nécessaires devaient être prises pour l'empêcher de prendre le pouvoir par la force[2].

Dans son premier rapport de l'été 1955, le nouvel Agent politique (Pelly) mentionna qu'en cas de décès ou d'abdication de l'émir, la position du Cheikh Abdullah Mubarak serait extrêmement forte. Il ajouta : « Je ne doute pas que s'il le souhaite, il assumera l'autorité avec ou sans le soutien général de la famille Al-Sabah. De même, il peut garantir la position d'émir au candidat qu'il choisira. » Pelly expliqua comment le pouvoir d'Abdullah Mubarak était le résultat de son influence considérable au sein de la famille régnante et que cela découlait aussi du pouvoir militaire qu'il contrôlait. Le diplomate précisa que cette position ne pouvait être contestée[3].

Deux ans plus tard, l'Agent politique écrivit, le 17 janvier 1957, que, dans l'éventualité de la mort du souverain, il était très probable qu'Abdullah Mubarak puisse s'emparer du pouvoir par la force et que donc « nous [les Britanniques] devrions être prêts à agir rapidement et de manière résolue au moment le plus tôt possible[4]. »

Dans son analyse de la situation et des perspectives de succession, l'Agent politique dessina donc cinq scénarii dans son rapport daté du 19 novembre 1958[5].

1. Des élections pacifiques au cours desquelles les Al-Sabah sélectionneraient un homme compétent. Pour le diplomate, il s'agissait de la meilleure option pour assurer la stabilité du Koweït.

1. De l'ambassade américaine à Londres (Rend-Field) au Secrétaire d'État, 12 octobre 1952.
2. De l'Agence politique (Pelly) au Foreign Office (Eden), 14 février 1955.
3. De l'Agence politique (Bell) au Foreign Office (Fry), 15 août 1955.
4. De l'Agence politique (Bell) à la Résidence politique, 17 janvier 1957.
5. De l'Agence politique (Halford) au Foreign Offce, 19 novembre 1958.

2. Un conflit éclatant entre le cheikh Abdullah Mubarak et le cheikh Fahad Al-Salem entraînant un recours à la force. Abdullah Mubarak fut jugé plus fort en raison de sa domination sur les forces armées tandis que Fahad Al-Salem était présenté comme son principal rival et le membre le plus puissant membre de la famille régnante. L'opinion publique koweïtienne n'étant pas capable de faire la décision [entre les deux rivaux], cela devait ouvrir la porte à Abdullah Mubarak dans la mise en place d'un *coup d'État* pour prendre le pouvoir. Le cheikh n'avait aucun rival du fait de son expérience, de sa place dans la hiérarchie familiale et de sa position dans le gouvernement [même en accordant de la crédibilité aux rapports exagérés de l'Agent politique britannique au Koweït à propos de la rivalité entre Abdullah Mubarak et Fahad, la question fut close avec la mort de ce dernier en 1959].

3. Le troisième scénario prévoyait que le processus de désignation du souverain prendrait un tour complexe et que la famille régnante s'avérerait incapable de se mettre d'accord sur une personne. Cela déboucherait sur une grogne probable des Koweïtiens du fait des divisions au sein de la famille Al-Sabah, « ce qui augmenterait les chances d'un coup d'État mené par Abdullah Mubarak ou d'une véritable révolution. »

4. Dans le quatrième scénario, le cheikh Abdullah Mubarak accédait au pouvoir, soit par sélection ou via une rébellion. Du coup, les autres membres de la famille Al-Sabah demanderaient alors au gouvernement britannique d'intervenir, d'autant plus que « l'emprise armée d'Abdullah Mubarak s'était considérablement développée. »

5. Enfin, dans le dernier scénario, la famille régnante choisirait Abdullah Mubarak mais avec une division sérieuse en son sein. Une division qui pourrait provoquer, à long terme, une révolution contre le régime tout entier ou bien une guerre civile au cours des cinq ou dix prochaines années.

Voici donc quels étaient les scénarios décrits dans le rapport de l'Agent politique à propos de la situation au Koweït en 1958. Nous avons pris soin de citer le texte intégral de ces rapports, sans les amender, afin que le lecteur puisse avoir connaissance des informations sur lesquelles la Grande-Bretagne avait conçu sa politique à l'égard du Koweït. Des informations qui permirent à Londres d'exprimer sa crainte de voir Abdullah Mubarak accéder au pouvoir et d'en subir les conséquences.

Selon les deuxième et troisième scénarios, Abdullah Mubarak aurait pu mener une rébellion militaire pour s'emparer du pouvoir. Selon les troisième et quatrième hypothèses, son ascendance aurait pu conduire

à des divisions au sein de la famille régnante et à une intervention de la Grande-Bretagne pour régler le conflit, cela avec la probabilité d'une révolution ou d'une guerre civile. Le rapport, semble-t-il, se contredit lui-même parce que, selon ces deux scénarios (le troisième et le quatrième), Abdullah Mubarak aurait pris l'ascendant avec le consentement des membres de la famille, ce qui aurait dû éviter toute conséquence négative.

Dans un rapport de 1959, l'évaluation de l'Agent politique changea lorsqu'il indiqua que l'image du cheikh avait considérablement évolué au cours des six derniers mois et qu'il était devenu plus influent et généralement plus acceptable [en tant qu'émir potentiel]. Par conséquent, les risques d'un recours à la force en cas de décès ou d'abdication du souverain furent écartés[1].

Un rapport du consul américain sur le souverain adjoint, daté du 28 février 1958, aboutit à la même conclusion. Il releva que bien qu'aucune déclaration officielle n'ait été publiée à propos du futur émir du Koweït, le consulat estimait que le Conseil suprême avait approuvé le choix du cheikh Abdullah Mubarak comme souverain adjoint. L'auteur du rapport se basa sur des discussions et des informations venant de « sources fiables » parmi lesquelles Bader Al-Mulla, le secrétaire de l'émir, et Ezzat Ja'afar, le directeur du bureau de l'émir[2].

Les rapports britanniques relayèrent un grand nombre de rumeurs qui circulaient au Koweït à cette époque. Ce fut le cas, par exemple, de l'affirmation selon laquelle le conflit entre le cheikh et l'émir aurait début à l'été 1959, lorsque le souverain partit passer ses vacances d'été au Liban. Les rapports indiquèrent que le cheikh Abdullah Mubarak, alors à l'étranger, ne fut pas sollicité, comme c'était l'habitude, à occuper la position d'émir intérimaire et qu'il en fut irrité. Cette affirmation était fausse, car Abdullah Mubarak était effectivement à l'étranger, en Suède, mais pour des raisons médicales qui l'empêchaient de rentrer au pays.

Autre exemple, la rumeur selon laquelle Abdullah Mubarak aurait refusé de fournir à une mission de la Banque mondiale le détail des dépenses du Département de la sécurité publique. Cette mission, en charge des projets de construction et de développement, avait effectivement pour but de faire le point sur les comptes et budgets des entités gouvernementales. Mais l'affirmation concernant le refus du cheikh était

1. De l'Agence politique (Halford) au Foreign Office (Beaumont), 25 juin 1959.
2. Du Consulat américain (Seelye) au Département d'État, 28 février 1958.

sans fondement parce que la mission ne lui avait pas demandé d'information concernant le Département de la sécurité en raison du caractère sensible de telles données[1]. Ainsi, la rumeur selon laquelle le cheikh avait refusé de donner des informations sur les dépenses militaires à la mission de la Banque mondiale était-elle infondée, cette dernière n'ayant pas, encore une fois, sollicité de telles données.

De même, la rumeur selon laquelle le cheikh Abdullah Mubarak aurait acheté des armes « derrière le dos du souverain », ou à son insu, était également sans fondement. Cela n'était tout simplement pas possible parce que le gouvernement britannique exigeait l'approbation explicite du souverain pour toute transaction d'armes, une condition indispensable pour que l'Agent politique puisse délivrer l'autorisation requise pour les entreprises exportatrices d'armes. De plus, et par ailleurs, les rumeurs sur les restrictions imposées par le Département des finances aux achats d'armes étaient fausses.

En fait, et comme indiqué dans le rapport de l'Agent politique, daté du 19 mai 1960, le Département de la sécurité publique et les forces de police ne subirent aucune réduction budgétaire importante, cela contrairement au ministère des travaux publics[2]. La vérité était que le Département des finances exigeait un état des dépenses du moment – sur la base des enveloppes allouées – avant d'entériner de nouvelles demandes financières. Le Département des finances exigeait ainsi un budget ministériel définitif. Ces règles s'appliquaient à tous les ministères et ne visaient aucun d'entre eux en particulier.

Selon le cheikh Sabah Al-Salem, à en croire le rapport de l'Agent politique, Abdullah Mubarak démissionna de son poste en raison des critiques adressées aux départements placés sous son autorité. Il écrivit une lettre de démission non datée à remettre à l'émir à compter du 18 avril. Le cheikh partit pour le Liban le soir du 17 avril et l'émir n'eut donc pas l'opportunité de le rencontrer en personne. Après un long examen, le souverain transmit la lettre de démission aux membres du Conseil suprême, leur demandant de lui soumettre leur point de vue[3]. Après de longues délibérations, le Conseil vint à la conclusion, le 25 avril 1961, « que les services d'Abdullah Mubarak étaient nécessaires au Koweït. ». Le cheikh Jaber Al-Ahmed et le cheikh Saad Al-Abdulla informèrent le souverain que le Conseil avait décidé de rejeter la démission

1. De l'Agence politique (Richmond) au Foreign Office (Beaumont), 12 mars 1961.
2. De l'Agence politique (Richmond) à la Résidence politique, (Middleton), 19 mai 1960.
3. De l'Agence politique (Richmond) au Foreign Office (Walmsley), 11 juin 1961.

et qu'il demandait au souverain d'informer Abdullah Mubarak de cette décision. Le souverain refusa, demandant au Conseil de communiquer lui-même sa décision à Abdullah Mubarak. Le Conseil envoya donc une lettre à Abdullah Mubarak à Beyrouth lui demandant de révoquer sa démission et de retourner au Koweït pour reprendre ses fonctions.

Cheikh Abdullah Mubarak renvoya immédiatement une réponse écrite qui, selon le rapport de l'Agent politique, « fut comme une gifle sur le visage » [du Conseil]. Abdullah Mubarak remercia le Conseil pour sa lettre mais expliqua ensuite qu'une discussion sur sa démission était au-delà de la compétence de cette instance. Le Conseil ne pouvait pas le juger, c'était une affaire entre lui et l'émir seul.

L'émir envoya une délégation au Liban demandant au cheikh Mubarak de rentrer. Mais ce dernier ne le fit pas. Cependant, il ne dit pas non plus qu'il resterait à l'étranger et il indiqua clairement qu'il retirerait sa démission si l'émir le lui demandait. Pour lui, seul cet acte permettrait de démontrer la confiance personnelle totale du souverain en son adjoint. Abdullah Mubarak se fonda sur le fait qu'il était le membre le plus ancien du Conseil, de par son âge et son statut et qu'il présidait les séances en l'absence de l'émir. Par conséquent, selon lui, la décision d'accepter ou de révoquer sa démission devait venir du seul émir.

Abdullah Mubarak ne retira pas sa démission. Le Conseil suprême ne l'accepta pas non plus. Le souverain ne prit ni la décision de l'accepter ni de la rejeter. Il s'agissait d'une situation sans précédent au sein de la cour koweïtienne. Abdullah Mubarak était le phare du Koweït, l'architecte de son indépendance, et cela aussi loin que remontait la mémoire des Koweïtiens. Cette impasse créa une crise au sein du gouvernement de l'émirat[1]. L'Agent politique, dans son rapport daté du 30 avril 1961, pensait que le cheikh Abdullah Mubarak reviendrait bientôt à son poste précédent, mais seulement « après avoir perdu certaines de ses plumes[2]. » Cependant, « perdre ses plumes » aurait signifié à Abdullah Mubarak que son jugement était remis en question, à un moment d'une importance cruciale de l'histoire du Koweït.

En tant qu'haut fonctionnaire de l'État, le cheikh ne pouvait occuper ses fonctions que s'il bénéficiait de la confiance sans réserve du chef de l'État. L'incertitude se poursuivit pendant tout le mois de mai et le début de juin, l'indépendance, imminente, étant prévue le 19 juin.

1. De l'Agence politique (Richmond) au Foreign Office, (Walmsley), 11 juin 1961.
2. De l'Agence politique (Richmond) au Foreign Office (Beaumont), 30 avril 1961.

Le 17 juin, l'émir prit une décision. Il n'informa pas Abdullah Mubarak de son intention d'accepter sa démission, mais un développement parallèle surprenant se produisit. Deux jours avant la déclaration d'indépendance, le 17 juin 1961, l'émir valida le décret n° 7/1961 :

> « Nous, Abdullah Al-Salem Al-Sabah, émir du Koweït, désireux de coordonner les travaux et les activités et de les gérer sans heurts dans la réalisation des intérêts publics, nous décrétons ce qui suit :
> Article (1) : Cheikh Sa'ad Al-Abdullah Al-Salem Al-Sabah est nommé chef de la police et de la sécurité publique.
> Article (2) : les Chefs de département doivent mettre en œuvre ce décret.
>
> L'Émir du Koweït
> Abdullah Al-Salem Al-Sabah »

Ce décret signifiait que l'émir nommait son fils aîné au poste principal occupé par Abdullah Mubarak. Le même jour, le souverain publia le décret n° 8/1961, qui introduisit certaines modifications dans les départements du gouvernement. Ainsi, le Département des douanes fusionnait avec celui des ports, la nouvelle entité s'appelant Département des douanes et des ports (article 1). De même, le Département des domaines fusionnait avec celui du logement pour devenir le Département du logement (article 2). La radio koweïtienne fut annexée au Conseil suprême sous le nom de Maison de la radio et de la télévision (Article 3)[1].

Ce second décret signifiait que certains des départements dirigés par Abdullah Mubarak étaient réorganisés ou fusionnés et n'étaient donc plus sous son contrôle. Pourtant, le plus grand de tous les ministères, celui des forces armées, resta sous son commandement. En analysant ces changements, l'Agent politique constata que le décret de l'émir ne concernait pas l'armée et qu'il transférait la radio du Département de la sécurité publique au Conseil suprême[2]. À la suite de ce décret, le journal *Al-Hayat* demanda un commentaire au cheikh Abdullah Mubarak qui refusa de s'exprimer[3].

La question qui laissa perplexe chercheurs et historiens demeure : pourquoi la démission du cheikh Abdullah Mubarak ne fut-elle pas

1. *Kuwait Al-Youm*, vol. 332, 25 juin 1961.
2. De l'Agence politique (Richmond) au Foreign Office (Walrnsley), 25 juin 1961.
3. *Al-Hayat*, 20 juin 1961.

été annoncée deux jours avant l'indépendance ? Peut-être une meilleure question pourrait-elle être : sa démission fut-elle officiellement acceptée ? Les décrets de l'émir ne mentionnaient pas Abdullah Mubarak, ils annonçaient simplement que, pour des raisons administratives et pour une bonne gouvernance, les départements avaient été réorganisés sous une nouvelle direction. Personne ne pouvait dire qu'une purge avait visé le cheikh puisqu'il restait à la tête des forces armées, son rôle le plus important. En fait, Abdullah Mubarak avait été placé dans une sorte de limbes, une situation pratique pour la cour de l'émirat.

Abdullah Mubarak : un engagement continu dans la vie publique

Le cheikh était proche de nombreux membres de la famille Al-Sabah. Il était le fils du cheikh Mubarak Al-Kabir et devint ainsi « l'oncle » de presque toute la famille Al-Sabah. En outre, étant donné son éducation bédouine dans le désert, il resta fidèle à l'éthique de la solidarité et de l'unité familiales. Comme indiqué précédemment, le cheikh Abdullah Mubarak commença sa carrière publique dans les années 1930 sous le patronage du souverain du Koweït, son neveu Ahmed al-Jaber. Plus tard, il devint souverain adjoint (ou intérimaire) dans les années 1950 d'un autre de ses neveux : le cheikh Abdullah Al-Salem.

Le cheikh Ahmed al-Jaber compta beaucoup pour Abdullah Mubarak. Il fut son patron, son mentor et ressembla à un père pour lui. Pendant plus de 25 ans, l'ascension d'Abdullah Mubarak à travers les postes gouvernementaux fut rendue possible grâce à la confiance et à l'encouragement d'Ahmed al-Jaber. Cela explique les liens étroits qui unirent le cheikh Mubarak aux fils d'Ahmed al-Jaber : Jaber et Abdullah. Dans les années 1950, le cheikh Jaber, qui devint plus tard souverain du Koweït, était responsable de la sécurité du port d'Al Ahmadi et travaillait en étroite collaboration avec Abdullah Mubarak. Son frère Abdullah fut l'adjoint du cheikh et un assistant de confiance au Département de la sécurité publique.

Le cheikh Abdullah Mubarak fut toujours prompt à conforter le statut de la famille Al-Sabah et à renforcer la solidarité en son sein. Il agissait de manière immédiate contre tout ce qui pouvait mettre en péril son unité ou provoquer des conflits intrafamiliaux. Cet élément clé de sa personnalité ne fut jamais apprécié par les Britanniques. Il avait de grandes ambitions pour le Koweït, qu'il souhaitait moderniser et

développer très rapidement. Tout en défendant son point de vue, il ne pensa jamais à user de la force pour imposer ses vues ou ses opinions à d'autres.

Contrairement aux craintes britanniques, Abdullah Mubarak considérait l'armée comme un bouclier pour le pays face à toute ambition étrangère et comme un outil indispensable à la construction d'un État moderne. Il ne la considéra pas comme un levier pour accroître son influence politique. Par conséquent, les archives britanniques qui évoquent un *coup d'*État reflètent une méconnaissance évidente de l'homme et de ses relations au sein de la famille. La meilleure preuve en fut la disparition du cheikh Ahmed al-Jaber, en 1950, ou un événement particulier en 1960, lorsque Abdullah Mubarak divergea avec l'émir sur un certain nombre de questions politiques.

Cheikh Ahmed fut très malade au cours de ses six derniers mois et laissa le pouvoir presque complètement entre les mains d'Abdullah Mubarak. Les affirmations des Britanniques à propos de grandes rivalités et de conflits à cette époque étaient, en réalité, sans fondement. Comme nous l'a dit Abdullah Mubarak, lorsque sa famille se réunit pour choisir le successeur du cheikh Ahmed al-Jaber, le cheikh décrivit Abdullah Al-Salem [son supposé rival] comme étant « [son] père et plus éligible que [lui] » au poste d'émir.

Durant les 10 années suivantes, le cheikh Abdullah Mubarak fut l'adjoint du nouveau souverain, le cheikh Abdullah Al-Salem, et son bras droit dans l'administration du pays. Abdullah Mubarak fit toujours fait preuve de respect envers l'émir. Il le fit spontanément et naturellement, en lui témoignant le respect habituel qu'il avait été amené à observer. Son rôle et son influence devinrent plus importants au cours de cette période, en raison de la personnalité tranquille du cheikh Abdullah Al-SaIem et de son refus de prendre part aux décisions quotidiennes, les laissant au jugement du cheikh Abdullah Mubarak. Une forte relation de travail se développa donc entre les deux hommes. Le souverain voyageait assez souvent et pouvait compter sur la fiabilité absolue de son adjoint et « main droite ».

En examinant les rapports mensuels des Agents politiques britanniques, qui font état des dates des voyages des hauts responsables koweïtiens, on relève que le cheikh Abdullah Mubarak devint adjoint du souverain pour la première fois en 1950, puis encore en 1951, puis en 1952 pour une durée de trois mois. Il le fut encore en 1953 (pour trois mois aussi). En 1954, il remplit les fonctions de vice-souverain durant

deux mois ; en 1955, ce fut pour trois mois contre un mois en 1956. En 1957, cela dura quatre mois puis neuf mois en 1958 (en raison du calendrier de déplacement du souverain). En 1960, le cheikh fut vice-émir pour une durée de six mois.

Il est à noter qu'au cours des trois années précédant l'indépendance, les responsabilités du souverain adjoint augmentèrent de manière nette. Ceci est confirmé par de nombreux rapports rédigés par l'Agent politique britannique. Nous nous référerons à certains de ces documents écrits entre 1957 et 1960, une période qui précéda directement l'indépendance. Le 17 janvier 1957, l'Agent politique nota ainsi que le souverain n'avait plus menacé de démissionner ni d'abdiquer, mais que les périodes qu'il passait à l'étranger devenaient de plus en plus longues et de plus en plus fréquentes[1]. En 1959, le diplomate réitéra sa remarque et déclara dans son rapport daté du 11 février que : « Le souverain [...] effectue des visites au Koweït de temps à autre mais il règne à peine[2]. » En juin, l'Agent politique indiqua de nouveau que le cheikh Abdullah Mubarak « agissait la plupart du temps en tant que souverain suppléant[3]. » Dans un autre rapport, publié le 5 août, il ajouta « que l'émir peut être considéré à juste titre comme vivant une semi-retraite au Liban et ne se rendant que de temps à autre au Koweït[4]. »

En 1960, des rapports britanniques évoquèrent cette question à plusieurs reprises. Dans son rapport daté du 19 mai, l'Agent politique écrivit qu'Abdullah Mubarak était « le souverain par intérim » depuis une longue période[5]. Le 5 juin 1960, un autre rapport indiqua que :

« Le souverain a été absent durant la majeure partie de la période et qu'à chaque fois qu'il n'est pas présent, Abdullah Mubarak est le souverain par intérim[6]. » Dans le rapport annuel du Résident politique sur les conditions qui prévalaient au Koweït en 1960, le diplomate écrivit : « Le souverain continue d'éviter de participer aux intrigues quotidiennes

1. De l'Agence politique (Bell) à la Résidence politique (Burrows), 17 janvier 1957. « Le souverain n'a fait aucune mention récente de son désir d'abdiquer, mais les périodes qu'il passe loin du Koweït sont de plus en plus longues et fréquentes et cela ne me surprendrait pas que face au fardeau de ses responsabilités il annonce son intention de se retirer de manière définitive dans sa villa au Liban. »
2. PRO, FO/371/140081. 11 février 1959.
3. PRO, FO/371/140083, 25 juin 1959.
4. PRO, FO/371/140083. De l'Agence politique (Halford) à la Résidence politique (Man), août 1959.
5. PRO, FO/371/148927, 19 mai 1960.
6. PRO, FO/371/148927, 5 juin 1960.

au sein de la famille régnante et au sein la communauté koweïtienne en général, en vivant principalement à l'extérieur du Koweït[1]. »

Les rapports du consulat des États-Unis datés du 29 décembre 1957 et du 29 octobre 1959 reprirent le même récit[2]. Dans cette situation qui se prolongeait, Abdullah Mubarak fit preuve d'une loyauté absolue à l'égard du souverain. En son absence, il tenait à lui demander conseil par téléphone à propos de questions importantes avant de prendre toute décision. Il effectua aussi de courtes visites au Liban pour rencontrer l'émir et discuter avec lui de ce qui se passait au Koweït. Leurs relations étaient très étroites[3].

Cependant, l'année précédant l'indépendance du Koweït, Abdullah Mubarak et l'émir eurent des points de vue différents, sinon opposés, sur un certain nombre de questions. Celles-ci concernaient notamment l'évolution du problème de la frontière avec l'Irak [voir chapitre V]. Le cheikh Abdullah Mubarak estimait que la Grande-Bretagne n'avait aucun intérêt à résoudre ce litige avec le voisin irakien. Il en résultait, selon lui, que le recours à l'intervention diplomatique britannique ne mènerait nulle part. Il estimait donc que le Koweït devait prendre l'initiative et se confronter à l'Irak sur ce dossier. L'intervention continue de responsables britanniques alimentait le conflit et retardait sans fin son règlement.

Le deuxième problème qui opposait l'émir et le cheikh concerna le nouvel équipement de l'armée, qu'Abdullah Mubarak considérait comme le bouclier du pays et que, naturellement, les pays extérieurs considéraient comme une menace.

Les forces armées constituaient la préoccupation particulière du cheikh. Il avait investi énormément d'énergie dans la construction des défenses de la nation, en particulier avec la décision de créer une petite force aérienne. Il prenait plaisir à porter le béret et l'uniforme de l'armée et entretenait des relations amicales avec ses officiers et ses hommes. Dans le même temps, il favorisa la carrière de pilotes koweïtiens qui avaient été formés dans le club qu'il avait parrainé. Il savait que la petite aviation koweïtienne serait surclassée par une force irakienne beaucoup plus importante, mais il pensait que ses pilotes qualifiés, utilisant le meilleur aéronef disponible, causeraient de réels dommages à l'agresseur.

1. Rapport annuel pour l'année 1960 préparé par la Résidence politique (Richmond).
2. Du consulat américain au Département d'État, 24 décembre 1957.
3. 29 octobre 1959. Reproduit aux American National Archives (Declassified Authority NND A329922 by CEP NARA date 8/24/91).

Nous ne savons pas pourquoi le cheikh choisit l'appareil d'entraînement Jet Provost comme avion d'attaque au sol ou de combat. Il avait étudié de manière approfondie les chasseurs disponibles, et la raison la plus probable de ce choix est qu'il pensa qu'il s'agirait de l'appareil idéal pour former les pilotes koweïtiens à se qualifier pour les avions à réaction. Jusque-là, ils devaient se rendre en Grande-Bretagne pour suivre une telle formation à la Royal Air Force (RAF) sur ce type d'appareil. Les Jet Provost présentaient l'avantage de leur permettre de se former au Koweït.

Le récit de la longue bataille menée par le cheikh pour équiper les forces armées a été fait au chapitre III, mais il est probable que le débat sur le choix des avions de chasse peut avoir joué un rôle dans sa démission. Quatre jours après l'intervention du Conseil suprême à propos de sa démission, le contrat pour les appareils Jet Provost fut pourtant confirmé. Mais quatre jours après l'indépendance, la situation s'inversa et le contrat fut annulé. L'achat des Jet Provost représentait une question de grande importance personnelle pour Abdullah Mubarak. Toute tentative d'annulation de ce contrat d'achat remettait en cause son jugement, et par conséquent sa capacité à rester au gouvernement.

Un autre litige fut incarné par la question des nouveaux Codes civil et pénal que le Koweït entendait adopter. Le cheikh Abdullah Mubarak souhaitait disposer de plus de temps pour mener des consultations et examiner les conséquences probables de ces lois, cela afin que la nouvelle législation bénéficie d'une légitimité sociale et du respect des citoyens. Par exemple, il releva que certains articles de loi ne reflétaient pas les conditions sociales et les valeurs du peuple koweïtien et qu'ils pourraient constituer une violation des traditions et des normes en vigueur. De plus, ces dispositions ne reconnaissaient pas non plus suffisamment la différence entre les conditions prévalant dans la ville et celles que connaissaient le désert et les tribus. Abdullah Mubarak pris conscience de cela de manière profonde.

Il est peu probable que la vie de la Cour koweïtienne durant cette période cruciale puisse être jamais révélée et cela parce que les documents nécessaires n'existent pas. Mais est-ce vraiment le cas ? Pendant que nous préparions ce livre, nous avons passé en revue les comptes rendus contenant les rapports de l'Agent politique britannique au Koweït. Nous avons remarqué que les relevés allant du 25 avril au 24 mai 1961 et ceux concernant la période du 25 août au 24 septembre 1961 n'ont pas été déclassifiés, bien que ces documents ne soient pas « top secret » et que le délai légal de 30 ans les concernant ait expiré.

La règle selon laquelle des documents peuvent être interdits ou restreints d'accès après 30 ans est la suivante : « certains dossiers sont inaccessibles pendant plus de 50 ans, à la demande d'un ministère particulier. » L'un des critères pour cette extension de restriction d'accès concerne les « relations internationales » alors qu'un autre met en avant « un préjudice potentiel pour des personnes encore en vie. » Les deux critères pourraient être pertinents dans le cas qui nous occupe, mais il est probable que de graves dommages possibles à l'encontre des relations actuelles entre le Royaume-Uni et le Koweït constituent la cause la plus probable. Mais, quelle que soit la raison de l'impossibilité d'accès à ces rapports, ces derniers, qui couvrent pourtant une période cruciale, demeurent jusqu'à présent inaccessibles aux chercheurs. Ils peuvent toutefois être divulgués après un appel. Quoi qu'il en soit, il est évident que la raison de leur restriction d'accès est la sensibilité des informations qu'ils contiennent.

À la mort du cheikh Abdullah Al-Salem, en 1965, le cheikh Abdullah Mubarak retourna au Koweït pour assister à l'enterrement. Après les funérailles, le cheikh Sabah Al-Salem se leva et embrassa la tête de son oncle Abdullah Mubarak en déclarant : « Le trône est le vôtre, mon oncle ». Le cheikh Abdullah Mubarak répondit qu'il n'était pas rentré au pays pour régner. Il ajouta ensuite : « je te fais confiance et je bénis tous tes choix. »

La même chose se produisit en 1977 lorsque le cheikh Sabah Al-Salem décéda. Abdullah Mubarak était au Koweït à ce moment-là et, lorsque des consultations furent entamées sur le choix du nouvel émir, des membres de sa famille lui rendirent visite et lui affirmèrent qu'il était le candidat le plus approprié. Mais le cheikh Abdullah Mubarak rejeta cette idée et bénit le nom du cheikh Jaber Al-Ahmed en tant qu'émir et celui du cheikh Saad Abdulla en tant que prince héritier. Cela eut lieu au palais Dasman et cela est avéré.

Pour le cheikh, le souci de l'image et du prestige de sa famille allait de pair avec celui concernant son unité et de sa solidarité. Abdullah Mubarak n'était pas simplement l'héritier de son père, mais aussi le champion de sa mémoire et de sa réputation. Ce n'est un secret pour personne que Mubarak Al-Sabah s'était emparé du pouvoir de ses frères. Cette accusation d'usurpation le poursuivit tout au long de son mandat de souverain, provoquant de profondes divisions dans la famille. Son

fils, Abdullah Mubarak, était un homme empreint d'honneur et qui avait servi son pays sans aucune once d'égoïsme. La dernière chose qu'il souhaitait était de perturber la stabilité de sa famille, ou, dans son cas, de soulever la vielle accusation d'usurpation. Nous avons montré dans ce qui précède que, même s'il possédait les qualités d'un dirigeant, le cheikh se plaça toujours en dehors de la rivalité pour le trône, surtout en 1950.

Il existe encore une autre raison à la démission du cheikh. Partout dans le Golfe, les responsables britanniques étaient obsédés par le risque de successions contestées et violentes. Ils fantasmaient en permanence sur ce que feraient les dirigeants arabes. Ils avaient donc prédit avec confiance qu'Abdullah Mubarak contesterait l'accession au trône du cheikh Ahmed et d'Abdullah Mubarak III et qu'il provoquerait des différends dans de nombreux autres scénarios. Alors que l'indépendance se rapprochait, les vieux doutes refirent leur apparition. Est-ce que rien n'arrêterait ces mensonges ? La tâche du cheikh était accomplie – l'indépendance était en vue. Il avait atteint son objectif. Dès lors, il pouvait se laver les mains de toute contrainte et démissionner en toute conscience[1].

Livrons ici une observation finale : Abdullah Mubarak estimait que les membres de la famille Al-Sabah ne devaient pas s'engager dans le commerce. En outre, il affirma que la politique, la participation au gouvernement et le commerce ne devaient jamais se mélanger. Il s'engagea à respecter ce principe depuis sa démission jusqu'à sa mort en juin 1991. Ce système de valeurs et ces croyances ont considérablement changé au Koweït après le boom pétrolier et la politique s'enchevêtra avec les affaires. Mais c'était-là un monde dans lequel le cheikh ne voulait prendre aucune part.

1. Le cas du cheikh Mubarak rappelle le cas du Romain Cincinnatus (Lucius Quinctius Cincinnatus), qui remporta une victoire sur les ennemis de Rome et se retira immédiatement, sa tâche étant accomplie. Il fut dit que « Cincinnatus devint de son vivant une légende pour les Romains. À deux reprises, le pouvoir suprême lui fut confié, il ne le garda pas plus d'un jour de plus que ce qui était absolument nécessaire. »

Chapitre VII
La démission et au-delà

La détermination d'Abdullah Mubarak à démissionner ne fut ni un acte précipité ni un geste impulsif. Cela relevait de nombreuses causes, certaines personnelles et d'autres politiques. Pourtant, il est difficile de comprendre les facteurs personnels et psychologiques qui ont influencé sa décision, voire qui en furent la principale motivation. Pendant de nombreuses années, sa vie officielle domina son existence. Il se maria ensuite, bien plus tard que nombre de ses contemporains, et caressa l'envie de mener une vie de famille. Après plus de 25 ans de service public, il eut de nouvelles priorités. Pour la première fois, il accorda la prééminence à sa vie personnelle.

La décision de quitter le Koweït s'appuya sur cette volonté de donner un nouveau cours à sa vie. Ce fut une retraite, pour un temps, au Liban. Il se rendit à Beyrouth en janvier 1961. Il prit néanmoins soin de suivre les négociations avec Londres à propos de l'achat d'avions de chasse et continua de respecter ses obligations publiques. Il rencontra de manière régulière des hommes politiques et des journalistes, et organisa des réunions et des séminaires à propos de sujets concernant le monde arabe.

Ce n'est que lorsque la visite du roi Saoud au Koweït fut imminente qu'il revint au pays. En avril, il retourna donc au Koweït pour recevoir son vieil ami, car il connaissait l'importance d'exprimer la solidarité et l'unité de la famille Al-Sabah à l'égard de son plus proche allié, la famille royale saoudienne. Le cheikh prit part aux cérémonies d'accueil durant cette visite et, en tant que chef de l'armée, prépara une grande parade militaire[1]. Les fils du roi furent ses invités au palais de Mishref et il fut

1. Saudi Arabia's news bulletin, avril 1961, p. 1.

au centre de tous les arrangements concernant cette visite. Cependant, malgré le calme qui régnait à la surface, il ne fut pas toujours possible de cacher les tensions sous-jacentes. À un moment donné, selon certaines informations, le roi Saoud serait intervenu auprès du souverain et du cheikh Abdullah Mubarak[1], mais il n'existe preuve de cela.

Je me souviens clairement des événements de la nuit précédant notre départ, pour la deuxième fois, du Koweït[2*]. Nous étions assis dans le jardin du White Palace (palais blanc). La nuit tombait et les invités d'Abdullah Mubarak lui firent leurs adieux. Il était entouré de plusieurs de ses proches amis et assistants personnels qui travaillaient avec lui depuis de nombreuses années. Parmi eux, on comptait le cheikh Mubarak Al-Abdullah Al-Jaber, Hamad Al-Humaidhi, Suleiman Al-Moussa, Mohammed Ja'afar, Abdul Razzaq Al-Qaddoumi, Yacoub Beshara, Salem Abou Hadida et Ezzat Ja'afar. J'étais assise à côté d'Abdullah Mubarak lorsqu'il appela Ezzat Ja'afar à ses côtés. Il sortit alors une lettre scellée et la lui tendit en lui disant qu'elle devait être remise à l'émir en personne, le lendemain ou le plus tôt possible. C'est cette lettre qui déclencha la crise de la démission. Le cheikh ne voulait pas exercer de pressions sur l'émir, il ne data donc pas le courrier. Cependant, son intention était claire. Il espérait que l'émir accepterait sa décision et l'annoncerait au moment qu'il jugerait opportun.

Non daté, le courrier ne fixait ou ne suggérait donc aucun ultimatum, et le cheikh était prêt à servir l'émir selon la volonté de ce dernier. Cet acte final achevé, il demanda à Jabra Shuhaider de préparer l'avion pour un vol à destination du Liban. Nous sommes partis le 17 avril. Nous avons embarqué dans l'appareil à six heures du matin et quelques amis chers étaient là pour nous saluer. Parmi eux, il y avait le cheikh Mubarak al-Abdullah Al Jaber pour qui Abdullah Mubarak fut comme un père et un précepteur. Il embarqua avec nous et tenta de convaincre le cheikh de ne pas partir. Soudain, il s'effondra et se mit à pleurer. Le cheikh Abdullah Mubarak le réconforta et lui dit qu'il laissait le Koweït entre de bonnes mains et qu'il avait besoin de repos.

Quelques jours après notre départ, l'émir, le cheikh Abdullah Al-Salem, envoya au Liban une délégation composée du cheikh Mubarak Al-Abdullah Al-Jaber, de Hamad Al-Humaidhi et de Nasser

1. Al-Hayat, 3 mai 1961.
2*. Ce n'est qu'à ce niveau de l'ouvrage que l'auteure indique qu'elle a un lien familial avec le cheikh. Elle précisera, quelques lignes plus tard et de manière incidente, qu'elle fut son épouse (NdT).

Al-Sabah. Ils étaient porteurs d'un message requérant que le cheikh Abdullah Mubarak retourne au pays. Le concerné écouta attentivement ce qu'ils avaient à dire, puis répondit calmement que sa position était connue et que son point de vue sur les questions litigieuses ne changerait pas. Il s'agissait du différend frontalier avec l'Irak, de la politique d'armement des forces armées et de certaines des clauses du Code civil et pénal. Le cheikh avait longuement réfléchi à ses questions, travaillant d'arrache-pied pour se forger une opinion et sa décision était donc prise.

Pourtant, lorsque la menace d'une invasion irakienne se profila en juin 1961, le cheikh Abdullah Mubarak comprit qu'il ne pouvait rester à l'étranger tant que le Koweït était en danger. Il revint rapidement au pays le 27 juin et se déclara prêt à travailler, en tant que citoyen ordinaire, à n'importe quelle position ou à n'importe quel endroit. Cependant, ce fut une visite inconfortable et il sentit que sa présence embarrassait ses amis en cette période de crise. Il retourna donc à Beyrouth dès le lendemain. Il annonça ensuite que l'émir lui avait demandé de contacter le Secrétaire général de la Ligue arabe afin de coordonner le soutien arabe au Koweït[1].

Au cours de cette crise, le cheikh Abdullah Mubarak tira profit de ses relations étroites avec les principaux responsables irakiens afin de faire avorter les plans de regroupement militaire à la frontière koweïtienne. Le commandant de la troisième division blindée irakienne joua un rôle majeur dans cette initiative et obtint ensuite l'asile politique en Égypte grâce aux efforts d'Abdullah Mubarak[2].

Les voyages du cheikh se poursuivirent. En mai 1962, il revint au Koweït avec tristesse afin d'assister aux funérailles de sa sœur, la cheikha Hessa, la veuve du cheikh Salem Al-Hamoud et la belle-mère du cheikh Sabah[3]. En juin, il se rendit en Égypte et rencontra le président Nasser[4]. En septembre, il se rendit dans plusieurs pays, dont l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche et le Maroc.

Le cheikh se rendit au Vatican en 1963 pour une audience avec le pape. Bien qu'Abdullah Mubarak n'ait plus alors aucun poste officiel ou gouvernemental, et bien que les assistants du pape lui aient demandé de ne pas soulever de problèmes politiques lors de l'entrevue, il aborda

1. Annexe confidentielle au Kuweit Diary n° 7 couvrant la période allant du 25 juin au 24 juillet 1961.
2. Nous avons vécu à Beyrouth pendant un certain temps et le 29 août 1961, notre premier enfant, Mubarak naquit. Il emplit notre vie de joie.
3. *Al-Youm*, 11 May 1962.
4. PRO, FO/371/156825. 10 et 11 juin 1962.

sans détours le sujet de la prochaine visite du souverain pontife en Israël. Sa question fut directe : cette visite était-elle politique ou religieuse ? Le pape le rassura rapidement, soulignant le caractère entièrement religieux de sa visite et déclarant à Abdullah Mubarak que le fait de se rendre en Israël ne signifiait aucunement un changement d'attitude du Vatican à l'égard de la cause palestinienne. Il s'agissait d'une visite aux sanctuaires sacrés.

Néanmoins, pendant cette période, les rumeurs continuèrent de proliférer à propos d'Abdullah Mubarak. En décembre 1962, le roi Hussein de Jordanie informa ainsi l'ambassadeur britannique à Amman qu'il avait obtenu des informations selon lesquelles le cheikh planifiait un coup d'État avec des mercenaires et qu'il était en contact avec le président égyptien Nasser et le président irakien Qassem. Ces affirmations étaient sans fondement, et l'ambassadeur le savait. Il déclara fermement dans le télégramme qu'il envoya à Londres que le propos du roi jordanien n'avait aucune validité et que, même s'il en transmettait la teneur au Foreign Office, il n'y croyait pas. Le diplomate ne pensait pas qu'il y avait un lien entre Abdullah Mubarak et le général Qassem.

Le Foreign Office envoya les informations à ses ambassades au Koweït et au Caire pour des vérifications. L'ambassade britannique au Koweït les jugea « improbables » et l'ambassade britannique au Caire déclara qu'elle n'avait reçu aucun élément de preuve permettant de les confirmer. Le seul résultat de tout cela fut que les multiples affirmations du roi Hussein devinrent moins crédibles.

La vérité est qu'Abdullah Mubarak rejeta toute intervention étrangère ou médiation entre lui et ses frères parmi les Al-Sabah. Il rejeta également de manière ferme les tentatives de certains États qui tentèrent d'exploiter ce conflit tout comme il déclina les offres (quelles que soient leurs intentions) de l'aider à rétablir sa position au Koweït. Il avait l'habitude de répéter : « J'ai démissionné de mon plein gré. Mes actes accomplis tiennent dans ma main droite. Mon rôle est tellement gravé dans l'histoire du Koweït que personne ne peut le nier. »

En 1965, une rumeur circula à nouveau selon laquelle le cheikh préparait un *coup d'État* ou qu'il envisageait de former un gouvernement en exil. À cette occasion, Abdullah Mubarak eut le tact de rentrer immédiatement au Koweït, comme s'il voulait dire : « Je suis parmi vous et je ne ferai rien contre mon pays, ma famille et mes proches. » Il fut chaleureusement accueilli par le cheikh Khaled Al-Abdullah Al-Salem, le cheikh Jaber Al-Ahmed, le cheikh Mohammad al-Ahmed al-Jaber et le cheikh

Sa'ad al-Abdullah Al-Salem. Il revint encore au pays en septembre de la même année après avoir reçu de mauvaises nouvelles concernant l'état de santé du cheikh Abdullah Al-Salem. Malheureusement, ce fut la dernière fois qu'ils se rencontrèrent. De fait, Abdullah Mubarak rentra au Koweït en octobre pour les funérailles de son vieil ami.

Pendant notre séjour à Beyrouth, notre maison fut toujours fréquentée par des visiteurs koweïtiens, des journalistes libanais et des politiciens de toutes idéologies. Abdullah Mubarak utilisa son influence politique et morale pour soutenir le président Nasser et ses politiques. Cette activité semble avoir été surveillée par l'ambassade d'Égypte à Beyrouth, comme indiqué dans un rapport daté 21 février 1963 et intitulé : « Activité, inclination et appartenance politiques du prince Abdullah Mubarak Al-Sabah. »

Nous sommes restés à Beyrouth jusqu'en 1965, date à laquelle nous avons décidé de nous installer au Caire, à l'invitation du président Nasser. Nous étions en fait à Paris lorsque nous avons reçu cette invitation pour vivre en Égypte. Le président Nasser considérait Le Caire comme le lieu naturel pour le foyer d'Abdullah Mubarak et de sa famille. De par sa profonde affection pour l'Égypte, Abdullah Mubarak accepta cette offre avec empressement. Nous sommes alors allés directement en Égypte depuis la France. Au début, nous vivions rue Khalil Agha à Garden City, puis au Palais Al-Oraba à Alexandrie, puis enfin dans ce qui fut notre maison sur le long terme à Misr Al-Jadida.

Au cours de notre séjour en Égypte, le cheikh Abdullah Mubarak bénéficia du statut de dignitaire étranger à toutes les occasions officielles et aux célébrations auxquelles le président Nasser assistait. C'était le cas notamment de l'ouverture des travaux de l'Assemblée nationale, de la cérémonie d'anniversaire de la Révolution de juillet et des visites de chefs d'État arabes. Le Président Nasser l'invitait aussi pour des occasions spéciales, telles que le mariage de sa fille Huda en 1966 et celui de son autre fille Mona. Plus tard, à la mort de Nasser en 1970, le cheikh Abdullah Mubarak fut parmi les premiers à se rendre immédiatement à la résidence familiale à Manshiyat Al-Bakri puis à Qasr Al-Qubba. Après la mort du président Nasser, le statut spécial d'Abdullah Mubarak fut maintenu durant toute la période où Anouar El-Sadate fut président.

Durant ces années, Abdullah Mubarak poursuivit ses activités au sein de la communauté arabe au sens large. Lorsque la séparation de la République arabe unie fut annoncée le 28 septembre 1961, il condamna cet événement dans la presse libanaise. Au cours de la

Semaine de soutien à l'Algérie organisée au Liban, le cheikh fit un don de 100 000 livres libanaises. Après la Déclaration tripartite d'union entre la Syrie, L'Irak et l'Égypte en 1963, le cheikh Abdullah Mubarak offrit 100 jeeps à l'armée égyptienne et prodigua des conseils au président Nasser en mars 1964. En 1966, il adressa un chèque d'un million de dollars à ce même président Nasser, lui laissant la liberté d'en disposer comme il le voulait. Le numéro un égyptien attribua la totalité du montant aux collèges scientifiques de l'Université du Caire, en particulier l'hôpital Al-Qasr Al-Eini.

La cause palestinienne fut toujours été au centre des préoccupations du cheikh et il travailla sans relâche en sa faveur, s'intéressant plus particulièrement à l'Union des étudiants Palestiniens à Gaza. Lorsque la guerre de 1967 éclata, nous étions à Genève. Un matin, Abdullah Mubarak apprit que l'Égypte avait un besoin urgent de fournitures médicales et pharmaceutiques. Il prit des mesures immédiates en travaillant avec un pharmacien d'origine égyptienne pour garantir l'achat et le transport de ces fournitures vitales au Caire.

Le cheikh fournit aussi plusieurs ambulances et fit un don d'un million de livres à l'armée égyptienne. Après l'invasion israélienne du Liban en 1982, il fit un don d'un million de dollars, dont la moitié sous forme de médicaments et l'autre en espèces. Cela fut acheminé par la Croix-Rouge internationale à Genève. Au cours de la guerre de 1973, il donna un million de livres égyptiennes en faveur de l'effort militaire égyptien et poursuivit un soutien actif et hautement efficace à la cause palestinienne.

En 1974, nous avons vécu un terrible drame ; nous avons perdu notre fils aîné, Mubarak. Nous allions du Caire à Genève ; j'étais assise à côté de Mubarak quand il eut soudain une crise d'asthme aiguë en plein vol. Le temps que l'avion puisse atterrir à Athènes, Mubarak était décédé. Nous sommes rentrés au Caire et le président Sadate était à l'aéroport pour nous recevoir. Ses soins et son assistance furent extraordinaires ; sa noblesse et sa générosité envers nous dans notre douleur nous ont beaucoup aidés. Il prit part à l'enterrement, mais fut également à nos côtés lors de tous les rituels funéraires. Nous n'oublierons jamais sa gentillesse. Le cheikh Abdullah Mubarak a fait construire une école et une mosquée près du jardin où repose notre fils.

La même année, j'obtenais mon diplôme de la faculté d'économie à l'Université du Caire. En 1974, je me suis rendue en Angleterre pour poursuivre des études de troisième cycle à l'École d'études orientales et africaines (School of Oriental and African Studies, SOAC) et à

l'Université du Surrey. Ensuite, nous nous installâmes à Londres bien qu'il y ait eu de nombreuses visites au Koweït. Le cheikh Abdullah Mubarak souhaita ainsi passer le mois sacré du Ramadan au Koweït et donc nous y retournèrent en 1978.

Durant toutes ces années, une tristesse et une douleur majeures lui furent infligées par les mensonges sans fin qui le visaient. Il fit face courageusement, mais la douleur et le chagrin revenaient toujours lorsqu'il apprenait de nouvelles tentatives de diffamation à son encontre. Il avait du mal à comprendre pourquoi les gens désireraient ternir sa réputation : quelle raison pouvaient-ils avoir pour minimiser ou nier son rôle dans l'édification du Koweït ? Le Koweït moderne n'était pas né de rien. Il y avait eu des pionniers qui en avaient jeté les bases avant l'indépendance, et le cheikh était l'un d'entre eux. De cela, il disait : « La vérité l'emportera et Allah saura qui récompenser. » Sa foi en Dieu était profonde, sûre et inébranlable. Il aurait été facile pour lui d'utiliser son vaste réseau de journalistes pour réfuter ou pour répondre à ces nombreuses allégations. Mais il rejeta toute idée de dénigrement.

De fait, le cheikh ne pouvait concevoir l'idée de se lancer dans une campagne médiatique, car cela discréditerait son pays et sa famille. Par conséquent, il garda le silence et ne publia aucun communiqué de presse concernant les affaires intérieures et étrangères du Koweït au cours des trente années qui suivirent sa démission. Il n'évoqua pas non plus les raisons de sa cessation d'activité. Le président Nasser reconnut la valeur de ce comportement honorable et digne et lui dit qu'il n'en attendait pas moins de son vieil et honorable ami. C'était la meilleure façon de se comporter. Une chose était certaine : seul un homme connaissant sa valeur et demeurant confiant dans le travail qu'il avait accompli pouvait répondre de cette manière.

Au fil des années, il devint de moins en moins satisfait de l'impact des immenses richesses sur le Koweït. Il disait ainsi : « Ce n'est pas le Koweït que ma génération et moi-même avons cherché à construire ». Il critiqua aussi la forte augmentation du nombre de non-Arabes parmi les expatriés et dit : « Un tel arrangement [le recours à une main-d'œuvre étrangère massive] ne permet de construire ni une patrie ni une armée. »

Le cheikh estimait qu'une personne ne pouvait consacrer tout son esprit et son énergie à un pays qui n'était pas le sien. La nationalité étant un élément fondamental de l'identité humaine, il estima qu'il était essentiel de naturaliser les Arabes qui vivaient depuis longtemps dans le pays. Ils méritaient d'être des Koweïtiens.

Surtout, il avait une foi inébranlable dans le progrès. Cependant, il fut également attristé par le fait que les meilleures traditions arabes établies de longue date s'étaient affaiblies et avaient perdu de leur signification. Lorsqu'il vit une personne marchant devant son père, il déclara : « Quiconque fait cela ne devrait jamais s'attendre à mon respect. Nous n'avons jamais connu un tel comportement irrespectueux. » Il me répétait maintes fois que le pétrole avait terni notre morale[1].

L'impact de l'invasion du Koweït par les forces armées irakiennes en 1990 fut insupportable pour le cheikh Abdullah Mubarak. Cela constitua pour lui un trauma sans fin, présent jour et nuit. Il vit le monde dans lequel il avait passé son enfance, sa jeunesse et sa vie d'homme trembler sous l'oppression de l'occupation. Même si sa longue expérience des régimes irakiens l'empêchait de faire confiance aux intentions des dirigeants de Bagdad, il ne s'était jamais imaginé que, dans leur arrogance et leur folie, une invasion militaire suivrait. Malgré le choc, le cheikh garda sa volonté de résister et il n'abandonna pas l'espoir de la libération. Il fit ce qu'il estimait être son devoir envers ses concitoyens et ses frères, en particulier ceux piégés à l'étranger à cause de l'occupation.

Il créa une station de radio à Londres qui serait la voix du Koweït libre, transmettant toutes les nouvelles et les détails sur la patrie occupée aux Koweïtiens installés en Europe. Ces jours difficiles provoquèrent chez ses concitoyens les sentiments d'attachement les plus profonds à leur identité nationale. D'importantes séances publiques furent organisées à Hyde Park, à Londres, et dans la plupart des capitales arabes, à travers des sociétés et des comités de solidarité avec le peuple koweïtien. Au même moment, Abdullah Mubarak commença à anticiper les tâches à accomplir après la libération.

Sa principale initiative fut l'organisation d'un grand séminaire au Caire réunissant plus de soixante-dix hommes politiques et intellectuels koweïtiens. Représentant de nombreux courants d'opinions différents, ils planifièrent les actions nécessaires pour relever les défis futurs de la reconstruction. Entre le 6 et le 10 mai 1991, ce groupe examina un certain nombre de documents de travail et de résultats de recherche traitant des questions suivantes : la vie parlementaire, la Constitution, la stratégie de développement économique, la politique étrangère, le rôle des investissements étrangers, les politiques financières

1. Ses pensées et commentaires furent une source d'inspiration pour nombre de mes poèmes et de mes écrits.

et monétaires, le rôle des secteurs public et privé. Sur le plan social, le séminaire examina les relations au sein de la société à la lumière des éléments suivants : l'expérience de l'occupation, la structure démographique et les politiques relatives à la main-d'œuvre, la politique de nationalité et de naturalisation, le rôle des femmes dans la société et les questions liées à l'environnement et à la pollution[1].

En dépit de sa santé fragile au cours de cette période, le cheikh Abdullah Mubarak insista sur la nécessité impérieuse de poursuivre des recherches approfondies sur le développement de la société koweïtienne sur les plans social, économique et politique, ainsi que sur tous les aspects liés à son statut juridique et à ses relations avec l'Irak. Cette tâche fut accomplie par un groupe distingué de professionnels, spécialistes en sciences politiques, en droit et en sociologie. Leurs travaux furent regroupés dans un livre intitulé *Kuwait : from the Emirate to the State – A Study in the Origin of Kuwait, the Development of its Legal Position and its International Relations* [Le Koweït, de l'Émirat à l'État – Étude sur l'origine du Koweït, évolution de sa situation juridique et de ses relations internationales][2].

Abdullah Mubarak considéra que l'invasion mettait à l'épreuve la fermeté et la résistance du peuple koweïtien qu'elle testait son amour pour la patrie. Les Koweïtiens, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, surmontèrent la crise, le régime irakien n'ayant pu compter sur aucun collaborateur koweïtien. Il y eut un mouvement de résistance populaire organisé auquel toutes les classes et tous les groupes sociaux participèrent. Les Koweïtiens à l'étranger se mobilisèrent pour alerter l'opinion publique arabe et mondiale en faveur de la cause de leur patrie, les efforts venant de l'intérieur et ceux de l'extérieur convergeant en harmonie vers cet objectif.

L'engagement dans cette activité constante vers la libération calmait le cheikh, lui offrant une force psychologique et la volonté de résister à la maladie et à la douleur et de s'accrocher à la vie. Il craignait de mourir avant la libération du Koweït : Allah réalisa son rêve et ses espoirs – le Koweït fut libéré de son vivant. Le premier jour de la libération, son fils foula le sol natal et, par la suite, le cheikh Abdullah Mubarak fut enterré sur le sol koweïtien. Il ne mourut pas opprimé ni vaincu, mais avec toute sa fierté et sa dignité.

1. *Kuwait and the Challenges of the Reconstruction Phase* [Le Koweït, et le défi de la phase de reconstruction] (en langue arabe), Le Caire, Research Center, Political Studies (1992).
2. *Koweït*, Dar Souad Al-Sabah, 1993.

Le départ et le legs

La santé d'Abdullah Mubarak commença à se détériorer au cours de la troisième semaine d'avril 1991, durant l'Aïd El-Fitr. Il subit les conséquences d'un caillot de sang et resta deux semaines à l'hôpital. Un mois plus tard, un autre caillot se forma. Quand il quitta l'hôpital pour la deuxième fois, sa santé s'améliora. Nous allâmes à Genève puis à Londres. Une multitude d'amis vinrent lui rendre visite et leur présence améliora son moral malgré ses problèmes respiratoires.

À deux heures du matin (heure de Londres), le 15 juin 1991, il se réveilla à mes côtés. J'ai alors demandé : « Veux-tu quelque chose ? » Il répondit : « Qu'Allah te bénisse avec une longue vie, qu'Allah te bénisse avec une longue vie » puis il poussa un profond soupir et décéda. Son cœur qui avait tant souffert ne pouvait plus endurer d'autres épreuves. Sa mort fut tranquille. Il avait été digne durant sa vie et il le fut donc aussi dans sa mort, avec sa famille rassemblée autour de lui, récitant le saint Coran jusqu'au matin où l'imam arriva et lava son corps, assisté des fils du cheikh, Mohammed et Mubarak. Dans l'après-midi du même jour, un avion privé transporta le corps à Koweït, accompagné de Mohammed et de Mubarak, de mon frère Sabah et de quelques amis et parents.

Le cheikh Sa'ad Al-Abdulla, le prince héritier et des membres éminents de la famille accueillirent la dépouille à l'aéroport de Koweït. En dépit des conditions difficiles dans le pays à cette époque – c'était immédiatement après la libération -, plusieurs milliers de Koweïtiens vinrent dans la matinée du 16 juin pour faire leurs adieux à l'homme qui avait passé toute sa vie au service de la patrie. L'émir prit part à la prière qui lui fut consacrée. Le cheikh Abdullah Mubarak fut ensuite enterré au cimetière Sulaibikhat avec ses frères de la famille Sabah : le cheikh Abdullah Al-Salem et le cheikh Sabah Al-Salem. Cela fut fait selon ses souhaits, au cœur de sa patrie libérée.

Que reste-t-il alors à dire de cet homme dans le contexte de l'histoire ?

Le cheikh Abdullah Mubarak fut un homme d'État engagé de par ses principes. Dans ses vues politiques et ses actions, il n'accepta jamais que la fin puisse justifier les moyens. Sa place dans l'histoire du Koweït est aux côtés de ces pionniers qui œuvrèrent pour l'indépendance et qui la préparèrent. Il s'efforça, dans tous ses efforts, de libérer le Koweït et réussit à obtenir son indépendance au moyen de réformes internes et de politiques extérieures.

Le nom d'Abdullah Mubarak reste dans la mémoire du Koweït en tant que symbole d'ouverture au monde extérieur au profit de son pays. Il fut conscient du besoin impératif pour le Koweït de relations étrangères harmonieuses et, de façon concomitante, d'une communication ouverte avec le monde par le biais de l'éducation, de la radio et d'autres médias, sans oublier les liens rendus possibles par l'aviation civile.

Abdullah Mubarak servit son pays toute sa vie, depuis son enfance, jusqu'à son exercice du pouvoir puis en marge des affaires officielles. Son dévouement envers son pays n'a jamais faibli. Cette loyauté intrinsèque fut forgée dans le désert durant les premières années de sa vie. Et tant que la renaissance, le progrès et la dignité du Koweït persisteront, le nom d'Abdullah Mubarak sera honoré.

Repères

Les souverains et émirs du Koweït au XXe et au XXIe siècle

(*Exception faite du cheikh Saad Ier qui abdiqua de son vivant et du cheikh Sabah IV, actuel émir, la fin de règne de tous les autres souverains cités ci-dessous coïncide avec leur décès).*

- **Cheikh Abdullah Mubarak Al-Sabah (Mubarak Ier)** : Septième souverain de la dynastie des Al-Sabah, il naquit en 1839 et régna de 1896 à 1915. Surnommé Mubarak Al-Kabir (Mubarak le grand), il fut le père du **cheikh Abdullah Mubarak** (1914-1991) auquel est consacré cet ouvrage.

– **Cheikh Jaber II** : fils aîné de Mubarak le grand (et frère du cheikh Abdullah Mubarak), il naquit en 1860 et régna de 1915 à 1917. Il est le fondateur de la branche des Al-Jaber au sein de la famille des Al-Sabah.

– **Cheikh Salem Ier** : fils cadet de Mubarak le grand (et frère du cheikh Abdullah Mubarak), il naquit en 1864 et régna de 1917 à 1921. Il est le fondateur de la branche des Al-Salem au sein de la famille des Al-Sabah.

– **Cheikh Ahmed Ier** : Petit-fils de Mubarak Ier et fils du cheikh Jaber II (et donc neveu du cheikh Abdullah Mubarak), il naquit en 1885 et régna de 1921 à 1950. C'est sous son règne que débuta la carrière et l'ascension du cheikh Abdullah Mubarak.

– **Cheik Abdullah III** : Petit-fils de Mubarak Ier et fils aîné du cheikh Salem Ier (et donc neveu du cheikh Abdullah Mubarak), il naquit en 1895 et régna de 1950 à 1965. Il est le premier émir de l'État indépendant du Koweït. C'est sous son règne, en 1961, que le cheikh Abdullah Mubarak démissionna de ses fonctions.

– **Cheikh Sabah III** : Petit-fils de Mubarak Ier et plus jeune fils du cheikh Salem Ier (et donc neveu du cheikh Abdullah Mubarak), Né en 1913, il régna de 1965 à 1977.

– **Cheikh Jaber III** : Petit-fils de Jaber II et troisième fils d'Ahmed II (et donc petit-neveu du cheikh Abdullah Mubarak), il naquit en 1926 et régna de 1977 à 2006. C'est sous son règne que le Koweït fut envahi par l'armée irakienne. Il trouva refuge en Arabie saoudite d'où il constitua un gouvernement en exil.

– **Cheikh Saad** : Petit-fils du cheikh Salem Ier et fils aîné du cheikh Abdullah III, il ne régna que neuf jours (15 janvier 2006 au 24 janvier 2006) et abdiqua pour des raisons médicales. Né en 1930, il mourut en 2008.

– **Cheikh Sabah IV** : Né en 1929, intronisé en 2006, petit-fils du cheikh Jaber II (1915-1917) et quatrième fils d'Ahmad Ier (1921-1950), il est le cinquième émir à régner sur le Koweït indépendant. Si le cheikh Abdullah Mubarak était encore vivant, le souverain serait alors son petit-neveu.

Bibliographie

1- Sources primaires

1-a : Correspondance diplomatique britannique

Cette correspondance comprend les rapports de l'Agent politique britannique au Koweït et du Résident politique britannique dans le Golfe, basé à Bahreïn.

Ces rapports se trouvent à Londres, au Bureau des archives publiques (Archives nationales) [Public Records Office – National Archives]. La plupart d'entre eux sont référencés sous la rubrique FO371. Un autre ensemble de documents existe dans le bureau dédié à l'Inde (India Office).

Bon nombre de ces rapports ont été rassemblés et publiés en volumes comme suit :

– *Annual Records of the Gulf* (Londres : Archive Publications, 1992), 6 vols.

– *Annual Records of the Gulf* (Londres : Archive Publications, 1993), 6 vols.

– *Political Diaries of the Persian Gulf 1904-1958* (Londres : Archive Publications, 1990), 20 vols.

– *Ruling Families of Arabia*, éd. A. De L. Rush (Londres : Archive Publications, 1971), 12 vols.

– *The Persian Gulf Administration Reports 1873-1957* (Londres : Archive Publications, 1986), 11 vols.

– *The Records of Kuwait 1899-1961*, sélectionnés et édités par A. De L. Rush (Londres : Archive Publications, 1989), 8 vols.

1-b : Correspondance diplomatique américaine (États-Unis d'Amérique)

– *US Foreign Relations. Annual reports of American diplomatic missions abroad*. Rapports publiés par le Département d'État depuis 1861.

– *US National Archives and Records Administration*. Archives compilées depuis 1948. La référence du dossier concernant le Koweït est D86.

1-c : Documents koweïtiens

Al-Kuwait Al-Youm. Journal officiel du gouvernement koweïtien. Son premier numéro est paru le 11 décembre 1954 et il fut publié tous les samedis jusqu'au 30 novembre 1956 date à partir de laquelle il parut le dimanche.

2- Sources secondaires

2-a En langue arabe

Al Berawi, Rashed, *Harb AI Petrol in Al Sharq Al Awasat* [La Guerre du pétrole au Moyen-Orient] (Le Caire : The Anglo-Egptian Bookshop, 1957).

Abd Al Fattah, Fikrat Nameq, *Seyasat Al Iraq AI Kharagiya fi AI Montiqa Al Arabiya 1953-1958* [La politique étrangère irakienne dans le monde arabe 1953-1958] (Bagdad : Publications of the Ministry of Culture and Information, 1981).

Abu Hakamah, Ahmed, *'Al Kuwait fi Segelat Shareket AI Hind Al Sharkia' fi Al Kuwait Robaa' Qarn min AI lstiklal* [Le Koweït dans les archives de l'Eastern Indian Company, au Koweït : Un quart de siècle d'indépendance] (Koweït : Kitab Al-Arabi, janvier 1986).

Al Akkad, Salah, *Al Isti'mar fi Al Khalig AI Arabi Al Farisi* [Le colonialisme dans le Golfe arabo-persique] (Le Caire : The Anglo-Egyptian Bookshop, 1956).

—, *Al-Siyasah fi Al Khalig Al Arabi* [La politique dans le Golfe arabique] (Le Caire : The Anglo-Egyptian Bookshop, 1965).

—, *Al-Tayarat Al-Siyasiya fi AI Khalig AI Arabi* [Les courants politiques dans le Golfe arabique] (Le Caire : n.p, 1965).

—, *Ma'alem Al-Taghieer fi Dowal Al Khalig Al Arabi* [Les signes du changement dans les États du Golfe arabique] (Le Caire : Institute for Arab Research and Studies, 1972).

—, *Al Petrol wa Atharouhou fi AI Siyasah wa Al-Mo'gtama' AI Arabi* [Le pétrole et son influence dans la politique et les sociétés arabes] (Le Caire : Institute for Arab Research and Studies, 1973).

Al Asha'al, Abdullah, *Qadeyat Al Hodoud fi Al Khalig Al Arabi* [La question des frontiers dans le Golfe arabe] (Le Caire : Al Ahram Center for Political and Strategic Studies, 1978).

Al Ayoubi et Ayoub Hussein, *Ma'a Zekrayatena AI Kuwaitiah* [Avec nos mémoires koweïtiennes] (Koweït : Kuwait Government Press, 1972).

Al Ada'sani, Khaled, *Nisf A'am min Al Hokm Al Niyabi fi Al Kuwait* [Six mois de pouvoir représentatif au Koweït] (Beyrouth : n.p., 1947).

Al Dahi et Khaled Khalef, *Aswar Al-Kuwait Al Thalatha* [Les trois murailles du Koweït] (Koweït : n.p., 1989).

Al Feel, Mohamed, R., *Sokan Al Kuwait* [La population du Koweït] (Koweït : Al Matbo'uaat Inc., 1970).

Al Gamal, Yehia, *Al Nezam Al Doustouri fi Al Kuwait* [Le système constitutionnel au Koweït] (Koweït : Kuwait University Press, 1970).

Al Gazeya, Hussein Mohamed, *Dowal Al Khalig Al Arabi Al Haditha. 'Alaqatiha Al Dawlia wa Tatwor Al Awda'a Al Syasiya Al Qanouniya wa Al Dostouriya Fiha* [Les États modernes du Golfe arabique. Leurs relations internationales et l'évolution de leur statut constitutionnel, juridique et politique] (Beyrouth : Al Hayat Foundation Book, 1973).

Al Goghrafiya Al Tarikhiya Lil Kuwait, *La géographie historique du Koweït* (Koweït : Zat Al Salasel Publications, 1985).

Al Hatem, Abdullah Khaled, *Min Hona Badaat Al Kuwait* [D'ici, naquit le Koweït] (Koweït : Dar Al Qabas, 1980).

Al Jassem, Nagaat Abd Al Qader, *Al Tatawor Al Syasi wa Al lktisadi Lil Kuwait bayn Al Harbien 1914-1939* [Le développement politique et économique du Koweït entre les deux guerres 1914-1939] (Le Caire : Dar Al Nahda Al-Arabiya, 1973).

Al Khususi, Bader Al Dean A., *Dirasat fi Tarikh AI Kuwait Al Hadith AI lgtama'ie wa Al lktisadi 1913-1951* [Étude de l'histoire économique et sociale du Koweït moderne 1913-1961] (Koweït : Printing and Translation Inc., 1972).

—, *Dirasat fi Tarikh Al Kuwait Al Igtama'ie wa Al Iktisadi fi Al A'asr Al Hadith* [Étude de l'histoire économique et sociale du Koweït à l'époque moderne] (Koweït : Zat Al-Salasel Publications, 1983).

—, *Dirasat fi Tarikh Al Khalig Al Arabi Al Hadith wa Al Mo'aser* [Étude de l'histoire moderne et contemporaine du Golfe arabique] (Koweït : Zat Al Salasel Publications, 1988).

Al Mouzini, Ahmed Abd Al Aziz, *AI Kuwait wa Tarikha Al Bahri Aw Rehlat Al Shira'h* [L'histoire maritime du Koweït] (Koweït : Zat AI-SaIasel Publications, 1986).

Al Rashid, Abd Al Aziz, *Tarikh Al Kuwait* [L'histoire du Koweït] (Beyrouth Al Hayat Bookshop Publications, 1978).

Al Rashidi, Ahmed, ed., *AI Kuwait min Al Imara ila Al Dawla* [Koweït, de l'émirat à l'État] (Koweït : Dar Souad Al Sabah, 1993).

Al Rihani, Amin, *Molouk Al Arab aw Regal fi AI Bilad Al Arabiya* [Les souverains des Arabes ou des hommes forts dans des pays arabes] (Beyrouth : Scientific Press, 1925).

Al Romihi, Mohamed Ghanem, *Al Petrol wa AI Tagbayer AI Igtama'ie fi Al Khalig Al Arabi* [Le pétrole et le changement dans les sociétés du Golfe arabique] (Koweït : Kazmah Inc. for Publishing and Translation, 1984).

Al Sabah, Maymouna Al Khalifa, *Al Kuwait fi Zhel Al Hemaya AI Britaniya* [Le Koweït sous le protectorat britannique] (Koweït : n.p., 1988).

Al Semeat, Yousef M., Al Khalig Al Arabi : *Dirasat fi Ousoul AI Soukan* [Le Golfe arabique : étude sur l'origine de la population] (Le Caire : The Anglo-Egyptian Bookshop, 1970).

Al Shamlan, Seif Marzouk, *Min Tarikh Al Kuwait* [De l'histoire du Koweït] (Koweït : Zat Al-Salasel Publications, 1986).

Al Shehab, Yousef, *Regal fi Tarikh Al-Kuwait* [Des Hommes dans l'Histoire du Koweït] (Koweït : n.p., 1991).

Al Sobayhi, Hassan Qayed, *Ibhar fi Al Siyassa wa AI Tarikh, Al Kuwait 1756-1992* [Voyages à travers la politique et l'histoire, Koweït 1756-19921] (Abou Dhabi : Al A'ssema for Information and Advertisement Services, 1993).

Al Tayebi, Afif, *14 Youm fi AI Kuwait* [14 jours au Koweït] (Beyrouth : Al Youm Publications, 1952).

Aql, Sa'eed Fadel, *Al-Kuwait Al- Hadithah* [Le Koweït moderne] (Beyrouth : n.p., 1952).

Bint Abd Al Aziz, Moudi bint Mansour, *AI Malek Abd AI Aziz wa Moutamer AI Kuwait 1342 H (1923-1924)* [Le roi Abd Al Aziz et la Conférence du Koweït 1342 après l'Hégire (1923-1924) (Beyrouth : Dar Al-Saqi, 1992)].

Calverley, E., *Kont AwaI Tabibah fi AI Kuwait* [J'étais le premier médecin femme au Koweït] (traduction d'Abdullah Al Hatem), (Koweït : Dar Al-Kutub Institution, 1968).

Dickson, H. R. P., *Al Kuwait wa Garatiha* [Le Koweït et ses voisins], 2 vols (Beyrouth : Sahari for Printing and Publishing, 1964).

Hussein, Abd Al Aziz, *Mohadrat a'n Al Mogtamaa' Al Arabi Lil Kuwait* [Conférence sur la société arabe au Koweït] (Le Caire : Institute for Arab Research and Studies, 1960).

Ibrahim, Hassan A., *Al Kuwait : Dirasa Siyasiya* [Le Koweït, une étude politique] (Koweït : Dar Al Bayan for Publishing, 1972).

Lorimer, J, G., *Daleel Al Khalig* [Index du Golfe persique] traduction. Bureau du souverain du Qatar (Doha : Al Orouba Publications, 1967).

Mahgoub, Mohamed, A., AI Kuwait wa AI Hijrah [Le Koweït et l'immigration] (Alexandrie : General Egyptian Book Organization, 1977).

Ma'rouf, Iskandar, *AI Kuwait : Louloat Al Khalig* [Koweït, la perle du Golfe] (Bagdad : Dar Al Tadamon Publishing Press, 1965).

Noufal, Sayed, *Al Awdaa' Al Siyasiya Li Imarate Al Khalig AI Arabi wa Ganoub Al Jazeera* [La situation politique dans les émirats du Golfe arabique et au sud de la péninsule arabique] (Le Caire : Institute for Arab Research and Studies, 1961).

Qassem, Jamal Z., *Al Khalig Al Arabi : Dirasa li Tarikho AI Moua'ser* 1945-1971 [Le Golfe arabique, une étude sur son histoire moderne 1945-1971] (Le Caire : Institute for Arab Research and Studies, 1974).

Rebi'e, Abdullah Fouad, Qadaya Al Hodoud Al Siyasiya Li AI Saudia wa Al Kuwait bayn AI Harbayn AI Alamyeten [La question des frontières politiques de l'Arabie saoudite et du Koweït entre les deux Guerres mondiales] (Le Caire : Madbouli Bookshop, 1990).

Senan, Mahmoud Bahgat, *Al Kuwait Zahiret Al Khalig AI Arabi* [Koweït : La rose du Golfe] (Beyrouth : Dar Al Kashaf 1956).

Sheikh Khaza'l, Khalaf H., *Tarikh AI Kuwait Al Siyasi* [Histoire politique du Koweït], 5 vols (Beyrouth : Dar El Hilal, 1965).

Wahba, Hafez, *Jazerat AI Arab fi Al Qarn Al E'shreen* [La péninsule arabique au xxe siècle] (Le Caire : Committee for Authoring Translation and Publishing, 1967).

Wilkinson, John S., *Hodoud Al Jazerat Al Arabiya wa Qesat Al Dour AI Britani fi Rasm Al Hodoud A'br Al Sahra* [Les frontières dans la péninsule arabique et le rôle de la Grande-Bretagne dans leur délimitation à travers le désert] (Le Caire : Madbouli Bookshop, 1993).

Zalatah, Abdullah, *Azmat AI Kuwait A'am 1961 : Safahat min Tarikh Al Ela'qaat Al Iraqiya-Al Kuwaitiya* [La crise du Koweït en 1961 : Une page des relations irako-koweïtiennes] (Le Caire : Modern Commercial Press, 1993).

2-b En langue anglaise

Al-Ani, Mustafa M., *Operation Vantage : British Military lntervention in Kuwait, 1961* [Opération Vantage, l'intervention militaire britannique au Koweït en 1961], Londres : LAAM, 1990.

Burell, R. M., *The Persian Gulf* [Le Golfe persique] (New York : The Library Press, 1974).

Crystal, Jill, *Oil and Politics in The Gulf : Rulers and Merchants in Kuwait and Qatar* [Pétrole et politique dans le Golfe : Souverains et marchands au Koweït et au Qatar] (Cambridge : Cambridge University Press, 1990).

Daniel, John, *Kuwait Journey* [Voyage au Koweït] (Cutton, Grande-Bretagne : White Crescent Press Ltd, 1971).

Dickson, H. R. P., *Kuwait and Her Neighbours* [Le Koweït et ses voisins] Londres : George

Allen & Unwin Ltd, 1956.

Dickson, Violet, *Forty Years in Kuwait* [Quarante ans au Koweït] (Londres : George Allen & Unwin Ltd, 1971).

Finnie, David H., *Shifting Lines in the Sand* [Lignes changeantes dans les sables] (Londres : I.B. Tauris & Co, 1992).

Freeth, Zhara, *Kuwait was my Home* [Le Koweït était mon foyer] (Londres : George Allen & Unwin Ltd, 1956).

Hay, Sir Ropar, *The Persian Gulf States* [Les États du Golfe persique] (Washington : The Middle East Institute, 1959).

Hewins, Ralph, *A Golden Dream : The Miracle of Kuwait* [Un rêve d'or : Le miracle du Koweït] (Londres : W.H. Allen, 1963).

Hurewitz, J. C., *Middle East Politics : The Military Dimensions* [Les relations politiques au Moyen-Orient : la dimension militaire] (New York : Frederick A. Praeger, 1969).

Kelly, J. B., Arabia, *The Gulf and the West* [L'Arabie, le Golfe et l'Occident] (New York : Basic Books, 1980).

Liwnhardr, Peter, *Disorientation, A Society in Flux : Kuwait in the 1950s* [Désorientation, une société en mutation : le Koweït dans les années 1950] (Reading : Ithaca Press, 1993).

Longrigg H. Stephen, *Oil in the Middle East* [Le pétrole au Moyen-Orient] (Londres, 1954).

Munro, John, *Out on a Wing : the Story of Wafic Ajouz and MEA* [Sur une aile : l'histoire de Wafic Ajouz et de la Middle East Airlines] (Beyrouth : Masters Publication Communication, 1986).

Rush, Alan, *AI-Sabah : History and Genealogy of Kuwait's Ruling Family 1752-1987* [Les Al-Sabah : histoire et généalogie de la famille des souverains du Koweït 1752-1987] (Londres : Ithaca Press, 1987).

Winstone, H. V. F and Zahara Freeth, *Kuwait : Prospect and Reality* [Le Koweït : perspectives et réalité] (Londres : George Allen & Unwin Ltd, 1972).

Zahlan, Rosemarie Said, *The Making of the Modern Gulf States : Kuwait, Bahrain, Qatar, the Unites Arab Emirates and Oman* [L'édification des États modernes du Golfe : Koweït, Bahrein, Qatar, Émirats arabes unis et Oman] (Londres : Unwin Hyman, 1989).

2-c Documents et textes non publiés

Al Sabah, Amal Al Azabi, « Soukan Al Kuwait. Dirasa Tatbekiya fi Goghrafiyat Al Soukan » [La population du Koweït. Étude appliquée à la géographie de la population], dissertation de Master présentée à l'Université du Koweït, Koweït, 1972.

Ghadban, Mousa Hannoun Kazar, « Tattwer Al Hokm wa Al Idara fi Al Kuwait 1936-1962 » [Développement du gouvernement et de l'administration au Koweït 1936-1962], dissertation de Master présentée à la Faculté des Arts, Ain Shams University Egypt, 1988.

Saleh, Ghanem Mohamed, « Iraq wa Al Wehda Al Arabiya min 1939-1958 » [L'Irak et l'unité arabe de 1939 à 1958], thèse de doctorat (PhD) soutenue à la Faculté des études économiques et politiques, Université du Caire, Égypte, 1977.

2-d Journaux et magazines

La rédaction de cet ouvrage s'est aussi basée sur un large éventail de journaux arabes et de magazines hebdomadaires ou mensuels. Parmi ces publications, citons notamment :

En Égypte :
– Journaux : *Al Ahram*, *Al Akhbar* et *Al Gomhouria*.
– Magazines : *Al Musawer*, *Akhr Sa'haa*, *AI Ithnein et Roza Al Yusuf*.

Au Liban :
– Journaux : *Al Youm*, *Al Nahar*, *Sawt Al Ahrar*, *Sawt AI Sharq*, *AI Ayam* et *Al Hayat*.
– Magazines : *Al Sayaad* et *Sout Al Orouba*.

En Syrie :
– Magazines : *Al Nuqqad*.

Au Koweït :
– Magazines : *Al A'rabi*, *Al Raed* et *Homat Al Watan*.

Index des noms cités

Table des matières

Note du traducteur 7

Préface 9

Introduction 11
- Du traditionalisme à la modernité 12
- Renforcement des institutions 13
- La quête pour l'indépendance 14
- Succession politique 14

Chapitre I
Les années formatrices 17

Chapitre II
L'édification d'un État au Koweït :
Le rôle d'Abdullah Mubarak 37
- Assurer la sécurité 39
- Les conséquences de l'ébullition panarabe 42
- Les événements de février 1959 46
- Guerre froide et lutte contre le communisme 49
- L'impact de la révolution irakienne 55
- Chasse aux drogues 58
- Pas de justice d'exception 59

Chapitre III
Les institutions clés du développement national 61
- Développement de l'aviation civile 75
- Développement de l'éducation au Koweït 83

Chapitre IV
La redéfinition de l'intérêt national du Koweït 89
Le développement des relations avec les États-Unis 91
Le rôle de la Kuwait Oil Company 95
Les Relations avec le Royaume-Uni 100

Chapitre V
Le défi irakien 109
L'approvisionnement en eau comme élément de négociation 114
Une menace ouverte : la détermination de l'Irak d'absorber le Koweït 118
La révolution de 1958 : Des pressions renouvelées sur le Koweït 122
Nier le droit à l'indépendance du Koweït 126
De la crise de 1973 à l'invasion militaire de 1990 131

Chapitre VI
La démission d'Abdullah Mubarak 133
Laisser le pouvoir derrière soi 135
Les documents britanniques à propos de la succession chez les Al-Sabah 136
Abdullah Mubarak : un engagement continu dans la vie publique 150

Chapitre VII
La démission et au-delà 157
Le départ et le legs 166

Repères 169

Bibliographie 171

Index des noms cités 181

Éditions Erick Bonnier
5, rue du Helder
75009 Paris

N° d'impression :

ABDULLAH MUBARAK AL-SABAH

LE FAUCON DU GOLFE

Le cheikh Abdullah Mubarak Al-Sabah eut une influence déterminante dans la création de l'État moderne du Koweït. Personnage emblématique, il joua un rôle clé dans le développement de son pays.

Le fondateur de l'État moderne du Koweït fut le Cheikh Moubarak. Mais c'est son fils, Abdullah Mubarak Al-Sabah, l'une des figures les plus importantes du Koweït des années 1940 à l'indépendance de l'émirat en 1961, qui conduisit effectivement le pays à la modernité.

Responsable, en grande partie, de la création des Forces de défense koweïtiennes, Abdullah Mubarak Al-Sabah eut à cœur de donner la priorité aux intérêts nationaux koweïtiens face aux pressions britanniques, américaines et iraniennes et cela dans une période cruciale de grands changements. Figure essentielle dans l'histoire et le développement de son pays, il prit soin aussi d'établir des relations avec les compagnies pétrolières étrangères et il renforça le standing économique du Koweït en menant des politiques déterminées en ce sens.

Élaboré par l'auteur grâce à de nouvelles recherches et à l'accès à des sources bien informées, cet ouvrage est à la fois une biographie et un livre d'histoire du Koweït moderne. Il aborde les relations de l'Émirat avec ses voisins et l'Occident. Il traite notamment de la stratégie américaine de renforcement de ses relations dans le Golfe et la péninsule arabique à une époque où la Guerre froide battait son plein tandis que les nationalismes arabes étaient à leur apogée. Le livre n'élude pas les questions diplomatiques délicates comme les différends à propos de l'eau ou des frontières ou comme les relations difficiles entre le Koweït et l'Irak, plus particulièrement après la Révolution de 1958 menée par le général Abdul Karim Qasim. Chaque thème évoqué par ce livre met en exergue le rôle charnière joué alors par le cheikh Abdullah Mubarak Al-Sabah.

Cet ouvrage apporte ainsi une contribution significative à la compréhension de la politique complexe du Koweït moderne et de l'histoire récente des États du Golfe.

maquette Bruno Vergnas/

www.erickbonnier-editions.com

Encre d'Orient

EAN 978 236 760 1755
PRIX TTC 20 €

9 782367 601755